Le Monde

55e ANNÉE – Nº 16778 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — MARDI 5 JANVIER 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Affaire Elf : dix-huit mois de retard pour rechercher Alfred Sirven

CONSIDÉRÉ comme le personnage central de l'affaire Elf, Alfred Sirven n'est recherché officiellement par Interpol que depuis le 9 décembre 1998. C'est en effet à cette date, soit dix-huit mois après que les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky eurent émis un premier mandat d'arrêt international à son encontre, que la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) française a adressé à Interpol la *« notice rouge »* réclamant l'assistance des polices étrangères en vue d'interpeller l'ancien directeur des *« affaires générales »* du groupe pétrolier. Oubli ? Négligence procédurale ? Bienveillance discrète ? Intervention occulte ? Ce retard, concernant un homme que la justice soupçonne d'avoir fait transiter *« plus de 1 milliard de francs »* sur ses comptes suisses, est incompréhensible.

Lire page 10

L'euro conteste d'emblée l'hégémonie du dollar

● Pour son premier jour de cotation, l'euro a gagné près de 2 % face au dollar, lundi matin, sur les places financières asiatiques et européennes ● La Bourse de Paris en hausse de 2,23 % à l'ouverture ● Succès technique dans les banques ● « Le Monde » à l'heure de l'euro : trois nouvelles pages Bourses quotidiennes et le palmarès européen des sicav

LES MARCHÉS financiers ont plébiscité, lundi matin 4 janvier, la nouvelle monnaie unique européenne. Pour ses pemières cotations officielles, l'euro a gagné près de 2 % face au billet vert, à 1,19 dollar. La Banque centrale européenne (BCE) serait même intervenue pour empêcher une appréciation excessive de l'euro. Les Bourses européennes ont ouvert en forte hausse : Paris s'inscrivait en progression de 2,23 % et Francfort de 2,65 %.

« C'est un bon accueil, ce n'est pas un engouement incontrôlable et absurde », a commenté le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, sur Europe 1. Il s'est réjoui du succès de l'opération technique de bascule et de conversion à l'euro. Ce chantier exceptionnel, qui a mobilisé durant le week end plus de 100 000 personnes à travers toute l'Europe, s'est déroulé sans incidents majeurs. Il faudra toutefois attendre quelques jours pour obtenir la confirmation que tous les systèmes informatiques fonctionnent convenablement. A Paris, les premiers achats réglés en euros ont eu lieu dès samedi dans plusieurs grands magasins et restaurants.

A l'occasion des premières cotations en euros de l'ensemble des valeurs européennes, *Le Monde* augmente le nombre de pages consacrées à l'information financière et boursière. La page « Tableau de bord » dont la vocation est de donner sur la vie des affaires, l'économie et l'évolution des marchés, une synthèse des informations essentielles, a été réaménagée. Une nouvelle page intitulée valeurs européennes est créée : sous les graphiques des deux grands indices boursiers européens (Euro Stoxx 50 et Stoxx 653), elle donnera quotidiennement, classés par secteurs d'activités et non plus par pays, les cours en euros des 653 plus grandes entreprises européennes. La troisième page consacrée aux valeurs françaises donne les cours en euros, avec une traduction en francs, des actions cotées à Paris.





LE MONDE publie sur dix pages, conjointement avec sept grands journaux européens, le premier palmarès des sicav et des fonds de placements commercialisés en Europe. Huit pages sont consacrées au classement de ces fonds.

■ Affaire Clinton : vers un compromis

Alors que les délibérations commencent mercredi au Sénat américain sur le sort de Bill Clinton, une simple « réprimande » semble être préférée à une procédure de destitution. p. 2

■ Le retour de M. Chevènement

Deux missions attendent le ministre de l'intérieur : contrer Jacques Chirac sur la sécurité et contrer Daniel Cohn-Bendit aux européennes. p. 8

■ Succès de l'édition régionaliste

Les lecteurs apprécient de plus en plus l'édition regionaliste. Ce marché intéresse les éditeurs parisiens. p. 12

■ Les maladies du XXIe siècle

A l'occasion des Entretiens du XXIe siècle organisés par l'Unesco, Luc Montagnier et David Heymann dialoguent sur les fléaux épidémiques du siècle à venir. p. 14

■ Architecture et patrimoine

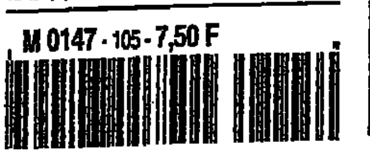
Premier directeur de l'architecture et du patrimoine, François Barré explique au *Monde* ses objectifs. p. 29

■ La mort de Rolf Liebermann

Directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, il avait su reconquérir le public. Le compositeur suisse Rolf Liebermann est mort samedi 2 janvier à Paris. p. 31

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 105 - 7,50 F



Laxou a deux élus, et c'est ainsi que tout le canton l'a su (bis)

NANCY
de notre correspondante

« Monsieur le préfet, j'aimerais bien savoir si je suis conseiller général jusqu'en 2004. » Claude Guillerme, conseiller général de Laxou, n'imaginait pas, en interpellant le préfet de Meurthe-et-Moselle sur l'imbroglio dans lequel il se trouve plongé, que le représentant de l'Etat lui ferait savoir quelques jours plus tard qu'il était bien conseiller général, mais d'un canton qui n'existe plus !

« C'est un joli petit casse-tête », soupire le président du tribunal administratif, Daniel Giltard. La précédente majorité avait en effet procédé à un redécoupage dans l'agglomération nancéienne, qui avait officiellement pour objet de réduire les disparités démographiques entre les cantons et la moyenne départementale. Ce redécoupage avait immédiatement été attaqué par Jean-Yves Le Déaut, député PS, qui avait crié *« au tripatouillage »* et raillé ce *« canton du randonneur »*, Laxou englobant une forêt. Début 1997, le Conseil d'Etat avait avalisé cette nouvelle carte électorale avant que la section du contentieux de cette même juridiction ne décide de l'annuler, en considérant que les écarts avaient été aggravés. Les nouveaux cantons disparaissent de fait pour laisser place à la situation antérieure. Les communes de Laxou et de Villers-lès-Nancy sont réunies pour former le canton de Laxou dans sa configuration initiale, et le canton de Villers-lès-Nancy créé en 1997, disparaît.

Le problème est que, entre-temps, les électeurs de Meurthe-et-Moselle ont renouvelé leur conseil général : Claude Guillerme (UDF) à Laxou et Pascal Jacquemon (PS), à Villers-lès-Nancy. Il y en a donc désormais un de trop. Cette étrange situation n'a pas troublé le commissaire du gouvernement, Laurent Touvet, qui déclarait dans ses conclusions : *« Le département de Meurthe-et-Moselle présentera donc pendant quelques mois ou années, jusqu'aux prochaines élections, ou au prochain redécoupage de l'agglomération nancéienne, l'originalité de compter un conseiller général de plus que le nombre de cantons. »*

Une chose est sûre, les deux hommes élus régulièrement le sont jusqu'au terme de leur mandat. *« On ne peut pas remettre en cause leur élection, qui n'a pas été attaquée, mais l'article L 191 du code électoral stipule qu'il y a un conseiller général par canton »*, remarque M. Giltard. A ce feuilleton ubuesque, le préfet de Meurthe-et-Moselle, Jean-François Denis, a ajouté un nouvel épisode, après avoir demandé une explication de texte au ministère de l'intérieur. Dans un courrier adressé aux deux intéressés, ainsi qu'au président socialiste du conseil général, M. Denis explique que *« le canton de Villers-lès-Nancy est l'héritier du canton de Laxou rétabli »*.

Pascal Jacquemin, élu en 1998 à Villers, est donc conseiller général de Laxou jusqu'en 2004, tandis que Claude Guillerme devient, en quelque sorte, conseiller général flottant, élu sans terre. *« Un conseiller général n'est pas propriétaire de son canton, il est membre d'une assemblée appellée à gérer l'intérêt général d'un département »*, fait-on remarquer à la préfecture pour tenter de justifier cette étrange situation. En attendant, les habitants du canton auront le bonheur d'être représentés à l'assemblée départementale par deux élus, un de droite et un de gauche.

Monique Raux

L'aventure de l'embryon

AMOUR, hasard et gènes : l'espèce humaine se reproduit toujours à l'identique, pour donner chaque fois un être différent. L'enquête de Catherine Vincent, dont nous publions aujourd'hui le premier volet, raconte l'extraordinaire aventure de l'embryon, un voyage en cinq épisodes aux sources de la vie humaine. A l'origine, une sorte de cacahuète de 35 grammes, quatre bourgeons de membres, une tête démesurée et une longue queue de vertèbres. Et, au vingt-cinquième jour, un cœur qui commence à battre. Le temps de l'empirisme est révolu. Une mère sait désormais tout du fœtus qui grandit dans son ventre, de l'éveil précoce de ses sens, des périls qui, parfois, le menacent.

Lire page 13

POINT DE VUE

L'UDF doit aller seule au combat des européennes

par Jean-Louis Bourlanges

TANT que Philippe Séguin prétendra mener le combat de l'Europe sans avoir fait le choix de l'Europe, l'UDF aura le devoir d'aller seule à la bataille des européennes. Y renoncer, en l'état présent des choses, et soumettre, sur cet enjeu fondateur, sa parole à celle du président du RPR constituerait une faute originelle, une sorte d'anti-baptême qui remettrait en cause jusqu'à sa raison d'être.

La chose serait décidée : Philippe Séguin conduira la liste unique de L'Alliance aux élections européennes du 13 juin. L'intéressé y paraît déterminé, Alain Madelin indifférent, Jacques Chirac consentant et François Bayrou résigné. Pourtant, réunis à Lille il y a quelques semaines, les membres du conseil national de l'UDF ont clairement signifié à leurs dirigeants que l'option Séguin était, à leurs yeux, inacceptable.

Au nom de quoi faudrait-il confier la responsabilité du combat européen commun à l'homme qui a symbolisé au cours des années 90 le refus de la politique européenne commune du RPR et de l'UDF ? Pourquoi, au terme d'une longue et rude bataille pour l'euro, le vainqueur offrirait-il ses troupes triomphantes au général vaincu ?

La justification de l'appel à un eurosceptique historique pour conduire la liste européenne de l'opposition tient tout entière dans ce postulat : avec le lancement de l'euro, les pro-européens ont totalement et définitivement gagné la partie. Le dossier européen étant clos, il est devenu possible de l'évacuer de la campagne pour lui substituer une mobilisation antisocialiste sur des thèmes franco-français.

Lire la suite page 17
et nos informations page 6

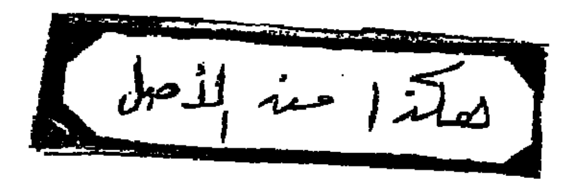
Jean-Louis Bourlanges *est député au Parlement européen (liste de l'Union UDF-RPR) et président de la section française du Mouvement européen.*

Six ballons autour du globe


BERTRAND PICCARD

LE TOUR du monde en ballon sans escale est l'une des dernières grandes aventures de l'histoire aérienne. Après l'échec de l'homme d'affaires britannique Richard Branson, six autres concurrents, dont le psychiatre suisse Bertrand Piccard, quarante ans, s'apprêtent à décoller. La plupart doivent toutefois attendre l'autorisation des autorités chinoises pour survoler leur territoire.

Lire pages 24 et 25



هكذا من الأصل

ÉTATS-UNIS Le Congrès américain reprend ses travaux, mercredi 6 janvier, et le Sénat doit se prononcer sur l'*impeachment* de Bill Clinton. *Les républicains pas plus que les démocrates ne semblent souhaiter un long procès.* ● UN COMPROMIS paraît s'ébaucher à l'initiative de Trent Lott, le chef de file de la majorité républicaine au Sénat : *après une présentation rapide de l'accusation et de la défense, un vote de procédure interviendrait, précédant une motion de « réprimande » (censure) du président.* ● *LE PRÉSIDENT américain a proposé, samedi 2 janvier, une sensible augmentation du budget de la défense.* Il demande un accroissement des crédits militaires de 110 milliards de dollars (94 milliards d'euros) sur six ans. ● AVEC CUBA, les relations sont toujours dans l'impasse au moment du quarantième anniversaire de la prise de pouvoir de Fidel Castro.

Un compromis sur le sort de Bill Clinton paraît s'ébaucher au Sénat

Les cent membres de la Chambre haute vont délibérer à partir du mercredi 6 janvier à Washington sur la destitution de Bill Clinton. Une simple « censure » du chef de la Maison Blanche pourrait se substituer à une procédure d'« impeachment » jugée traumatisante et impopulaire

WASHINGTON
de notre correspondant

On ne va pas encore parler de ça ! La lassitude était générale en ce début d'année s'agissant de l'interminable saga de l'*impeachment* du président Bill Clinton. Après quoi on en parlait quand même, *comme à regret*, en pestant sur le fait que l'on avait fini 1998 sur le vote de la Chambre des représentants recommandant la destitution du président américain et que 1999 s'ouvrait sur la convocation du Sénat réuni en tribunal pour le juger.

Et beaucoup n'hésitaient pas à dénoncer l'hypocrisie du groupe de plus en plus réduit – mais toujours ô combien actif – de républicains de droite déterminés à faire chuter un président dont ils n'ont toujours pas accepté la légitimité démocratique. N'a-t-on pas assisté la semaine dernière à un événement peu fréquent : l'incarcération d'un gouverneur républicain, condamné à un an ferme de détention pour corruption !

D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, les turpitudes d'un politicien ou d'un parti rejaillissent généralement sur l'ensemble du monde politique. Et celles de M. Clinton sont considérées par nombre d'Américains *comme typiques du comportement* de ceux qui les gouvernent, du moins sut le plan national.

Ce qui lui est reproché, se demandent les uns et affirment les autres – « preuves » à l'appui –, ne serait au fond qu'un travers masculin assez banal, et bon nombre de ses critiques feraient preuve dans cette affaire d'une bonne dose d'hypocrisie.

Bill Clinton joue son image dans les livres d'histoire

Mais, pour le moment, c'est Bill Clinton qui doit se présenter devant ses juges après la rentrée du 106[e] Congrès, mercredi 6 janvier. C'est lui qui doit défendre une réputation entachée aux yeux de ses compatriotes et de l'Histoire, et éviter de devenir le premier président des Etats-Unis à être destitué. Les chiffres jouent en sa faveur. *Il est en effet impossible*, dans le contexte actuel, que les deux tiers requis des sénateurs – soit 67 – votent contre lui.

Il faudrait, pour cela, une unanimité impossible des républicains et la défection de douze démocrates, ce à quoi aucun analyste politique ne croit. D'où cette proposition de compromis que fait circuler le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, pourtant connu comme un conservateur bon teint (*Le Monde* du 2 janvier).

Aux termes de cette initiative bipartite, les sénateurs entendraient brièvement l'accusation et la défense avant de décider si l'affaire est assez grave pour mériter un procès en bonne et due forme. *En réalité, il s'agirait de compter* les voix car, quelles que soient les accusations portées contre Bill Clinton, l'absence d'une majorité qualifiée signifierait son acquittement à l'issue d'une procédure longue, traumatisante et impopulaire, et dont les premières victimes seraient les élus républicains lors des élections de novembre 2000.

Pendant des mois, point de travail parlementaire, un programme électoral à l'abandon, la paralysie de l'Etat, ce qui donnerait aux démocrates des armes rêvées pour partir à la reconquête du Congrès.

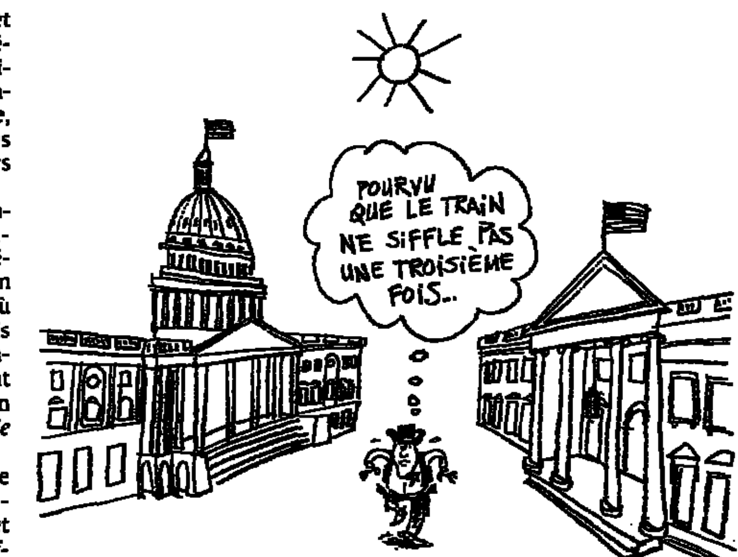
Le sénateur Trent Lott l'a bien compris qui, une fois n'est pas coutume, s'est démarqué de ses amis conservateurs de la droite religieuse. Mais il devra faire preuve d'une grande détermination pour résister aux pressions, aux campagnes indignées, voire même aux menaces de ceux-ci. Si, mathématiquement, l'appui d'une minorité de républicains serait suffisante pour faire passer son initiative, elle serait politiquement dommageable si elle ne recueillait pas les votes de la majorité des sénateurs de son parti.

Mais la procédure de destitution – incertaine car elle n'a servi qu'une fois, en 1868, sans aboutir, pour Andrew Johnson – permet néanmoins à un seul sénateur de demander à n'importe quel moment un vote sur l'interruption ou *l'arrêt de la procédure*, et à 51 d'entre eux de décider de clore le débat une fois pour toutes.

Dans cette partie de poker menteur où chacun dissimule ses intentions tout en essayant de contraindre l'adversaire à se découvrir, c'est Bill Clinton pour qui joue le plus gros jeu : son image dans les livres d'histoire. Mais sa vie politique s'achèvera au plus tard en janvier 2001. Républicains et démocrates jouent donc au moins autant le sort du président que leur propre avenir ; c'est pourquoi ils s'efforcent de déconsidérer leurs adversaires aux yeux des électeurs en leur faisant endosser la responsabilité d'un éventuel procès. La situation est trop floue pour le moment, et l'indépendance des sénateurs trop chatouilleuse, pour que l'issue soit claire. Toutes les options demeurent ouvertes.

Le premier acte significatif de la rentrée sera l'élection, mercredi, du nouveau speaker (président) de la Chambre. Ce devrait être le *falot Dennis Hastert, républicain* de l'Illinois, qui bénéficiera des suffrages de ses amis politiques : il faut bien que ceux-ci remplacent celui qu'ils avaient choisi il y a quelques semaines, Bob Livingston, et que la révélation de ses aventures extraconjugales avait contraint à la démission.

Patrice de Beer



Les deux articles de destitution retenus

Le Sénat va décider du sort du président Bill Clinton sur la base d'un acte d'accusation constitué par les deux articles de destitution votés le 19 décembre par la Chambre des représentants.

● **L'article I** accuse Bill Clinton d'avoir *« volontairement fourni un témoignage parjure, faux et trompeur au grand jury »* (chambre de mise en accusation) le 17 août sur *« la nature et les détails de sa relation avec »* Monica Lewinsky, présentée comme *« une employée subalterne du gouvernement »*.

● **L'article II** accuse le président de s'être *« engagé, personnellement et au travers de ses subordonnés et agents, dans un type de conduite ou de complot visant à retarder, entraver, camoufler et dissimuler l'existence de preuves et témoignages liés »* à l'affaire Paula Jones. M. Clinton est également accusé d'avoir *« frauduleusement encouragé »* Monica Lewinsky à *« fournir une déclaration sous serment qu'il savait être entachée de parjure, fausse et trompeuse »*, de s'*« être lui-même engagé dans un complot visant à dissimuler des preuves »* et d'avoir *« réussi à fournir à Monica Lewinsky une aide pour trouver un emploi afin de frauduleusement prévenir* [son] *témoignage honnête »*.

● **La Chambre des représentants** (Chambre basse *du Parlement) a rejeté*, à l'occasion de son vote historique du 19 décembre, les deux autres articles de destitution qui lui *avaient été présentés* par sa commission judiciaire. Le premier accusait Bill Clinton de *« faux témoignage »* lors de sa déposition du 17 janvier 1998 dans l'affaire Paula Jones, le second l'accusait d'*« abus de pouvoir »*.

Le président souhaite augmenter le budget de la défense

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Clinton a annoncé, samedi 2 janvier, son intention d'augmenter considérablement le budget de la défense. Dans une allocution radiodiffusée, il a déclaré : *« Nous devons entreprendre cet effort aujourd'hui, afin que notre nation demeure demain forte et en sécurité. »* Douze milliards de dollars supplémentaires devraient être inscrits pour le Pentagone dans le projet pour la prochaine année fiscale, ce qui porterait celui-ci à 296 milliards de dollars (environ 252 milliards d'euros). Au total, quelque 110 milliards de dollars seraient débloqués sur six ans. Il s'agit de la *première hausse notable depuis quinze ans*, c'est-à-dire pendant l'ère reaganienne, qui coïncidait avec les dernières années de la guerre froide.

RÉÉVALUATION DE LA SOLDE DES MILITAIRES

Les généraux avaient réclamé beaucoup plus, soit 148 milliards sur six ans. Cela fait des mois qu'ils font du lobbying dans ce sens, auprès de l'administration comme du Congrès. Ils étaient ainsi intervenus lors de la récente discussion du budget de la défense. Le Pentagone semble, du moins officiellement, se contenter de l'enveloppe promise, qui *« satisfait ses besoins les plus urgents »*. Les républicains, qui accusent depuis des années Bill Clinton de ne pas dépenser assez, ont dénoncé un chiffre qualifié d'insuffisant.

Ces nouveaux crédits devraient permettre une réévaluation de la solde (+ 4,4 %) et des pensions de 1,4 million de militaires, en majorité dans les carrières spécialisées où la concurrence des salaires du secteur privé est la plus forte. Ils devraient surtout être affectés à l'achat de nouveaux matériels encore plus sophistiqués et à l'amélioration de l'état de préparation des forces armées.

Mais ces dépenses sont critiquées par ceux qui estiment *que le budget de la défense est déjà disproportionné* par rapport à ceux des Etats potentiellement menaçants comme la Russie ou la Chine. *« Cela n'a aucun sens de dépenser des milliards supplémentaires pour acheter des systèmes d'armes plaqué or alors que personne ne peut rivaliser avec nous. C'est une mentalité qui date de la guerre froide »*, a ainsi déclaré au *Washington Post* Michael O'Hanlon, de la Brookings Institution.

P. de B.

Les relations américano-cubaines sont toujours gelées

WASHINGTON
de notre correspondant

Le quarantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro (*Le Monde* daté 3-4 anvier) a été *accueilli* dans l'indifférence générale aux Etats-Unis. Les relations américano-cubaines paraissent si profondément gelées que personne n'envisage de changement rapide et que rares sont ceux qui sont prêts à prendre des risques politiques pour changer le statu quo.

Si la loi Helms-Burton (1996) continue de régir un embargo total qui tient lieu de politique américaine depuis le début des années 60, on sent sourdre un léger frémissement. Le département d'Etat reste arc-bouté sur l'embargo, comme le confirment les récents propos du coordinateur des affaires cubaines, Michel Ranneberger, et du sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, Stuart Eizenstat, mais certains s'interrogent sur le bien-fondé de cet immobilisme dix ans après la chute du mur de Berlin. Plusieurs personnalités – en majorité républicaines – viennent de demander la création d'une commission présidentielle pour réfléchir sur une politique qui a montré les limites de son inefficacité. On y retrouve d'anciens secrétaires d'Etat comme Henry Kissinger, Lawrence Eagleburger, William Rodgers ou George Schultz, et une quinzaine de sénateurs, certains républicains ultraconservateurs.

On a voté loi après loi, en faisant croire que cela ferait chuter Castro, explique Gary Jarmin, un homme d'affaires républicain qui préside la Fondation américano-cubaine et qui est à l'origine de cette initiative. *« Quand on m'a dit que la loi Helms-Burton était l'ultime pièce du dispositif pour renverser Fidel, je l'ai cru. Aujourd'hui, je suis heureux qu'on l'ait votée : elle est la preuve que cette politique ne marche pas. C'est un texte ridicule, le plus beau cadeau qu'on ait offert à Castro depuis la baie des Cochons : il lui permet de renforcer sa position dans l'île et de construire une alliance internationale contre les Etats-Unis. »*

« AUCUNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE »

M. Jarmin n'est pas un idéaliste ; il est agacé de voir les réfugiés de la Fondation nationale cubano-américaine dicter à son gouvernement sa politique envers La Havane. Pour lui, *« le meilleur moyen d'affaiblir Castro et que ça change, c'est de soumettre Cuba à un maximum d'influence américaine à travers l'économie, la politique, l'éducation, la religion, le tourisme »*. Cette initiative a-t-elle un avenir ? Paradoxalement, Wayne Smith, qui représenta par deux fois le département d'Etat à La Havane et qui travaille au Centre de politique internationale (CIP) de Washington, un de ces « gauchistes » cités par M. Jarmin, est peu optimiste. La volonté de changement lui paraît aussi absente d'un côté que de l'autre et il estime que rien ne se passera avant le départ de Fidel Castro. *« Cuba est un tout petit marché de onze millions d'habitants et l'embargo ne nous coûte pas cher. Pourtant, le Pentagone a reconnu que, depuis la fin de la guerre froide, l'île ne représentait plus une menace pour les Etats-Unis et n'avait plus aucune importance stratégique. »*

Dirigeants américains et cubains semblent donc se prêter la main dans une politique de l'absurde. L'embargo renforce les durs du régime, les anciens de la Sierra Maestra qui n'auraient plus personne à blâmer s'il était levé. Et les brutalités du régime cubain ne font que renforcer l'intransigeance des républicains ; d'autant que les réfugiés cubains votent presque tous pour eux. La loi Helms-Burton a vu le jour à la suite de la destruction de deux avions de tourisme américains pilotés par des réfugiés. Son *libellé* a été inspiré – selon M. Smith, M. Jarmin et d'autres – par la Fondation nationale cubano-américaine et par l'avocat du producteur de rhum Bacardi, une ancienne société cubaine installée aux Bahamas.

Cette loi – contestée par l'Union européenne – qui vise à empêcher les investissements étrangers à Cuba, était aussi destinée à protéger Bacardi de la concurrence du rhum cubain après la création d'une société mixte entre Pernod-Ricard et un partenaire local. Or, loin d'obtenir *le résultat claironné*, la loi Helms-Burton place les Etats-Unis en contravention avec le droit international et affecte les intérêts de pays tiers. Elle octroie aux tribunaux américains des pouvoirs de juridiction exorbitants sur des sociétés et des personnes étrangères et accorde sa protection aux propriétaires et aux héritiers de biens qui n'avaient pas la nationalité américaine au moment de leur confiscation. En même temps, il *demeure au moins aussi difficile* de faire parvenir une aide humanitaire et des médicaments à Cuba qu'en Irak...

P. de B.

Deux Nobel de littérature font l'éloge de Fidel Castro

Gabriel Garcia Marquez a affirmé avoir été *« surpris par Fidel : il est chaque jour plus fort »*. *« Ce qui m'a le plus frappé dans son discours, et ce que l'on remarque le moins, c'est qu'il est un grand écrivain »*, a jugé l'auteur colombien, après avoir écouté, vendredi 1er janvier, son discours pour le 40e anniversaire de la révolution cubaine en compagnie d'un autre Prix Nobel de littérature, le Portugais José Saramago. Le Lider maximo a *« clairement démontré que s'il y a une possibilité que l'être humain soit vraiment humain, cette possibilité existe ici »*, à Cuba, a estimé pour sa part José Saramago. *« Nous le savons, il y a des problèmes à Cuba. Mais Cuba résoudra ses problèmes. Toujours dans la bonne direction, avec toutes ses contradictions, ses tensions internes, ses problèmes »*, a assuré l'écrivain portugais.

Le roi Sihanouk est prêt à comparaître à un procès contre les Khmers rouges

Khieu Samphan et Nuon Chea ont regagné Païlin

LE ROI Norodom Sihanouk s'est déclaré, dimanche 3 janvier, « *prêt à comparaître devant un tribunal, cambodgien ou international, chargé de juger les Khmers rouges et leurs complices réels ou supposés* ».

Réagissant à une dépêche de l'agence Reuters qui rappelait son association aux Khmers rouges de 1970 à 1976, et en 1979, après l'occupation du Cambodge par l'armée vietnamienne, le roi, qui séjourne à Pékin, a affirmé : « *Je renoncerai volontairement à mon immunité royale et constitutionnelle afin de comparaître volontairement devant un tel tribunal (...). Je déclare par avance accepter une éventuelle condamnation et purger la peine de prison que le tribunal m'infligera. Même si les juges de ce tribunal ne me convoquent pas, je me présenterai quand même devant lui. Et je serai mon propre avocat.* »

L'accueil réservé la semaine dernière par les autorités cambodgiennes aux ex-dirigeants Khmers rouges Khieu Samphan et Nuon Chea a été vivement critiqué, y compris par le roi, et a relancé le débat sur l'éventualité d'un procès des responsables du génocide.

Les deux hommes sont repartis, dimanche, pour la ville de Païlin, la base des anciens rebelles à la frontière thaïlandaise, abrégeant leur tournée dans le pays. Après avoir été reçus à Phnom Penh par le premier ministre Hun Sen, les deux hommes s'étaient rendus à Sihanoukville puis à Angkor. Ils sont repartis par hélicoptère de Battambang, au nord-ouest du Cambodge. Leur entourage a refusé de préciser si ce retour, peut-être anticipé, à Païlin était dû à une inquiétude sur leur sort. Après les avoir accueillis avec les honneurs, le premier ministre Hun Sen avait affirmé ne leur avoir jamais promis l'immunité.

Le porte-parole du gouvernement, Khieu Kandarith, a déclaré à Reuters que les deux hommes étaient libres de leurs mouvements parce qu'ils ne faisaient l'objet d'aucun mandat d'arrêt : « *Chacun est présumé innocent tant qu'il n'est pas jugé coupable. Ils sont libres de se déplacer jusqu'à ce qu'un tribunal les convoque.* »

Selon les observateurs, il serait difficile de faire revenir les deux hommes de Païlin ou d'aller les y arrêter, si des mandats d'arrêt étaient un jour émis à leur encontre par un tribunal cambodgien ou international. La ville, théoriquement contrôlée par le gouvernement, est en fait administrée par les anciens dirigeants khmers rouges qui ont fait défection, parmi lesquels Ieng Sary.

« INGÉRENCE »

D'autre part, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, mis en cause pour avoir rendu visite, mercredi à Phnom Penh, à Khieu Samphan, s'est justifié dimanche en qualifiant ces critiques de « *tempête dans une tasse de thé* ». M. Boutros-Ghali, aujourd'hui secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, a déclaré : « *Si la communauté internationale veut juger les Khmers rouges, qu'elle prenne ses responsabilités, et je le souhaite pleinement. Pour l'heure, cela reste l'affaire du royaume du Cambodge.* » Mercredi à Phnom Penh, M. Boutros-Ghali avait estimé qu'un procès devant un tribunal international serait « *une ingérence dans les affaires intérieures cambodgiennes* ».

A Paris, Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, en charge de la francophonie, interrogé par *Le Journal du dimanche*, s'est déclaré « *un peu surpris* » par l'attitude de M. Boutros-Ghali. « *Fallait-il manifester tant d'empressement en direction d'anciens responsables politiques qui ont si brutalement violé les droits de l'homme ? La francophonie, c'est aussi le respect et la défense de ceux-ci. Je veux croire que M. Boutros-Ghali aura entretenu tous ses interlocuteurs cambodgiens du soutien qu'apporte la francophonie au Tribunal pénal international.* » – *(AFP, Reuters.)*

L'armée indienne veut rester apolitique mais conteste la toute-puissance des bureaucrates

Le chef d'état-major de la marine a été renvoyé

A l'heure où l'Inde s'est dotée de l'arme nucléaire mais pas de doctrine d'utilisation, son armée est lasse de ne pas être associée aux décisions qui la concernent. Le chef d'état-major de la marine a été licencié pour avoir protesté contre la nomination d'un adjoint qui ne convenait pas au ministère. Sous contrôle des politiques, les militaires sont en fait tombés sous la coupe d'une administration changeante.

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

Quatrième armée du monde par importance numérique – 1,2 million d'hommes – la grande muette indienne fait depuis quelques jours la « une » de l'actualité. Fait sans précédent dans l'histoire de l'Inde indépendante, le renvoi du chef d'état-major de la marine, l'amiral Vishnu Bhagwat, qui s'opposait au gouvernement sur la nomination de l'un de ses adjoints directs, a déclenché une vague de réactions et mis en lumière le malaise d'une armée, totalement écartée des processus de décision.

Héritage de l'indépendance et des craintes du pandit Nehru, premier chef de gouvernement de l'Inde indépendante, face à des officiers tous issus des écoles britanniques, l'armée indienne, dont les trois armes – terre, mer et air – sont indépendantes, est soumise à un étroit contrôle politique. Au fil des ans et des pouvoirs acquis par les fonctionnaires du ministère de la défense, ce sont les bureaucrates qui dirigent aujourd'hui les militaires.

« *Le ministère de la défense est composé à 100 % de fonctionnaires*, affirme un expert militaire, *et ce sont eux qui ont les réels pouvoirs de décisions. Si les armées émettent des avis, elles ne décident rien et même les nominations à partir du grade de commandant sont soumises à un comité ministériel.* » Si la tutelle politique est reconnue et acceptée par tous, celle des bureaucrates, qui tournent tous les deux ou trois ans au gré de leurs affectations et n'ont aucune connaissance particulière des problèmes de défense ou de sécurité, est de plus en plus contestée par les militaires. « *En quoi le gouvernement est-il plus qualifié que le chef concerné pour choisir un colonel, quand il y en a plus de 3 000 dans l'armée ? C'est ridicule !* », affirme le major-général, en retraite, Chandan S. Nugyal. Derrière la bataille de l'amiral Bhagwat, c'est une réorganisation profonde des institutions de défense que voudraient les militaires.

« *Les forces armées aujourd'hui sont de plus en plus spécialisées et technologiquement développées. Pour comprendre les nuances de leurs besoins, vous avez besoin de spécialistes* », souligne le général N. C. Suri, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air. « *Nous avons besoin d'une restructuration du système de décision pour avoir un ministère de la défense intégré qui fasse qu'à tous les étages il y ait des officiers qui participent au processus de décisions.* » Certains officiers voudraient aussi un véritable état-major interarmes. Mais les réformes envisagées depuis longtemps sont combattues par les fonctionnaires qui y voient une atteinte à leurs pouvoirs.

A la tête du gouvernement, les nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien) qui avaient promis de mettre fin à la marginalisation des armées, ont bien annoncé récemment la création d'un Conseil national de sécurité. Mais, dominée par les politiques et les bureaucrates, sa composition, qui n'inclut les chefs des trois armes que dans un rôle consultatif, ne fait pas l'unanimité.

« MENACE INTERNE »

« *Ce n'est pas un organisme équilibré capable de répondre aux problèmes de sécurité à long terme* », souligne un expert du renseignement. « *Nos politiciens sont bien trop occupés à leur survie pour planifier nos besoins en fonction d'une définition, toujours à faire, des menaces qui nous entourent. Notre plus grande menace aujourd'hui est interne. Ce sont les problèmes économiques, sociaux, politiques, les rébellions au Nord-Est ou au Cachemire. Et qu'est-ce qu'un bureaucrate du ministère de la défense connaît à tout cela ?* », s'interroge-t-il.

Appelées à la rescousse dans toutes les situations – catastrophes naturelles ou humaines, émeutes, rébellion –, les armées ont engagé une réflexion d'ensemble qui fait cruellement défaut au pouvoir politique. Le nucléaire n'échappe pas à ce paradoxe. Si l'Inde a bien la bombe atomique, aucune doctrine d'utilisation, aucun système de commande et de contrôle n'a encore été développé. « *L'armée n'est pas impliquée dans le processus nucléaire* », affirme le major-général en retraite Afsir Karim. « *Le mécontentement des armées et l'introduction d'armes nucléaires forceront l'Inde à adopter un autre système de décision en matière de défense* », affirme toutefois Brahma Chellaney, spécialiste de la sécurité au Centre de recherches politiques.

Le renvoi, « *comme un vulgaire balayeur* », du chef de la marine risque d'accroître le malaise d'une institution qui reste la seule disciplinée, organisée et totalement laïque d'un pays en crise. « *Les conséquences de cette affaire seront très négatives*, affirme le général Nugyal. *Outre la démoralisation des armées, le fait que les chefs ne diront plus ce qu'ils pensent va encourager certains officiers à approcher les politiciens pour servir leurs intérêts et ceux-ci ne vont plus considérer le fonctionnement des armées comme intouchable.* »

Le fait que, selon plusieurs sources, le parti des sikhs, l'Akali Dal, allié du BJP, ait fait pression sur le gouvernement pour soutenir le candidat sikh refusé par le chef de la marine, est considéré par tous les militaires comme une évolution dangereuse. Autre courant inquiétant : plus de 1 400 plaintes déposés par des militaires sont aujourd'hui devant les tribunaux.

Totalement apolitique, l'armée indienne entend le rester. Mais dans un pays où l'importance des bureaucrates est proportionnelle à la rotation de plus en plus rapide des politiques, elle voudrait pouvoir se faire entendre sur les sujets qui la concernent directement.

Françoise Chipaux

New Delhi rongée par la pollution et la criminalité

NEW DELHI
de notre correspondante

Des forces paramilitaires viennent d'être déployées à New Delhi pour aider la police à contrer une criminalité grandissante. L'assassinat, à deux jours d'intervalle, de deux couples dans un quartier résidentiel de la capitale a précipité l'action du puissant ministre de l'intérieur, L. K. Advani. A la tête du gouvernement central, les nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien) ont récemment perdu les élections dans le territoire de Delhi en raison notamment des problèmes de sécurité qui accablent la capitale. Selon les derniers chiffres fournis par la police, la criminalité – vols, meurtres, tentatives de meurtres, viols, enlèvements, etc. – s'est accrue de 25 % en 1998 comparé à 1997.

Si chacun s'accorde à constater la détérioration de la situation, les raisons avancées pour l'expliquer sont multiples. Pour une population d'environ treize millions de personnes, Delhi ne compte que cinquante-quatre mille policiers dont six mille sont occupés à la protection des personnalités. De plus, beaucoup de ces hommes ne sont pas originaires de la ville, ne la connaissent pas, ne sont pas heureux d'y être postés. Le moral des troupes est bas. A cela s'ajoute la levée de la prohibition dans l'Etat voisin de l'Haryana, en avril, qui a privé de revenus les trafiquants d'alcool. Ceux-ci se sont rabattus sur la capitale. Dans le même mouvement, la chute de l'immobilier à Bombay, capitale économique, a poussé vers Delhi les gangs de la mafia qui se livrent à l'extorsion de fonds, donnant ainsi des idées aux jeunes désargentés.

BIDONVILLES

Autres raisons avancées par le ministre de l'intérieur : la perte des traditions, l'abandon des valeurs traditionnelles au profit des valeurs occidentales et l'exposition des jeunes à la violence et au sexe à travers le cinéma et la télévision. On pourrait ajouter à tout cela l'augmentation croissante et sauvage de la population – un demi-million par an environ – qui ne va pas de pair avec le développement des infrastructures. Près de 40 % de la population de Delhi vit dans des bidonvilles qui poussent au gré de la demande et sans aucune planification.

La criminalité n'est en effet qu'un des problèmes de la capitale indienne. Celle-ci souffre d'un manque drastique d'électricité et d'eau. On estime à 600 mégawatts le déficit quotidien d'électricité. Mais 40 % de la puissance distribuée l'est gratuitement, puisqu'elle est accaparée par les colonies sauvages qui se branchent directement sur les câbles. De surcroît, l'eau est impropre à la consommation. Selon une récente étude, la nappe souterraine, qui compte pour 12 % dans l'approvisionnement de Delhi, est contaminée par des pesticides et des produits toxiques.

Tous les plans établis pour un réseau de transports publics ont explosé devant l'augmentation de la demande. Avec plus d'automobiles que Calcutta, Bombay et Madras réunies, Delhi est devenue la quatrième ville la plus polluée du monde. Selon la Banque mondiale, la pollution est responsable de sept mille cinq cents morts par an à Delhi, où le taux de maladies respiratoires est douze fois plus élevé que dans le reste de l'Inde.

Récemment élue premier ministre du territoire de Delhi, Sheila Dixit, membre du Parti du Congrès, a promis de s'attaquer aux problèmes d'une capitale dont tous les voyants sont au rouge. Mais sans un contrôle de l'augmentation de la population (due essentiellement à l'arrivée de pauvres des Etats voisins) et une aide financière massive – improbable –, on voit mal comment elle pourrait venir à bout de problèmes qui se sont accumulés au fil des années dans l'indifférence générale.

Fr. C.

Quand le Cambodge devient la poubelle de l'Asie

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

On savait déjà que les trafiquants du Triangle d'or faisaient transiter leur héroïne par le Cambodge, pays pauvre, sous-administré et sans défenses. Ou que certains établissements bancaires de Phnom Penh n'étaient que les façades derrière lesquelles l'argent sale était blanchi. Un nouveau scandale indique aujourd'hui que des firmes asiatiques tentent d'utiliser le petit royaume, ouvert à tous vents depuis 1991, pour se débarrasser de déchets industriels nocifs.

Débarqués d'un cargo arrivé à Sihanoukville le 30 novembre, trois mille tonnes de déchets industriels du conglomérat taïwanais Formosa Plastics sont déposées dans un terrain vague à une douzaine de kilomètres au nord du port. « *Inoffensifs* », disent les Taïwanais. Les habitants se servent. Les sacs en plastique sont utilisés pour transporter le riz et les déchets pour renforcer un toit ou un mur. Jusqu'au jour où de braves gens sont victimes de malaises dont on ignore encore l'origine. Deux résidents, selon un haut fonctionnaire, seraient morts. Les déchets contiendraient-ils du mercure ?

Emeutes et panique éclatent le week-end qui précède Noël. La foule met à sac et incendie parfois des bâtiments publics et la résidence du gouverneur de Sihanoukville. Phnom Penh dépêche sur place des renforts de troupes et de police. Bilan : un mort. Puis des milliers de gens se précipitent sur la route de Phnom Penh : quatre morts et treize blessés.

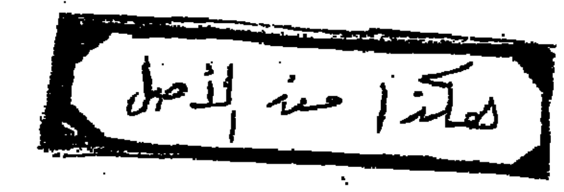
L'analyse des eaux situées à trois cents mètres du terrain vague ne révèle pas de traces de mercure. Mais des analyses réalisées par les Japonais et les Taïwanais ont relevé des taux dangereux de mercure. « *Scandaleux* », a résumé Sar Kheng, vice-premier ministre, qui s'est rendu sur place. Hun Sen, qui préside le gouvernement formé le 30 novembre, a demandé à Pékin de débarrasser le Cambodge de ces déchets en provenance d'une « *province chinoise* ». Faux pas diplomatique délibéré ? La République de Chine, la « petite Chine » de Taïwan, s'est insurgée.

DESSOUS-DE-TABLE

A Sihanoukville, vingt-huit fonctionnaires ont été arrêtés. Le président de l'Assemblée nationale et le premier ministre ont évoqué des dessous-de-table supérieurs à 16 millions de francs. Formosa Plastics ne reconnaît avoir versé qu'une commission dix fois inférieure à son partenaire cambodgien. Sur ces entrefaites, un autre dépôt de déchets est découvert sur la route de Sihanoukville à la capitale : 650 tonnes de films d'origine sud-coréenne déposés en mai. Ces produits ne sont nocifs que s'ils prennent feu.

Equipés de combinaisons et de masques à gaz importés pour la circonstance et dans lesquels ils étouffent, des soldats entassent, depuis le 23 décembre, les déchets de Formosa Plastics dans des fûts d'essence, une opération de trois à quatre semaines. L'Organisation mondiale de la santé a recommandé l'isolement des déchets en attendant leur transport ailleurs. Mais où ? Après avoir tenté d'en nier la nocivité, Formosa Plastics a été sommé, le 28 décembre, par l'administration taïwanaise de « *récupérer* » ces déchets qui seront, a-t-on annoncé le 3 janvier, réexportés vers les Etats-Unis ou l'Europe.

Jean-Claude Pomonti





Deux avions affrétés par les Nations unies en Angola ont été abattus en une semaine

Les mille observateurs de l'ONU vont quitter les zones de combat

Un avion de la Mission d'observation des Nations unies en Angola a été abattu samedi 2 janvier, près de Huambo, dans le centre du pays. L'ONU avait déjà perdu un appareil dans des conditions similaires le 26 décembre. Kofi Annan, le secrétaire général des Nation unies, a exprimé son indignation. Les accords de paix signés il y a quatre ans à Lusaka sont enterrés : l'Angola est de nouveau en guerre.

KOFI ANNAN, le secrétaire général des Nations unies, s'est dit révolté, samedi soir 2 janvier, par la nouvelle qu'un deuxième avion affrété par l'ONU avait été abattu en Angola, une semaine jour pour jour après la destruction d'un premier appareil dans la même région, près de Huambo, au centre du pays. Il est grand temps que le gouvernement et les rebelles angolais décrètent un « cessez-le-feu immédiat qui permette des opérations de recherche et de secours ainsi que le redéploiement des personnels de l'ONU en des zones plus sûres. Aucun prétexte ne saurait justifier que l'une ou l'autre des parties tarde à fournir toutes les informations requises quant au sort des passagers et des membres d'équipage de nos deux avions », a déclaré M. Annan.

A Luanda, Hamadou Touré, porte-parole de la Mission d'observation des Nations unies en Angola (Monua), avait annoncé un peu plus tôt dans la journée qu'un C-130 transportant huit passagers et membres d'équipage avait été abattu, vingt minutes après avoir décollé de l'aéroport de Huambo, au-dessus d'un territoire vraisemblablement contrôlé par les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). M. Touré a précisé que l'appareil ramenait à Luanda des personnels de l'ONU qui se trouvaient à Huambo, où s'affrontent les forces gouvernementales et les rebelles. Selon la radio nationale angolaise, l'avion aurait été touché près de Bailundo, l'un des bastions de l'Unita, à quelque 80 km au nord de Huambo.

Le 26 décembre, un C-130 de l'ONU s'était écrasé avec 14 personnes à bord, après avoir décollé de Huambo. Le sort des dix passagers et des quatre membres d'équipage fait toujours l'objet de déclarations contradictoires. La Monua enquête sur l'information de la radio officielle angolaise, selon laquelle les 14 occupants auraient tous survécu à l'accident du 26 décembre et seraient aux mains des rebelles dans une base proche de Huambo, au cœur des hauts plateaux. L'Unita a démenti ces informations, affirmant ne pas détenir les *survivants comme l'affirme* le gouvernement angolais.

Le Conseil de sécurité, qui doit réexaminer la situation dans ce pays avant le 11 janvier, a sommé *jeudi le gouvernement angolais et* l'Unita de faciliter les recherches. Le gouvernement s'est dit prêt à coopérer, mais l'Unita a affirmé ne pas avoir reçu la requête de l'ONU. Luanda a par ailleurs déclaré qu'un de ses Mig-23 avait été obligé d'effectuer un atterrissage d'urgence à Huambo, mais en niant que l'avion ait été abattu, comme l'a affirmé l'Unita.

La guerre fait rage sur les hauts plateaux

CABINDA · SOYO · ANGOLA · RÉP. DÉM. DU CONGO · LUNDA NORTE · LUANDA · Malanje · Océan Atlantique · ANDULO · BAILUNDO · Lobito · Benguela · Cuito · Huambo · Namibe · NAMIBIE · ZAMBIE · 200 km

26 décembre : avion cargo de l'ONU abattu

2 janvier : autre avion de l'ONU abattu

ZONE DE COMBATS ENTRE L'ARMÉE NATIONALE ET LES REBELLES DE L'UNITA

■ FIEFS DE L'UNITA · PÉTROLE · DIAMANTS

ÉVACUATION GRADUELLE

Issa Diallo, le représentant spécial des Nations unies en Angola, a déclaré dimanche que l'ONU *n'avait pas d'autre choix que de retirer* ses quelque 1 000 observateurs des zones de combats. La Monua a reçu des instructions de New York ordonnant l'évacuation graduelle *de son personnel, observateurs* inclus, de toutes les régions angolaises touchées par les affrontements entre l'armée gouvernementale et les rebelles de l'Unita de Jonas Savimbi, a affirmé M. Diallo. *« Pour l'instant, le retrait concerne seulement les zones dangereuses. Nous redéploierons nos personnels et leurs familles à Luanda, nous n'avons pas d'autre choix »*, a-t-il précisé. M. Diallo a par ailleurs estimé qu'un retrait définitif de l'Angola du personnel de l'ONU n'était pas exclu. *« Si ces gens n'ont plus rien à faire à Luanda, pourquoi les garderions-nous ici ? »*, a-t-il dit.

Le millier d'observateurs de l'ONU avait été déployé en Angola pour surveiller la bonne application des clauses de l'accord de paix signé à Lusaka, la capitale zambienne, le 20 novembre 1994, entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) du président José Eduardo Dos Santos et l'Unita. Ce traité de paix était censé mettre fin à près de vingt ans de guerre, déclenchée au lendemain de l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, proclamée en 1975. Mais les combats ont repris de plus belle au cours des dernières semaines, s'étendant à plusieurs régions du pays plus ou moins épargnées jusqu'alors.

Quatre familles portugaises, comptant vingt-neuf personnes au total, ont été évacuées samedi de Huambo vers Luanda par un avion du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

Les autorités angolaises ont lancé dimanche une campagne nationale de collecte du sang pour l'hôpital de Kuito (centre), où sont soignées quelque 500 personnes, blessées au cours des combats et des bombardements opposants l'armée à l'Unita. – *(AFP, AP, Reuters.)*

La piraterie informatique est aussi interdite aux Israéliens ultra-orthodoxes

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Avec l'aide de Dieu et, surtout, celle du rabbin Nissim Karelitz, président du tribunal rabbinique de Bnei Brak, l'un des plus importants d'Israël, la Business software alliance (BSA) vient de remporter un joli succès : prohiber dans la communauté ultra-orthodoxe – les *haredim* (craignants Dieu) – l'usage des logiciels piratés. Dans un arrêt récent, rapporte le *Jerusalem Post*, le rabbin Karelitz a décidé que *« quiconque copiera sans y être autorisé n'importe quelle version de n'importe quel logiciel sera considéré comme un pécheur ; toute personne qui achètera une telle copie sera considérée comme participant au péché »*.

BSA, qui regroupe les principaux concepteurs mondiaux de logiciels, mène depuis des années une campagne soutenue contre les copies sauvages, activité qui, dans la seule année 1997, aurait fait perdre à ses membres plus de 11 milliards de dollars (9,4 milliards d'euros). Ceux-ci estiment également que 54 % des logiciels utilisés en Israël proviennent de copies non autorisées, les privant de plus de 57 millions de dollars (48,7 millions d'euros) de revenus. *Ramené au nombre d'habitants, le taux de* piratage israélien est ainsi supérieur aux taux français et allemand.

Rien ne permet de croire que les ultra-orthodoxes sont les principaux responsables de ces pertes, *mais rien non plus ne permet d'affirmer* qu'ils n'y ont aucune responsabilité. En dépit de leur méfiance à l'égard du réseau Internet, les ultra-orthodoxes sont, comme tous les Israéliens, des passionnés de l'ordinateur.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Ils sont également plus pauvres que la moyenne de leurs concitoyens, alors qu'ils sont les utilisateurs quasi exclusifs des programmes d'étude de la Torah, les logiciels pour érudits étant particulièrement onéreux. Autant de raisons qui en font des consommateurs d'autant plus exposés à la tentation du piratage que le délit n'est quasiment pas réprimé en Israël, où la loi sur la propriété intellectuelle laisse, au dire des spécialistes, beaucoup à désirer.

Les organisations professionnelles se sont donc lancées dans des campagnes de sensibilisation. *Mais à en croire* Ami Fleisher, représentant en Israël de la BSA, *« les* haredim *ne sont, la plupart du temps, pas conscients qu'il est interdit de copier un logiciel. Ils ne lisent pas les journaux. Pour eux, la Loi est la loi religieuse, pas celle de l'Etat d'Israël. Toute campagne pour sensibiliser ce public aux méfaits du piratage ne les atteint pas. On ne peut les toucher que par l'entremise de leurs rabbins »*.

Ce que BSA a discrètement décidé de faire il y a huit mois. M. Fleisher se borne à dire que la discussion *« ne s'est pas faite directement, mais par intermédiaires »*. Le succès n'en est pas moins éclatant, puisque les *haredim* sont désormais interdits de piratage. Et pas question de dire que c'est pour la bonne cause : le rabbin Karelitz a pris soin d'indiquer dans son arrêt que l'interdiction valait en toute occasion, y compris lorsqu'il s'agit de programmes d'étude de la Torah.

Georges Marion

Le gouvernement algérien présente son programme dans un climat de violence

LE NOUVEAU premier ministre, Smaïl Hamdani, devrait présenter jeudi 7 janvier devant l'Assemblée populaire nationale (APN) le programme de son gouvernement. Les grandes réformes en seront absentes, la nouvelle équipe ayant été mise en place avant tout pour préparer l'élection présidentielle – anticipée – qui doivent avoir lieu en avril.

Dimanche, au conseil des ministres, le président Zeroual a d'ailleurs appelé le gouvernement à poursuivre la politique engagée depuis 1994 dans le domaine économique. La sauvegarde des grands équilibres et la poursuite des réformes demeurent l'objectif prioritaire. Les privatisations vont donc être poursuivies. Mais, a reconnu le chef de l'Etat, la chute continue des cours des hydrocarbures sur le marché international, en tarissant les recettes et en creusant les déficits, annonce des lendemains douloureux. Des *« situations conflictuelles dans le monde du travail »* sont à redouter, a poursuivi M. Zeroual, avant d'inviter le nouveau gouvernement à favoriser *« la concertation et la solidarité »*.

L'équipe gouvernementale hérite également d'une situation précaire sur le plan sécuritaire. Dans la nuit de vendredi à samedi, 22 membres d'une famille d'éleveurs ont été assassinés par un groupe armé dans la région de Saïda (à 400 kilomètres environ au sud-ouest de la capitale). La semaine précédente, 16 Algériens avaient été massacrés par des *« islamistes »* dans la région d'Aïn Defla. A ces tueries de civils, il faut ajouter les assassinats de militaires, en forte recrudescence. Le dernier a eu lieu à Oran, dans l'ouest du pays, où une dizaine de soldats, voire davantage selon certains journaux, ont péri dans une embuscade le 31 décembre. La veille, en Kabylie, trois policiers en faction devant une mosquée avaient été tués par balles.

CHANGEMENT DE STRATÉGIE

Par ce changement de stratégie, estime le quotidien *El Watan*, les groupes armés cherchent à *« redorer* [leur] *blason terni par les massacres de civils »*. *« Il n'est pas à écarter que l'organisation d'Antar Zouabri* [chef du Groupe islamique armé-GIA], *totalement discréditée au niveau international, y compris au sein de la mouvance islamiste, cherche à se recentrer dans le but de s'attirer les sympathies qu'elle a perdues »*, ajoute le journal algérois.

Les tractations pour l'élection présidentielle se poursuivent dans ce contexte. A ce jour, un seul candidat s'est formellement déclaré : l'ex-ministre des affaires étrangères Abdelazziz Bouteflika. Il bénéficie de l'appui du FLN, l'ancien parti unique, et du parti islamique Ennahda. Mais plusieurs autres personnalités, tous anciens ministres des présidents Boumediène ou Chadli, se préparent à l'imiter. C'est le cas de l'ancien premier ministre *« réformateur »* Mouloud Hamrouche, et d'Ahmed Taleb Ibrahimi, autre ancien ministre des affaires étrangères. Ce dernier vient de signer avec trois autres personnalités une *« Lettre ouverte au chef de l'Etat »* l'invitant à faire en sorte que le peuple algérien puisse *« exprimer librement son choix sans pression ni contrainte aucune »*.

Un autre candidat pourrait se déclarer : Mokdad Siffi. Cet ancien premier ministre de Liamine Zeroual serait le candidat du Rassemblement national démocratique (RND), la principale formation politique du pays qui joue, dans cette élection, sa survie politique.

Jean-Pierre Tuquoi



Le premier ministre pakistanais échappe à une tentative d'assassinat

NEW DELHI. Le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a apparemment échappé, dimanche 3 janvier, à une tentative d'assassinat : une bombe, qui a tué quatre personnes, a explosé sur un pont qu'il devait emprunter. Selon le ministre de l'information, Mushadid Hussein, M. Sharif passe sur ce pont chaque dimanche pour se rendre chez ses parents. La police de Lahore, où s'est produite l'explosion, a accusé les militants du MQM (parti des musulmans venus d'Inde en 1947) d'être derrière cet attentat.

Depuis la rupture entre le MQM, majoritaire à Karachi, et le parti de M. Sharif, Karachi vit quasiment sous loi martiale, et de nombreuses arrestations ont lieu, suivies de procès expéditifs par des tribunaux militaires. – *(Corresp.)*

Oussama Ben Laden justifie les attentats anti-américains

NEW DELHI. Dans un entretien à l'hebdomadaire américain *Time*, l'islamiste d'origine saoudienne Oussama Ben Laden a quasiment reconnu sa responsabilité dans les deux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, en août 1998, qui ont fait 250 morts. *« Si l'incitation au Djihad* [guerre sainte] *contre les juifs et les Américains est considérée comme un crime, que l'Histoire témoigne que je suis un criminel !*, dit-il. *Notre devoir est d'inciter, et par la grâce de Dieu, nous l'avions fait et certaines personnes ont répondu. »*

Par ailleurs, d'après l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph*, la sûreté fédérale américaine (FBI) a la preuve que les ravisseurs des touristes occidentaux au Yémen ont reçu un entraînement dans des camps dirigés par M. Ben Laden. *« Il a été fortement impliqué dans le financement et l'entraînement d'islamistes extrémistes au Yémen pendant plusieurs années »*, a indiqué au journal un agent du FBI. *« Nous sommes convaincus que ces personnes* [les ravisseurs] *ont été entraînées par lui »*, a-t-il ajouté. – *(Corresp.)*

L'Irak veut faire respecter sa souveraineté dans son espace aérien

BAGDAD. Le président irakien Saddam Hussein a affirmé, dimanche 3 janvier, que son pays était déterminé à combattre les avions alliés qui survoleraient son territoire. Il a qualifié les zones d'exclusion aérienne, imposées par les alliés dans le nord et le sud de l'Irak, *« d'agression contre la volonté de la nation arabe et du peuple irakien »* et de *« violation de la souveraineté de l'Irak, de son espace aérien »* et des résolutions de l'ONU. Bagdad a, par ailleurs, demandé à l'ONU de façon informelle le départ du personnel humanitaire américain et britannique, affirmant qu'il ne pouvait assurer leur sécurité, a indiqué une source diplomatique. Une douzaine d'Américains et de Britanniques travaillent pour les agences humanitaires des Nations unies en Irak, sur un total de près de quatre cents. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAK : Bagdad** n'a pas la capacité d'exporter pour plus de 3 milliards de dollars de brut au cours de la phase 5 du programme *« pétrole contre nourriture »*, a annoncé, dimanche 3 janvier, Saddam Zaban El Hassan, directeur exécutif de la compagnie de commercialisation du pétrole. *L'Irak est autorisé à vendre pour 5,2 milliards de dollars* de brut par semestre, pour acheter des produits de première nécessité. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : deux femmes-colons** israéliennes ont été blessées par balles, lundi 4 janvier, lorsque des Palestiniens ont pris pour cible le véhicule à bord duquel elles circulaient dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie. L'Autorité palestinienne contrôle les quatre cinquièmes d'Hébron, mais quelque 400 colons juifs vivent dans un réduit couvrant le reste de la ville. – *(AFP.)*

■ **Une importante colonie juive**, qui comptera à terme 7 000 logements, est en voie de création près de Ramallah, en Cisjordanie, a annoncé dimanche 3 janvier la télévision israélienne. La première tranche des travaux d'infrastructures a déjà été achevée, et des contrats d'achat portant sur plus d'un millier de logements ont été signés. – *(AFP.)*

■ **La police israélienne** a arrêté, dimanche 3 janvier, huit membres d'une secte chrétienne américaine, l'accusant d'avoir des intentions suicidaires à l'occasion du nouveau millénaire. Ces membres de la secte des Chrétiens inquiets *(Concerned Christians)* s'étaient installés dans les faubourgs de Jérusalem-Ouest. Ils seront expulsés vers les Etats-Unis. – *(AFP.)*

■ **INDONÉSIE : au moins neuf personnes** ont été tuées, samedi 2 et dimanche 3 janvier, dans des émeutes dans la province séparatiste d'Aceh, au nord de l'île de Sumatra. L'armée a ouvert le feu dans la ville côtière de Lhokseumawe sur des émeutiers qui incendaient des casernes de la police et de l'armée et des bâtiments de l'administration. Les manifestants protestaient contre l'arrestation de 132 personnes, suspectées d'être imliquées dans l'assassinat de militaires. – *(AP, Reuters.)*

■ **ÉTATS-UNIS : des centaines de milliers de voyageurs** étaient encore bloqués, dimanche 3 janvier, dans les aéroports du centre des Etats-Unis, qui se remettent progressivement de l'une des pires tempêtes de neige de leur histoire. *« Le blizzard de 1999 »* pourrait être à l'origine de la mort d'au moins dix personnes, selon les autorités locales. – *(AFP.)*

■ **SICILE : Mgr Salvatore De Giorgi, archevêque de Palerme**, a lancé un appel aux mafieux, dimanche 3 janvier, après un règlement de comptes qui a fait cinq morts la veille dans l'île. *« Renoncez à ces barbaries. Sortez du tunnel de la mort. Convertissez-vous à la logique et à l'Evangile de la vie »*, a déclaré le cardinal De Giorgi, qui a demandé aux Siciliens de *« mobiliser toujours plus leur conscience sans se laisser bâillonner par l'*omerta [la loi du silence] *et effrayer par les menaces »*. – *(AFP.)*

L'Armée de libération du Kosovo crée une radio et une agence de presse

PRISTINA. L'"Armée de libération du Kosovo (UCK) a annoncé, dimanche 3 janvier, la création d'une radio et d'une agence de presse, contrôlées par les séparatistes, pour donner *« une voix authentique au peuple albanais et à l'UCK pour la liberté et l'indépendance du Kosovo »*. La création de l'agence *Kosova Press* et de la radio *Kosova e lire* (Kosovo libre) a été décidée par *« L'UCK, consciente que l'information, dans les violents combats avec l'ennemi qui sont devant nous, aura une importance extrême »*, précise le communiqué.

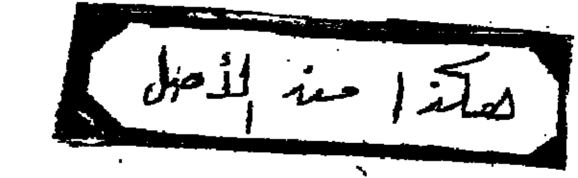
Samedi, l'ambassadeur de France en Macédoine, Jacques Huntzinger, a annoncé à Pristina le lancement d'une nouvelle initiative, décidée par le Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie), le 10 décembre à Paris, pour faire avancer le processus de négociations politiques au cours des prochaines semaines. Il a fait ces déclarations après des entretiens avec le *« président »* modéré de la communauté kosovare albanaise, Ibrahim Rugova, dont l'UCK ne reconnaît pas l'autorité. – *(AFP.)*

ier ministre pakistanais
e à une tentative d'assassinat

a Ben Laden justifie
tats anti-américains

eut faire respecter
raineté dans son espace aérien

de libération du Kosovo
radio et une agence de presse



OPPOSITION La campagne des élections européennes, fixées au 13 juin, se complique, à droite, avec l'annonce de la présentation d'une liste par Charles Pasqua et d'une autre par Philippe de Villiers – ce dernier envisageant une liste commune avec l'ancien ministre de l'intérieur –, tandis que certains, à l'UDF, plaident pour une liste autonome. ● LA DISLOCATION du Front national et l'affaiblissement qui en résulte pour ceux qui, dans l'opposition, recherchaient un compromis avec l'extrême droite, incitent M. de Villiers à ancrer à droite son discours anti-européen. ● CHARLES MILLON, de nouveau candidat à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, dont les élections auront lieu le 7 janvier (et qui songeait lui aussi à présenter une liste aux européennes), sera vraisemblablement privé de la majeure partie des voix de l'ex-groupe FN.

Charles Pasqua refuse de marcher au pas derrière Jacques Chirac

L'ancien ministre de l'intérieur, fondateur du RPR, en 1976, avec l'actuel président de la République, lui reproche d'avoir signé le traité d'Amsterdam et de le faire ratifier sans consulter les Français. Il refuse de s'aligner sur les choix européens du chef de l'Etat

LA « FENÊTRE DE TIR » était étroite. Elle a été utilisée au mieux pour *« enclencher »* ce que l'intéressé appelle lui-même la *« dynamique Pasqua »*. *« L'annonce de la réunion du Parlement en Congrès ne faisait qu'une "brève" dans* Le Monde. *On aurait écrasé un hérisson, ça n'aurait pas fait moins ! »*, s'amuse William Abitbol, président de l'association Demain la France et conseiller politique de Charles Pasqua. L'annonce de la candidature du sénateur des Hauts-de-Seine aux élections européennes, programmée depuis que ce dernier avait annoncé sa démission des instances nationales du RPR (*Le Monde* du 5 décembre 1998), avait été initialement prévue pour le « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 3 janvier. Elle a été avancée au 1er janvier pour mieux répondre aux vœux de Nouvel An présentés par Jacques Chirac la veille.

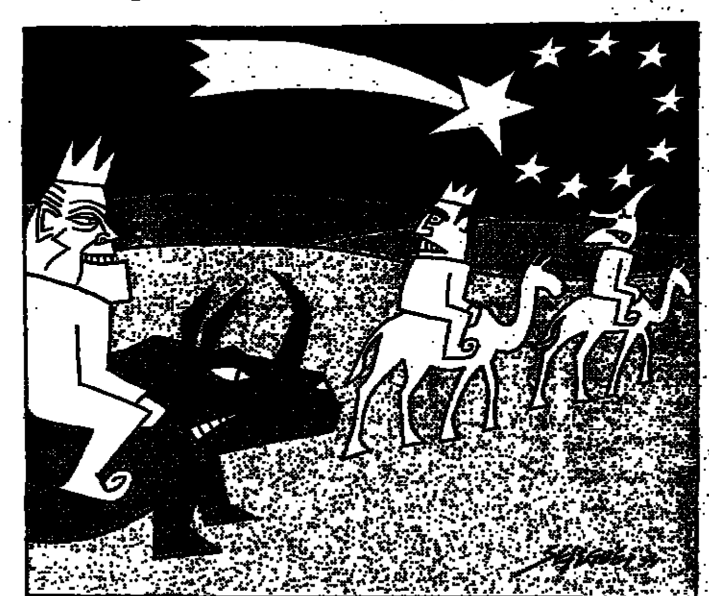
La rupture – attendue – de M. Pasqua avec le mouvement qu'il avait contribué à créer, en décembre 1976, pour le plus grand profit de M. Chirac, est en effet une rupture avec le président de la République. Même si *« l'amitié demeure »*, M. Pasqua a utilisé les mots les plus durs pour dénoncer ce qu'il estime être *« une rupture avec l'esprit des institutions »* ou juger qu'*« une cohabitation longue est une véritable calamité »*. Cette séparation, il est vrai, vient de loin.

En 1981, lors de la première campagne présidentielle de M. Chirac, M. Pasqua est aux petits soins pour son candidat. L'ancien patron des divers services d'ordre de la famille gaulliste veille sur les menus de l'ancien premier ministre, il s'assure du réglage des projecteurs et de la sonorisation, sans oublier de contrôler, à chaque déplacement, l'efficacité du système des cars de ramassage des militants. En 1988, après avoir occupé pendant deux ans le poste de ministre de l'intérieur, M. Pasqua se remet au service du candidat gaulliste, mais, cette fois, il sera durablement déçu par l'échec de celui-ci à l'élection présidentielle. Dès 1990, il mène la fronde au sein du RPR, en compagnie de Philippe Séguin, contre le nouvel entourage de M. Chirac, où Edouard Balladur et Alain Juppé ont pris une place prépondérante. Deux ans plus tard, toujours au côté de M. Séguin, il mène campagne contre la ratification du traité de Maastricht. En 1995, enfin, l'année où M. Chirac va l'emporter, il choisit, pour une raison qu'il n'a jamais su véritablement expliquer, de soutenir M. Balladur. Le premier des chiraquiens va ainsi s'installer dans le rôle de premier déçu du chiraquisme.

PREMIER DÉÇU DU CHIRAQUISME

Dès le printemps de 1996, il ranime, seul cette fois, l'association Demain la France, qu'il avait créée avec M. Séguin. *« Il faut préserver le rang de la France »*, assure le nouveau manifeste, et *« l'Europe ne saurait y pourvoir à notre place »*. Le 5 novembre de cette même année, en marge d'une réunion du conseil national du RPR à laquelle il ne daigne pas assister, il s'en prend férocement aux *« cireurs de pompes »*. *« Nous n'avons pas fait tout ce que nous avons fait pour assister à cette sorte de déconfiture »*, affirme-t-il. L'échec de la droite, six mois plus tard, aux élections législatives lui donnera raison.

Mais cet échec est aussi, pour lui, l'occasion d'un sursaut. M. Pasqua va convaincre M. Séguin de se présenter comme un recours, non pas seulement pour sauver le RPR, mais pour le refonder sur les bases de leur combat commun de 1990. Il pousse le nouveau président à prendre ses distances avec le président de la République. L'épisode sera de courte durée. Les deux hommes ont une piètre opinion du traité d'Amsterdam, négocié sous le gouvernement de M. Juppé et signé par M. Chirac, mais ils divergent sur la tactique à adopter. Pour le président du RPR, des gaullistes ne sauraient rejeter un texte adopté par d'autres gaullistes. Poussé par M. Abitbol, M. Pasqua voit là, au contraire, une occasion de délivrer un ultime message. *« Mon devoir, c'est de parler »*, dit-il.



Les élections européennes ne sont qu'un prétexte. Puisque les Français sont privés de référendum pour la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, rendez-vous est pris pour le 13 juin. D'ici au 18 janvier, jour de la réunion du Congrès à Versailles, M. Pasqua laissera s'achever la phase parlementaire du débat européen. Ensuite, il s'efforcera d'expliquer *« pied à pied »* ce qui, selon lui, ne va pas dans *« l'Europe qu'on ne veut pas »*. Le message s'adresse indistinctement à la droite, à l'extrême droite et à la gauche. *« Mon problème, ce n'est pas la droite, c'est la France »*, a encore affirmé M. Pasqua, dimanche, sur Europe 1, en précisant qu'il estime avoir du temps pour constituer sa liste.

Le rêve secret de M. Pasqua serait, s'il le pouvait, de partir seul dans cette croisade, plutôt que de s'encombrer de quatre-vingt-six colistiers. Il a déjà mis un frein aux appétits de Philippe de Villiers, qui imaginait une liste commune dès lors qu'elle s'inscrirait clairement *« contre l'Europe socialiste »*. L'ancien ministre de l'intérieur avait d'ailleurs préparé le terrain, cet été, au lendemain de la Coupe du monde de football, en proposant, comme une immense provocation, la régularisation de tous les sans-papiers. A gauche, ses alliés naturels que sont les proches de Jean-Pierre Chevènement ne semblent cependant pas prêts à le rejoindre. L'historien Max Gallo, ancien député européen, a ainsi indiqué au *Monde*, lundi matin, qu'il avait renoncé aux combats électoraux.

Il reste à M. Pasqua à gérer son face à face avec le RPR et avec son président, auquel il concède qu'il a réalisé *« une belle performance »* à la tête du parti gaulliste. Le sénateur des Hauts-de-Seine ne veut pas croire en une possible exclusion. Il rappelle que deux expressions différentes ont pu coexister au moment du référendum sur Maastricht et que deux candidats membres du RPR s'étaient affrontés lors de l'élection présidentielle de 1995. En 1981 déjà, Michel Debré s'était présenté contre M. Chirac, sans encourir de sanction. Premier à s'être déclaré, l'ancien premier ministre avait même accusé le président du RPR d'être *« le diviseur »*...

Cependant, aujourd'hui, la direction du mouvement a toujours assuré qu'il n'y aurait de candidats RPR que sur une seule liste. Le secrétaire général, Nicolas Sarkozy, qui est en conflit avec M. Pasqua pour le contrôle de la fédération des Hauts-de-Seine (la deuxième de France) et, au-delà, pour celui du département (le plus riche de France), y veillera personnellement.

Jean-Louis Saux

Ses soutiens

● **Députés.** Le 1er décembre 1998, lors du vote par l'Assemblée nationale du projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, la « lettre » de Demain la France avait salué les *« 66 députés issus de tous les groupes politiques »* qui s'étaient prononcés contre le texte. Parmi eux figuraient 20 députés RPR : Jacques Baumel, Michel Bouvard, Nicole Catala, Xavier Deniau, Jean-Michel Ferrand, Robert Galley, Jean de Gaulle, Jean-Claude Guibal, François Guillaume, Jean-Jacques Guillet, Gérard Hamel, Jacques Limouzy, Lionnel Luca, Thierry Mariani, Jean Marsaudon, Philippe Martin, Jacqueline Mathieu-Obadia, Jacques Myard, Michel Terrot et Jean Valleix.

● **Sénateurs.** Le 17 décembre 1998, 34 sénateurs avaient voté contre ce même projet, parmi lesquels 15 sénateurs RPR : M. Pasqua lui-même, Charles Ceccaldi-Raynaud, Charles de Cuttoli, Xavier Dugoin, François Gerbaud, Adrien Gouteyron, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Christian de la Malène, Paul Masson, Paul d'Ornano, Jacques Peyrat, Jean-Jacques Robert, Jean-Pierre Schosteck et Alain Vasselle.

● **Demain la France.** Le bureau de Demain la France, association présidée par William Abitbol, conseiller de M. Pasqua, compte parmi ses membres l'ancienne ministre Christine Chauvet, proche d'Alain Madelin, l'essayiste Paul-Marie Coûteaux, Hubert Falco, président (DL) du conseil général du Var, Roger Karoutchi, secrétaire national du RPR, Maurice Leroy, député (UDF) du Loir-et-Cher, l'ancien député (RPR) Alain Marsaud, Etienne Pinte, trésorier du RPR et député des Yvelines.

« Le problème, ce n'est pas la droite, c'est la France... »

VOICI les principaux extraits des déclarations de Charles Pasqua, dimanche 3 janvier, au « Club de la presse d'Europe 1 » :

« Ce qui était absolument indispensable, concernant la modification de la Constitution, c'était de consulter le peuple par la voie du référendum. Le référendum est la procédure normale. Le Congrès n'est prévu que pour des petites réformes. (...) A mes yeux, en ne soumettant pas la révision constitutionnelle *[préalable à la ratification du traité d'Amsterdam]* au référendum, on a commis une erreur et dérogé à l'esprit des institutions.

VERBATIM

» Une des premières décisions prises par le président de la République actuel a consisté à modifier la Constitution pour élargir la pratique référendaire. Et là où il a l'occasion de consulter les Français, il ne le fait pas ! L'absence de référendum est, à mes yeux, une rupture avec les institutions. (...) Je ne sais pas ce qu'aurait fait le général de Gaulle dans telle ou telle situation. Ce dont je suis sûr, c'est que, sur un problème concernant les institutions, il aurait consulté les Français. »

Pour M. Pasqua, si le président du RPR, Philippe Séguin, soutient le traité d'Amsterdam, « c'est probablement davantage parce que le président de la République le lui a demandé qu'autre chose ». « Beaucoup de gens ne veulent pas prendre la responsabilité de s'opposer au président de la République », *a-t-il ajouté.*

A Philippe de Villiers, qui lui avait reproché d'appeler « socialistes et communistes sur sa liste », le sénateur des Hauts-de-Seine a répondu : « M. de Villiers se trompe complètement. Je ne m'adresse pas aux socialistes ou aux communistes. Je m'adresse aux Français, quelle que soit leur sensibilité. (...) Le problème, ce n'est pas la droite, c'est la France ! Je n'attends aucune personnalité. S'il y en a qui se présentent, très bien, mais là n'est pas le problème. » *M. Pasqua a ajouté :* « Philippe de Villiers est un ami. Il est bien évident que, s'il souhaite participer à ce rassemblement, il aura toute sa place. »

Les œillades de Philippe de Villiers pour former une liste à la droite de la droite

COMBATTRE l'Europe de Maastricht à Amsterdam, mais en l'attaquant par la droite. Depuis qu'il s'est émancipé de la droite incarnée par le RPR et l'UDF, après avoir fait campagne contre le traité de Maastricht aux côtés de Philippe Séguin et de Charles Pasqua en 1992, Philippe de Villiers n'a jamais varié de ce programme. Aujourd'hui encore, il y demeure fidèle : il (co)pilotera une liste aux élections européennes de juin, et cette liste se situera résolument dans l'opposition et contre *« l'Europe socialiste »*.

Dans un entretien *publié par Le Parisien* lundi 4 janvier, le président du Mouvement pour la France (MPF) précise d'ailleurs qu'il a déposé à cet effet, le 23 décembre 1998, *« les statuts d'une association de financement »*. Les finances de son parti, sorties exsangues de l'élection présidentielle de 1995 – son résultat ayant été inférieur à 5 % des voix (4,74 %), M. de Villiers n'avait pas pu être remboursé par l'Etat de ses frais de campagne –, ont été renflouées par les élections législatives de 1997. Alliés avec le CNIP, ses candidats n'ont rassemblé que 2,80 % des voix, mais c'est suffisant pour lui assurer un financement public annuel de 7 615 359 francs (environ 1,16 million d'euros) jusqu'à la fin de la présente législature.

La décision de M. de Villiers vaut, qu'il s'entende ou non avec Charles Pasqua. Cela fait plusieurs mois que les deux hommes échangent des signes de connivence. Au mois de juin 1998, William Abitbol, conseiller politique de M. Pasqua, s'était rendu au conseil national du MPF, tandis que M. de Villiers avait assisté à la transformation de l'association pasquaïenne Demain la France en parti politique, présidé par M. Abitbol. En matière de campagne européenne, leur rapprochement est d'ailleurs plus ancien encore. On se souvient en effet que, dans les derniers jours de la campagne de 1994, M. Pasqua, alors ministre de l'intérieur d'Edouard Balladur, avait donné un fameux coup de main au député de Vendée en affirmant qu'il ne fallait pas *« exclure »* de la majorité les électeurs qui se porteraient sur sa liste. Dix jours plus tard, la liste de M. de Villiers avait recueilli 12,33 % des voix et obtenu treize élus.

La crise ouverte en décembre, au Front national, entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret a conforté tant le principe d'une liste que la volonté de M. de Villiers de l'ancrer à droite. Le président du MPF estime qu'une partie des électeurs du Front national, de l'ordre de 5 %, choisiront de se tenir à l'écart du spectacle donné par les dirigeants de l'extrême droite et seront donc susceptibles d'être accueillis par d'autres. Tablant sur le penchant anti-européen des électeurs du Front national, M. de Villiers se propose de leur offrir une structure d'accueil. Il estime d'ailleurs avoir déjà prouvé son efficacité dans ce domaine. Son bon résultat aux européennes de 1994 a coïncidé avec un « mauvais » résultat du Front national (10,52 %, en recul de 1,21 point par rapport à 1989), tandis que son piètre résultat de la présidentielle s'expliquerait pour l'essentiel par les 15 % de M. Le Pen.

Le député de Vendée voit aussi dans la conjonction de la crise du Front national et des élections européennes l'occasion de reprendre, à la droite de la droite, la position de sas que Charles Millon, en se faisant élire à la présidence de la région Rhône-Alpes avec les voix du Front national, lui disputait dangereusement. Or, M. de Villiers estime qu'une bonne partie de cet électorat disponible ne se reconnaîtra pas dans une liste qui ne se situerait pas résolument dans le cadre de la droite.

Il reste que si M. de Villiers ne parvenait pas à se mettre d'accord avec M. Pasqua, son espace serait de nouveau dangereusement concurrencé. Le président du MPF paie par cette vulnérabilité chronique son échec à construire, après les européennes de 1994, une vraie force politique autonome de droite.

Cécile Chambraud

En Rhône-Alpes, les mégrétistes ne veulent plus être une simple force d'appoint à M. Millon

LYON
de notre correspondant régional

Le divorce est consommé entre les partisans de Jean-Marie Le Pen et ceux de Bruno Mégret au sein du conseil régional Rhône-Alpes. Jeudi 7 janvier, lors de l'élection du président, les trente-cinq élus frontistes qui avaient assuré, le 20 mars 1998, la victoire de Charles Millon (ex-UDF), siégeront cette fois dans deux groupes distincts. Pierre Vial, proche de M. Mégret, a annoncé, dimanche 3 janvier, que le groupe mégrétiste comptera ving-trois élus. *« La raison supplémentaire de cette scission est le rôle emblématique tenu dans la crise par Bruno Gollnisch* [secrétaire général du Front national]. *Pour nous, il est important de marquer le coup »*, a déclaré M. Vial.

M. Gollnisch, qui présidait jusqu'alors le groupe, ne peut plus compter que sur le soutien de douze élus. Certains d'entre eux, comme Hugues Petit, rapporteur du budget régional, ont apporté leur soutien à la demande mégrétiste de convocation d'un congrès extraordinaire, mais se sont déjugés par la suite, estimant déloyale l'attitude de l'ex-délégué général et de ses partisans vis-à-vis de M. Le Pen. M. Petit plaide aujourd'hui pour la constitution d'un intergroupe, mais il reconnaît que le fossé est désormais très profond entre les deux factions.

Le 7 janvier, les mégrétistes semblent vouloir durcir leur position face à M. Millon. Les lepénistes leur reprochent aujourd'hui d'avoir voulu maintenir un accord à tout prix avec l'ex-président du conseil régional et d'avoir fait trop de concessions. Ils s'étonnent donc de l'attitude nouvelle exprimée par M. Vial, qui a déclaré : *« En tout état de cause, nous ne voulons plus du marché de dupes passé par Bruno Gollnisch avec Charles Millon* [ni] *jouer le rôle de "harkis" de Millon. »* Le groupe mégrétiste exigera donc un accord écrit avec M. Millon pour lui accorder ses suffrages.

Les proches de M. Gollnisch paraissent plus disposés à renouveler leur soutien à M. Millon. Ils rappellent que l'ex-président de région, dont l'élection a été invalidée par le Conseil d'Etat, avait donné des garanties aux élus du Front national, notamment lors de la préparation du budget pour 1999, qui devait comporter une baisse sensible de la fiscalité. *« Il faut gérer la région dans une logique libérale, avec peu d'impôts et en dépensant correctement l'argent public. Charles Millon a commencé à aller dans cette voie »*, souligne M. Petit.

Claude Francillon


L'EURO EST DISPONIBLE
DÈS AUJOURD'HUI
DANS LES 2 050 AGENCES
BNP EN FRANCE
ET LES
700 IMPLANTATIONS BNP
DANS 80 PAYS.
LES 53 000 HOMMES ET FEMMES DE LA BNP,
A VOTRE SERVICE DANS LE MONDE ENTIER, VOUS PRESENTENT
LEURS VŒUX DE BONHEUR POUR 1999
ET DE PROSPERITE POUR L'AN 1 DE L'EURO.
BNP
PARLONS D'AVENIR

De retour, M. Chevènement veut renforcer la politique de sécurité

Pour imposer un discours « sécuritaire » face à Jacques Chirac et contrer Daniel Cohn-Bendit pendant la campagne des élections européennes, Lionel Jospin a besoin du ministre de l'intérieur et du président du Mouvement des citoyens

Absent depuis quatre mois à la suite d'un accident anesthésique, Jean-Pierre Chevènement a repris ses fonctions de ministre de l'intérieur, lundi 4 janvier, place Beauvau. *« J'ai flirté avec l'au-delà. J'en sors à la fois identique et différent »*, a-t-il confié à l'ensemble du gouvernement, réuni avant d'aller présenter ses vœux au président de la République. Le ministre de l'intérieur s'attaquera en priorité au dossier de la sécurité avec des *« méthodes plus fortes »*, selon Jean-Jack Queyranne, qui a déclaré que M. Chevènement devrait préciser ses projets *« d'ici à la fin janvier »*. Ce sera l'occasion, pour Lionel Jospin, de répondre indirectement à Jacques Chirac, qui déplorait, le 31 décembre, que la sécurité ne soit pas *« garantie partout »*. Durant la campagne des élections européennes, le président du Mouvement des citoyens tentera de faire pièce à la tête de liste des Verts pour le scrutin du 13 juin, Daniel Cohn-Bendit. Il entend jouer, là encore, un rôle que ne veut pas tenir directement le Parti socialiste.

IL A PASSÉ la nuit au ministère. Et c'est avec sa femme, Nisa, qu'il est descendu, lundi 4 janvier, à 8 h 30, prendre son petit déjeuner en compagnie de l'ensemble du gouvernement. Quand il est entré dans le salon Erignac de la place Beauvau – ainsi rebaptisé en l'honneur du préfet assassiné en Corse –, il a été applaudi par tous les ministres – ou presque : Dominique Voynet, arrivée la dernière, n'a pas participé à la liesse générale. Il a embrassé toutes les femmes. Il est presque tombé dans les bras du camarade-ministre Jean-Claude Gayssot. Puis il s'est assis entre Claude Allègre et Lionel Jospin, tandis que l'épouse du ministre de l'intérieur s'asseyait à la gauche du premier ministre.

Tous, ils l'attendaient de pied ferme. A commencer par la droite, où il compte de fervents admirateurs : Jean Dutourd, qui dîna au ministère en sa compagnie et celle de Max Gallo, la semaine dernière. Ou encore Alain Peyreffite, qui, lundi, dans un éditorial du *Figaro*, loue l'anti-maastrichtien et l'ami de l'Irak : *« Encore un effort, M. Chevènement ! Jacobin, vous êtes devenu gaulliste* in partibus infidelium. *Ce n'est pas tout d'être vous-même guéri, si la France est malade. »*

Jean-Pierre Chevènement s'est donné, avec son *« voyage »*, des allures d'homme providentiel. *« J'ai traversé une expérience exceptionnelle*, a-t-il confié lundi matin à ses collègues du gouvernement. *J'ai flirté avec l'au-delà. J'en sors à la fois identique et différent. »* Cette rentrée, et surtout cette attente, si bien gérée médiatiquement, tombent à pic pour M. Jospin. Le premier ministre a confirmé peu après que la rentrée du ministre de l'intérieur était aussi la sienne : *« Le gouvernement reprend son travail. Ce matin nous offre une belle transition vers l'an 2000. »*

Les quatre mois d'absence de M. Chevènement avaient déséquilibré d'un coup l'architecture de l'équipe au pouvoir et de la gauche « plurielle ». Pendant l'intérim de Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, l'hôtel Matignon a pris directement en charge la gestion de certains dossiers. C'est avec Olivier Schrameck, directeur de cabinet du premier ministre, que le préfet Bernard Bonnet, lancé dans une vaste opération de retour de l'Etat de droit en Corse, s'est entretenu tout au long de l'automne.

LA FORCE DU VERBE

Lors de l'occupation de la mairie de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne) par une quinzaine d'immigrés sans-papiers en grève de la faim, M. Jospin et ses collaborateurs ont pris les affaires en main, décidant seuls, le moment venu, de l'évacuation des lieux. La force du verbe de M. Chevènement a également manqué dans la symphonie gouvernementale lorsque Mme Voynet a réclamé la régularisation de tous les sans-papiers : le premier ministre a dû lui-même, alors, répondre vertement à la ministre.

Aujourd'hui de retour, M. Chevènement fait de la sécurité sa priorité. Dans les banlieues, depuis début décembre, les incidents se sont multipliés. Le président de la République l'a relevé, le 31 décembre : *« La sécurité des biens et des personnes n'est pas garantie partout. L'éducation, la prévention sont indispensables; (...) la sanction ne l'est pas moins. »* M. Jospin n'entend pas abandonner cette tonalité « sécuritaire » à l'opposition. Depuis le colloque de Villepinte, en octobre 1997, le ministre « citoyen » a fait admettre à la gauche la nécessité d'une politique plus répressive. Il devrait s'exprimer sur ce sujet *« d'ici la fin janvier »*, a précisé M. Queyranne, dimanche.

Dans la gauche « plurielle », alors que la campagne pour les élections européennes a déjà démarré, le rôle de M. Chevènement est aussi défini. Son petit parti ne pèse pas grand-chose : la liste menée en 1994 par le député de Belfort avait recueilli moins de 3 % des suffrages. D'ici au 13 juin, il veut néanmoins devenir le ciment du *« TSCB » – « Tout sauf Daniel Cohn-Bendit »*, comme disent sans rire les cadres du Mouvement des citoyens. Durant sa convalescence, M. Chevènement s'est activement employé à cette tâche. C'est avec cette idée que le ministre, qui avait déjà reçu Robert Hue au Val-de-Grâce, a téléphoné au secrétaire national du PCF pour lui proposer une liste commune PS-PRG-MDC-PCF aux européennes (*Le Monde* du 4 décembre). Le président du MDC aura l'occasion de plaider pour cette solution – qui paraît pourtant difficile à réaliser – lors du congrès de son parti, du 5 au 7 février, à Créteil (Val-de-Marne). A défaut, il défendra une alliance avec le PS.

Le ton de la prochaine campagne européenne est donné. Jean-Loup Coly, secrétaire général du groupe Radical, Citoyen et Verts (RCV) à l'Assemblée nationale expliquera au congrès qu'*« il y a désormais deux conceptions de la gauche au sein de la majorité, notamment sur les problèmes de société : une gauche républicaine et une gauche Cohn-Bendit »*. Lors du conseil national du parti, le 29 novembre, Roland Carraz, député de la Côte-d'Or et vice-président du MDC, avait développé l'idée d'une nouvelle *« superposition non exacte entre la notion de gauche plurielle et celle de gauche républicaine »*.

Aux côtés du PS, qui a choisi de considérer le député européen allemand avec une ignorance polie, le MDC jouera, face aux Verts, le chien de garde de M. Jospin. Gendarme, là encore. Un rôle sur mesure pour M. Chevènement, qui jure être en pleine forme : *« Mes globules rouges sont au rendez-vous »*, a-t-il lancé, ravi, lundi matin.

Raphaëlle Bacqué, Ariane Chemin et Jean-Michel Aphatie

Au fil des déclarations et des bulletins de santé

● **1er septembre 1998 :** hospitalisation à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce (Paris) pour une opération d'ablation de calculs biliaires.

● **2 septembre, 7 h 45 :** M. Chevènement entre au bloc opératoire. Un accident anesthésique provoque un violent choc anaphylactique. Une réanimation intensive de 55 minutes est nécessaire pour qu'une activité cardiaque normale reprenne. A 9 h 5, le ministère de l'intérieur diffuse un communiqué, préparé la veille par M. Chevènement, annonçant qu'il *« a été hospitalisé au Val-de-Grâce pour une intervention chirurgicale bénigne qui s'est déroulée ce matin »* et qu'il *« reprendra ses activités dès le début de la semaine prochaine »*.

● **3 septembre, 11 h 47 :** première mention officielle, dans un communiqué du premier ministre, de « complications » opératoires. A 18 h 20, le médecin-chef du Val-de-Grâce, Yves Cudennec, publie son premier communiqué, *indiquant que M. Chevènement est « réactif ». « Nous sommes très modérément optimistes »*, déclare-t-il.

● **6 septembre :** sur Europe 1, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, estime que l'état de son collègue est *« toujours stationnaire et alarmant »*. La veille, un bulletin médical faisait mention d'un maintien en phase *« critique ». « La question d'un remaniement gouvernemental ne se pose pas »*, estime le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant.

● **10 septembre :** M. Chevènement sort du coma. M. Cudennec déclare qu'il *« a pu reconnaître ses proches »*.

● **24 septembre :** dans un communiqué, le Val-de-Grâce indique que *« la ventilation assistée n'est plus nécessaire »* et que M. Chevènement *« a repris une élocution normale »*.

● **29 septembre :** M. Chevènement quitte le service de réanimation

● **23 octobre :** M. Chevènement sort de l'hôpital du Val-de-Grâce. Le 29 octobre, il accepte la publication de photos exclusives et d'un entretien dans *Paris-Match* : *« J'avais atteint l'autre rive. »*

« Impatience immense » parmi les soutiens aux sans-papiers

LE PARADOXE n'est qu'apparent. Le retour de Jean-Pierre Chevènement est attendu avec impatience dans les milieux proches des sans-papiers. Les quatre mois d'absence du ministre de l'intérieur ont été considérés comme une parenthèse. Privé du paravent Chevènement, Lionel Jospin est monté lui-même au créneau pour porter la parole de fermeté du gouvernement et justifier la situation actuelle : sur 142 000 demandeurs de papiers, 60 000 n'ont pas obtenu satisfaction.

Les associations de solidarité avec les sans-papiers estiment que le statu quo n'est pas possible. Certes, les mouvements de protestation ont décliné. Demeurent pourtant les situations aberrantes et les traitements inégaux selon les préfectures. Si une volte-face gouvernementale reste peu probable, le ministre de retour peut agir en appliquant la nouvelle loi sur l'immigration dont les dispositions sont plus généreuses que la circulaire de régularisation sur certains points.

Chacun attend aussi de lui qu'il assume et, éventuellement, fasse évoluer la situation contradictoire actuelle, qui veut que les 60 000 déboutés de la circulaire demeurent de fait sur le territoire, leur éloignement forcé n'étant possible ni matériellement ni politiquement.

Le retour de M. Chevènement est ainsi salué presque avec soulagement par Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP : *« Jean-Pierre Chevènement est un homme d'Etat (...). Dans les faits, son attitude vis-à-vis de nous n'a jamais été méprisante. »* En revanche, souligne-t-il, Jean-Jack Queyranne, qui a assuré l'intérim, *« aura laissé un triste souvenir (...). Même à l'époque de Charles Pasqua, les choses ne se passaient pas comme cela. » « Dès lors*, poursuit le responsable du MRAP, *nous attendons M. Chevènement avec une impatience immense. »*

L'analyse est la même parmi les formations politiques qui soutiennent les sans-papiers : M. Chevènement est sans doute le seul à pouvoir débloquer la situation, le seul *« à pouvoir imposer un infléchissement à Lionel Jospin sur ce terrain »*, résume Daniel Cohn-Bendit, pourtant ennemi juré du Mouvement des citoyens de M. Chevènement. Un espoir que ne partage pas Noël Mamère, député (Verts) de la Gironde, qui, lundi 4 janvier sur France-Inter, appréhendait le retour de M. Chevènement et exprimait sa *« peur que le miraculé républicain ne nous fasse subir encore quelques tracas avec les droits de l'homme »*. Plus sceptique encore, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, estime que *« les associations se raccrochent à cet espoir, faute de résultats, parce que tout est bloqué »*.

Philippe Bernard et Caroline Monnot

Un agenda consacré aux dossiers de la police

POUR Jean-Pierre Chevènement, le mois de janvier s'annonce chargé sur l'ensemble des dossiers concernant la police. Depuis le 31 décembre, le ministre de l'intérieur a entre les mains le rapport du conseiller d'Etat et ancien préfet de police de Paris Guy Fougier, sur le redéploiement des effectifs de police et de gendarmerie. C'est à partir de ce document que M. Chevènement établira la liste définitive des commissariats de police qui devront fermer pour céder la place à la gendarmerie dans des villes dont la population est inférieure à 20 000 habitants. Une manifestation, à l'initiative du collectif unitaire qui rassemble des élus locaux et le Syndicat général de la police (SGP), est prévue le 23 janvier pour s'opposer à un projet contesté par l'ensemble des organisations, à l'exception du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale.

Le problème des violences urbaines figure également au nombre des priorités du ministre de l'intérieur. Pendant les dernières semaines de sa convalescence, M. Chevènement a travaillé personnellement sur le sujet. Il pourrait occuper une place importante dans l'intervention officielle qu'il devrait faire d'ici à la fin janvier, selon les déclarations de Jean-Jack Queyranne, le ministre de l'intérieur par intérim, redevenu secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dimanche 3 janvier, sur Radio France internationale. En tout état de cause, le ministre devrait s'exprimer sur le sujet dans le cadre de la préparation des assises de la formation et de la recherche de la police nationale, prévues début février.

L'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février 1998, est suivie de près par M. Chevènement. Aujourd'hui centralisée *au niveau de la division nationale* antiterroriste (DNAT), elle progresse en direction de dissidents du syndicalisme nationaliste regroupés autour des mêmes revendications politiques radicales. La divulgation par *Le Canard enchaîné* d'une note de synthèse de l'enquête a provoqué l'ouverture d'une information judiciaire pour recel de violation du secret de l'instruction par le parquet de Paris : elle a été confiée au juge Jean-Paul Valat.

Enfin, le ministre de l'intérieur profitera de son retour pour donner un nouvel élan aux conclusions présentées les 24 et 25 octobre 1997 lors du colloque de Villepinte (Seine-Saint-Denis) intitulé « Des villes sûres pour des citoyens libres ». M. Chevènement y avait défini, en présence de Lionel Jospin, une vision d'ensemble de la sécurité intérieure, qui s'articulait autour de plusieurs projets de loi réorganisant et redéfinissant les rôles des forces de sécurité. Dans ce cadre, le projet de loi sur les polices municipales doit être examiné en deuxième lecture par l'Assemblée nationale fin janvier.

Pascal Ceaux

Des différends persistants avec Mme Voynet en Franche-Comté

BESANÇON
de notre correspondant

Ils sont nés tous les deux en Franche-Comté, à quelque vingt ans d'intervalle, mais tout les oppose à Paris comme dans leur fief. Jean-Pierre Chevènement demeure-t-il fidèle à l'Etat, aux départements et aux communes ? Dominique Voynet souligne aussitôt les atouts des pays, des régions et de l'Europe. L'élu de Belfort rêve-t-il industrie lourde et filière électro-nucléaire tricolore ? La ministre de l'environnement réplique développement durable et énergies douces. Le ministre de l'intérieur explique-t-il que la sécurité ne va pas sans une part de répression ? Mme Voynet affirme que rien ne vaut la prévention.

Chaque mois qui passe alourdit le contentieux entre les deux ministres. L'accident de M. Chevènement n'y a rien changé, et la Franche-Comté est devenu leur premier terrain d'affrontement. Ainsi, en septembre, alors que le ministre de l'intérieur était encore hospitalisé, dans un état critique, Mme Voynet n'avait pas hésité à s'en prendre au projet de TGV Rhin-Rhône, enfant chéri de son collègue belfortin. Elle avait même réclamé à Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, qu'il écarte du comité de pilotage de ce dossier l'association de lobbying Trans Europe TGV, dont M. Chevènement est le président d'honneur. Cette revendication, qui n'a jamais abouti, avait été perçue comme *« un véritable coup de poignard dans le dos »* par l'entourage de M. Chevènement.

« UN BON COUP DE RAQUETTE »

« Dominique Voynet profite de l'accident médical survenu à Jean-Pierre Chevènement et qui le place dans une incapacité totale de lui répondre », avait protesté Christian Proust (MDC), président du conseil général du Territoire de Belfort, dénonçant la *« démagogie »* de cette initiative digne *« d'une conseillère générale et non d'une ministre »*. Les Verts avaient eu beau répliquer qu'il ne s'agissait pas d'une attaque personnelle et que l'immobilisation forcée de M. Chevènement *« n'empêche pas les dossiers et le débat public de suivre normalement leur cours »*, le *« crime de lèse-majesté »* avait été consigné comme tel par les chevènementistes.

En désaccord complet sur le tracé de ce TGV – plus favorable à Belfort qu'au Jura et à la ville de Dôle dont elle est l'élue –, Mme Voynet est allée plus loin après le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire du 15 décembre. Estimant que l'arbitrage rendu à ce propos, le 4 février 1998, par Lionel Jospin, était *« équilibré »* puisque ni M. Chevènement ni elle n'avaient obtenu entière satisfaction, elle a déploré *« qu'il y ait eu depuis des lettres interprétatives et des pressions sur le préfet de la région Franche-Comté, qui ne s'en cache pas ». « J'ai moins de poids que Jean-Pierre Chevènement sur ce dossier et j'en suis consciente, car le ministère de l'intérieur, dont dépendent les carrières des préfets concernés, est une grosse machine »*, avait-elle lancé.

Comme d'habitude, ces interventions ont été transmises à M. Chevènement qui, assurent ses proches, *« répondra comme il convient à son retour »*. Irrité par une campagne hostile à l'usine d'incinération du district urbain de Belfort, dont il demeure toujours le président, le ministre de l'intérieur a failli en *« créditer »* sa collègue de l'environnement. A tort, semble-t-il : c'est un élu régional Verts du Territoire, Alain Fousseret, qui a mené cette bataille et la ministre de l'environnement, soucieuse de ne pas envenimer davantage la situation, avait souhaité qu'il *« n'en fasse pas trop »*.

De passage, le 21 novembre, à la mairie de Belfort (*Le Monde* du 24 novembre), le ministre de l'intérieur s'était refusé à tout commentaire de nature politique. *« Mais dès que je remonterai au filet, vous verrez que j'aurai un bon coup de raquette ! »*, avait-il souri. Mme Voynet a pris sa part de l'avertissement. Sans, pour autant, changer d'avis : *« Je n'ai fait que contester des dossiers contestables sans jamais agresser quiconque »*, assure-t-elle.

Jean-Pierre Tenoux

هكذا من الأصل

AFFAIRES Considéré comme le personnage central de l'affaire Elf, Alfred Sirven, réputé en fuite depuis deux ans et demi, n'est recherché à l'étranger que depuis le 9 décembre 1998. ● IL FAISAIT POURTANT l'objet de deux mandats d'arrêt délivrés par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky : le premier, émis le 13 juin 1997, vise des faits de *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* relatifs à l'affaire Elf ; le second, émis le 30 mars 1998, se réfère à des *« abus de biens sociaux »* liés à l'instruction visant Roland Dumas et Christine Deviers-Joncour. ● DANS LES DEUX CAS, le parquet de Paris a demandé la diffusion de ces mandats mais, pour des raisons inconnues, celle-ci s'est *limitée* jusqu'à ces derniers jours au territoire national. ● OUBLI ? Négligence procédurale ? Bienveillance discrète ? Rien pour l'heure ne permet d'expliquer ce mystère.

L'homme-clé de l'affaire Elf n'est recherché à l'étranger que depuis un mois

Considéré comme en fuite depuis deux ans et demi, Alfred Sirven, l'ancien directeur des « affaires générales » du groupe pétrolier, soupçonné par la justice helvétique d'avoir détourné « plus de 1 milliard de francs », ne serait recherché par Interpol que depuis le 9 décembre 1998

LE PARADOXE est incompréhensible. Considéré comme l'homme-clé de l'affaire Elf, tenu pour le personnage central de ce scandale d'Etat, réputé en fuite depuis deux ans et demi, Alfred Sirven est officiellement sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis le printemps 1997, mais il n'est réellement recherché à l'étranger que depuis quelques semaines. Ce n'est en effet qu'à la date du 9 décembre 1998 qu'a été adressée, par la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) française, la *« notice rouge »* destinée au bureau central d'Interpol et réclamant l'assistance des polices étrangères afin de localiser et d'interpeller l'ancien directeur des *« affaires générales »* du groupe Elf Aquitaine.

L'informatisation du système permet, dès l'émission du message, la diffusion instantanée du mandat d'arrêt et de ses motifs dans les 177 pays affiliés à Interpol. Or cette procédure simple, qui confère à un mandat ordinaire le caractère international, n'a été appliquée au cas d'Alfred Sirven qu'après un retard d'autant moins explicable que s'étaient accumulées sur sa personne d'accablantes découvertes judiciaires. Menées en France par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky et en Suisse par leur collègue Paul Perraudin, les enquêtes ont depuis longtemps mis en évidence le rôle essentiel joué par cet homme, aujourd'hui âgé de soixante et onze ans, dans les détournements considérables commis au préjudice de la société nationale Elf Aquitaine entre 1989 et 1993, sous la présidence de Loïk Le Floch-Prigent.

Dans un courrier adressé, le 24 juin 1998, à ses homologues français, le juge Perraudin avait estimé à *« plus de 1 milliard de francs »* (152 439 020 euros) les sommes ayant transité par les multiples comptes dont M. Sirven était *« l'ayant droit économique »*, selon le vocable utilisé par les banques helvétiques (*Le Monde* du 10 juillet 1998). A cette date, titulaire d'un statut de résident en Suisse, il pouvait donc encore évoluer sans encombre et voyager sous sa véritable identité, dès lors qu'il ne passait pas par la France...

TERRITOIRE NATIONAL

Dans son pays d'origine, il était, de fait, l'objet de deux mandats d'arrêt délivrés par les juges Joly et Vichnievsky : le premier, émis le 13 juin 1997, vise des faits de *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* relatifs à l'affaire Elf ; le second, émis le 30 mars 1998, se réfère à des *« abus de biens sociaux »* liés à l'instruction visant Roland Dumas et Christine Deviers-Joncour. Dans les deux cas, le parquet de Paris, à qui incombe cette tâche, semble avoir demandé presque immédiatement la diffusion de ces mandats, mais celle-ci, pour des raisons inconnues, s'est limitée au territoire national. Si bien que selon les sources policières sollicitées par *Le Monde*, le fichier des personnes recherchées (FPR) en France mentionne bien les deux mandats d'arrêts au nom d'Alfred Sirven, mais seul le second comporte la mention *« mandat d'arrêt international »*, ainsi que la date de sa diffusion à Interpol, postérieure de plus de huit mois à la demande du parquet.

Faut-il croire à un oubli, à une négligence procédurale, ou peut-on imaginer que l'ancien homme fort d'Elf ait pu bénéficier si longtemps d'une bienveillance discrète mais consentie ? Les juges ont-elles pu ignorer que le personnage vers lequel semblent inéluctablement converger toutes les pistes de l'affaire Elf était aussi peu activement recherché ? Au mois de décembre 1997, une polémique avait éclaté, en Suisse, après que *Le Nouveau Quotidien* de Lausanne eut révélé l'obtention par M. Sirven d'un *« permis d'établissement »* dans ce pays, où il avait élu résidence depuis 1992. Un porte-parole de l'office cantonal de la population avait alors expliqué au journal que pour l'administration helvétique, *« le dossier de police d'Alfred Sirven était vide »* au moment où lui avait été accordé son titre de résident (*Le Monde* du 5 décembre 1997). Tout porte à croire qu'il disait vrai. Mais en dépit de cette révélation, une année entière s'est encore écoulée avant que la demande d'arrestation visant l'ancien directeur d'Elf ne soit transmise aux autorités étrangères. Entretemps, l'intéressé avait déserté Genève, pour une destination inconnue.

Ce retard n'est d'ailleurs pas le premier. Curieusement, alors que son rôle sulfureux, presque maléfique, dans l'ombre de M. Le Floch-Prigent, était évoqué d'emblée par de nombreux témoins de l'affaire Elf, M. Sirven n'avait été sollicité par la brigade financière – travaillant sous les ordres d'Eva Joly – qu'au mois d'août 1996. *Quelques semaines plus tôt, le* 4 juillet, M. Le Floch-Prigent avait été placé en détention provisoire : parmi les éléments retenus par la magistrate pour justifier sa décision figurait notamment l'impossibilité matérielle de questionner son ancien homme de confiance, témoin capital que l'on savait déjà réfugié à Genève, mais qui se montrait pourtant régulièrement à Paris. Prétextant un voyage à l'étranger, M. Sirven n'avait pas déféré à la convocation policière. Il ne s'était plus manifesté par la suite, sans que les juges paraissent s'en inquiéter. Ce n'est qu'au mois d'avril 1997, après la découverte d'un compte bancaire suisse ouvert à son profit, et destinataire d'une commission versée par Elf sous couvert d'opérations pétrolières au Venezuela, qu'Alfred Sirven devint un objectif prioritaire des enquêteurs. Encore fallut-il attendre jusqu'au 13 juin pour qu'un mandat d'arrêt fut délivré à son encontre. Mais il ne fut diffusé que sur le sol français.

CAGNOTTE GENEVOISE

Depuis lors, l'ancien directeur des *« affaires générales »* d'Elf est apparu comme l'ordonnateur de nombreux versements illicites, en marge de la plupart des opérations du groupe pétrolier examinées par la justice. Ancien dirigeant d'Elf Aquitaine International (EAI), il est en outre soupçonné d'avoir usé de cette filiale genevoise comme d'une cagnotte, allouant salaires occultes et cartes de crédit à des bénéficiaires choisis, notamment parmi les politiques, dont la *liste n'est pas connue. Il se trouve* enfin au centre de l'affaire Dumas, initiateur du recrutement de Christine Deviers-Joncour, la compagne parisienne du ministre des affaires étrangères, concepteur du montage clandestin qui visait à soutirer à Thomson quelque 150 millions de francs (22 165 850 euros) en marge de la vente de frégates à Taïwan, en 1991. Aussi l'absence d'Alfred Sirven bloque-t-elle la progression de l'enquête sur ces différents fronts, laissant planer sur l'affaire Elf un mystère persistant. Pour cette même raison, l'engagement si tardif de véritables recherches sur sa piste apparaît injustifiable et laisse planer, lui, un sentiment de malaise.

Hervé Gattegno

Le spécialiste des montages financiers et des tours de table discrets

PORTRAIT

Jovial mais rugueux, celui que les cadres de Rhône-Poulenc surnommaient « Fred » avait déjà des méthodes contestées

LE 6 JANVIER, Alfred Sirven fêtera son soixante-douzième anniversaire dans la clandestinité. Retranché en Suisse depuis les premières heures de l'affaire Elf, l'ancien directeur chargé des *« affaires générales »* au sein du groupe pétrolier s'est rendu invisible depuis de longs mois. On le dit en Afrique, ou en Asie du Sud-Est, avec sa jeune compagne d'origine philippine. Mais seul un très petit nombre de personnes connaît son refuge actuel. A Genève, le juge Paul Perraudin, chargé de l'exécution des commissions rogatoires internationales des deux juges français, mais aussi de deux informations judiciaires ouvertes par la justice suisse pour *« blanchiment d'argent »*, a vainement cherché, en guise d'indice, un mouvement récent sur les comptes bancaires qu'il détenait par dizaines. Depuis sa dernière apparition, à la fin de 1997, quelques jours avant Noël, dans un restaurant asiatique avec vue sur le lac Léman, *« Alfred »* semble n'avoir plus donné signe de vie, même à ses amis les plus proches. Au point que certains le disent mort.

« Il ne serait pas anormal qu'il ait disparu du monde des vivants », déclarait ainsi l'ex-banquier suisse Jean-Pierre François sur Europe 1, le 4 novembre, faisant allusion aux lourds secrets détenus par cet *« homme qui en savait trop »*. Dans le même temps, une lettre anonyme fort détaillée passait de main en main, assurant que *« les Corses l'ont liquidé, son silence permettant de le diaboliser et de faire croire qu'il était à l'origine de toutes les dérives de la société Elf »*. De fait, son absence prolongée continue de permettre aux principaux protagonistes de l'affaire Elf – et de son excroissance visant Roland Dumas – de se défausser *commodément sur cet homme sulfureux*. A coup sûr, M. Sirven fut l'artisan de la plupart des montages financiers d'Elf aujourd'hui contestés par la justice ; il est néanmoins peu probable qu'il en fut le seul instigateur, encore moins l'unique bénéficiaire. Mais une part importante des sommes distribuées l'ayant été en argent liquide, lui seul pourrait éclairer les enquêteurs sur la destination véritable des centaines de millions soustraits au groupe Elf.

« Il n'a jamais été le numéro deux du groupe, ni mon homme-lige, ni mon éminence grise », déclarait récemment Loïk Le Floch-Prigent à l'hebdomadaire *L'Express*, assurant qu'au temps de sa présidence, il ne le voyait *« qu'une fois par mois »*. Dès l'installation du PDG, en 1989, Alfred Sirven était pourtant apparu à tous les dirigeants du groupe comme son véritable homme de confiance. M. Le Floch-Prigent l'avait connu en 1982. Il présidait alors Rhône-Poulenc et recherchait un responsable du personnel : ancien de Mobil et de Moulinex, Alfred Sirven lui avait été recommandé par un *« chasseur de têtes »*, et ce choix avait été approuvé par tous les syndicats, au sein desquels M. Sirven disposait de nombreux contacts. Frappé par la crise, le groupe chimique français fermait alors des usines. Jovial mais rugueux, celui que les cadres surnommaient *« Fred »* s'efforça de maintenir la paix sociale. Ses méthodes, déjà, étaient contestées : certains lui reprochaient sa propension aux menaces, d'autres de s'attirer les bonnes grâces des organisations syndicales à *coups de billets de banque...*

ÉPICURIEN GOUAILLEUR

Après le limogeage de M. Le Floch-Prigent, en 1986, par la droite revenue au pouvoir, l'indispensable Alfred Sirven suivra son *« patron »* dans sa traversée du désert. C'est à cette époque que se forgera, entre cet épicurien gouailleur et franc-maçon, aux relations politiques éclectiques, et le patron socialiste malaimé des énarques une amitié virile, faite de complémentarité et d'admiration réciproque. Ce lien constituera, quoi qu'en dise à présent l'ancien PDG d'Elf – dont il fut le témoin de mariage, en 1990 –, la clé du pouvoir d'Alfred Sirven au sein du groupe pétrolier. Ne s'était-il pas activement consacré, au lendemain de la réélection de François Mitterrand, en 1988, à la *« campagne »* de M. Le Floch-Prigent pour la présidence d'Elf ? A cette période remontent les premières rencontres avec Christine Deviers-Joncour, qu'il devait par la suite utiliser comme *« agent de liaison »* avec Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères.

Se laissa-t-il griser par la manne des commissions pétrolières, versées à un rythme soutenu sous les intitulés les plus flous ? Habile meneur d'hommes et d'affaires, fut-il lui-même manipulé par d'autres ? La vérité se situe peut-être à mi-chemin. Fort de ses soutiens politiques – auprès de M. Dumas, dans l'entourage de Charles Pasqua ou chez les dirigeants de l'ex-Parti républicain –, l'homme d'Elf avait parallèlement développé d'autres *activités financières, notamment dans l'ombre* de fructueux marchés d'armement, ainsi qu'en atteste le rôle crucial qu'il joua, aux côtés de Christine Deviers-Joncour, dans la tentative d'escroquerie perpétrée au préjudice de Thomson, après la vente des fameuses frégates au gouvernement taïwanais. Sous l'enseigne de la société GF Interénergie, domiciliée à Genève et administrée par sa plus proche collaboratrice, M. Sirven s'était fait une spécialité dans le montage de tours de table discrets.

Selon plusieurs témoignages recueillis au cours des derniers mois, il participa ainsi, le 13 juin 1991 au Liechtenstein, à une réunion dont l'ordre du jour portait sur une mystérieuse vente d'hélicoptères. Si M. Sirven est un jour retrouvé, ses confessions pourraient déborder le champ des seules opérations pétrolières...

H. G.

Deux anciens dirigeants de Reynolds France condamnés pour complicité de publicité illicite en faveur du tabac

DE LOURDES amendes ont récemment été infligées à deux anciens hauts responsables de la société RJ Reynolds Tobacco France. MM. Klaus Langner et Jacques Leclerc, respectivement PDG et directeur général de la firme au moment des faits, ont été jugés coupables de *« complicité de publicité illicite en faveur du tabac »* et condamnés, dans la plus grande discrétion, le 22 septembre, par le tribunal de grande instance de Paris, à verser chacun une *« amende délictuelle »* de 500 000 francs (76 220 euros).

A l'origine de l'affaire, une plainte avec constitution de partie civile déposée par le Comité national contre le tabagisme (CNCT) en août 1993, qui avait abouti à une fructueuse perquisition, le 2 février 1995, au siège de Reynolds France à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Les enquêteurs, agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien Mireille Filippini, avaient en effet mis la main sur plusieurs documents prouvant la volonté du fabricant de contourner les dispositions de la loi Evin du 10 janvier 1991 contre la publicité en faveur du tabac.

Parmi les pièces saisies figuraient notamment deux « plans stratégiques », l'un concocté pour la période 1992-1996 par Reynolds France et l'autre émanant de Worldwide Brands Inc. (WBI, une filiale de RJ Reynolds Tobacco International), pour 1993-1997. Révélé un an plus tard par *Le Monde*, le contenu de ces documents constituait un véritable « mode d'emploi » visant à détourner la loi Evin grâce à des activités de licences de logos et de promotion de produits dérivés *via* des sociétés « amies » juridiquement distinctes du cigarettier (*Le Monde* du 28 février 1996). Montres Camel Trophy, Camel Boots, vêtements Winston Spirit..., l'imagination du géant du tabac pour assurer la promotion de ses cigarettes dans le cadre légal semblait sans bornes.

Le premier *« plan stratégique »* assignait à WBI, à un niveau international, la mission d'*« identifier, développer et prendre en charge des programmes de diversification de marque qui augmenteront la perception et l'effet d'image des principales marques internationales RJ Reynolds Nabisco »* (Camel, Winston). Le second plan, réservé à la France, arguait de la nécessité de *« mettre en place un changement progressif pour passer des outils de communication utilisés actuellement à des activités de licences de logo afin de maintenir la continuité en matière de communication »*. Il exhortait le département marketing de la firme à adopter une *« approche créative des questions légales »* dans un souci d'*« équilibre entre risques légaux et bénéfices espérés »*.

Le tribunal a estimé que MM. Langner et Leclerc *« n'ont pas, comme ils le soutiennent, été simplement informés des projets de WBI mais ont été associés à sa politique de publicité indirecte (...) et qu'ils l'ont approuvée et intégrée dans leur propre stratégie de communication »*. Les deux responsables ont donc *« apporté sciemment leur concours à la diffusion de publicités illicites en faveur du tabac »*, précise le jugement.

Trois autres acteurs de ce détournement concerté ont également été condamnés : Patrick Mispolet, alors représentant en France de la société WBI, à 400 000 francs (60 975 euros) d'amende, Gérard Colombara, président d'Universal Media, une centrale d'achat d'espaces publicitaires, et Vincent Nègre, président de l'agence de publicité Ammirati Puris Lintas, à 100 000 francs (15 244 euros) d'amende chacun. MM. Langner, Leclerc et Mispolet devront en outre verser solidairement 500 000 francs (76 220 euros) de dommages et intérêts au CNCT. Les cinq condamnés ont fait appel du jugement.

Laurence Folléa

Le CNCT à la recherche d'un nouveau souffle

Le Comité national contre le tabagisme (CNCT) traverse actuellement une passe difficile. Un rapport de l'inspection générale des affaires sociales a mis le feu aux poudres en dénonçant une série de dysfonctionnements dans la gestion de l'association (*Le Monde* du 19 mai).

Sur fond de querelles internes et après plusieurs tentatives infructueuses, Mᵉ Michèle Lebossé-Peluchonneau, l'administratrice judiciaire nommée en juin pour gérer le CNCT, vient d'obtenir le renouvellement du conseil d'administration et l'élection, le 2 décembre, d'un nouveau bureau et d'un nouveau président, Jean Carlier, ancien directeur de l'information de RTL et vice-président du CNCT depuis 1993. Mᵉ Lebossé-Peluchonneau devrait présenter son plan de redressement à la mi-janvier.

DÉPÊCHES

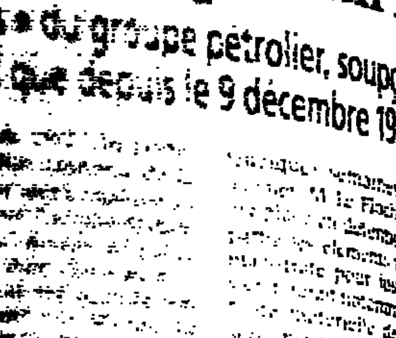
■ **ACCIDENT : une information judiciaire contre X... pour *« blessures involontaires commises par négligences, imprudences, manquements aux règlements, aux normes de sécurité »*** a été ouverte, dimanche 3 janvier, à la demande du substitut du procureur de la République de Mâcon (Saône-et-Loire), après la chute, dans la nuit du vendredi 1er au samedi 2 janvier, d'un enfant de six ans tombé d'un wagon non équipé de fermetures de sécurité du train Briançon-Paris. Grièvement blessé à la tête et souffrant de plaies multiples, le garçon se trouvait toujours, lundi, dans le service de réanimation de l'hôpital neuro-cardiologique de Lyon. Parallèlement aux investigations de la police judiciaire, une enquête interne a été ordonnée par le PDG de la SNCF, Louis Gallois.

■ **FUSILLADE : quatre hommes ont ouvert le feu dans un bar de la périphérie de Toulon** (Var), samedi soir 2 janvier, tuant deux personnes. Le patron du « Mireille », Rafik Chali, a été assassiné par deux hommes masqués. Un consommateur, Chaouki Boukoum, a été tué dans la rue par deux membres du groupe, alors qu'il s'enfuyait. Trois autres consommateurs ont été blessés, dont deux grièvement. L'enquête a été confiée à l'antenne toulonnaise du SRPJ de Marseille.

■ **SÉCURITÉ : le lieutenant-colonel de gendarmerie Denis Roux a été nommé commandant** du groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), en remplacement du commissaire de police Jean-Marie Gutknecht, par un arrêté du président de la République paru dimanche 3 janvier au *Journal officiel*. Chargé de la protection du président, le GSPR compte une cinquantaine de policiers et de gendarmes. Depuis 1995, il a successivement été dirigé par un policier et par un gendarme.

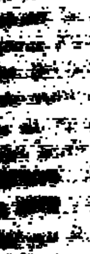
■ **SÉCURITÉ ROUTIÈRE : le bilan des accidents de la route durant les fêtes du Nouvel An** est estimé à près de 50 morts, soit deux fois plus que durant la même période des années précédentes. Selon le Centre national d'information routière (CNIR), plus de la moitié des victimes sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Isabelle Massin, déléguée interministérielle à la prévention routière a annoncé, dans un entretien au *Parisien* du 4 janvier, le lancement d'une campagne à l'intention des jeunes.

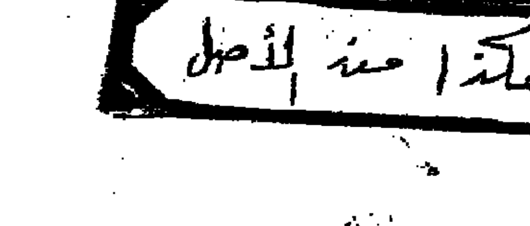
■ **DISPARITION : le corps d'un prêtre porté disparu depuis le 9 décembre 1998** a été découvert, dimanche 3 janvier, dans la Rance, à La Vicomté-sur-Rance (Côtes-d'Armor). Agé de trente-sept ans, le père Serge Séguin, curé de La Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), avait annoncé, par courrier, son intention de se suicider à la suite de sa mise en cause par la famille d'un adolescent.



que depuis un m…

… du groupe pétrolier, soupçonné … que depuis le 9 décembre 1998








Ecrire, publier et lire au pays

Linguistique, ethnologique, historique, architecturale et maintenant romanesque : l'édition régionaliste engrange les succès. Elle répond aux attentes de lecteurs de plus en plus attachés à leurs racines. Depuis peu, les grandes maisons parisiennes ont entrepris de s'implanter sur ce marché

PLUS les Français sont urbanisés, *plus ils rêvent de la campagne* ; de cette campagne où, dans leur grande majorité, vivaient leurs parents ou grands-parents. Pour essayer de retrouver un passé rural, le plus souvent idéalisé, quoi de mieux qu'un beau livre d'art, un guide, un roman ou... une modeste *plaquette, tirée à quelques centaines* d'exemplaires, peut-être, mais qui, plaisir suprême, sera celle qui parlera du village ancestral ou du métier perdu du grand-oncle ?

Depuis les années 70 ou 80, venant rejoindre quelques anciennes et solides maisons d'imprimerie-*édition – dont les fondateurs n'ont* jamais été tentés par « l'aventure parisienne » –, des dizaines d'éditeurs en région, comme ils aiment se qualifier, ont ouvert boutique dans la plupart des départements comme l'on entre en sacerdoce. Beaucoup tiennent encore bon et *se sont fait une place de qualité au* niveau régional et national.

Bien qu'aucune étude ou prospective d'ensemble n'ait été menée sur la question – pas plus au ministère de la culture qu'au Centre national du livre (CNL) –, tout le monde reconnaît que le marché du *régionalisme se porte bien et a de* beaux jours devant lui.

Le temps des débuts brouillons est terminé. Place au professionnalisme et à la maturité : l'on peaufine les acquis grâce aux moyens techniques toujours plus performants qui amènent une qualité remarquable des ouvrages.

« On essaie de faire du régionalisme de qualité et nous diffusons nous-mêmes, ce qui est primordial car on a des réponses immédiates sur les ventes », explique ainsi Bernard Tardien, responsable des éditions Fanlac de Périgueux. Tradition, qualité, fonctionnalité sont les trois atouts de cette maison d'édition renommée, créée en 1943 par Pierre Fanlac, un authentique enfant du Périgord. *« Nous travaillons toujours dans la même tradition,* insiste son gendre et successeur, *mais avec des moyens techniques nettement améliorés. » « Sur certains ouvrages, comme* Truffe et trufficulture, *nous avons fait des scores importants. La bonne tendance est de ne pas hésiter à faire machine arrière lorsqu'il le faut, et de travailler en amont sur la qualité »*, dit-il encore.

INQUIÉTUDE

Alors, tout irait-il pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Si *ces éditeurs en région* indépendants gèrent au mieux leurs territoires avec des percées sur le plan national, ils laissent cependant poindre une certaine inquiétude face aux appétits des grandes locomotives de l'édition *qui* exploitent depuis peu le filon.

Gallimard, par exemple, avec ses guides régionaux à l'iconographie soignée – *« mais au détriment de la qualité du texte »*, disent leurs détracteurs – a fait une entrée remarquée sur ce marché, bousculant *ceux qui étaient déjà sur le terrain*. Dès lors, le foisonnement de titres donne l'impression d'un marché en pleine explosion.

« Mais, avertit André Bonneton, des éditions du même nom, *nous avons plus de peine à vendre, car l'offre augmente plus vite que la demande. »* Les éditions Bonneton, créées à Paris en 1978, ont bâti leur réputation sur les encyclopédies *régionales. Elles n'hésitent pas à* diversifier leur catalogue (80 titres) et à produire des livres bon marché pour soutenir les ventes.

L'éditeur estime, lui aussi, que le gros problème est celui de la diffusion-distribution. Cette dernière revient très chère pour les petites *ou moyennes entreprises* comme la sienne, alors que les grosses maisons bénéficient de leur propre circuit.

Certains médias régionaux ont saisi tout l'avantage de posséder un réseau de distribution et se sont lancés, eux aussi, dans l'édition. *Ouest-France* en est l'exemple le plus typique. Mais ce n'est pas le seul. Des entreprises de moindre importance sont également dans la course telles celle menée par *L'Yonne républicaine* (Auxerre) qui, depuis juin 1998, a sa maison d'édition ou celle du *Républicain Lorrain* (Metz) qui a sauté le pas depuis vingt ans.

« La demande est constante depuis une dizaine d'années et le lectorat plus jeune », explique M. Balderacchi des éditions Serpenoise, fondées par la PDG du *Républicain Lorrain*, Marguerite Phal de Mange. *« Je pense qu'il y a plus d'offres qu'avant parce qu'il y a plus de monde sur ce créneau, mais offres et demandes s'équilibrent souvent »*, précise-t-elle. Les éditions Serpenoise, *« leader dans l'est de la France »*, qui ont un catalogue de 250 titres pour un chiffre d'affaires moyen de 5,5 millions de francs (838 415 euros) privilégient le patrimoine et l'histoire de la Lorraine.

L'histoire, d'ailleurs, reste un domaine qui jouit de la faveur d'un large public. Les éditions Bordessoules (Saint-Jean-d'Angely, Charentes-Maritimes) en ont fait leur spécialité. Leur riche *« Histoire de chaque département de la France par les documents, de la préhistoire à nos jours »* compte déjà plus d'une quinzaine de titres.

RACINES

L'édition est d'autant plus florissante que le marquage régionaliste est plus fort. Les régions aux particularismes identitaires et culturels vivaces ont suscité et facilité bien des vocations dans ce secteur. La production est en général francophone, mais les ouvrages bilingues ou en langues vernaculaires ne sont pas l'exception de même que les manuels scolaires. En sont témoins, entre autres, les titres des deux maisons d'édition corses, La Marge et Albiana, à Ajaccio.

« La langue procède de cette recherche prégnante des racines. On assiste à une mutation dans l'esprit des gens qui veulent maintenant avoir une connaissance multiple de leur terroir : linguistique, ethnologique ou architecturale », reconnaît Max Chaleil, directeur de Presse du Languedoc, créée en 1977 à Montpellier. Cette maison a consacré plusieurs volumes bilingues aux troubadours et prépare un gros dictionnaire d'Occitan. *« Nous sommes des éditeurs en charge d'un patrimoine qui, bien présenté, est extrêmement porteur pour un lectorat plus important que l'on ne l'imagine. »*

Mais foin des beaux ouvrages ou des études fouillées ! Un autre genre gagne, petit à petit, ses lettres de noblesse, le roman régionaliste bientôt suivi du policier régionaliste. Jeanine Balland, directrice de la collection « Roman/terre de France » aux Presses de la Cité, l'assure : *« Ce sont les deux choses qui marchent très bien, en ce moment. »* Mme Balland parle en connaissance de cause. C'est en 1985 qu'elle a fait publier, dans sa collection, le premier roman à trame sentimentale régionaliste. Et, depuis, le succès ne se dément pas, notamment auprès du lectorat féminin.

Ali Habib

Colporteur de l'écrit en Occitanie

C'EST LA FÊTE du vin à Luri (Haute-Corse), un jour d'été. Entre vendeurs de beignets au bruccio, gâteaux à la farine de châtaigne et charcuterie locale, un stand de livres bien achalandé : il est tenu par Jeanine Leconte-Raffalli, écrivain et directrice de la librairie Le point de rencontre à Bastia. Un bref regard et quelques pages tournées montrent qu'il s'agit pour l'essentiel de *réimpressions d'ouvrages à caractère* historique, culturel ou folklorique consacrés à la Corse à la fin du siècle dernier par des auteurs de l'île ou du Continent.

En bonne place, entre monographies locales, biographies, récits de drames et de vendettas, essais, romans, poésies, traités de cuisine locale, chansons et musiques, figure la monumentale *Histoire de l'isle de Corse*, une réimpression dans le texte de l'ouvrage de R. J. Pommereul de 1779. Une bible pour les mordus de l'histoire de l'île de Beauté. Cet ouvrage a revu le jour, ainsi qu'une centaine d'autres d'importance inégale qui auraient pu sombrer dans l'oubli, grâce à l'éditeur nîmois Christian Lacour (éditions Lacour-Ollé).

Atypique personnage que cet éditeur-imprimeur-libraire dont la librairie – l'une des plus anciennes de France – campe sur la voie domitienne, et qui affirme qu'il se situe au dixième rang des éditeurs français (sur un total de 3 558), juste derrière les grandes maisons, et au premier rang des éditeurs régionalistes. *Une* honnête place que confirme le classement national établi en 1997 par l'indicateur annuel *Livres hebdo*. Christian Lacour ne clame-t-il pas avec verve que, en dépit d'un chiffre d'affaires modique, sa maison a publié en quinze ans plus de 2 000 titres ? *« Cela me conforte dans l'idée que l'on peut être installé en province »*, se réjouit-il.

LIVRES OUBLIÉS

Héritier d'une longue lignée de *« colporteurs de l'écrit »*, originaire du Comminges, dans la Haute-Garonne, dont les ancêtres ont sillonné la France de 1791 à 1869, *avant de se sédentariser à* Nîmes, Christian Lacour a tôt fait de se spécialiser dans la réédition d'ouvrages épuisés des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Entre 70 et 80 % des livres qu'il publie sont des rééditions de *« livres oubliés »*. Ceux-là mêmes qui circulaient dans les campagnes à l'âge d'or de la deuxième révolution industrielle, lorsque *« la linotype et le goût de la lecture communautaire ont rendu le livre accessible au plus grand nombre »*.

Lorsqu'il se déplace, l'éditeur nîmois continue de travailler à la manière de ses arrière-arrière-grands-parents, ne concédant à la modernité qu'une voiture et un téléphone portable. Ses *zones de chalandise ? « La grande Occitanie »*, la Lorraine et la Corse, qu'il prospecte avec quatre colporteurs, comme il les appelle toujours, et non des agents commerciaux. Son circuit de diffusion ? *« Foin des villes où les libraires sont nombreux et où les livres se trouvent à foison. Mon lectorat le plus fidèle – et là je n'ai pas de concurrent ! – se trouve être dans les villages, les bourgades. »* Ses points de vente ? *« Sur environ 2 000 dépositaires, moins de 5 % sont des professionnels »* : petits dépôts de presse, épiceries, cafés, merceries, fêtes ou foires de villages sont là pour diffuser les ouvrages du catalogue Lacour.

Ainsi, pour la Corse, Christian Lacour s'enorgueillit de disposer – mis à part deux librairies à Bastia et à Ajaccio – de près de 80 points de vente, y compris dans de minuscules villages de montagne. De cette manière pénètre dans les foyers insulaires pratiquement tout ce qui a pu être édité sur Napoléon et ses campagnes, mais aussi tout ce qui touche de près ou de loin au patrimoine *« identitaire »* de l'île de Beauté.

Jean Menanteau

Succès de librairie en Bresse

En moins d'un mois, plus de mille exemplaires de *Maria Favier, la conteuse du Sougey* ont été vendus dans les librairies de la Bresse et un retirage est annoncé. La *« conteuse »* Maria Favier, figure locale du pays de Bresse, en égrène les riches heures, les us et coutumes, concentrés dans sa ferme du Sougey, bâtisse bressane des XVII[e] et XVIII[e] siècles avec cheminée sarrasine, classée monument historique. L'octogénaire incarne cette Bresse âpre au labeur, solide et patriote, modeste et lente, soucieuse du droit chemin, soumise à l'enchaînement d'une tradition qui vient du fond du Moyen Age.

Claude Garbit, ancien journaliste qui débuta dans le métier sous la férule de Francis Ponge, a opté, lui, pour des souvenirs tirés de quarante ans de chroniques locales. Il raconte une dizaine d'historiettes vécues dans la presse locale, où le chien écrasé tient sa réhabilitation magistrale, délicieuse et jubilatoire. Apparemment, là encore, les lecteurs bressans apprécient. – *(Corresp.)*

★ *Maria Favier, la conteuse du Sougey* et *Le chien écrasé se porte bien*, de Claude Garbit, ont été édités par les éditions Musnier Gilbert à Bourg-en-Bresse.

Le foisonnement éditorial breton

RENNES

de notre correspondante régionale

« Nous avons créé notre maison d'édition parce que nous ne trouvions pas les livres que nous cherchions. Nous avons pensé que le public ne les trouvait pas non plus. » C'est à Paris que Stéphane Thommeret et Dominique Poisson ont lancé Terre de brume, voilà bientôt dix ans. Installés à Rennes depuis 1991, *« parce qu'il était ridicule de travailler sur la culture bretonne depuis le 15[e] arrondissement »*, les deux amis puisent leur inspiration d'éditeurs dans leurs origines armoricaines.

Ils fouillent le patrimoine breton, exhument des recueils de traditions populaires, publient de nouvelles éditions des grands collecteurs Le Braz, Luzel ou Cadic. *« Ce patrimoine était introuvable. On devait le redonner aux Bretons »*, explique Dominique Poisson. Le rythme de parution, d'abord modeste, s'accélère au fil des ans. Aujourd'hui, Terre de brume, qui s'enrichit régulièrement de nouvelles collections, sort plus de vingt-cinq titres par an, toujours en lien avec le monde celtique.

Terre de brume a décollé grâce au réseau de distribution de *Ouest France*, la première maison d'édition bretonne, avec laquelle les *deux éditeurs ont signé* un contrat en 1993. Ils ont aussi satisfait une demande : *« La dimension du conte et de la féerie fait rêver »*, reconnaît Stéphane Thommeret. *« Les Bretons sont très demandeurs de culture. On le voit sur le plan musical et festif. Le livre est également bien servi »*, observe Dominique Poisson.

« Les Bretons sont de gros lecteurs, le taux de fréquentation des bibliothèques le prouve, confirme Bernard Le Nail, directeur de l'Institut culturel de Bretagne. *Il existe aussi ici un patriotisme culturel très fort. »* Avec les touristes nombreux qui ramènent des souvenirs reliés de leurs étés, le livre d'intérêt régional peut donc être un fonds de commerce rentable. Selon l'institut culturel, plus de quatre-vingts éditeurs bretons publient chaque année environ mille titres.

Derrière le géant Ouest France, une douzaine de maisons de taille moyenne vivent de leur activité. Parmi elles, Le Chasse-marée, spécialiste du très beau livre et qui publie la revue *Ar Men* ; L'Encre de marine, centrée sur le monde marin ; Coop Breizh, relais du mouvement culturel breton ; Liv'édition ; Apogée... L'édition en langue bretonne représente 10 % à 15 % de la production régionale. Enfin, une multitude de petits éditeurs, associations, sociétés d'histoire locale, produisent un à cinq livres par an.

TOUTE ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

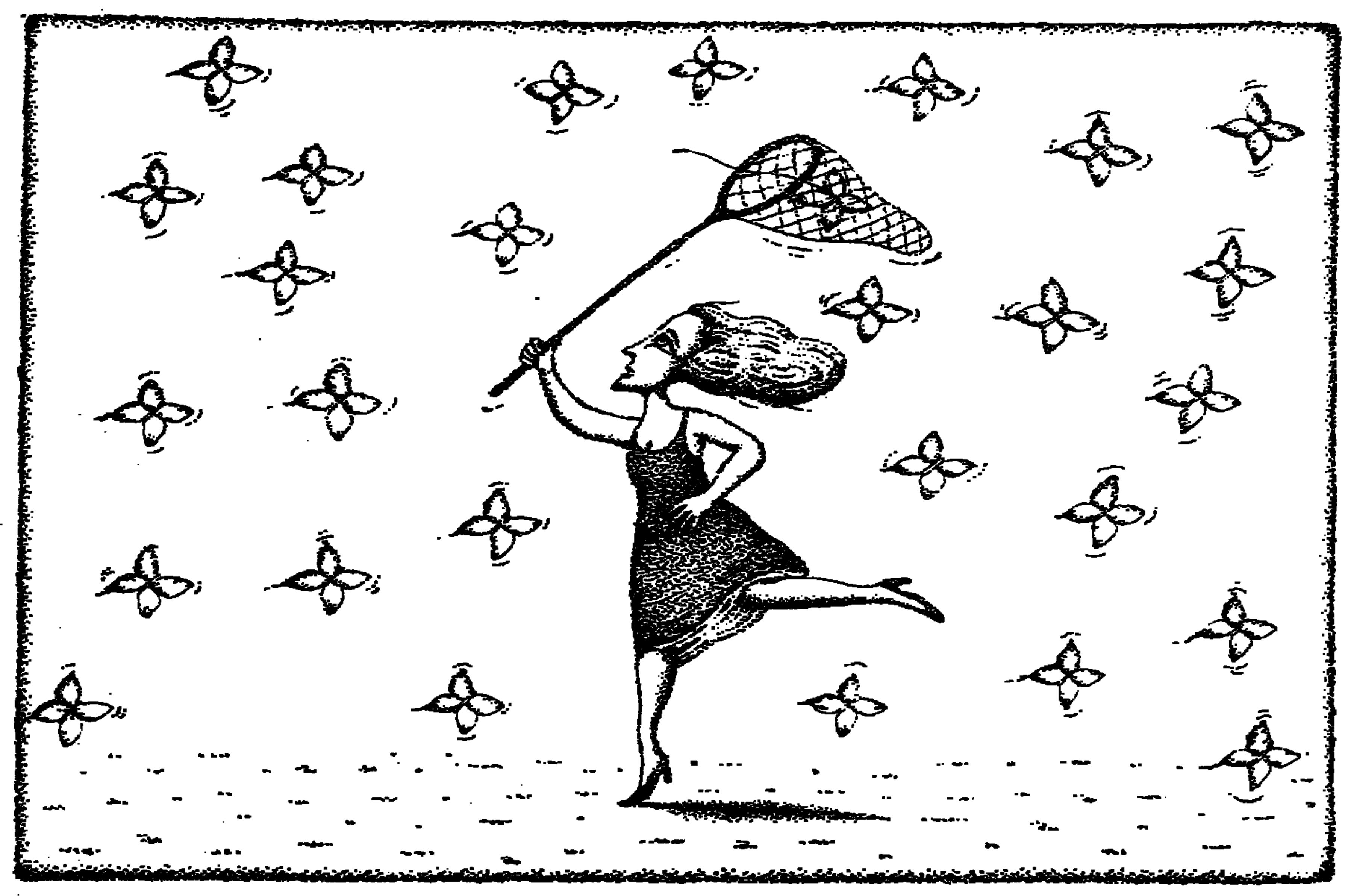
Pour Claude Greis, conseiller pour le livre et la lecture à la direction régionale des affaires culturelles, *« il sort beaucoup de livres de photos, d'histoire locale, des essais sur l'identité régionale, des tentatives d'études sociologiques, sans oublier le roman régional, qui continue à bien se porter »*. Mais il souligne que les éditeurs installés dans la région ne publient pas seulement des livres sur la Bretagne à l'intention d'un lectorat local. Il cite Folle avoine, qui édite de la littérature de toute origine géographique, La Digitale, installée à Quimperlé, spécialisée dans le mouvement ouvrier et libertaire en Europe...

« Nos bouquins sont évidemment moins faciles à vendre à Lyon, à Bordeaux, ou à Strasbourg, reconnaissent les fondateurs de Terre de brume. *Mais ils se vendent partout. Il y a peu de temps, on nous a parlé d'une librairie à Pontarlier où la vitrine nous était consacrée... »* Les deux hommes, qui après avoir lancé une collection science-fiction s'apprêtent à éditer des polars au format livre de poche, ont l'ambition à terme de fournir à tous les auteurs qui écrivent en Bretagne ou dans le monde celtique un relais régional. *« Nous voudrions prouver que les auteurs ne sont pas obligés d'aller à Paris pour se faire publier, et qu'ils n'aient pas honte de venir chez un éditeur régional »*, parie Dominique Poisson.

Gaëlle Dupont

Les chemins du commencement

A partir d'une seule cellule fécondée, un être humain se fabrique en neuf mois, grâce à un processus d'une complexité inouïe. Dans une enquête en cinq volets, « Le Monde » raconte l'histoire extraordinaire de la vie avant la naissance.



« CROISSEZ et multipliez », dit le message biblique. Et s'il s'agissait en vérité d'un message biologique ? *« Depuis que la vie est apparue,* observe Jean-Paul Lévy, *elle refait de la vie. Les humains font d'autres humains, comme tout ce qui vit depuis plus de trois milliards d'années s'est occupé à refaire du semblable. »* Médecin, directeur de l'Institut Cochin de génétique moléculaire, il ne connaît – s'il en faut un – qu'*« un seul miracle »* : l'émergence, au sein de la « soupe » chimique originelle, de la première cellule.

Parole d'homme de science, parole de raison. Et pourtant ! Comment ne pas s'émerveiller, et s'émerveiller encore, devant le génie du vivant ? Un processus d'une complexité inouïe, qui, à partir d'une seule cellule fécondée, fabrique en neuf mois un être humain fait de chair et de sang, de coeur et de sagesse, de sensations et de pensée ? Un être humain pareil aux autres, et toujours unique ? Car c'est bien là, si l'on ose répondre au savant, le second « miracle » de la reproduction. Refaire du semblable, certes. Mais en imposant l'apparition du différent, seul garant de l'adaptation au milieu. *« L'espèce doit se maintenir, mais elle doit aussi être prête à évoluer quand l'environnement change. Si les premiers préhominiens, quelques millions d'années avant nous, ne s'étaient pas adaptés à la savane parce que leur squelette n'était plus le même que celui de leurs cousins forestiers, il n'y aurait pas d'hommes aujourd'hui »*, avance Jean-Paul Lévy. Se conserver et se transformer en même temps : ni la scissiparité (reproduction par simple division de l'organisme), ni la parthénogenèse (reproduction sans fécondation), ni le bouturage, ne savent le faire. Ils ne donnent – à quelques mutations près – que des copies de l'original. C'est pourquoi la nature a inventé la sexualité. Et, avec elle, la diversité.

Du premier oeuf, issu comme nous tous de la fusion d'une entité mâle et d'une entité femelle, que sait-on ? Qu'il se forma voilà deux à trois milliards d'années, et qu'il bouleversa l'ordre de la vie. *« On peut s'amuser à imaginer l'insignifiance apparente de cette première rencontre : l'accolement de deux cellules ou de deux molécules quelconques parmi des milliards d'autres. Un événement microscopique, quasi invisible, et sans doute la plus grande révolution que la Terre ait jamais connue »*, commente André Langaney, biologiste des populations au Muséum national d'histoire naturelle. A l'équation « un donne deux » de la multiplication se substitue celle de la procréation. Non pas « deux donne un », mais plutôt « un plus un donne un autre ». S'il faut se mettre à deux pour faire un troisième, c'est, justement, pour que ce dernier ne soit identique à aucun des premiers. Là est la justification de *« la poursuite éternelle de l'autre, cette série de cycles où l'espèce se divise chaque fois en éléments opposés, chaque fois destinés à s'unir à nouveau »*, ajoute François Jacob, Prix Nobel de médecine et professeur au Collège de France. L'innovation est d'autant plus éblouissante qu'elle met en jeu des mécanismes d'une prodigieuse ingéniosité.

Parce que tout se joue en quelques instants, parce qu'à l'unité de temps s'ajoute celle du lieu, parce que s'y mêle, enfin, l'amour charnel de deux êtres, nous datons l'origine de notre identité au moment de la fécondation. C'est oublier la division appelée méiose. Certes, la fusion qui se produit alors entre spermatozoïde et ovule, entre le don du père et celui de la mère, léguera à l'enfant une subtile mosaïque de leurs gènes respectifs.

Mais la source de la différence se situe bien en amont de cet événement. Elle prend naissance une génération plus tôt, dans les embryons mêmes des futurs parents. Les cellules sexuelles mâles et femelles – les gamètes – témoignent en effet de leur existence dès les premières semaines de la vie in utero. Nichées dans les gonades, elles y attendent leur heure pour subir une division à nulle autre pareille – la méiose –, sans laquelle la diversité des espèces ne serait rien. Comme toutes les cellules du corps, ces cellules germinales naissent diploïdes : elles contiennent 23 paires distinctes de chromosomes, chacune provenant pour moitié du père et pour moitié de la mère. La méiose a pour rôle de réduire de moitié le nombre de chromosomes des cellules sexuelles, de les rendre haploïdes. Ainsi pourront-elles, lorsqu'elles fusionneront dans la fécondation, apporter chacune leur lot génétique, sans que l'oeuf excède pour autant les 23 paires chromosomiques nécessaires – c'est ainsi – à son développement.

IGNORANT le processus de reproduction habituel (la mitose, au cours de laquelle la cellule mère double son patrimoine génétique, puis se scinde en deux, restituant un jeu complet de chromosomes à chacune de ses deux cellules filles), la méiose impose ainsi au spermatozoïde et à l'ovule deux divisions successives. Mais elle fait plus encore. Chorégraphe d'un délicat ballet biologique, elle impose aux gènes des figures inédites. Empêchant par là même que chaque cellule sexuelle n'emporte avec elle, en bloc, une moitié des gènes d'un parent que lui-même aurait reçu en bloc de l'un des siens.

« S'il en était ainsi, chaque individu hériterait d'une moitié d'information venant d'un des grands-parents maternels et l'autre d'un des grands-parents paternels, et plus rien des deux autres », remarque Jean-Paul Lévy. Heureusement, les chromosomes ne sont pas indestructibles. Ils peuvent se casser, se recoller, bref : se réinventer. C'est ce qui se produit lors de la méiose. Les deux chromosomes d'une même paire commencent par s'accoler gène à gène, sur toute leur longueur, puis, s'écartant à partir du centre, amorcent la séparation. Mais certaines zones de contact résistent ; les gènes jumeaux s'entremêlent, s'hybrident, s'approprient un peu l'un de l'autre avant de s'éloigner définitivement. C'est là, durant cette valse-hésitation, qu'a lieu leur « recombinaison », grâce à laquelle les cellules sexuelles ne transmettent pas seulement les gènes reçus du père ou de la mère, mais un patchwork des deux. Ainsi, l'oeuf fécondé héritera d'un patrimoine dont les richesses proviennent au hasard de ses quatre grands-parents et, à travers eux, des innombrables générations antérieures. Ainsi, la sexualité, en créant de nouvelles associations de gènes, autorisera toutes les audaces de l'évolution.

Car à peine inventé, ce jeu des possibles entraîna une diversification des espèces sans précédent. Comme dans la cosmologie sumérienne (où l'eau, manifestation primitive de la vie du monde, se présente sous un double aspect : Apsu, eau douce ou principe mâle, et Tiamat, eau salée ou principe femelle), tous les vers, crustacés, poissons et plantes qui s'épanouissent dans la matrice aquatique originelle s'orientent vers leur contraire pour que s'unissent leurs cellules sexuelles et que se crée l'oeuf qui les perpétuera. Comment ces minuscules gamètes, émis dans l'océan par des centaines d'espèces distinctes, retrouvent-ils leur moitié ? *« Les progrès récents de l'immunologie ont montré l'extrême complication des mécanismes de "reconnaissance du soi" au niveau de l'organisme. Il est probable que les mécanismes de reconnaissance du gamète conjoint en soient une variante, ou peut-être une version primitive »*, avance André Langaney. Avec la sexualité naît, aussi, la reconnaissance de l'autre. Plus grande sera la difficulté, lorsque les plus hardis de ces nouveaux habitants du monde s'essaieront à sortir des eaux. Car les cellules sexuelles ne peuvent survivre qu'en milieu liquide, ce qui explique que les grenouilles et les salamandres, contournant le problème, aient conservé leurs amours aquatiques. Pour créer véritablement le statut d'animal terrestre, la nature, une fois encore, doit innover. Et instaurer une méthode simple et universelle pour que la rencontre puisse s'effectuer hors de l'eau.

Ce sera la fécondation interne, à l'intérieur du corps de la femelle. Par des moyens variant à l'infini suivant les espèces, le sperme du mâle est ainsi acheminé, depuis les testicules où il se forme, jusqu'aux organes où il assure la fécondation. Parfois dans la séduction anonyme (le mille-pattes s'éclipse après avoir déposé son sperme dans une petite toile, dont l'odeur attire irrésistiblement sa belle), parfois avec autorité, voire athlétisme (chez les collemboles, le petit mâle va jusqu'à soulever son énorme femelle pour l'emmener au lieu où il a déposé ses spermatophores). Pour transmettre une gouttelette contenant quelques millions de spermatozoïdes, les variations amoureuses et anatomiques les plus sophistiquées ont ainsi été essayées. Jusqu'à ce que, enfin, soit inventée la plus efficace d'entre elles : un petit bijou de la technique baptisé pénis, qui a fait ses preuves depuis des dizaines de millions d'années chez les reptiles et les mammifères.

Son principe : un tissu spongieux capable de se gorger de sang, de gonfler et d'acquérir la rigidité nécessaire à sa pénétration dans le vagin. A l'autre extrémité de celui-ci s'ouvre une deuxième cavité, l'utérus. Il se prolonge de chaque côté par deux longs conduits, les trompes de Fallope, dont la partie terminale (l'ampoule) s'accole à l'ovaire pour y recueillir l'ovule qu'il émet périodiquement.

C'est donc là, au coeur du ventre maternel, qu'aura lieu la rencontre. Elle s'accomplira au terme d'une course harassante, disputée par une myriade de spermatozoïdes dont un seul sortira gagnant. Celui-ci, du même coup, déterminera le sexe de l'enfant à naître, selon que son chromosome sexuel sera X ou Y. Garçon ou fille, le choix est en effet dicté par l'appariement XY ou XX.

LA mère ne pouvant produire que des ovules X, c'est donc au père, par ses cellules fécondantes X ou Y, que revient le fin mot de l'affaire. C'est pourquoi les diverses méthodes expérimentées pour déterminer – et orienter – le sexe des enfants avant leur conception se fondent sur la séparation des spermatozoïdes en groupes X et Y (la technique la plus fiable à ce jour, rendue publique il y a quelques mois par une firme américaine, consiste à rendre ces chromosomes fluorescents, puis à les séparer en fonction de leur luminosité), avant de féconder l'ovule par insémination artificielle.

X ou Y : par les voies naturelles, seul le hasard décidera. Mais avant, quel marathon ! Et que d'abandons ! Partis entre 50 et 100 millions, ils ne seront plus que quelques centaines à avoir franchi l'utérus et a avoir remonté jusqu'à l'ampoule qui coiffe la trompe. Le trajet qu'ils ont à parcourir leur prendra près de 2 heures : 20 centimètres, à la vitesse de 50 millionièmes de mètre par seconde. Avec pour tout bagage un flagelle long et mobile, une belle réserve de carburant et une petite vésicule bourrée d'enzymes, l'acrosome, fichée au-dessus de la tête. Au bout de la compétition : la timbale. Un gigantesque ovule (0,14 mm de diamètre), l'une des plus grosses cellules de l'organisme. Lequel finira par l'emporter ? Sur quels mérites, sur quel exploit sera désigné le vainqueur ? Nul ne le sait, et nous sommes tous le produit de cette loterie. Une certitude, toutefois : malgré l'intense sélection subie par les spermatozoïdes, l'efficacité de ce mode de reproduction est considérable (le record officiel pour l'espèce humaine, détenu par une femme russe du XVIIIe siècle, est de soixante-neuf enfants). Et une piste de recherche : dans cette rencontre au sommet des voies utérines, le « nez » des cellules semble jouer un rôle non négligeable. De même que les femelles de multiples espèces secrètent des phéromones pour séduire leurs mâles, l'ovule attire les spermatozoïdes en émettant des substances chimiques, dont la structure n'est pas sans rappeler celle des molécules odorantes...

A l'équation « un donne deux » de la multiplication, se substitue celle de la procréation. Non pas « deux donne un », mais plutôt, « un plus un donne un autre »

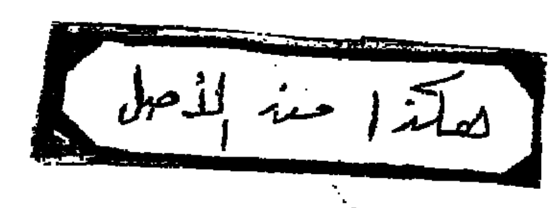
Voici donc l'élu aux portes de son royaume. Il commence par en perdre sa coiffe, l'acrosome, qui se dissout et libère ses enzymes. Ces derniers ont pour mission d'attendrir la zone pellucide, enveloppe protectrice qui entoure l'ovule. Lequel, dès l'ultime étape franchie, exprime sa satisfaction en émettant des milliers de petits granules, qui empêcheront désormais tout autre prétendant de le pénétrer. Vient alors le grand moment, la fusion des deux noyaux mâle et femelle. La naissance de l'oeuf, la restitution de la diploïdie. Le moment zéro du développement embryonnaire.

Dans les vingt-quatre heures qui suivent sa conception, le futur enfant à naître se divise en deux cellules. Puis en quatre, puis en huit. Au stade de trente-deux cellules, le voilà comme une petite mûre, d'où son joli nom, *morula*. Très vite, les cellules se divisent en deux groupes, l'un périphérique, l'autre central. La masse cellulaire externe, appelée trophoblaste, sera à l'origine du placenta ; la masse interne deviendra l'embryon. L'ensemble commence à se creuser d'une cavité centrale emplie de liquide.

Empruntant le chemin inverse des spermatozoïdes, l'oeuf redescend la trompe de Fallope pour gagner la cavité utérine. Au sixième jour du développement, c'est une sphère creuse constituée d'une centaine de cellules, le blastocyste, qui fait son entrée dans la cavité utérine. Un monde dont la paroi, richement vascularisée et placée sous la protection de la progestérone, sécrète généreusement facteurs de croissance et éléments nutritifs. L'embryon ne tarde pas à s'y implanter et s'enfonce profondément dans l'opulent tissu. L'aventure in utero commence.

Catherine Vincent
Dessin : Peter Sís

PROCHAIN ARTICLE
Les chemins de l'espèce



Un dialogue à l'Unesco sur les fléaux épidémiques du XXIe siècle

Luc Montagnier : « L'utilisation incontrôlée des antibiotiques favorise l'émergence et la réémergence des maladies »
David Heymann : « La mondialisation accélère la propagation des infections »

« De quoi souffrirons-nous au XXIe siècle ? La science face aux maladies émergentes et réémergentes. » **Luc Montagnier et David Heymann *ont débattu de* cette question le 16 décembre lors de la cinquième séance des Entretiens du XXIe siècle organisés à Paris par l'Unesco. Membre de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences, Luc Montagnier a été en 1983 le codécouvreur d'un nouveau virus responsable du sida. En 1993, il a créé, avec Federico Mayor, la fondation mondiale Recherche et prévention sida. *Le docteur* David Heymann est directeur exécutif du Groupe organique des maladies transmissibles à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de *la lutte contre les virus des* fièvres hémorragiques.**

Luc Montagnier : « L'émergence des maladies n'est pas un phénomène propre au XXIe siècle. Notre continent a connu la peste *noire au XIVe siècle, la syphilis au* XVIe siècle, le choléra et la grippe espagnole dans la première moitié du XXe siècle, qui a tué plus de personnes que la première guerre mondiale. Dans le passé, l'apparition des maladies infectieuses a souvent été liée à des déplacements de population et à la globalisation progressive du monde. Le XXe siècle a ajouté de nouvelles causes à l'émergence et à la réémergence des maladies.

» Il y a tout d'abord eu la forte croissance de la population mondiale, inédite dans l'histoire de l'humanité. Elle a entraîné l'émergence de villes géantes autour desquelles s'est constitué un monde marginal. Une autre cause est la globalisation : les germes peuvent aujourd'hui se déplacer à la vitesse des avions, et des germes adaptés aux conditions de vie d'une population peuvent se propager au sein de populations mal préparées.

» Les modifications de l'environnement doivent aussi être prises en compte. Notre air est de plus *en plus chargé* d'agents susceptibles d'affaiblir notre système immunitaire. Ainsi, il est probable que les maladies allergiques iront en augmentant. La pollution, dans certaines villes, a dépassé les limites tolérables. L'augmentation de l'espérance de vie crée d'autre part des conditions favorables au développement des maladies chroniques comme les maladies cardio-vasculaires, les cancers et les maladies neurodégénératives.

David Heymann : A *l'heure* actuelle, les maladies émergentes n'épargnent aucun pays. L'Angleterre a connu la maladie de la "vache folle" alors que le Japon était victime d'une grave épidémie due au germe *Escherichia coli* O. 157. Quant aux pays du tiers-monde, ils doivent faire face à des maladies émergentes ou réémergentes. Des problèmes économiques et sociaux viennent en *outre accentuer nos difficultés* à enrayer la propagation des maladies infectieuses. Les maladies endémiques comme la tuberculose, le choléra ou le paludisme réapparaissent à la faveur de la faillite des systèmes de santé. C'est le cas no*tamment des pays de l'ancienne* Union soviétique où une épidémie de diphtérie est apparue. Le choléra a lui aussi resurgi au cours des cinq dernières années. Il a pu prendre des dimensions épidémiques, en Amérique latine no*tamment, à cause de l'insuffisance* des systèmes urbains d'assainissement et d'adduction d'eau.

» Les changements de température et de climat constituent d'autres déclencheurs de maladies. Jusqu'à présent, la méningite A ne pouvait *exister qu'en Afrique* centrale. La sécheresse et les changements de climat ont aujourd'hui généralisé cette maladie, qui sévit sur tout le continent africain.

Luc Montagnier : L'une des causes de l'émergence ou de la *réémergence des maladies est la* généralisation incontrôlée de l'usage des antibiotiques. Le monde vivant a une capacité d'adaptation extraordinaire, et nos armes pour faire face à ces maladies deviennent assez rapidement inadaptées. *L'utilisation des* antibiotiques a créé des résistances fortes, et leur utilisation de plus en plus fréquente dans le monde animal, notamment comme « facteur de croissance », contribue à l'intensification du phénomène et fait craindre l'apparition de résistances croisées. Nous pourrions parvenir aux mêmes niveaux de croissance agricoles sans employer d'antibiotiques. C'est avant tout une question de volonté et de veille sanitaire au niveau mondial.

David Heymann : Nous constatons que les antibiotiques commencent à s'affaiblir face à des germes de plus en plus évolués. Introduite en 1942, la pénicilline était déjà inefficace contre 15 % des souches de staphylocoques en 1946. Aujourd'hui, 80 % des souches de staphylocoques présents dans la population générale résistent à cet antibiotique et 95 % dans les hôpitaux.

» La tuberculose, qui n'opposait aucune résistance aux antibiotiques il y a vingt ans, y est aujourd'hui de plus en plus insensible. La salmonellose devient *résistante aux antibiotiques* parce que les antibiotiques sont introduits dans la nourriture des animaux d'élevage. De plus, la résistance est un phénomène de nature génétique. *Elle peut donc être* transmise d'une famille de bactéries à une autre. La situation est d'autant plus inquiétante que la découverte de nouveaux antibiotiques a nettement ralenti. Depuis les années 60, aucune nouvelle classe d'antibiotiques n'a été découverte.

» *Plus généralement*, c'est la prévention de la maladie qui constitue le seul moyen sûr de prévenir la résistance. A cet égard, les vaccins sont des armes essentielles. Au XXIe siècle, nous devrons donc changer de mentalité et lutter contre les maladies à *l'aide de nouveaux vaccins comme* nous l'avons fait pour la variole et la polio. L'enjeu est à la fois humain et financier.

Luc Montagnier : Il faut savoir qu'aujourd'hui entre 10 % et 30 % de la population africaine sont infectés *par le virus du sida* et qu'existent d'énormes inégalités en termes d'accès aux soins. A travers le monde, 10 % seulement des personnes infectées par le virus du sida ont accès aux trithérapies. La majeure partie des malades infectés *dans les pays en* développement, en Afrique mais aussi en Asie, n'ont pas accès à ces traitements coûteux. Et cela a des conséquences sur la réémergence d'autres maladies comme, par exemple, la tuberculose. Il y a encore beaucoup à faire. Il faut avant tout rechercher des traitements *accessibles à tous, et trouver un* vaccin contre le sida.

David Heymann : Au XXIe siècle, nous devrons mieux *comprendre ces* maladies. La recherche épidémiologique et la recherche appliquée seront essentielles à cette fin. Il faudra notamment instaurer des sys*tèmes de veille sur le plan inter*national. Cela existe déjà. Un réseau international de quatre-vingt-trois laboratoires s'emploie actuellement à étudier le développement de la grippe. En analysant des échantillons de sang, *les chercheurs ont réussi* à isoler le virus et à le caractériser molécule par molécule. C'est ainsi que, l'année dernière, ils ont identifié la "grippe du poulet" à Hongkong avant que celle-ci n'entraîne une catastrophe.

» *Ce réseau diffuse* également des informations essentielles pour l'ensemble de la profession médicale. C'est sur la base de ses examens qu'est élaboré chaque année le vaccin contre la grippe, celui-ci devant être régulièrement *modifié pour mieux se conformer* aux évolutions naturelles du virus. Parallèlement, nous devons nous préoccuper des maladies endémiques, qui sont connues mais qui continuent de tuer. Un tiers des morts survenues l'année dernière *étaient dues aux maladies infec*tieuses graves, comme la tuberculose, le sida, le choléra, les maladies diarrhéiques des enfants, le paludisme, etc.

» Au cours du siècle à venir, nous devrons continuer à évaluer la faisabilité de l'éradication des maladies infectieuses. Les mala*dies voyagent, et les bactéries* résistantes voyagent aussi. Les produits alimentaires peuvent être porteurs de germes transmissibles. Nous devrons procéder au recensement complet des maladies et de leur origine. Le système *OMS a déjà enregistré* l'émergence de 215 maladies infectieuses en dix-huit mois. Mais, dans tous les cas, il faut savoir que les maladies infectieuses resteront parmi nous : elles se développeront, disparaîtront et réémergeront. Leur *résistance s'accroîtra tandis que* la mondialisation accélérera leur propagation. Seules l'augmentation de la surveillance, la création d'un meilleur système de santé publique, l'éducation de ceux qui administrent les antibiotiques et la recherche continue de vaccins et d'antibiotiques nouveaux nous permettront de lutter efficacement contre ces maladies. Notre principal défi consiste à conserver suffisamment de ressources pour lutter contre les maladies encore inconnues, tout en combattant celles qui existent déjà.

Luc Montagnier : *Lorsque* est apparue la tuberculose, nous devions obéir à de nombreuses consignes d'hygiène, dont l'interdiction de cracher à terre ou de balayer sans eau de Javel. Ce sont des actes tout à fait courants au*jourd'hui. Il faut sensibiliser le pu*blic à ces mesures simples d'hy*giène élémentaire qui sont* très efficaces, en commençant dans les écoles et en encourageant une véritable éducation permanente.

David Heymann : Il est clair que les pays sans infrastructure médicale sont plus menacés que les autres. Les anciens pays de l'Union soviétique, qui manquent aujourd'hui d'eau, de carburant et d'électricité, ne peuvent plus stériliser le matériel et transmettent de ce fait des maladies. Les épidémies de sida en Russie et en Rou*manie sont* pour partie dues au manque de stérilisation. C'est également le cas en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Il existe à ce niveau de terribles inégalités.

Luc Montagnier : Plus généralement, je pense qu'il ne faut pas opposer la prévention et la recherche, ou la recherche sur les maladies infectieuses du tiers-monde et la recherche sur les maladies propres aux pays développés (comme les maladies du vieillissement). Tout est *lié*. Les recherches sur le sida peuvent *nous aider à soigner les maladies* du vieillissement, et vice versa. Même si les actions de prévention apparaissent comme primordiales en Afrique, il faut également veiller à améliorer progressivement l'accès aux médicaments. Pour ce *faire, il est nécessaire de créer des* structures spécialisées et de procéder à une élévation générale du niveau socio-économique. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui peut prendre un siècle avant que les résultats soient visibles. J'espère que nos descendants auront trouvé des solutions avant la fin *du prochain siècle. Mais, lorsque* ces problèmes seront résolus, il faut savoir que d'autres apparaîtront. Cette évolution est inéluctable, car notre monde vit et évolue sans cesse. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

DESSIN : SOPHIE DUTERTRE

Entre 10 % et 30 % de la population africaine est infectée par le virus du sida



LUC MONTAGNIER



DAVID HEYMANN

Les maladies endémiques réapparaissent avec la faillite des systèmes de santé

Alain Richard, ministre de la défense, au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI »

« En Bosnie, on ne fait pas de la politique spectacle, on ne fait pas du "Rambo" »

« La Grande-Bretagne a participé aux frappes contre l'Irak aux côtés des Américains. Est-ce un allié dans lequel on peut avoir confiance quand il dit vouloir une défense, une ligne stratégique européennes ?

– Nous pensons pouvoir faire des propositions, avec les Britanniques, pour donner quelques outils au Conseil européen, qui est l'instance *de décision, afin qu'il ait une réelle* capacité d'action, en temps réel, face à des crises européennes. Si nous sommes capables de traiter les crises européennes de façon auto*nome, dans un rapport de coopéra*tion avec les Etats-Unis, mais sans être sous leur "parapluie", nous aurons fait progresser la multipolarité, l'équilibre du système politique *mondial*.

– Il existe déjà, au sein de l'OTAN, une identité européenne de sécurité et de défense, acceptée par les Américains...

– On va essayer de rapprocher les deux ; cela donne lieu à un travail assez complexe, assez technique, avec *nos amis britanniques*, parce que les circonstances et la volonté politique du gouvernement britannique actuel ont fait que les choses se sont débloquées.

» *Il y a depuis 1996, en vertu d'un* accord que la France avait demandé, la reconnaissance d'une possibilité, pour les Européens, d'agir collectivement, sans les Etats-Unis, au sein *de l'OTAN*, une chaîne de commandement spécifique. Pour compléter cet édifice, il faut que le Conseil européen ait une véritable capacité de décision. Il doit avoir devant lui une *évaluation de la situation du conflit*, des moyens d'appréciation militaires et de renseignement, et doit pouvoir, lui, le Conseil européen – les chefs d'Etat et de gouvernement –, prendre les décisions, non seulement de principe, mais aussi de conduite de la gestion d'une crise.

» Ce sera un rapport difficile avec les Etats-Unis. Ils souhaiteraient que *le fardeau soit mieux partagé*, et sont donc ouverts à la discussion ; mais ils ont aujourd'hui un contrôle politique très serré sur l'ensemble *de l'Alliance et ne souhaitent pas y* renoncer.

– Pourquoi les Français n'agissent-ils pas, en Bosnie, pour arrêter les chefs bosno-serbes accusés de crimes de guerre ?

– Ce n'est pas la mission principale des forces militaires qui sont en Bosnie aujourd'hui. Le mandat qui leur est donné est de les appréhender lorsque les conditions le permettent et lorsqu'elles sont en présence de ces criminels de guerre, dont la liste est d'ailleurs fréquemment remaniée parce que l'enquête sur les responsabilités se poursuit. Sur la centaine de personnes qui sont inculpées, à peu près la moitié ont été interpellées et ont été déférées devant le Tribunal de La Haye. Pour les autres, c'est une question de recherche d'opportunité. Il ne se passe pas de quinzaine sans que mes collaborateurs spécialisés m'indiquent où l'on en est des possibilités d'interception de telle ou telle personne.

– Qu'est ce qu'une bonne opportunité ?

– Ces personnes doivent être interpellées sans effusion de sang. On ne fait pas de la politique spectacle, on ne fait pas du "Rambo". La vie n'est pas une bande dessinée !

– Où en est-on de la restructuration de l'industrie aéronautique européenne ?

– C'est un dossier qui avait traîné et sur lequel nous étions en retard. Le fait que nous soyons en retard – c'est-à-dire que les *entreprises françaises*, dont certaines sont tout à fait déterminantes dans l'équilibre technologique industriel européen, continuent à être dispersées – était un facteur d'*interrogation* pour nos partenaires.

– Les Britanniques et les Allemands envisagent de se marier sans attendre les Français...

– *J'entends ce bobard depuis un* an et demi ! Il y a consensus sur le fait que les principaux partenaires de l'industrie – d'un côté, l'électronique, de l'autre, l'aéronautique et le *spatial européens – doivent se re*grouper, parce que les Etats-Unis l'ont fait, et ont aujourd'hui une puissance financière et industrielle qui ne peut pas être concurrencée par des industriels européens dispersés.

» Nous sommes d'accord pour ce regroupement d'industries qui ont des *rapports étroits avec des ques*tions de souveraineté et un impact scientifique et technologique énorme, un effet d'entraînement décisif sur beaucoup d'autres industries *européennes*. Par conséquent, les gouvernements ne peuvent pas s'en désintéresser. Nous sommes d'accord, et nous l'avons montré, pour que le capital privé soit présent et, même, soit majoritaire dans ces entreprises, mais elles ne peuvent pas être en apesanteur vis-à-vis des autorités publiques.

» Il y aura forcément convergence. *Ma conviction personnelle* est que, si la société British Aerospace et la société DASA concluent un accord de fusion en premier, elles ne le feront pas sans avoir prévu un processus – même s'il est étalé dans le temps – d'association, puis de fusion avec les entreprises françaises.

– S'il y avait mariage britannique, allemand et français, le même groupe pourrait-il continuer à fabriquer deux avions, l'Eurofighter d'un côté, britan*nique et allemand, et le Rafale* français ?

– Oui. Un avion de combat, c'est un produit qui dure entre vingt-cinq et trente-cinq ans et qui a quatre, cinq, six générations technologiques successives. Donc, de toute manière, ces deux avions existent. Ils auront leur marché. Ils ont coûté, le nôtre, je peux vous le dire, 56 milliards de francs à développer ; l'autre, probablement moitié plus, du fait de la plurinationalité. Ces dépenses sont faites. Ces deux avions continueront à vivre. Ils peuvent répondre à des demandes différentes, gérées par une compagnie commune. »

Propos recueillis par Anita Hausser, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

La bataille contre l'extrême droite commence

LA MORT DU FN tel qu'on l'a connu oblige à s'interroger sur la meilleure manière pour les partis républicains de reconquérir des électeurs installés dans une marginalité antidémocratique, raciste ou xénophobe.

S'ils se trouvaient déçus du FN après l'avoir été des autres formations politiques, ils pourraient, en effet, rejoindre définitivement le camp des abstentionnistes permanents et rapprocher notre système de celui des Etats-Unis, où les électeurs sont beaucoup moins nombreux que les non-électeurs : ce déficit conduit à la marginalisation politique de millions de citoyens et à de violentes émeutes périodiques.

Mais il y a au moins deux manières de réintégrer les électeurs de l'ex-Front national dans l'espace républicain. Celle qui consiste à élargir ses lignes, jusqu'à englober les thèses du FN à peine voilées. Ou celle qui consiste à aller les chercher pour les faire revenir dans ledit espace. La première risque d'être préférée à la seconde, alors qu'elle est à courte vue.

S'adresser à ces électeurs désemparés, ce n'est pas seulement aller à la pêche aux voix, comme la tentation en irrite déjà plus d'un. Il s'agit de tirer, avec eux, devant eux, le bilan de la gestion des villes qu'ils dirigent, et il concerne autant les amis de Bruno Mégret que ceux de Jean-Marie Le Pen. Ces élus d'extrême droite ont fait énormément de dégâts, réels et symboliques. Singulièrement à Vitrolles, ville dirigée par la garde rapprochée de l'ancien délégué général.

SAVOIR-FAIRE

Les dirigeants mégrétistes ont montré là leur savoir-faire : licenciements massifs des contractuels et privatisation de services municipaux, sans la baisse des impôts promise ; augmentation des effectifs et armement renforcé de la police municipale, sans baisse de la délinquance ; aggravation du nombre des actes d'incivisme et mésentente durable avec la police nationale, dont la hiérarchie a été excédée par les insultes proférées à son endroit par Hubert Fayard, premier adjoint ; embauche sur préférence politique ou familiale ; multiplication des décisions refusées par le contrôle de légalité ou la justice administrative ; procès multiples, comme celui concernant les propos discrimatoires de la maire, Catherine Mégret, sans oublier l'inculpation d'un adjoint dans une affaire d'agression nocturne contre les routiers en grève ; politique d'exclusion systématique comme cette prime aux mères françaises ou européennes, heureusement stoppée par la justice administrative.

Cette ligne musclée a aussi conduit à l'expulsion manu militari, entachée d'illégalité mais réalisée avec des sbires de la police municipale, de l'association Le sous-marin, entreprise d'insertion accusée de tous les maux sans qu'aucun n'ait jamais été prouvé puisqu'ils n'avaient pas la moindre consistance. Licenciée, l'animatrice du seul cinéma de Vitrolles, Régine Juin, attend réparation aux prud'hommes ; la salle est fermée. La liste est interminable, qui comprend aussi la fermeture des centres sociaux qui étaient la seule respiration possible de populations déshéritées, ou l'abandon de toute aide aux cités ayant mal voté, dont la dégradation permanente et délibérée accroît l'incivisme qu'on dit combattre.

NÉPOTISME ET CLIENTÉLISME

A Toulon, la même politique a été mise en œuvre, en moins spectaculaire : tentative de liquidation de Chateauvallon ; transfert des subventions des quartiers pauvres aux plus riches ; ségrégation politique entre les associations ; inexistence de projets structurants pour la ville ; dérive des sociétés d'économie mixte. A quoi s'ajoutent le népotisme et le clientélisme politique, ce qui a conduit à la condamnation de Cendrine Le Chevallier, adjointe à la jeunesse. Sans compter un nombre impressionnant de délibérations annulées, des condamnations d'autres élus et l'inculpation pour viol d'un adjoint chargé du logement social. L'ensemble se joue sur fond de crise de la majorité, ce qui entrave la conduite des affaires par un maire débordé.

A ces dégâts de gestion, il faut ajouter ceux que les tentatives de légitimation du racisme ont produit dans les esprits, jusqu'au meurtre d'un jeune Marseillais originaire des Comores par des militants, désignés par M. Mégret comme *« l'élite de la nation »*, et encore récemment honorés par Jean-Jacques Susini, patron lepeniste des Bouches-du-Rhône, les deux ennemis de parti étant sur ce point, le meurtre d'un adolescent, entièrement d'accord.

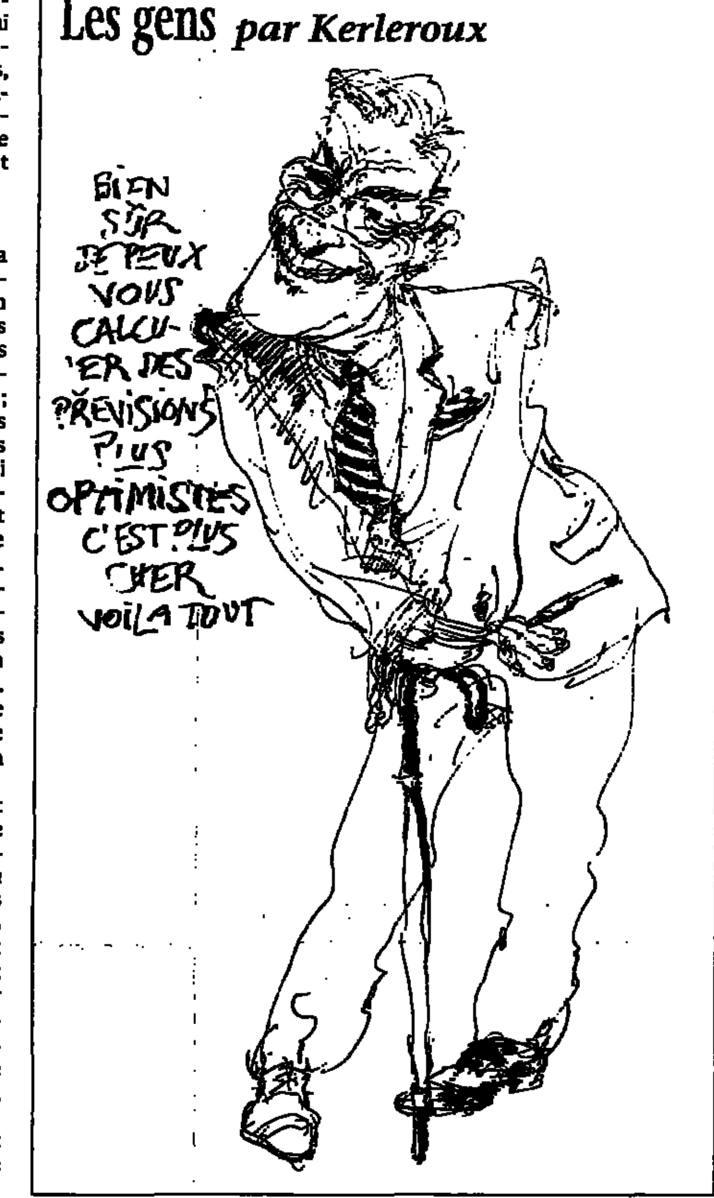
Rappeler cela aux électeurs et responsables qui choisiront de s'éloigner du nœud de vipères n'a pas pour but de les marginaliser plus encore. C'est au contraire leur expliquer que leurs discours excluent. Ils excluent d'abord des catégories entières de gens qui vivent sur ce territoire et, dans le même mouvement, ils excluent de la communauté politique ceux qui les profèrent, ou les soutiennent. Et cela quelles que soient les conditions matérielles dans lesquelles vivent ces électeurs désemparés.

L'actualité de ces derniers jours montre d'ailleurs ce qu'il en est des excuses données par avance aux militants et électeurs Front national excédés par la misère : les manifestations de chômeurs, quoi qu'on pense de leurs revendications et de leurs mots d'ordre, unissent des pauvres en tout, qui ont bien des raisons d'être harassés eux aussi par la misère.

Nombre de ces manifestants sont d'origines culturelles différentes, les sans-papiers et les chômeurs nés sur le territoire rient, dansent et protestent ensemble. C'est une réponse à ceux qui arguent du désarroi matériel pour excuser le vote FN et oublient que la bataille politique est aussi une bataille de mots, de valeurs, pas le seul commentaire des maux qui affectent les uns et les autres.

Michel Samson

Les gens *par Kerleroux*



Les effets de « l'ouragan Chavez » en Amérique latine

« RÉVOLUTION PACIFIQUE » : c'est ainsi que l'ancien président américain Jimmy Carter a qualifié l'élection triomphale d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela le 6 décembre 1998. Pourtant, tout au long de la campagne électorale, l'ancien colonel parachutiste a été présenté par les milieux d'affaires comme un hybride de Castro et de Kadhafi.

Au-delà des frontières vénézuéliennes, « l'ouragan Chavez » fait sentir ses effets du Rio Grande à la Patagonie. La presse latino-américaine est remplie d'analyses, de comparaisons et de leçons pour l'avenir. Les partis traditionnels tremblent tandis que les candidats indépendants imaginent le pouvoir à portée de main et constatent que la rupture avec le discours dominant néolibéral peut ouvrir le chemin de la victoire électorale.

La cause majeure du raz de marée chaviste est disséquée dans les rapports publiés ces dernières années par les grandes institutions de la communauté financière internationale. Intitulé *L'Amérique latine face à l'inégalité*, le dernier rapport de la Banque interaméricaine de développement constate que les fruits des réformes économiques n'ont pas été équitablement répartis : en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5 % de la population concentre 25 % des revenus, contre 16 % en Asie du Sud-Est et 13 % dans les pays développés.

L'abîme s'est creusé entre une élite dont le train de vie n'a rien à envier aux nantis du monde riche et les masses appauvries qui survivent dans la précarité, souvent à l'écart des services essentiels comme l'eau potable, l'éducation ou la santé. C'est cette vague des laissés-pour-compte de la modernisation, gonflée par les transfuges involontaires des classes moyennes, qui a porté Chavez au pouvoir.

Principal cheval de bataille du candidat Chavez, la lutte contre la corruption est le dernier thème en vogue des organismes financiers internationaux. Sévèrement critiqués pour avoir fermé les yeux sur la corruption massive en Indonésie, détonateur de la crise asiatique, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale s'inquiètent aujourd'hui davantage du bon usage des crédits qu'ils accordent. Leurs experts ont enfin découvert qu'il ne sert à rien de vanter les vertus du libre marché si les bénéfices des privatisations et de l'ouverture commerciale sont accaparés par une poignée d'amis des gouvernements en place.

DÉFICIT FISCAL

En attendant la remontée des prix du pétrole, Hugo Chavez dispose là d'un important gisement pour affronter le considérable déficit fiscal que lui lègue son prédécesseur. Dans son premier discours de président élu, il a annoncé qu'il serait implacable avec les fraudeurs, qu'il a menacés de prison. Ses conseillers évaluent la fraude fiscale et douanière à plus de 6 milliards de dollars (5,1 milliards d'euros) par an. Pour être efficace, la lutte contre la corruption latino-américaine a besoin du soutien résolu de Washington. Une grande partie des fonds pillés en Amérique latine dorment dans les coffres des banques américaines ou sont investis en biens immobiliers dans le sud de la Floride. L'extension à ces richesses mal acquises des mesures visant le blanchiment de l'argent de la drogue constituerait sans nul doute une arme dissuasive.

Les recettes d'Hugo Chavez contre la pauvreté sont plus vagues et nourrissent les craintes de ses adversaires qui l'accusent de *« populisme »*. Il a annoncé une forte hausse du salaire minimum et la mise à contribution de la compagnie nationale de pétrole (PDVSA). Sa marge de manœuvre sera d'autant plus faible que les cours du pétrole resteront déprimés. La réforme de la Constitution qu'il préconise avec des accents gaulliens – *« pour refonder la République »* – risque de relancer l'agitation politique peu après sa prestation de serment en février, au détriment de la solution des dossiers économiques.

« Ni Fidel Castro, un homme qui a promis la démocratie et imposé une dictature, ni Carlos Menem, un populiste devenu un défenseur enthousiaste du libre marché, Hugo Chavez sera plutôt quelqu'un de comparable à l'ancien leader militaire panaméen Omar Torrijos ou au président péruvien Alberto Fujimori... un autocrate pragmatique démocratiquement élu », avance Andres Oppenheimer, spécialiste des questions latino-américaines au quotidien *Miami Herald*.

Au jeu des filiations et des ressemblances, certains remontent au général péruvien Juan Velasco Alvarado qui mit en œuvre une ambitieuse réforme agraire et un programme de nationalisations à la fin des années 60, voire à Nasser, dont les idées nationalistes ont influencé plusieurs générations d'officiers latino-américains. Pour d'autres, l'élection d'Hugo Chavez après celle de l'ancien dictateur Hugo Banzer en Bolivie et la crise provoquée au Paraguay par la libération du général putschiste Lino Oviedo manifeste un retour aux tentations autoritaires en Amérique latine après un cycle démocratique d'une vingtaine d'années.

La multiplication des réformes constitutionnelles aux seules fins de permettre la réélection des présidents en place participerait de la même évolution vers une démocratie non libérale, caractérisée par des gouvernements élus autoritaires. L'avenir dira si ces craintes sont fondées. S'il parvient à éradiquer la culture de la corruption, Hugo Chavez aura jeté les bases d'une réconciliation entre idéal démocratique et progrès économique. Ce qui ne signifie pas qu'il ne succombera pas à la tentation autoritaire.

Jean-Michel Caroit

RECTIFICATIFS

DÉTROIT DE BASS

Dans l'article « Les navigateurs ne sont pas des trompe-la-mort » (*Le Monde* du 31 décembre), une erreur nous a conduits à mal orthographier le nom du détroit qui sépare l'Australie de l'île de Tasmanie : il s'agit du détroit de Bass.

LÉGION D'HONNEUR

Edmond Maire, président du groupe de tourisme VVF Vacances et ancien secrétaire général de la CFDT, n'a pas été nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur le 1er janvier (*Le Monde* du 2 janvier et daté 3-4 janvier). Cette distinction a été en fait accordée à un homonyme, président d'un office de tourisme.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

M. Blair, l'euro vous attend

MESSIEURS les Anglais, c'est maintenant à vous de jouer ! L'euro vous attend, l'Europe et sa jeune monnaie ont besoin de vous. Sceptiques à l'égard de ce projet dans lequel vous avez toujours voulu voir une *« construction à la française »* conçue et dirigée par *« une bureaucratie continentale »* sous *« influence germanique »*, vous aviez, jusqu'à présent, souhaité rester à quai. C'est, chez vous, on le sait, une grande habitude que d'attendre le départ des trains européens pour les prendre en marche. Maintenant que l'euro est lancé, il est temps que vous nous rejoigniez.

Pour la Grande-Bretagne, *« l'Europe est une chance, elle n'est pas une menace »*, écrit votre premier ministre, Tony Blair, dans le *Wall Street Journal Europe* du 4 janvier. Si cela est vrai – et cela nous semble vrai –, il est temps que la livre sterling disparaisse pour venir, elle aussi, se fondre dans l'euro. Dans son article, M. Blair confirme son intention de publier, prochainement, un *« plan national de transition »* vers l'euro. Il justifie, néanmoins et une fois de plus, l'attentisme anglais. La naissance de la monnaie unique rend pourtant caducs certains de ses arguments.

M. Blair soutient que l'opinion britannique n'est pas prête à renoncer à sa souveraineté monétaire. Croyez-vous donc que l'opinion allemande, que l'on disait si viscéralement attachée à son cher deutschemark, l'était ? Si, en démocratie, les élus doivent naturellement suivre le chemin que leur indique leur peuple, les hommes politiques peuvent aussi avoir des convictions et proposer, à leurs populations, des voies nouvelles. Helmut Kohl en a fait, à ses dépens peut-être mais dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, l'éclatante démonstration.

M. Blair soutient ensuite que son pays ne peut faire partie, dans l'immédiat, du Club des Onze, la conjoncture y étant décalée par rapport à celle du reste du continent. Vous allez vers la récession, alors que nous sommes en phase de reprise. Mais justement ! Grâce à un effort exceptionnel, l'Italie a démontré, ces deux dernières années, qu'il était possible d'organiser la convergence d'une économie avec celle de ses voisins. Faut-il rappeler que votre pays réalise déjà plus de la moitié de son commerce extérieur avec l'Euroland ?

Comme pour vous, la participation de votre pays à l'euro est aussi pour nous, Français, une nécessité. L'euro a besoin de la diversité de l'Europe – pour n'être ni un clone du deutschemark ni une sœur siamoise de la lire italienne. L'apport de votre culture – votre pragmatisme, votre réticence à l'égard de la bureaucratie, etc. – est indispensable à la stabilité et à la solidité de l'euro. Grâce à votre présence, l'euro pourra mieux s'imposer comme l'une des grandes devises internationales. Ancienne puissance dominante, vous savez les avantages que nous pourrons en tirer ensemble.

***« "In" ou "out", nous ferons tout pour que l'euro soit un succès »*, dit M. Blair. Ce sera plus facile si vous êtes *« in »* – et le plus rapidement possible.**

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le train de la reconnaissance

RÉPLIQUE au Train de l'amitié américaine, le Train de la reconnaissance française va donc partir, via Le Havre, pour les Etats-Unis. Déjà, les quarante-neuf wagons qui le composent sont à quai, sur une voie de la gare Montparnasse, bourrés jusqu'au toit de caisses et de paquets, fermés à double tour et plombés, bien gardés enfin par une double haie d'agents et de gardes mobiles.

Ornés d'une bande métallique bleu-blanc-rouge, ces quarante-neuf wagons – un par Etat américain – porteront en outre les écussons des villes de France donatrices. Que contiennent-ils dans leurs flancs ? De tout, sans exagérer. Principalement des tissus, des dentelles, des œuvres d'art, dons des municipalités, des musées, innombrables cadeaux de particuliers, des poteries, des statues, des souvenirs, un grand « bi » des premiers âges du vélocipède, un carrosse, un chapeau qui a son histoire, des verres où des lèvres illustres ont trempé.

Le chargement, commencé le 27 décembre, fut achevé le dernier jour de l'année. Pendant cinq journées, camionneurs, manœuvres ne cessèrent de ranger les caisses entreposées en gare d'Orsay, de les arrimer solidement. Car ces quarante-neuf wagons, faits essentiellement pour voyager sur terre, vont franchir l'Atlantique. Chose à peine croyable : un seul cargo suffira pour les contenir tous. A peine arrivés en Amérique, ils reprendront contact avec le rail, la voie ferrée américaine ayant le même écartement que la voie française. Et, cadeaux eux-mêmes de notre industrie ferroviaire, ils resteront désormais dans le Nouveau Monde.

(5 janvier 1949.)

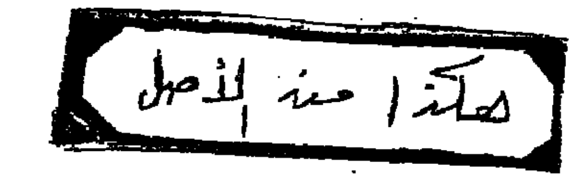
Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



« Désolés pour le génocide »...

par Youk Chhang, Ben Kiernan et Dith Pran

NUON CHEA et Khieu Samphan ont tenu une conférence de presse à Phnom-Penh. Ils se disent *« désolés »* de ce qui s'est passé de 1975 à 1979. Mais la reddition de deux des derniers chefs khmers rouges ne met pas un terme à la question de leur culpabilité dans l'holocauste cambodgien qui vit périr un million sept cent mille personnes.

Le régime khmer rouge est coupable de génocide à cinq titres au moins. Ses victimes furent le monachisme bouddhiste du Cambodge et au moins quatre minorités ethniques : les Vietnamiens, les Chinois, les Thaïs et les Chams, minorité musulmane. Quelques petites tribus, comme celle des Kolas, ont été rayées de la carte.

Les Khmers rouges ont aussi commis des crimes contre l'humanité en déportant, massacrant, affamant volontairement la population urbaine, ainsi que des crimes de guerre contre le Vietnam voisin. Tous ces crimes violaient le droit international comme le droit interne du Cambodge. Le gouvernement Hun Sen, qui a combattu les Khmers rouges pendant deux décennies, souhaite peut-être oublier et pardonner aujourd'hui. Mais le droit international doit passer.

Il revient maintenant à la communauté internationale de s'assurer que justice sera rendue aux victimes

Pol Pot, le *« Frère numéro un »*, qui conduisit le régime génocidaire, est mort de sa belle mort le 15 avril 1998. Cinq autres hauts dignitaires khmers rouges au moins restent vivants et impunis. Nuon Chea était le *« Frère numéro deux »*. Il a servi sous Pol Pot comme secrétaire général adjoint du Parti communiste au pouvoir au Kampuchéa. Khieu Samphan, âgé aujourd'hui de soixante-sept ans, a dirigé le présidium d'Etat du Kampuchéa démocratique, c'est-à-dire l'Etat khmer rouge. Tous deux ont joué des rôles importants dans un régime génocidaire. *« Désolés »* est loin d'être à la hauteur de leurs responsabilités.

Selon des témoins, c'est lors d'une rencontre secrète de mai 1975 que Nuon Chea approuva les ordres de Pol Pot d'*« effacer »* la religion et le monachisme bouddhistes, de *« disséminer »* les dignitaires du régime vaincu de Lon Nol, d'expulser tous les civils vietnamiens, de fermer écoles et hôpitaux. En avril 1977, quand les massacres atteignaient leur apogée, Khieu Samphan déclarait : *« Nous devons exterminer l'ennemi... Tout doit être fait avec ordre et à fond. Il ne faut pas se laisser distraire* [mais] *continuer le combat en supprimant toute apparence d'ennemi en tout temps. »*

Ieng Sary, numéro trois du régime, était le vice-premier ministre de son beau-frère Pol Pot. Tel était le point de vue officiel de son ministère des affaires étrangères en 1976 : *« Dans notre pays, il y a de 1 % à 5 % de traîtres qui font un travail de sape. »* Le journal secret d'un de ses collaborateurs révèle : *« Nos ennemis s'affaiblissent à présent et ils vont mourir. La révolution les a déracinés et les réseaux d'espionnage ont été écrasés ; d'un point de vue de classe, tous nos adversaires ont disparu. Toutefois, il reste les impérialistes américains, les révisionnistes, le KGB et le Vietnam. Bien qu'ils aient été vaincus, ils se perpétuent... Les ennemis sont sur notre corps, parmi l'armée, les ouvriers, dans les coopératives et même dans nos rangs... Il faut progressivement exterminer ces ennemis. »*

Vingt ans plus tard, en 1996, Ieng Sary abandonnait Pol Pot. Le gouvernement cambodgien lui accorda un pardon restreint et il conserva son fief dans le nord-ouest du Cambodge. Cette amnistie provoqua l'émiettement des forces khmères rouges à mesure que d'autres chefs cherchaient à conclure des accords semblables. En 1997, le chef de la sécurité khmère rouge, Son Sen, soupçonné par Pol Pot de vouloir faire défection à son tour, le paya de sa vie. Deux semaines plus tard, les deux premiers ministres du Cambodge, alors rivaux, le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen, demandaient ensemble aux Nations unies de juger les chefs khmers rouges devant un tribunal international. Mais à ce moment-là, Pol Pot avait déjà été arrêté par ses anciens associés. Khieu Samphan, Nuon Chea et le commandant militaire khmer rouge Chhit Choeun (alias Mok) accusaient désormais Pol Pot d'être un *« traître »*. Ils le soumirent à un simulacre de procès. Ses accusateurs et complices le convainquirent non de génocide ou de crimes contre l'humanité entre 1975 et 1979, mais d'*« actes criminels »* : avoir tué Son Sen et sa famille. Pol Pot pouvait encore donner des conférences de presse, se plaindre d'ennui et des moustiques dans sa *« maison de détention »* sous contrôle khmer rouge.

Puis, en mars 1998, l'ancien commandant adjoint de Mok, Ke Pauk, s'est mutiné. Il est passé du côté du gouvernement avec le gros des forces khmères rouges restantes. Elles ont attaqué les dernières unités de Mok, les refoulant derrière la frontière thaïlandaise. Pol Pot est mort, abandonné dans *sa case en pleine jungle*.

Les hauts dignitaires survivants *du régime khmer rouge* peuvent aujourd'hui être arrêtés et jugés. *Nuon Chea, Khieu Samphan, Ieng* Sary et Ke Pauk sont tous passibles de poursuites. L'ancien directeur de la prison de Son Sen, Deuch, et son « interrogateur » Mam Nay, sont à la portée de la justice. Et il se peut que Mok, seul et unijambiste – on l'appelle *« le boucher »* au Cambodge –, ne tienne plus très longtemps.

Un groupe de juristes des Nations unies, constitué pour répondre à l'appel bipartite du gouvernement cambodgien de 1997, s'est rendu à Phnom Penh en novembre pour examiner les nombreuses preuves. On s'attend à ce qu'il rende son rapport en février. C'est grâce au gouvernement cambodgien que l'armée khmère rouge a été démembrée et vaincue et que la plupart de ses chefs se sont livrés. Il revient maintenant à la communauté internationale de s'assurer que justice sera rendue aux victimes.

Youk Chhang *est directeur du Centre de documentation sur le Cambodge à Phnom Penh.*

Ben Kiernan *est professeur d'histoire et directeur du Programme d'études sur le génocide cambodgien à l'université Yale.*

Dith Pran, *dont l'histoire est retracée dans le film « La Déchirure », a fondé le Dith Pran Holocaust Awareness Project.*

(Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve.)

L'euro, trois atouts et trois risques

par Edmond Alphandéry

A l'heure où naît l'euro, alors que l'on s'affaire autour de son berceau, il est légitime de s'interroger : dans quel environnement va-t-il faire ses premiers pas ? Cet environnement lui sera-t-il favorable ? Lui sera-t-il adverse ?

Il y a quelques mois à peine, la question était entendue. L'euro ne pouvait naître sous de meilleurs auspices : forte croissance en Euroland, réduction du chômage, disparition de l'inflation. La crise financière internationale a perturbé la donne. Les indicateurs de conjoncture pour le début de 1999 sont nettement dégradés. L'inquiétude est désormais perceptible dans de nombreux secteurs. Les prévisions de croissance pour 1999 sont révisées à la baisse dans la plupart des pays européens.

Oublions cependant les indices au quotidien, et regardons les forces puissantes, celles qui ont dominé l'évolution de l'économie et de l'emploi en Europe depuis le premier choc pétrolier, c'est-à-dire depuis la fin du plein emploi. Apparaissent alors, dans le jeu de l'euro, trois atouts maîtres et trois risques majeurs.

Des variables décisives pour notre rythme d'activité et pour l'emploi sont à des niveaux historiquement favorables : le prix du pétrole, le niveau général des prix, les taux d'intérêt.

Le premier atout de l'euro est ainsi, *à n'en pas douter*, le *contre-choc* pétrolier dont nous bénéficions de *façon croissante depuis le début de* 1998. Les dégâts commis par les *deux chocs pétroliers des années 70* sont dans toutes les têtes. Mais n'oublions pas l'effet très stimulant du contre-choc pétrolier qui a permis à l'Europe de créer des emplois de 1985 à 1990 à un rythme comparable à celui des Etats-Unis. La chute du prix du pétrole (dont le niveau en termes réels est aujourd'hui inférieur à celui d'avant le premier choc pétrolier) pourrait-elle n'être qu'éphémère ? C'est peu probable. Elle intervient alors que la demande américaine et européenne reste soutenue et que rien ne laisse penser au succès d'une politique de restriction de l'offre. La baisse spectaculaire du prix du pétrole (et des matières premières) contribue à la désinflation. Et que l'euro démarre comme une monnaie sans inflation est évidemment une excellente chose en soi. Deuxième atout, tout aussi important : les nouvelles autorités monétaires européennes n'auront pas à mettre en œuvre cette douloureuse politique de désinflation qui a été si coûteuse depuis vingt ans en termes de chômage. Sur ce point au moins, les économistes sont d'accord : les rigidités des salaires sur le marché du travail ont fortement contribué durant ce processus à la montée du chômage en Europe. Le *« sale boulot »* de la désinflation est derrière nous. *La* Banque centrale européenne n'a plus désormais qu'à exercer sa vigilance pour éviter le retour de l'inflation.

La période qui s'ouvre avec l'euro pourrait être une époque encore plus faste pour l'Europe que la période 1985-1990 pour une autre raison – le troisième atout : le niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt. Car des taux faibles sont favorables aux investissements publics et privés. Ils allègent le poids des dettes et notamment de la dette publique. Ils accroissent fortement la valeur des patrimoines. Pour tous ces motifs, ils sont un vecteur stratégique de croissance et d'emploi. Et là encore, du fait de la stabilité *des prix remarquable que nous* connaissons, rien n'en laisse présager, *dans un avenir prévisible*, la remontée.

Tout irait donc pour le mieux si trois écueils, dangereux, ne guettaient l'euro. Passons sur la crise internationale. Elle n'est certainement pas derrière nous. Le Japon en particulier est loin d'être sorti d'affaire. Mais la situation dans le monde est apparemment sous contrôle. Même si un accident n'est pas à exclure (qui aurait des répercussions en Europe), il ne sert à rien de jouer les Cassandre. Les écueils dont je veux parler concernent les Européens eux-mêmes. Ils portent sur la politique budgétaire, sur le fonctionnement du marché du travail et sur la parité euro-dollar. Le réflexe keynésien *a la vie dure. Au moindre ralentissement* économique perceptible, *des voix s'élèvent pour demander le* soutien de l'activité par le budget de l'Etat. *Ce scénario, répété sous nos* yeux à l'automne dernier, a failli *empêcher la baisse des taux d'intérêt*. Une prise de conscience in extremis des *gouvernements européens* a eu lieu, grâce notamment – *il faut le mettre à son crédit* – à la démonstration de notre ministre des finances. *Il eût été d'ailleurs en*core plus convaincant si le budget de 1999 avait *été en concordance* avec son remarquable discours...

Avec le ralentissement prévisible de l'activité au début de cette année, les appels au relâchement de la discipline budgétaire pourraient bien reprendre de plus belle. Or, M. Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, a été catégorique : la BCE ne le tolérera pas. Si les gouvernements de l'Euroland veulent une politique monétaire accommodante, ils n'ont d'autre choix que de poursuivre des politiques budgétaires rigoureuses. Un bras de fer entre des gouvernements, *qui voudraient soutenir l'activité* économique par les dépenses *publiques ou par le déficit*, et la BCE, qui voudrait éviter le redémarrage *de l'inflation par des taux plus* élevés, est un combat perdu *d'avance pour tous : c'est la poussée* du chômage assurée.

Les appels au relâchement de la discipline budgétaire pourraient bien reprendre de plus belle. Or M. Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, a été catégorique : la BCE ne le tolérera pas

*Les responsables politiques euro*péens sont aussi attendus sur un autre terrain : *la lutte contre le chômage*. Avec l'arrivée de l'euro et les marges de manœuvre que procure la bonne conjoncture économique, ceux-ci doivent saisir la chance qui leur est donnée de mettre en œuvre une politique assurant un meilleur fonctionnement du marché du travail en Europe. Il est impératif de lui donner plus de flexibilité. Faute de quoi le chômage *« structurel »* restera élevé. Très vite, des goulets d'étranglement apparaîtront et avec eux les risques de regain d'une inflation salariale. Gare alors au retour de bâton de la politique monétaire !

Une politique monétaire européenne durablement accommodante suppose donc comme condition indispensable une baisse du taux de chômage *« structurel »*. Une *croissance* durable grâce à des taux d'intérêt bas est à ce prix. Or, rien n'indique pour l'instant que l'on prenne ce chemin. Au contraire, les *gouvernements* européens actuels semblent plus attirés par des poli*tiques de soutien* de la *demande*, par les salaires notamment, voire *par la baisse de la durée légale du* temps de travail que par la seule po*litique efficace : celle qui crée les* conditions d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois.

Le dernier facteur d'inquiétude concerne l'évolution de la parité euro-dollar. L'euro doit être une monnaie stable, c'est entendu. Mais l'euro ne doit pas être une monnaie surévaluée : la compétitivité de l'Euroland, et donc l'emploi, s'en ressentiront. La sensibilité de l'emploi européen à l'évolution du dollar apparaît à la lumière de ce que nous avons vécu depuis vingt ans. Les risques d'une appréciation de l'euro par rapport au dollar sont réels. Les raisons en sont connues. La balance des transactions courantes de l'Euroland est excédentaire, celle des Etats-Unis, fortement déficitaire.

Le différentiel de taux d'intérêt contribue à maintenir, pour l'instant, la parité à un niveau convenable. Mais pour combien de temps ? D'autant que le statut de monnaie de réserve de l'euro en ac*centuera la demande internationale* et fera ainsi pression dans le sens de *la hausse. Certes, les récentes décla*rations du président de la BCE sont *réconfortantes. Mais les tendances* de fond sont là. Il faudra être vigilants, dans le cadre du *dialogue* transatlantique, pour que les ajustements indispensables, notamment dans les échanges extérieurs, se produisent dans un contexte d'évolution des parités acceptable par tous.

Edmond Alphandéry *est ancien ministre de l'économie et ancien président du conseil d'administration d'Electricité de France.*

Des vœux et des valeurs pour 1999 *par Laurent Maruani*

LES bonnes intentions *économiques des débuts* d'année risquent de *connaître de bien étran*ges applications en 1999. Nous *voyons déferler une vague de per*plexité devant les éléments censés *constituer la valeur économique* des biens et services ou du travail. Les *valeurs sociales ou éthiques des ac*tions sur lesquelles devraient théo*riquement se fonder nos attitudes* risquent d'en pâtir. Les règles du bon comportement, que nous appelons de nos vœux annuels, se maintiennent mais ne sont plus très fiables. Prenons trois de ces vœux *dont 1998 a montré qu'ils ne consti*tuent pas nécessairement les seuls bons choix, devenant des sortes de pensées périmées. Ouvrons aussi l'année sur deux espoirs de nature économique.

Premier vœu : épargner avant de dépenser. *Les faibles valeurs si*multanées de l'inflation et des taux d'intérêt *sont logiques mais pro*voquent un dilemme : dois-je, en *tant que particulier, emprunter* pour dépenser maintenant ? Devrais-je épargner en attendant une éventuelle baisse des prix des biens et services et être un gagnant de la crise, comme ce fût le cas pour les acquéreurs tardifs de logements dans les années 90 ? Décidant d'épargner, devrais-je déposer mon argent à la Bourse comme on m'y incite, alors que je constate en 1998 sa hausse, puis sa baisse et, en conclusion sa faible fiabilité prévisionnelle ? Comment formuler le bon vœu épargnant pour 1999 ?

Deuxième vœu : travailler pour réussir. Bien travailler devrait être une forme d'investissement à retour rapide : salaire, considération, carrière... Or ces dernières années sont marquées par de puissantes restructurations d'entreprises pour lesquelles il est apparu que les postes supprimés et les dépenses comprimées *n'étaient* pas liés à la qualité du travail de chacun mais à la posi*tion stratégique de* chaque emploi. Si une économie doit être réalisée, *elle le sera de toute façon et, éven*tuellement, un traitement social pourra *l'accompagner. La qualité in*dividuelle peut assurer la réputation professionnelle *mais pas l'emploi*. Le bon vœu est alors de choisir un poste qui apporte une rente personnelle et pas forcément de travailler bien et avec application.

Troisième vœu : être honnête. Le professeur Ivan P'NG, de l'université de Singapour et de UCLA, relate dans son livre *Managerial Economics* (1998) un entretien avec un autre économiste, Frank Rabinovitch. Les deux hommes imaginaient *un repas au restaurant entre* Pablo Picasso et Nelson Rockefeller. *La question se pose de savoir qui* devrait payer. L'artiste propose *d'esquisser un vague dessin et de le* signer. Le banquier affirme que son *nom est une telle caution* pour le restaurateur que, tout comme l'œuvre de l'artiste sera pieusement conservée, son chèque n'a aucune chance d'être déposé pour être encaissé. Dans les deux cas, les signatures de l'artiste et du banquier représentent chacune une marque dont la valeur dépasse largement le prix d'un repas qui ne sera donc jamais débité même s'il est effectivement payé. Le sachant, ils déjeunent tranquillement et sans le moindre souci d'honnêteté. Ce dialogue fictif incite plus à essayer de devenir célèbre qu'honnête. Etre top-modèle, passer en vedette à Bercy ou payer... Rien de nouveau certes dans la recherche de la célébrité si ce n'est sa position alternative à des valeurs en échec.

Devant cette difficulté à s'en tenir à ces vœux économiques traditionnels, ne pourrait-on pas alors suggérer des espoirs qui, en évitant le cynisme ambiant, pourraient constituer quelques lignes pour cette fin de siècle ?

Premier espoir : que l'euro cesse de nous accaparer l'esprit. Son succès sera entier lorsque nous en parlerons différemment. Certes, *il faudra* encore écouter pendant trois à quatre ans les préoccupa*tions matérielles de* conversion et de compréhension, mais elles ne *sont à la source d'aucune* richesse. En revanche, souhaitons que cette unification de l'unité de paiement permettra de se concentrer plus sur l'objet même des paiements : *santé*, éducation et information, loisirs... Espérons que, grâce à l'euro, force tranquille de l'économie, les désinflations compétitives et autres monétarismes voilés sauront laisser *quelque place* à *l'essentiel de la vie* économique et sociale.

Deuxième espoir : que la firme moyenne garde une place économique. Deux discours sur la taille des firmes ont dominé l'année 1998 et risquent de perdurer en 1999 : la course au gigantisme et la célébration du petit entrepreneur à fort potentiel. Les regroupements dans les industries des sciences de la vie (phytosanitaire, semenciers, pharmacie...), l'aéronautique, le pétrole, l'assurance et bien des secteurs encore ont été spectaculaires et échappent souvent à la compréhension. Elles sont constatées, attendues, alors même que des études, comme celles menées à la London Business School, montrent que le succès est loin d'être toujours au rendez-vous de ces fusions.

A l'inverse, un discours pro-entrepreneurs individuels s'affiche avec force. Mais ses finalités sont souvent l'entrée des titres sur le marché boursier ou la fiscalité des stock-options et des plus-values.

Ces deux célébrations de la force, du succès et de l'enrichissement effectuées, il reste un tissu d'entreprises moyennes, indépendantes ou filiales, disposant d'une grande liberté d'action, qui constituent les véritables espoirs d'emplois, de croissance et de vitalité. En fait, l'espoir est bien terne, en regard de la force répétitive de la formulation des vœux, puisqu'il vise à la transparence monétaire et au maintien d'un centre de gravité solide du tissu économique. Mais demander épargne, travail et honnêteté à l'individu sans cette contrepartie est, à *court terme, sans avenir : un vœu* étrangement qualifié de *« pieux »*.

Laurent Maruani *est professeur de marketing et d'économie au Groupe HEC (Jouy-en-Josas).*

AU COURRIER DU « MONDE »

ECOLES MATERNELLES ET ARCHITECTURE

Des menaces pèsent sur des écoles maternelles de Firminy et de Rezé-lès-Nantes *(...)*. La ques*tion est architecturale et patrimo*niale.

Les immeubles collectifs proposés par Le Corbusier dès la Libération sont aujourd'hui classés et occupés totalement par des résidents qui ne s'imagineraient plus loger ailleurs que dans des espaces organiques et harmoniques. Pour tout dire, corbusiens. Parmi ces espaces, ceux du toit-terrasse sont les plus originaux et, parmi eux, l'école maternelle. Conçue au lendemain de la guerre, elle reste, dans tous ses aspects, ce qui peut se faire de mieux en matière d'architecture préscolaire.

Trouvaille superbe, les petits enfants vont à l'école sans quitter la maison maternelle. Un coup d'as*censeur avec maman* et le tour est joué... Enfin, c'est ainsi que ça *fonctionne depuis quarante ans* à la satisfaction générale.

Or, *quelqu'un, quelque part*, s'est avisé (peut-être) que ce n'est *pas très sérieux d'aller à l'école* sur les toits ni d'y faire du sport ou du *cinéma... Alors on a décidé* d'appliquer dans toute sa rigueur la ré*glementation sur les immeubles* de grande hauteur. Résultat : ferme*ture sine die* de l'école maternelle. Pour la rouvrir, il faudrait réaliser des *travaux considérables* et poster à demeure des techniciens de la sécurité *civile, le tout à la charge* des résidents ! Autant décider la fin de l'*« expérience » puisqu'elle* n'a pas eu de postérité... (...)

Il y a urgence : les unités d'habitation (ou « cités radieuses ») de Le Corbusier sont des jalons majeurs dans l'histoire de l'architecture mondiale. A ce titre, elles doivent, de la part de l'autorité politique, conserver leur intégrité conceptuelle et constructive. Leur fiabilité, largement attestée, justifierait des mesures dérogatoires de sauvegarde dans leur état originel, qui est, en l'occurrence, un état fonctionnel puisque vivant.

Dominique Bellard
Tressignaux (Côtes-d'Armor)

L'UDF doit aller seule au combat des européennes

Suite de la première page

Les partis de L'Alliance auraient ainsi l'occasion historique d'occuper avec une seule liste la totalité de l'espace politique, compris entre le Parti socialiste et les extrêmes droites. A saisir !

Un paradoxe, qu'on qualifiera de *« paradoxe de Séguin »*, résume toute l'affaire : les pro-européens peuvent disparaître sans dommage puisqu'ils ont gagné, et les anti-européens reparaître sans risque puisqu'ils ont perdu. Naufrage des personnes, triomphe des idées : qui peut résister à cette victoire combinée de Machiavel et de Platon ?

Seule ombre au tableau – mais elle est de taille : le postulat de départ est faux. Avec l'arrivée de l'euro, les Européens ont gagné une bataille, mais ils sont loin, très loin, d'avoir gagné la guerre. L'euro triomphe, mais l'Europe dépérit. Le découplage de l'économique et du politique est total.

D'un côté, l'achèvement du marché intérieur, l'émergence d'un ensemble commercial et monétaire de première grandeur, la déconfiture des antimaastrichtiens et le lancement de l'euro sous les vivats de la foule. Mais, de l'autre, le piétinement indéfini de l'Europe politique, ses divisions sur l'Irak, son impuissance au Kosovo, la paralysie progressive de son système de décision, la mesquinerie des criailleries budgétaires, la vacuité des sommets à répétition, la valse-hésitation devant l'élargissement. Etrange Union qui voit coexister un fédéralisme monétaire flamboyant avec un nationalisme étriqué, stérile et parcimonieux, un nationalisme de boutiquiers qui succède à celui des princes et des citoyens.

Dans cette conjoncture contrastée, les adversaires de l'Union n'ont pas désarmé. Ils se sont contentés de déplacer leur objectif et de modifier leur stratégie. L'objectif est désormais de cantonner l'intégration communautaire à l'économie et de la réduire à une simple police des échanges et de la concurrence. Loin d'être l'acte inaugural d'une politisation de l'Union, l'introduction de l'euro serait celui d'une dépolitisation de la gestion monétaire.

La stratégie est celle de l'entrisme. Elle est aussi vieille que le cheval de Troie : entrisme des Etats eurosceptiques dans une Union qu'ils pervertissent de l'intérieur, entrisme des partis eurosceptiques au sein de groupes fédéralistes à la foi vacillante, PPE ou PSE ; entrisme des réseaux parallèles et des aréopages informels au cœur d'un système institutionnel qui doit tout, pourtant, au formalisme et à la rigueur contraignante des procédures communautaires.

Avec 8 % des suffrages, l'UDF récolterait autant de sièges qu'en figurant sur une liste unique

Il y a donc péril en la demeure. Pour s'être déplacé de l'économie vers le politique, l'enjeu fondamental du débat n'a pas varié. Il s'agit, encore et toujours, de choisir entre une Europe faible, molle et informe, exclusivement vouée à l'échange, et une Europe forte, cohérente et respectée, capable de prendre toutes ses responsabilités, au service du droit, de la coopération et de la paix.

La nouveauté, c'est qu'avec l'élargissement et l'extension des compétences, la question du modèle institutionnel de l'Union ne peut plus être éludée et que la dimension fédéraliste de l'entreprise doit être tout à la fois démythifiée et assumée. Démythifiée : il ne s'agit pas aujourd'hui de bâtir un Etat fédéral à l'américaine, mais de parfaire la fédération des Etats qui s'édifie empiriquement depuis cinquante ans et de briser la relation schizophrénique qui conduit les Européens à cautionner des traités de plus en plus fédéralistes tout en diabolisant avec une véhémence grandissante l'Europe fédérale.

Assumée : on ne saurait imaginer une Europe forte sans le développement d'un fédéralisme à l'européenne, fondé notamment sur la primauté de l'ordre juridique communautaire, une répartition rationnelle des compétences entre l'Union et les Etats, l'abandon de la règle de l'unanimité et l'élimination de ce qu'on appelle, sans doute par antiphrase, la *« méthode intergouvernementale »*.

Osons ici paraphraser le plus illustre des gaullistes : l'Europe du XXIe siècle sera fédérale ou ne sera pas.

La permanence et le déplacement du clivage européen comme ligne de partage structurant, à droite comme à gauche, l'espace politique français emportent des conséquences précises tant à l'UDF qu'au RPR. Pour le parti de François Bayrou, il n'y a en fait, malgré l'amputation douloureuse de juin 1998, rien de nouveau sous le soleil. Comme c'est le cas depuis vingt ans, l'UDF se doit de choisir la solution la plus européenne, seule si c'est nécessaire, avec ses partenaires si c'est possible.

La constitution d'une liste autonome ne devrait pas l'effrayer : le mode de scrutin, ultraproportionnel, la favorise dans la mesure où, avec 8 % des suffrages, elle récolterait autant de sièges qu'en figurant sur une liste unique. La morale publique la recommande puisque c'est le noyau dur des convictions qui est en cause. L'intérêt général de l'opposition y trouve son compte si, du moins, cette dernière ne se donne pas pour ambition de placer dérisoirement la liste de L'Alliance devant celle du PS, mais bien de limiter effectivement la représentation parlementaire de la gauche « plurielle » à Strasbourg.

Le choix de l'Union dépend donc, en réalité, du RPR lui-même. C'est lui qui, en lançant la candidature d'un eurorésigné, a donné le sentiment de vouloir changer la règle du jeu traditionnel qui faisait du choix de l'Europe le ciment de l'Union. C'est donc à lui qu'il appartient d'apporter la preuve contraire. A lui qu'il incombe d'établir qu'il n'est pas, tel Don Juan entre Charlotte et Mathurine, le courtisan simultané de partis inconciliables.

Le « château séguin » 1992 étant, à l'évidence, imbuvable pour un gosier raisonnablement maastrichtien, c'est à lui qu'il revient de démontrer que c'est l'année et non le cru lui-même qui était détestable. Rude effort assurément. Si le président du RPR entend rassembler sous sa houlette toute l'opposition – pro- et anti-européens confondus –, il ne pourra que décevoir, éloigner et finalement échouer. S'il souhaite, en revanche, incarner le choix européen de L'Alliance, quitte à ce que s'organise, par ailleurs, une liste nationaliste dont le grand mérite serait de ne pas abandonner aux extrêmes droites le monopole de la nostalgie, alors que de chemin à parcourir ! M. Séguin doit à ses partenaires de l'UDF de vraies concessions sur l'euro, la défense, les institutions, la stratégie parlementaire.

Philippe Séguin doit à ses partenaires de l'UDF de vraies concessions sur l'euro, la défense, les institutions, la stratégie parlementaire

Sur l'Union économique et monétaire d'abord. Il y a lieu d'être perplexe sur la nature du ralliement à la monnaie unique d'un homme qui prétend, aujourd'hui encore, ne s'acquitter de ses devoirs envers l'euro que par légalisme, comme *« on paie ses impôts à un gouvernement dont on déplore profondément la politique fiscale »*. Il est, certes, réconfortant de savoir que le président du RPR n'est pas un hors-la-loi, mais il en faut plus pour diriger la liste unique de L'Alliance. Il faudrait, par exemple, une déclaration précisant que la monnaie unique apparaît, à tout prendre, comme un excellent choix pour la France : la contrition n'est sans doute pas requise mais le credo s'impose.

S'agissant de la défense et de la sécurité européenne, on se souviendra peut-être que Philippe Séguin avait naguère proposé un système de sécurité exclusivement et intégralement européen, comprenant les Russes et excluant les Américains. On aimerait savoir si cette proposition d'élargissement *post mortem* du pacte de Varsovie, dont on imagine l'accueil qui lui serait réservé à Londres, à Madrid ou à Berlin, est toujours d'actualité ou si le président du RPR ne souhaiterait pas plutôt s'engager dans la voie, bien différente, ouverte à Saint-Malo par Tony Blair et Jacques Chirac. On ne fera pas l'Europe de la défense contre les Etats-Unis. Il serait bon de s'en aviser et courageux de le reconnaître.

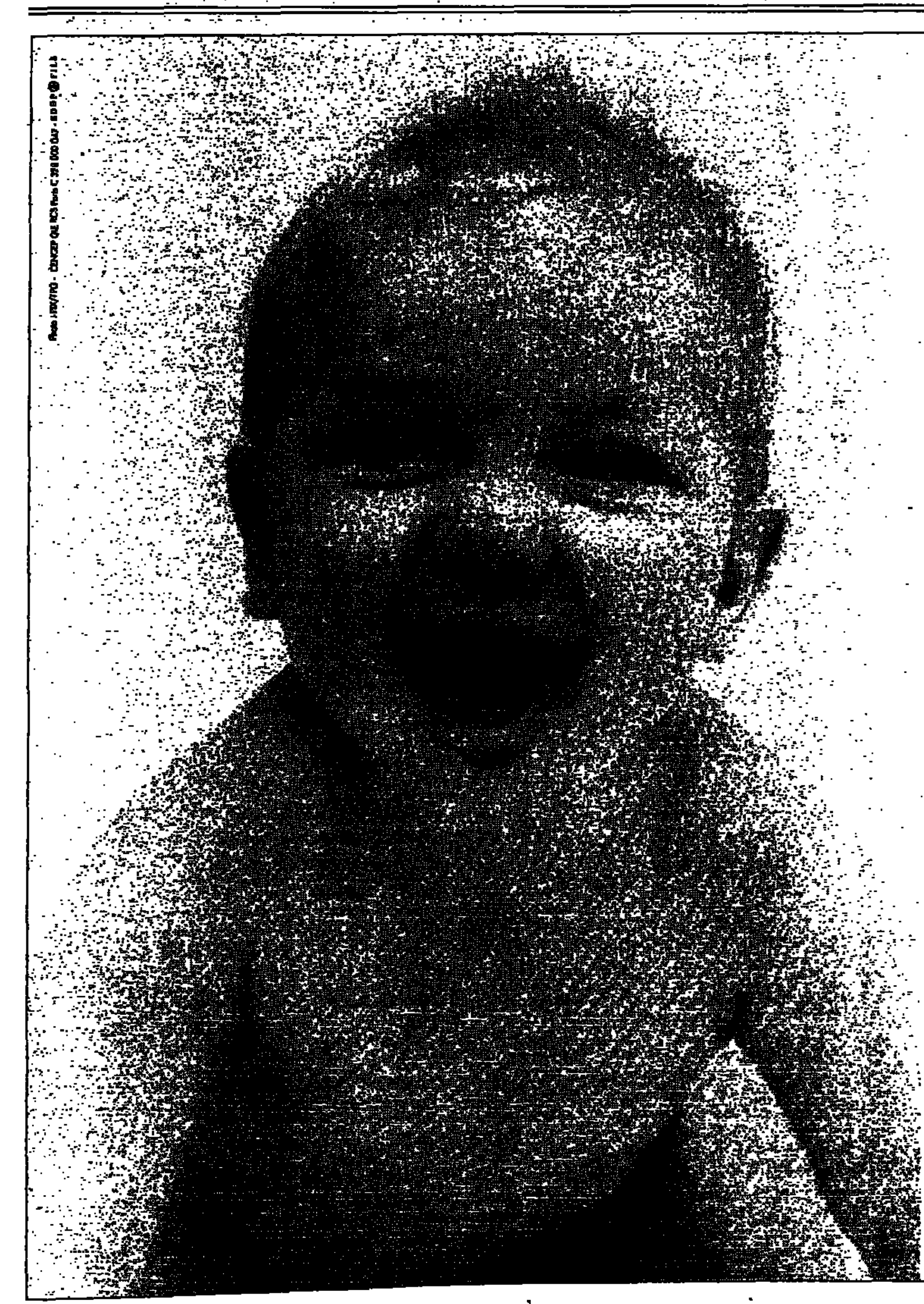
Dans l'ordre institutionnel, M. Séguin est passé d'un ensemble de propositions ultraprécises et passablement saugrenues à l'éloge général et platonique de la Constitution européenne. Les mots ayant en politique une importance décisive, on se gardera bien d'ironiser sur l'intérêt de cette révolution rhétorique. Il reste que rien n'est dit sur le contenu de cette Constitution imaginaire. On songe à Saint-Exupéry : *« Dessine-moi une Europe »*, dit le petit prince de l'UDF, et le grand pilote du RPR lui propose une boîte vide. Entre le Meccano institutionnel d'hier et l'abstraction constituante d'aujourd'hui, il y a certainement place pour un engagement clair, précis et formel en faveur d'une fédération européenne des Etats, mixte institutionnel combinant l'Europe des Etats chère au général de Gaulle avec l'établissement entre eux de liens fédératifs puissants.

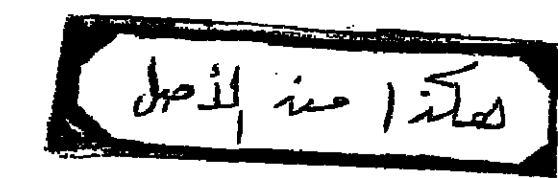
Il y a, enfin, la stratégie europarlementaire de L'Alliance. Question capitale si l'on songe que la dispersion des élus à Strasbourg est à l'origine d'une marginalisation française proprement indigne d'un grand peuple. Philippe Séguin s'est toujours opposé à l'intégration des europarlementaires du RPR au sein du groupe du PPE, allant même jusqu'à qualifier, il y a quelques mois, ce dernier de *« tribunal de la Sainte Inquisition »*.

Aujourd'hui, le président du RPR paraît avoir changé de pied et s'est engagé dans une négociation confuse avec le PPE, d'une part, et les post-fascistes italiens, de l'autre. Nul ne sait si les amis de M. Séguin entendent apporter leur pierre à l'édification d'un vaste groupe parlementaire eurosceptique ou renforcer la main des partisans d'une Europe forte au sein du PPE. Là encore, la clarté s'impose : Martens ou Fini, il faut choisir ! La rapidité ne s'impose pas moins. Il serait d'autant moins concevable que l'intégration du RPR au PPE soit renvoyée au lendemain des élections que l'engagement en avait été pris en 1994 et n'a jamais été tenu. Est-il donc déraisonnable d'exiger que les contrats d'hier soient honorés avant d'en passer de nouveaux ?

Philippe Séguin consentira-t-il à procéder aux quatre clarifications nécessaires à la conclusion d'un pacte européen solide entre les formations de L'Alliance ? Personne ne peut l'exclure a priori. Mais personne ne saurait, à l'heure présente, raisonnablement y compter. Si elle veut survivre politiquement, l'UDF est donc condamnée à l'autonomie électorale, sauf si le président du RPR en venait à reconnaître que la géographie de L'Alliance a ses bizarreries et que, par exemple, pour se rendre à Strasbourg il faut trouver le chemin de Damas.

Jean-Louis Bourlanges





MONNAIE UNIQUE **Pour ses premières cotations officielles, lundi 4 janvier, l'euro a gagné du terrain face à l'ensemble des autres grandes devises. Il est monté jusqu'à 1,19 dollar, soit une hausse de près de 2 % par rapport à ses niveaux observés jeudi 31 décembre. ● L'EURO s'est également apprécié face à la monnaie japonaise, passant de 132,80 à 135 yens. ● POUR LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, *« c'est un bon accueil, ce n'est pas un engouement incontrôlable et absurde »*. ● LES INVESTISSEURS asiatiques ont acheté des euros dont ils estiment qu'il deviendra, à terme, une monnaie de réserve rivale du billet vert. ● LES VOLUMES de transactions sont toutefois restés faibles, les opérateurs se montrant prudents avant la confirmation de la réussite des opérations de bascule, qui se sont déroulées, durant le week-end, dans les banques.**

Les marchés financiers internationaux plébiscitent l'euro

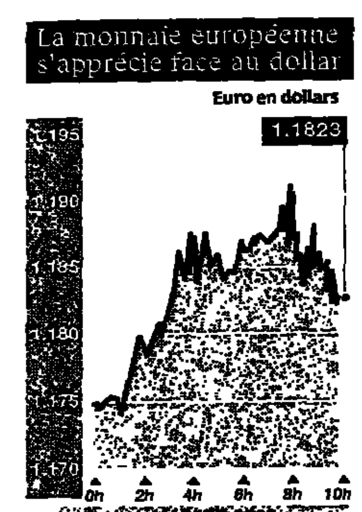
La monnaie unique européenne a gagné près de 2 %, lundi matin 4 janvier, face au dollar. La Banque centrale européenne serait même intervenue pour éviter son appréciation excessive

L'EURO a fait une entrée remarquée sur la scène monétaire mondiale, lundi 4 janvier, en gagnant près de 2 % face au dollar. Sur les places asiatiques, la monnaie *unique européenne est montée jusqu'à* 1,1852 dollar, contre 1,1685 dollar, jeudi 31 décembre, au moment de l'annonce, à Bruxelles, des taux de conversion irréversibles des devises de l'Euroland. Face à la monnaie japonaise, l'euro a également gagné du terrain, passant de 132,80 à 135 yens. Enfin, il cotait 1,6161 franc suisse et 0,7141 livre sterling.


L'EURO

A Londres, première place au monde sur le marché des changes, avec plus du tiers de l'activité, l'euro a poursuivi son ascension. Il a franchi la barre des 1,19 dollar, avant de se stabiliser autour de 1,1850 dollar. Les volumes de transactions étaient toutefois faibles sur la nouvelle parité vedette. D'une part, parce que des opérations continuaient à s'effectuer sur le dollar/mark, notamment de la part des intervenants américains. D'autre part, en raison d'une nécessaire période d'apprentissage chez les opérateurs. Les cambistes, dont le métier consiste à fournir très rapidement des prix aux clients, doivent modifier leurs habitudes. Ils doivent notamment tenir compte du fait que la cotation de l'euro est exprimée en dollars, alors que, dans le passé, c'est la valeur du dollar qui était exprimée en deutschemarks et en francs. Il convient, du même coup, d'inverser les réflexes. Lorsque le dollar baisse face aux devises européennes, le cours de référence s'inscrit désormais en hausse.

La progression de l'euro, pour ses premières cotations historiques, *lundi, prouve que les investisseurs* internationaux n'ont pas sanctionné la nouvelle polémique sur la durée du mandat du président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, qui avait quelque peu gâché, jeudi, la fête du lancement. Ils ont au contraire salué le sans-faute technique de l'opération de basculement, qu'il s'agisse de la fixation des parités (sans retard ni erreur de calcul) ou des opérations de conversion qui se sont, *dans* l'ensemble, déroulées avec succès, durant tout le week-end. De façon symbolique, les gestionnaires asiatiques, qui ont souffert dans le passé des mouvements erratiques du dollar, ont tenu à saluer l'arrivée de la monnaie unique européenne, rivale du billet vert, en achetant des euros.



RISQUES DE SURÉVALUATION

Mais certains analystes n'excluent pas que, au-delà du premier accueil enthousiaste, l'engouement pour la monnaie unique européenne se poursuive. Jusqu'à présent, les compagnies d'assurances et les caisses de retraite nippones délaissaient la zone financière européenne, en raison de son caractère morcelé et historiquement instable, pour privilégier les achats de dollars. Pour elles, l'arrivée de l'euro ouvre de nouveaux horizons de placement. Il en va de même pour les banques centrales asiatiques, qui disposent de très importantes réserves (215 milliards de dollars pour le Japon, 140 milliards *de dollars pour la Chine*, 70 milliards de dollars pour Hongkong), et qui pourraient profiter de la naissance de l'euro pour diversifier leurs avoirs de change, essentiellement constitués de dollars.

La hausse initiale de l'euro a aussi démontré que les craintes d'une monnaie européenne faible, qui prévalaient au printemps 1998 en raison de la participation des pays d'Europe du Sud, à la réputation monétaire sulfureuse, ne sont plus de mise. Le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, s'est réjoui, dès dimanche soir, du fait que *« l'euro soit né fort, robuste »*. Le risque actuel apparaît bien davantage celui d'un euro surévalué, qui viendrait pénaliser les exportateurs européens. Christian Noyer, vice-président de la BCE, s'est à cet égard voulu rassurant, dimanche, en expliquant que *« l'euro n'est pas menacé d'appréciation excessive face au dollar et au yen »*. Pour sa part, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, prévoit que *« les relations entre l'euro et les autres monnaies* seront *équilibrées »*.

Selon de nombreux experts, il ne faut pas surestimer les risques d'envolée de l'euro. Pour au moins trois raisons. *La première est que la BCE*, avec l'appui des banques centrales nationales, dispose d'importantes réserves qu'elle peut à tout moment utiliser pour freiner une appréciation excessive de l'euro : des rumeurs d'intervention circulaient d'ailleurs, dès lundi matin. La deuxième est que la situation économique dans l'Euroland reste difficile, avec un ralentissement marqué de l'activité dans les trois grands pays de la *zone que sont* l'Allemagne, la France et l'Italie, et un taux de chômage très élevé. Dans ce contexte, une baisse supplémentaire du taux directeur de la BCE, fixé à 3 %, au cours du premier semestre, ne peut être exclue. Enfin, *l'absence de véritable coordination* des politiques économiques, par exemple dans le domaine fiscal, pourrait rapidement déboucher sur des conflits entre gouvernements de l'Union, conflits de nature à éloigner provisoirement les investisseurs de la zone euro.

Pierre-Antoine Delhommais

La monnaie unique a subi son baptême du feu avec succès en Asie et en Europe

● **SYDNEY** : c'est au marché officiel australien qu'est revenu l'*« honneur »* (selon la *Financial Review*), d'accueillir les premières transactions dans la nouvelle *« super valeur »* européenne. Sydney a ouvert à 5 heures du matin, deux heures plus tôt qu'à l'habitude, sous le regard de plusieurs grandes salles européennes.

« On a commencé à vendre de l'euro à 5 heures, *puis on a échangé des euros contre de la livre sterling, dans un marché très liquide et très ordonné »*, indique Roland Girault, directeur général de la BNP Australia à Sydney. On s'attendait d'ailleurs à un début calme et maîtrisé. *Les institutionnels* (caisses de retraites, compagnies d'assurances, etc.) ont travaillé de longue date à repositionner leur portefeuille pour être prêts à l'introduction de l'euro. L'euro, qui a ouvert à 1,1747 dollar, est donc resté très stable pendant tout le début de la matinée. En revanche, vers midi, heure locale, plusieurs grandes banques américaines commençaient à intervenir provoquant une hausse. *« On dirait que les banques américaines ont attendu que les Européens aillent se coucher pour commencer à acheter tranquillement »*, remarquait un observateur financier. On s'attend à une hausse progressive au cours des prochaines semaines, avec 1,20 dollar comme valeur d'échange plafond. Mais l'essentiel pour les intervenants sur le marché n'était pas tant l'éventuelle fluctuation de valeur de l'euro que la transition réussie de tous leurs outils.



● **HONGKONG** : *« C'est parti. Les transactions sur l'euro ont commencé ce matin sans aucun problème »*, se réjouissait, lundi 4 janvier, après l'ouverture du marché à Hongkong, Bruno Boussard, le trésorier de la première banque française sur le territoire, la BNP. Même les Anglo-Saxons, à l'enthousiasme plus mesuré pour la deuxième devise du monde, reconnaissaient lundi la réussite du lancement : *« D'un point de vue logistique, c'est un succès incontestable »*, admettait Peter Murray, patron des changes chez Morgan Stanley à Hongkong.

Pour autant, le coup d'envoi de *l'euro n'a pas été un feu d'artifice :* attentisme et prudence ont prévalu toute la matinée dans les salles de change de Hongkong, suspendues à l'ouverture des marchés européens où se traitent les principaux volumes, en particulier celui de Londres. *« Les principaux achats d'euros semblent pour l'instant liés au débouclage de quelques positions de prudence »*, estimait ce matin le trésorier d'une autre grande banque française. Explication : *« Avant la fin de l'année 1998, anticipant quelques ratés au démarrage de la nouvelle devise européenne, certains intervenants avaient acheté des dollars. Aujourd'hui, ils les revendent contre des euros. »*

Si les banques centrales asiatiques, *qui détiennent les plus im*portantes réserves en devises du monde, ne semblent pas avoir encore réalisé de transferts de leurs actifs sur l'euro, il apparait qu'elles se sont mobilisées pour la réussite du lancement de l'opération. Dans certaines salles de change à Hongkong ce matin, on affirmait que les banques centrales japonaises et chinoises ont vendu des euros, d'abord pour assurer la liquidité du système, ensuite pour empêcher que la devise européenne ne s'envole au-delà de 1,1850 dollar.

● **TOKYO** : la cotation de l'euro a commencé sans fanfare, lundi 4 janvier, sur le marché des changes de Tokyo. L'activité est restée relativement « molle » sur les écrans des ordinateurs, surmontés d'un petit drapeau européen, de la salle de change la banque Tokyo-Mitsubishi, la plus importante du Japon par les montants qui s'y traitent. *Certains* opérateurs notaient l'intervention de la Banque centrale européenne, soucieuse d'éviter une montée trop forte de l'euro ; d'autres étaient plus sceptiques sur *une telle intervention*.

Bien que le quotidien *Mainichi* estime qu'en raison des crises financières asiatique et russe, les yeux du monde sont tournés vers l'euro, qui pourrait *« damer le pion au dollar »*, les investisseurs japonais sont restés prudents. Tokyo se dégage lentement de la torpeur des fêtes de fin d'année, et ce début de semaine est encore largement consacré aux civilités de la présentation des voeux dans les entreprises. Dans les couloirs de la banque Tokyo-Mitsubishi, en fin de *matinée, ce lundi, on croisait des* personnages importants du monde des affaires se rendant à la réception de début d'année et certaines employées en kimono, comme c'est la coutume pour les premiers jours de reprise du travail d'une nouvelle année.

La plupart des entreprises nippones ont modifié leur système informatique pour traiter en euros. C'est le cas des constructeurs automobiles (Toyota, Nissan) ou électroniques (Sony, Canon, Pioneer), qui s'attendent à une concurrence renforcée de la part des Européens et devront vraisemblablement abaisser le prix de leurs produits. Les entreprises japonaises ont assurément la force nécessaire pour faire face à cette concurrence, mais les banques, alourdies par leurs mauvaises dettes, sont à la traîne pour s'adapter à l'euro et devront dans un premier temps opérer des paiements en monnaie européenne par l'entremise de consoeurs américaines.

● **VARSOVIE** : l'avènement de l'euro a entraîné pour la Pologne un changement de calcul de la parité du zloty. Jusqu'ici, la monnaie polonaise a été cotée par rapport à une « corbeille » contenant pour 45 % du dollar, 35 % du mark, 10 % de la livre, 5 % du franc français et 5 % du franc suisse. A partir du 1er janvier, cette « corbeille » contient 55 % d'euro et 45 % de dollar. La parité théorique entre le zloty-euro a été fixée le 31 décembre à 4,08947 et s'établissait, lundi 4 janvier, à 4,0925.

Pour le professeur Cezary Jozefiak, membre du Conseil de politique monétaire de la banque centrale polonaise : *« L'euro constitue un vrai défi pour la Pologne, en premier lieu pour les sociétés polonaises, très dépendantes du marché européen (qui représente plus de 60 % des échanges polonais). Les sociétés polonaises seront obligées de faire face à une concurrence accrue. Alors que la Pologne aspire elle-même à devenir membre de l'UE, les exportateurs doivent s'adapter aux règles de l'Union. »*

● **FRANCFORT** : la place allemande a mis les petits plats dans les grands, lundi matin, pour célébrer le passage à l'euro. Elle a convié le tout-Francfort financier à assister, dès 8 h 30, aux premières cotations dans la nouvelle monnaie en présence de Yves-Thibault de Silgny, commissaire européen chargé de la monnaie unique. Un moment crucial considéré, ici aussi, comme le premier test d'envergure après un week-end de bascule marqué par une intense activité.

Apparemment, les opérations de conversion se sont déroulées comme prévu sur la place financière allemande. A la Bourse, 90 personnes ont consacré leur pont de la Saint-Sylvestre à parachever des préparatifs lancés dès 1996. Les dernières opérations étaient réalisées dès dimanche matin. *« Tout s'est déroulé de façon optimale ; nous n'avons rencontré aucun problème significatif avec les banques »*, indique-t-on à la Deutsche Börse. *Le président du directoire* de la Bourse, Weiner Seifert, qui compte sur l'euro pour conforter la position de Francfort vis-à-vis de Londres et de Paris, a qualifié les travaux du week-end de *« couronnement pour 1998, et de début exemplaire pour 1999 »*. Les efforts n'ont pas été ménagés ces derniers mois pour arriver à ce résultat. Outre de nombreuses séries de tests, un Guide euro avait été édité voici plus d'un an à destination de la clientèle et une *« hot-line »* a fonctionné pour répondre aux diverses questions techniques.

● **PARIS** : l'atmosphère était *calme dans la salle des marchés de* Paribas lundi vers 7 heures. Les opérateurs ne faisaient preuve d'aucune fébrilité, alors que les premières opérations sur les marchés des changes s'effectuaient. Symboliquement, le premier échange pour tester les systèmes a porté sur un montant de 6,56 euros. C'est dès 6 heures que la *Bourse de Paris* a pré-ouvert en euro pour la première journée de cotation de son histoire dans la monnaie unique. Les premiers échanges sur les contrats Matif et Monep ont eu lieu à *8 heures. Le contrat notionnel*, qui retrace l'évolution des emprunts de l'Etat français, a ouvert à 111,04 points, pour rapidement s'élever à 112,19 points. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor émise à dix ans s'établissait à 3,84 %. Le contrat à terme sur l'indice CAC 40, qui donne une indication sur la tendance de la séance à la Bourse de Paris, s'établissait à 3 890 points. Sur le marché des actions, tous les membres étaient *« normalement connectés »*, indiquait la Société des Bourses françaises, et transmettaient leurs ordres en vue de la première cotation, à 10 heures. Dans une interview donnée à *Europe* 1, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la banque de France, indiquait que les opérations de traitement de paiements se passent *« très, très bien »*. *« Nous avons pour l'instant un bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes »*, s'est-il félicité.

● **LONDRES** : *« un début calme, sans trop de secousses à ce stade »*. Comme l'indique Holger Schmielding, analyste de Merril Lynch, l'euro a réussi son baptême du feu face au yen et au dollar sur le Foreign Exchange Market (Forex), premier marché des changes au monde. La nouvelle monnaie européenne a ouvert de manière « musclée », lundi à 7 h 30, heure locale, en phase avec les places asiatiques.

Vu du Forex, qui réalise plus d'un tiers des transactions planétaires, plusieurs facteurs expliquent ce succès. Les déclarations des responsables de la Banque centrale européenne, selon laquelle il n'y avait pas de volonté agressive de sa part visant à supplanter le dollar comme monnaie de réserve mondiale, ont rassuré la City, très proche des Etats-Unis en raison des liens transatlantiques commerciaux et sentimentaux très étroits. Par ailleurs, les inquiétudes sur les possibles dissensions politiques au sein de l'eurozone – longueur du mandat de Wim Duisenberg et pressions allemandes sur la Banque centrale européenne pour qu'elle réduise les taux d'intérêt afin de favoriser croissance et réduction du chômage – ont été pour l'instant balayées par les marchés, *« prudemment optimistes »*, selon Holger Schmielding.

La fermeté de l'euro a toutefois bousculé le sterling, qui ne fait pas partie de la monnaie unique. Les déclarations du spéculateur Georges Soros d'une possible attaque spéculative des *hedge funds* contre la devise britannique et les prévisions d'une nouvelle réduction des taux d'intérêt par le comité monétaire de la banque d'Angleterre, qui se réunit le 6 janvier, ont accentué cette baisse. Selon Merril Lynch, le sterling de surcroît ne devrait pas profiter de la diversification des portefeuilles des investisseurs institutionnels dans le cadre européen au profit des devises scandinaves hors euro, couronnes danoise et suédoise, et monnaies d'Europe de l'Est.

Avec nos correspondants dans le Pacifique sud, à Tokyo, à Hongkong, à Varsovie, à Francfort et à Londres

L'EURO EST À SON PLUS HAUT NIVEAU HISTORIQUE DE L'ANNÉE !!!

DU CALME

PESSIN

Le calendrier européen reste chargé pour les gouvernements

LE LANCEMENT de l'euro était ce week-end l'affaire des banquiers et des marchés financiers. Après les proclamations politiques du 1er janvier, qui ont salué la naissance de la nouvelle monnaie, les capitales européennes retenaient leur souffle en attendant les premières cotations des places boursières, lundi 4 janvier, pour mesurer le rapport de forces initial entre l'euro et les autres grandes devises. Chacun avait ensuite prévu de marquer l'évènement à sa façon.

A Paris, le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, a invité à un déjeuner à Bercy les responsables français ayant eu un rôle dans la préparation de l'Union monétaire, notamment ses prédécesseurs Alain Madelin, Edmond Alphandery et Jean Arthuis. Jacques Delors et les trois anciens premiers ministres socialistes Edith Cresson, Michel Rocard et Laurent Fabius devaient y côtoyer Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international, Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, et Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen chargé de l'euro. Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que les deux anciens premiers ministres RPR, Alain Juppé et Edouard Balladur, ont décliné l'invitation. Interrogé sur France Inter, le ministre des finances a réaffirmé sa conviction que l'euro était un instrument qui redonnait à la France *« un pouvoir que nous avions largement perdu. Les gens qui se positionnent contre l'euro sont des gens d'hier ou d'avant-hier ».*

Si la presse mondiale, comme le fait lundi le *Wall Street Journal*, continue de célébrer la portée historique de l'évènement, beaucoup de dirigeants politiques européens soulignent également les responsabilités qui pèsent plus que jamais sur les épaules de leurs gouvernements. *« L'euro ne sera pas la solution miracle »*, a réaffirmé le commissaire Yves-Thibault de Silguy, *« il reste beaucoup à faire. Par exemple sur le front des réformes structurelles imposées avant tout par la globalisation économique »*. Un point de vue partagé par le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio : *« L'euro*, a-t-il déclaré, *est un passage historique, mais le vrai changement, nous l'obtiendrons par nos choix de politique économique. »*

Le gouvernement de Massimo d'Alema a rendu public à son tour pendant les fêtes son plan national de stabilité, qui sera examiné lors de la réunion des ministres des finances des Quinze, début février. Ce plan, qui se veut rassurant pour ses partenaires, estime que la croissance relativement faible de l'économie italienne et le récent pacte social ne remettent pas en cause les engagements pris en matière de stabilité, notamment budgétaire.

Le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, a lui aussi affiché samedi la détermination de son gouvernement à mettre à profit les prochaines années pour assurer la consolidation de l'économie nationale et mettre l'Espagne, qui souffre encore d'un retard en matière de revenu et d'emplois, au même niveau que les autres. Il a assuré que son pays atteindra une convergence totale avec le reste de l'Europe *« vers 2003 ou un peu plus tard »*. Une promesse qui n'est pas sans relation avec les négociations en cours sur le financement de l'Union pour la période 2000-2006 et notamment de ses politiques d'aide aux pays en cours de rattrapage.

L'ALLEMAGNE AUX COMMANDES

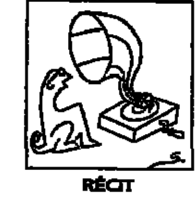
Le passage à l'euro ne gomme pas le reste du calendrier européen, particulièrement chargé alors que l'Allemagne a pris, lundi 1er janvier, la présidence de l'Union. Les dirigeants allemands, du chancelier Gerhard Schröder aux ténors de l'opposition de droite, ont réaffirmé à cette occasion leur volonté de voir diminuer la charge financière relative de l'Allemagne. Dans un entretien à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, M. Schröder a évoqué un possible compromis permettant d'envisager une telle diminution de manière progressive jusqu'en 2006. Il devait évoquer la question avec le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, lundi à Marbella (Espagne), où il achevait ses vacances,

Dans son éditiorial de lundi, le *Financial Times*, ne doute pas, malgré ces difficiles négociations à venir, de la capacité des Européens, à poursuivre, dans la foulée de la monnaie unique, leur intégration non seulement sur le plan économique, mais aussi politique. *« Il y a toute les raisons de croire que cette détermination impressionnante à démarrer le processus* [de l'euro] *va être poursuivie pour qu'il puisse fonctionner »*, écrit-il notamment, alors que le débat reprend de plus belle en Grande-Bretagne, entre partisans et adversaires de l'Union monétaire.

Henri de Bresson

Malgré quelques incidents, le week-end le plus long s'est bien passé en Europe

TOUT SEMBLAIT prêt lundi 4 janvier en début de matinée pour que la première journée de l'euro se passe bien sur les marchés financiers. Dès samedi après-midi, le comité de pilotage de la place de Paris (Banque de France et de l'Association française des établissements financiers et entreprises d'investissement) a indiqué que la préparation à l'ouverture des marchés était terminée. Le cours des actions ainsi que les opérations en cours avaient été convertis en euros. Tout comme les dettes de l'Etat, de la Caisse d'amortissement de la dette sociale et des pays de la zone euros soit 4 286,05 milliards de francs (653,404 milliards d'euros). Samedi, les marchés d'actions, d'obligations et des produits dérivés pouvaient se mettre en situation de pré-ouverture en cotation en euros afin de recevoir les ordres des membres du marché. Près de 40 000 ordres ont été transmis.



RÉCIT

Dans les banques et les maisons de titres, le plus gros des opérations de bascule s'étant bien déroulé dans les services informatiques et comptables, les opérateurs de marché venaient découvrir les nouveaux systèmes. Dimanche, tous les opérateurs avaient rendez-vous dans la salle des marchés du Crédit lyonnais à 15 heures pour vérifier si leurs écrans ouvraient sans problème et si leurs positions étaient bien ajustées et converties.

Beaucoup étaient aussi sur le pont à la Société générale. Les spécialistes du change avaient la vedette. Sous les caméras de la télévision japonaise TBS, ils se préparaient à *« coter »* l'euro à partir de 19 heures. Il était cinq heures du matin à Sydney. Les opérateurs à Paris souhaitaient faire quelques *« tickets »* (quelques ordres), histoire de vérifier si les tuyaux étaient prêts à fonctionner. Pendant ce temps, des informaticiens de Reuters – qui fournit les écrans de cotation et d'information – faisaient quelques ultimes réglages.

Dimanche à 16 heures, Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France confirmait officiellement que pour l'ensemble de la place de Paris, l'avancement des travaux était conforme aux plannings initiaux. Un peu plus tard dans un communiqué, le comité de pilotage de place précisait que les différents acteurs traitaient *« de façon satisfaisante leurs premières opérations eu euros »*.

Comme Paris, toutes les places de la zone euro se donnaient un *satisfecit* dimanche soir, annonçant que la conversion était terminée. Plus de 3 500 milliards d'euros d'actions et plus de 2 500 milliards d'euros d'obligations d'Etat étaient en jeu. La Banque Centrale Européenne (BCE), qui mène désormais la politique monétaire de la zone euro, qualifiait, dans un communiqué, de *« succès la conversion à l'euro »* : *« pendant toute la durée du processus de conversion mené par le Système européen des banques centrales (SEBC) au cours du week end, aucun incident susceptible d'entraver le démarrage sans heurt du système n'a été signalé »*. A la Bourse de Francfort, les opérations de passage à l'euro étaient terminées dimanche midi et la première banque allemande, la Deutsche Bank, se disait prête. L'Italie pouvait également souffler : quelque 30 000 employés ont été mobilisés durant ce week end dans la péninsule. La Banque d'Italie n'a pas caché son irritation au sujet de rumeurs *« totalement infondées »* diffusées samedi dans les milieux financiers allemands et *« faisant encore une fois état de problèmes en Italie »*.

> Un grand intermédiaire parisien était prêt à acheter des titres Eurotunnel à un peu moins de 7 euros soit plus de 45 francs alors que mercredi dernier l'action cotait 7,1 francs !

La Banque d'Espagne avait annoncé dimanche qu'elle avait *« terminé avec succès »* ses opérations de basculement vers l'euro. La Bourse de Madrid s'attendait à une *« journée normale »* lundi. La Banque centrale des Pays-Bas (DNB), la Bourse d'Amsterdam, ainsi que toutes les banques privées néerlandaises avaient elles aussi achevé dimanche leur basculement à l'euro. *« Le vrai test ne viendra que demain, et plus particulièrement dans la nuit de lundi à mardi, lorsque tous les systèmes auront été utilisés »*, indiquait un banquier néerlandais. De même, en Belgique, l'opération de basculement vers l'euro avait été un succès, s'était réjoui dimanche soir la Banque nationale belge. Quelque 2 200 personnes ont été mobilisées durant ce long week end. Les banques suisses ont indiqué elles aussi avoir terminé leurs opérations de bascule.

Pourtant, si tout le monde semblait content, ce long week end n'a pas été absent de stress. Dans une banque de marché, les responsables informatiques ont préféré commencer les opérations de conversion *« manuellement »* au lieu de s'en remettre totalement à la machine. Résultat, une erreur s'est introduite et certaines écritures ont été passées deux fois. Près de trois heures, rattrapées par la suite, ont été perdues pour corriger cette erreur. A la BNP, certains ordinateurs tombés en panne ont obligé les informaticiens à utiliser les machines de secours moins puissantes ce qui a entraîné un retard de 8 heures, résorbé par la suite. A la Caisse des dépôts, la conversion de la « base titres », qui comptabilise et gère tous les titres détenus par la Caisse ou par ses clients dans le cadre de ses activités de conservation, a pris quelques heures de plus que prévu, obligeant les équipes à effectuer les contrôles dans la soirée de samedi au lieu de l'après-midi. Des difficultés de place n'avaient par ailleurs pas été encore réglées dimanche sur quelques marchés très spécialisés comme certains types de warrants, un produit dérivé qui permet notamment aux opérateurs de se couvrir contre la variation des cours.

A aucun moment ces incidents trop peu nombreux pour mettre en cause la réussite des opérations, n'ont eu raison de l'optimisme, de la mobilisation et de la motivation des équipes. *« Cette ambiance nous rappelle celle qui a suivi l'incendie, à ceci près que nous ne sommes pas en situation de crise »*, relevaient les équipes du Crédit lyonnais, où tous les voyants, ou presque, étaient au vert. Autre banque, autre référence, la Société générale, où les petits fours ne manquaient pas, se souvenait plutôt de l'ambiance de la privatisation : même fatiguées, les équipes se sont rassemblées avec enthousiasme vers 17 h 30 dans le grand hall d'entrée des tours de la Défense pour prendre une coupe de champagne autour de leur président Daniel Bouton et la direction venue faire le point et encourager encore les troupes. Pour le PDG, la bascule était certes bien avancée, mais loin d'être terminée. Il fallait attendre lundi voire mardi avant de se féliciter. Et pas question de prévoir une troisième mi-temps de rugbymen. Le président a mis tout de suite les pendules à l'heure : c'est à partir de maintenant que la banque devra affronter la concurrence redoublée du fait de l'euro et devra donc être le plus mobilisée.

Pendant le week end, les opérateurs avaient encore du mal a se faire à l'euro. Lors de la séance de pré-ouverture, un grand intermédiaire parisien était prêt à acheter des titres Eurotunnel à un peu moins de 7 euros soit plus de 45 francs alors que mercredi dernier l'action cotait 7,1 francs ! *« A ce prix là, nous aurions bien aimé vendre, mais ce n'était pas possible »*, ironise un trader. De telles bévues pourraient coûter très cher même si les différents intervenants devraient se monter indulgents pendant un ou deux jours.

Tout le monde s'accorde pour dire que ce début de semaine sera déterminant pour savoir si le basculement est parfairement réussi. La Banque de France appelle l'ensemble des acteurs de la Place de Paris à *« rester mobilisés et vigilants afin d'assurer dans les meilleures conditions le démarrage en euros des marchés et des systèmes le 4 janvier »*.

Déjà, lundi matin, les opérateurs faisaient état de *« petits soucis »* sur la capacité de certaines banques italiennes et quelques établissements espagnols à traiter sur le marché des changes. A La Poste, le système informatique s'est bloqué pendant une heure environ lundi matin. L'établissement indiquait que ce problème n'était pas lié à l'euro mais à une erreur de date. Si dans beaucoup d'établissements, les informaticiens et les opérateurs ont sabré le champagne, d'autres attendront la fin de la semaine pour faire la fête.

Sophie Fay, Joël Morio, Enguerand Renault et Pascale Santi

Bataille lexicale autour de l'Euroland(e)

« EUROLAND » : ce terme désigne, depuis quelques mois, la zone géographique constituée par les onze pays adoptant l'euro. Désormais d'usage courant partout en Europe, il n'est pas facilement accepté en France, où beaucoup jugent indécent l'emploi de cet horrible anglicisme dès lors qu'il s'agit d'évoquer le nouvel horizon monétaire de la France. *« Surtout pas Euroland ! »*, s'écriait l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien tout récent au *Nouvel Observateur* (31 décembre 1998).

Les textes officiels français – comme ceux de Bercy ou de la Banque de France – se contentent pour l'instant de faire référence à la *« zone euro »*, mais la presse et les médias en général ont rapidement adopté une expression dont l'origine est à trouver dans les publications d'économistes de banques privées anglo-saxonnes, et notamment Goldman Sachs, au tournant de l'année 1997-1998.

AVEC UN « E »

Certains, comme le quotidien *Libération*, viennent de faire un choix résolu en faveur de l'esprit de la langue française en utilisant « Eurolande ». Les défenseurs de la francophonie estiment que l'ajout d'un « e » est justifié par la parenté du mot tabou avec d'autres noms de pays comme « Hollande » ou « Irlande ». D'autres, comme au *Monde*, n'hésitent pas à choquer certains de leurs lecteurs en reprenant sans guillemets un « Euroland » décidément controversé.

« Avez-vous donné des consignes à vos correcteurs pour qu'ils proposent systématiquement un terme plus conforme à la langue française ? », questionnait récemment un lecteur par courrier électronique. Un autre lecteur de Savoie nous demandait, en septembre 1998, de ne pas employer « Euroland » en soulignant que *« nous sommes chaque jour amenés à préserver notre culture, qui est aussi celle de toute l'Europe latine, face au phagocytage engagé par les Anglo-américains... »*. Un troisième, de l'association Avenir de la langue française (Paris), écrivait récemment : *« Cette expression d'"Euroland" est tout simplement abominable et devrait être rayée de notre vocabulaire »* dans la mesure où elle évoque le nom d'anciennes colonies britanniques (Swaziland), ou même celui des régions allemandes (un Land, des Länder...). Notre correspondant proposait l'emploi d'*« Euralie »*, en soulignant que des dizaines de noms de pays connaissent une terminaison de ce type en français (pour exemple : Italie, Arménie, Hongrie, etc.).

DOSSIER SENSIBLE

La commission de terminologie du ministère de l'économie et des finances devrait avoir rapidement à se prononcer sur ce dossier extrêmement sensible et finalement plus politique qu'il n'en a l'air. Déjà, la France avait perdu une première bataille lexicographique lorsque, au sommet européen de Madrid en décembre 1995, le terme d'euro avait été préféré à celui d'écu.

Le dossier fait l'objet, au sein de la rédaction du *Monde*, de débats vivants. Jean-Pierre Colignon, chef du service des correcteurs, est personnellement favorable à « Eurolande ». *« Euroland, ça fait trop Disneyland ; quant à Euralie, le mot n'est pas acceptable car on n'y trouve même pas la sonorité du mot euro »*, souligne-t-il. M. Colignon, lui-même membre de la commission de terminologie du ministère des finances, n'exclut pas que l'usage d'Eurolande finisse par s'imposer partout en France au cours des prochains mois. En attendant, « Euroland » n'est pas un mot tabou. En outre, *Le Monde*, appliquant les recommandations de ladite commission de terminologie, publiées au *Journal officiel*, a choisi de mettre un « s » à *euro* lorsqu'il est utilisé au pluriel.

Lucas Delattre

DÉPÊCHES

■ **Le président de la banque centrale des Pays-Bas (DNB), Arnout Wellink**, a critiqué, dimanche 3 janvier, les futures pièces en euros, estimant que leur face nationale allait semer la *« confusion »*. Il a affirmé, lors d'une interview à la radio publique néerlandaise Radio 1, que la mise en circulation de *« tant de pièces différentes revient a provoquer leur falsification »*, faisant allusion au total de 88 pièces qui devraient être mises en circulation en 2002, les onze pays de la zone euro ayant chacun conçu huit faces nationales.

■ **Le jeu « la valise RTL »** est proposé en euros dès le lundi 4 janvier par RTL et la Société générale. Du 4 au 8 janvier prochain, dix fois par jour, soit deux fois plus que d'habitude, les auditeurs pourront gagner le montant de la valise. La mise en jeu sera de 3 000 euros (19 678,71 francs) puis 1 000 euros supplémentaires (6 560 francs) à chaque fois que la valise n'est pas gagnée.

■ **Le premier étranger à avoir fait son achat en euros dans le magasin Virgin Megastore** sur les Champs-Elysées est un sujet de sa Très Gracieuse Majesté, alors que la Grande-Bretagne s'est exclue, pour l'instant, de la monnaie unique. Au total, une vingtaine de clients ont tenu à effectuer leurs achats en euros samedi, a-t-on précisé chez Virgin.

■ **Une équipe de la télévision japonaise** TBS a ouvert un compte en euros à l'agence centrale de la Société générale, boulevard Haussmann à Paris, et devait s'y rendre lundi 4 janvier afin de retirer chéquier et chèques de voyages en euros. Elle ira ensuite dans la foulée quelques mètres plus loin aux Galeries Lafayette pour procéder, sous l'œil des caméras nippones, à des achats en euros.

■ **Le commissaire européen chargé de la monnaie unique**, Yves-Thibault de Silguy, a fait samedi à Paris son premier achat en euros et l'a payé par chèque chez Virgin Megastore. Filmé et enregistré sous tous les angles, M. de Silguy a signé un chèque de 141,94 euros.

■ **En Allemagne, l'euro a révolutionné le commerce** : dans plusieurs villes de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest), les magasins ont été autorisés samedi à ouvrir exceptionnellement deux heures de plus jusqu'à 18 h 00. Plusieurs grands magasins allemands ont célébré l'événement en distribuant des euros en chocolat.

■ **L'engouement des Français** pour la nouvelle monnaie reste faible : les commandes de chéquiers euros sont encore peu nombreuses, 20 000 à la BNP, 13 500 au Crédit lyonnais et 12 000 à la Société générale.

■ **Le gouverneur de la Banque d'Italie Antonio Fazio** a souligné samedi 2 janvier que *« la lire n'a pas disparu »* et que *« l'euro n'est pas encore une monnaie légale au sens strict »*. *« Si j'offre des lires en paiement, les autres sont obligés de les accepter, tandis que si j'offre des euros, que ce soit sous forme de chèque ou de carte de crédit, les autres ont le droit de les refuser »*, souligne M. Fazio, dans une interview au quotidien italien *Corriere della Sera*.

■ **Près de 10 000 personnes se sont rassemblées** le jour de l'An devant le siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort pour former un sigle géant représentant l'euro. Trois banques commerciales, une radio locale et une société d'organisation de séminaires était à l'origine de cette initiative.

■ **La première « Miss Euro » a été élue**, dimanche 3 janvier. Elle s'appelle Giada Bertini, elle a vingt-cinq ans, des racines italiennes et néerlandaises et a été élue Miss Euro par un jury de photographes. Son élection lui permettra de participer au concours Miss Italie prévu en septembre.

■ **La brigade des sapeurs-pompiers de Munich** est devenue dimanche le premier service d'urgence allemand à adopter l'euro. Elle estime dans un communiqué les dégâts subis par la maison d'une femme – où un sapin de Noël a pris feu – à 35 000 marks, *« soit 17 500 euros »*.

■ **Laurent Pelé, ingénieur financier**, courageux sauteur à l'élastique et euro-converti, a lancé un site Internet convertisseur. Il lui a choisi pour nom 655957.com, le taux de change de l'euro en franc (en fait 6,55957 francs), fixé irrévocablement le 31 décembre à 12 h 53 (http//655957.com).

L'Europe est la priorité des opérateurs de télévision numérique

Derrière le leader européen Canal Plus, TF 1 tente de s'internationaliser en s'alliant avec Rupert Murdoch. Le magnat australo-américain, comme la plupart des groupes de communication, a fait du Vieux Continent son champ de bataille privilégié

DANS LA COURSE à l'Europe que mènent les groupes audiovisuels, Rupert Murdoch a dévoilé le pot aux roses : « *Il faut aller là où est l'argent, et, sentiments mis à part, l'Europe représente 40 % du marché des médias, les Etats-Unis 40 % et le reste du monde 20 %* » (*Le Monde* du 1er décembre 1998). Canal Plus ne l'a pas attendu pour prendre sa part du gâteau européen. Sous l'impulsion de Michel Thoulouze, directeur général chargé de l'international, la chaîne cryptée a entamé il y a trois ans, avec le rachat du groupe sud-africain NetHold, son véritable développement sur le Vieux Continent.

En 1996, M. Thoulouze a convaincu son PDG, Pierre Lescure, de troquer une place d'actionnaire minoritaire dans la chaîne cryptée allemande Premiere, alors contrôlée par Canal Plus (37,5 %), Bertelsmann (37,5 %) et Kirch (25 %) pour un rôle de leader sur le marché de la télévision payante, principalement en Europe du Sud. Un pari alors risqué. A l'époque, analystes financiers et stratèges faisaient de l'Allemagne l'eldorado de la télévision numérique. Plus encore, les mêmes doutaient de l'appétence des téléspectateurs français, italiens ou espagnols pour la télévision numérique à péage.

Trois ans plus tard, la donne a changé : le numérique n'a pas décollé outre-Rhin, DF1 – bouquet du groupe Kirch – ne séduit guère d'abonnés et Premiere est en butte au veto de la Commission européenne. En revanche, en Europe du Sud, les téléspectateurs d'Espagne, d'Italie et de France font les yeux doux à la télévision à péage.

En 1996, déjà, le directeur général de Canal Plus avait désigné les futurs rivaux de Canal Plus : « *Turner-Warner, DirecTV et Murdoch* ». Le patron de BSkyB, bouquet satellitaire britannique fort de 6,4 millions d'abonnés analogiques et numériques, est le premier à attaquer les positions continentales de la chaîne cryptée. Son objectif est de battre en brèche le leadership européen de Canal Plus en matière de télévision à péage. Plus de 33 milliards de francs de liquidités lui donnent les moyens de ses ambitions.

Avec son bras armé sur le continent, News Corp Europe (NCE, dirigé par l'ancienne patronne de la RAI, Letizia Moratti), le magnat australo-américain vient de prendre pied en Italie. Pour 157 millions de dollars (134 millions d'euros), il est en passe de racheter 80 % de Stream, plate-forme contrôlée par Telecom Italia. Un bouquet endetté et peu apprécié des téléspectateurs italiens : 660 millions de francs (100,6 millions d'euros) de pertes en 1997 et 455 millions de francs au premier semestre 1998, pour moins de 120 000 abonnés. M. Murdoch se propose de sortir son carnet de chèques pour redresser la barre. Il offre un pactole de 14,3 milliards de francs à la Ligue italienne de football pour acquérir les droits de diffusion du Calcio pour six ans.

Faute de pouvoir suivre ces enchères, Canal Plus a préféré prendre les devants. Telepiù a déjà signé avec sept des plus puissants clubs du championnat. Mais avant même d'avoir bouclé le rachat de Stream, M. Murdoch aurait pris langue avec d'autres clubs, comme La Lazio, la Roma, la Fiorentina et Parme.

Le patron de BSkyB est sur tous les fronts : après l'Italie, l'Allemagne devrait être son nouveau champ de bataille. Outre-Rhin, M. Murdoch est déjà présent dans deux petites chaînes, Vox et TM3, mais vise plus. Depuis des mois, il négocie avec Silvio Berlusconi et le prince saoudien Al Waleed pour entrer dans le groupe Kirch (*lire ci-contre*). Sa présence au sein du groupe allemand lui permettrait d'entrer dans Premiere (aux côtés de CLT-UFA) et d'avoir barre sur le premier catalogue de droits. En prévision du lancement de DF1, Kirch a en effet conclu des accords à long terme avec toutes les majors compagnies américaines.

Face à cette offensive, Canal Plus renforce ses positions. Près de 10 millions d'abonnés dans huit pays lui confèrent un rôle de leader incontesté sur le marché de la télévision payante en Europe. Sans abandonner ses positions en Scandinavie et en Pologne, la chaîne cryptée a clairement fait de la France, de l'Italie et de l'Espagne son axe de développement privilégié. Dès 2000, ces trois pays devraient parvenir à l'équilibre et commencer à engranger des bénéfices. Instruit de la concurrence de Télévision par satellite (TPS) sur son marché d'origine, Canal Plus a sécurisé ses approvisionnements en droits sportifs et avec les studios américains.

En Italie et en Espagne, le groupe a conclu des accords à long terme avec la plupart des majors. Même la Fox de Rupert Murdoch est liée pour plusieurs années à Telepiù. Et celle-ci a su s'allier à la RAI, service public italien. En Espagne, enfin, le bouquet de Canal Plus et du groupe Prisa négocie une fusion avec son principal concurrent, Via Digital.

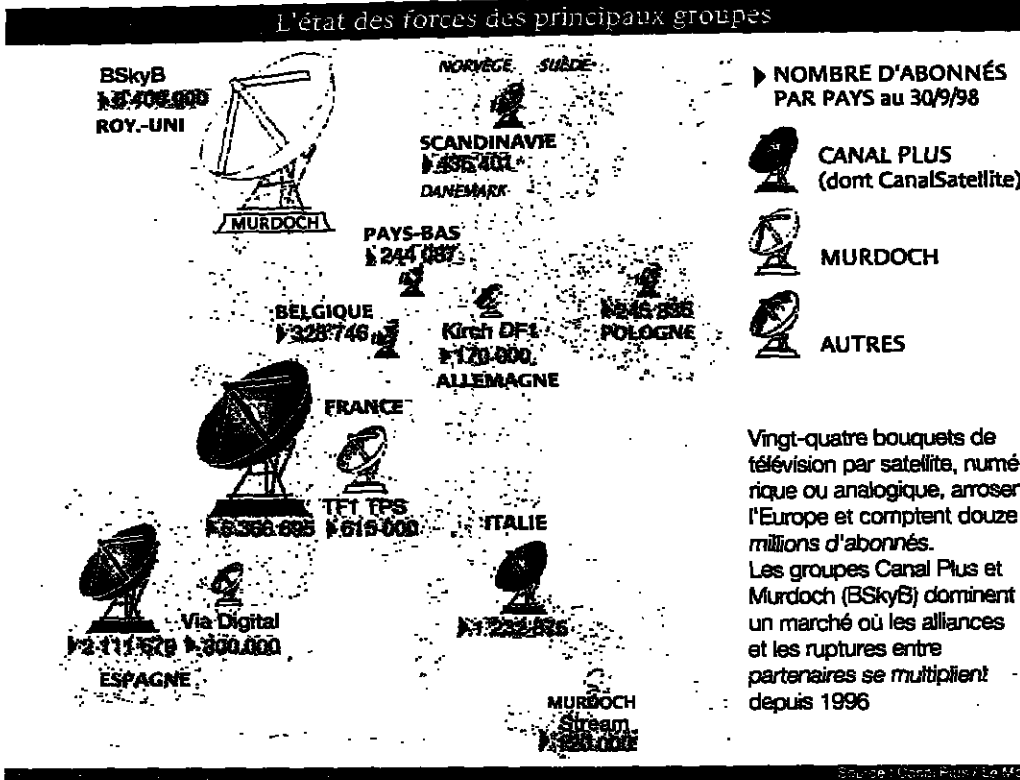
En Scandinavie et en Pologne, Canal Plus est cependant soumis à une concurrence effrénée. En Europe du Nord, Canal Plus est en position de challenger : l'infidélité et la saisonnalité chroniques des abonnés scandinaves, habitués à changer de bouquets au rythme des promotions, fragilisent son développement. En Pologne, la chaîne cryptée est en compétition ouverte avec des studios américains regroupés dans la chaîne HBO, diffusée *via* la Hongrie.

AUTRES ACTEURS

TF 1, depuis sa participation à TPS, en concurrence frontale avec CanalSatellite, a maintes fois manifesté sa volonté de s'internationaliser. Par deux fois – en Espagne et en Afrique du Sud –, la chaîne de Patrick Le Lay a échoué. Or, TF 1 doit sortir de ses frontières, au risque de ne pas peser lourd face aux studios américains et aux opérateurs concurrents. Rival de Canal Plus, TF 1 a choisi de se placer dans la roue de M. Murdoch pour parvenir à ses fins. En contrepartie d'une participation de NCE dans une chaîne destinée, en France, aux 15-34 ans, la *Une devrait prendre* 10 % du capital de Stream. Cette contribution pourrait être financée, au moins en partie, par un apport de chaînes thématiques de TF 1 dans TPS.

Dans la foulée du développement de la télévision numérique à péage, d'autres opérateurs sont sur les rangs. Pathé, déjà actionnaire à 17 % de BSkyB et à 20 % de CanalSatellite, travaille à la constitution d'un mini-bouquet de programmes thématiques. Après les chaînes Voyages et AB Sports, le groupe de Jérôme Seydoux est sur le point de racheter Marco Polo, chaîne italienne consacrée aux voyages. Hachette souhaite aussi se composer un portefeuille de programmes : le groupe de Jean-Luc Lagardère négocie actuellement avec la Caisse des dépôts et Canal Plus, pour devenir opérateur des trois thématiques, Canal J, MCM et TMC.

Guy Dutheil



De nouveaux actionnaires pour le groupe Kirch

Le groupe du magnat allemand Leo Kirch s'est réorganisé en « *une nouvelle structure* », en vue de l'arrivée de nouveaux partenaires, vraisemblablement Rupert Murdoch, Silvio Berlusconi et le prince saoudien Al Waleed. Selon le journal *Welt am Sonntag* du dimanche 3 janvier, *cette réorganisation prendrait la forme d'une fondation* coiffant trois holdings en commandite et avec actionnariat ; une partie du groupe pourrait être cotée en Bourse.

Le groupe Kirch est très endetté : l'opposition de la Commission européenne à son projet d'alliance avec Bertelsmann dans la télévision numérique en Allemagne l'empêche de rentabiliser ses lourds investissements en droits sportifs et filmiques. L'entrée de Murdoch dans Kirch se ferait à hauteur de 855 millions d'euros (5,6 milliards de francs), celle du prince Al Waleed à hauteur de 300 à 385 millions d'euros (de 1,9 à 2,5 *milliards de francs*), *tandis que l'Italien* Silvio Berlusconi échangerait environ 13 % de son groupe, Mediaset.

« Super Papa », un magazine pour rassurer les pères suédois

STOCKHOLM
de notre correspondant

Les pères seraient-ils les grands oubliés de la presse magazine ? C'est le constat que dresse Urban Svensson, qui vient de lancer en Suède ce qu'il appelle crânement « *le premier journal au monde pour les papas* ». Il existe déjà une nuée de magazines destinés aux parents, mais « *aucun n'est destiné spécialement aux pères, alors que les mères sont très gâtées* », assure ce Suédois de quarante-deux ans.

Trimestriel tiré dans un premier temps à 30 000 exemplaires, *Dunder Pappa* (littéralement « Super Papa ») entend combler ce vide qui, selon M. Svensson, s'explique par le fait que « *les femmes sont beaucoup plus douées pour exprimer leurs sentiments que les hommes* ».

Dunder Pappa répond à un besoin, affirme cet ancien publicitaire : celui de pères « *peu sûrs d'eux-mêmes* », désorientés par le bouleversement des rôles dans le couple sur fond de persistance d'un certain machisme « *encore bien ancré dans le pays* ». La Suède a beau être l'un des pays au monde où la proportion de femmes exerçant un métier est la plus importante, par inclination ou par nécessité – un seul salaire suffit rarement pour vivre, tant la pression fiscale est élevée –, le royaume connaît aussi un taux de divorce de 50 %, ce qui oblige de nombreux pères à s'occuper seuls de leurs enfants.

« *Les papas sont donc de plus en plus actifs à la maison, ils sont toujours plus nombreux à aller chercher leurs enfants à la crèche* », commente le rédacteur en chef. Urban Svensson sait de quoi il parle : il a pris un congé parental de neuf mois pour élever sa fille après sa naissance. « *Ce qui ne veut pas dire que je suis moi-même un "super papa"* », fait-il remarquer.

A ces pères en mal de repères, *Dunder Pappa* veut délivrer un message : « *C'est moderne et viril de s'occuper de ses enfants et d'assumer ses responsabilités à la maison.* » Un discours qui a parfois du mal à passer dans un pays qui se veut pourtant un modèle d'égalitarisme.

Pour convaincre le million de Suédois qui sont pères d'enfants âgés de moins de dix-huit ans, le magazine propose un cocktail varié. Des témoignages de papas sur la grossesse et sur les changements apportés par la paternité ; des articles sur la « *thérapie familiale* » et les cours pour futurs papas ; des conseils pour lire, faire du sport ou voyager avec ses enfants ; quelques pages de mode vestimentaire enfantine ; une sélection de whiskies pour les différentes étapes de la vie d'un papa, etc. Au fil d'une pagination aérée, on découvre aussi quelques publicités auxquelles les vrais bons papas ne devraient pas rester insensibles : les mérites d'un parc d'attractions, ceux des congés parentaux, mais aussi ceux... d'une tétine.

Antoine Jacob

La concurrence entre les bouquets de télévision s'étend aux services financiers

TRÈS PRÉSENTS sur le Minitel ou sur Internet, les services financiers font une apparition remarquée à la télévision. Grâce au numérique, les bouquets de programmes par satellite, qu'il s'agisse de CanalSatellite ou Télévision par satellite (TPS), commencent à étoffer leurs offres de chaînes thématiques traditionnelles en les dotant de services interactifs consacrés à l'information et aux transactions financières. Un marché détenu jusque-là par Bloomberg Television, chaîne d'informations économiques et financières.

Pour le coup, TPS joue les pionniers. Le bouquet présidé par Patrick *Le Lay* vient de lancer FI, La Chaîne Financière. Ce programme « *100 % interactif* » permet à tous les abonnés de consulter les produits proposés par le Crédit agricole TV (CATV), banque en ligne du Crédit agricole, Véga Finance, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, et *Les Echos*. Accueillis sur l'écran par une hôtesse, les clients de la banque abonnés à TPS peuvent, au moyen de la télécommande, consulter leurs comptes et effectuer des virements ou commandes de chéquiers. Ces opérations sont facturées de 3 à 4 francs, selon la caisse régionale dont dépend le souscripteur. Au-delà d'un plafond de 30 à 40 francs, la connexion est gratuite. En sus, un libre accès est réservé à la consultation des produits financiers du Crédit agricole.

BOURSE À LA CARTE

Outre les cours de la Bourse de Paris, en léger différé, et les performances des 1 000 sicav gérées en France, Véga Finance permet l'achat, la vente et la gestion de portefeuilles d'actions et de sicav. Encore en phase de développement, le service des *Echos* est circonscrit à la consultation du CAC 40 en temps réel. Mais, dans un avenir proche, le quotidien devrait aussi fournir des informations et des analyses économiques et financières.

Plus ambitieux paraît être le projet de CanalSatellite. Le concurrent de TPS met la dernière touche à une application ouverte et accessible à toutes les banques. Elle sera proposée aux abonnés au cours du premier trimestre de 1999. Cette offre plus « *globale* », selon la direction du bouquet, utilisera le lecteur de carte bleue intégré au décodeur numérique. A l'aide de sa carte bancaire, l'abonné pourra consulter les services financiers et opérer des mouvements sur ses comptes. Il pourra aussi acheter des actions, des sicav et autres produits financiers. Cette offre interactive sera reliée avec la fourniture de services Internet, prévue cette année par CanalSatellite.

G. D.

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 5 JANVIER

■ **FRANCE** : enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages (décembre). Fin du recensement, par le Trésor public, des détenteurs d'emprunts russes en vue de leur indemnisation.

■ **ALLEMAGNE** : publication des nouveaux pronostics de croissance de l'institut de conjoncture DIW pour 1999. Chiffre du commerce extérieur avec les pays de la zone euro sur la période janvier-septembre 1998.

MERCREDI 6 JANVIER

■ **ROYAUME-UNI** : réunion mensuelle du comité monétaire de la Banque d'Angleterre (décision le 7 à 13 heures).

■ **ÉTATS-UNIS** : ventes de logements neufs en novembre.

JEUDI 7 JANVIER

■ **UNION EUROPÉENNE** : conférence de presse de la Banque centrale européenne à Francfort.

■ **ÉTATS-UNIS** : commandes industrielles en novembre.

VENDREDI 8 JANVIER

■ **FRANCE** : réserves de change du Trésor, statistiques de décembre.

■ **ALLEMAGNE** : taux de chômage en décembre.

■ **ÉTATS-UNIS** : taux de chômage et créations d'emplois en décembre, crédits à la consommation en novembre.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **POWERGEN : la compagnie d'électricité britannique** PowerGen a annoncé, lundi 4 janvier, le rachat à Yorkshire Electricity de Yorkshire CoGen, une compagnie de production d'électricité, pour 94,9 millions de livres au comptant (137 millions d'euros, 895 millions de francs).

● **EDF-GDF : deux articles du statut des agents d'EDF et de GDF ont été modifiés**, afin notamment de faciliter le travail à temps partiel, aux termes d'un décret paru jeudi 31 décembre au *Journal officiel*. Ces modifications, voulues par le président d'EDF, François Roussely, étaient approuvées par la CFDT et la CGC, mais rejetées par la CGT et FO. *« Ces mauvais coups portés en commun par directions et gouvernement »* ne resteront pas *« sans conséquence sur la suite des négociations »* en cours sur les 35 heures, a commenté FO.

● **TÉLÉPHONE MOBILE : Telecom Italia Mobile (TIM) a atteint 14,3 millions d'abonnés à la fin de 1998**, soit une progression de 5 millions d'abonnés durant l'année, bien supérieure aux prévisions. Au cours du seul mois de décembre, plus de 850 000 nouveaux clients se sont abonnés à TIM, qui affirme avoir enregistré la plus forte croissance de tous les opérateurs de téléphonie mobile du monde.

● **BELL ATLANTIC : la principale compagnie de téléphone régionale américaine** s'apprête à acquérir Air Touch Communications (radiotéléphone). Le prix, en cours de négociation, s'élèverait à 43 milliards de dollars (36,9 milliards d'euros, 242 milliards de francs). Airtouch gère des réseaux de radiotéléphone aux Etats-Unis, mais aussi en Italie, au Japon, en Pologne et en Corée du Sud.

● **ÉTHIQUE : le ministère britannique des affaires étrangères prépare un manuel** de conseils en éthique destiné aux entreprises britanniques investissant à l'étranger, afin de les sensibiliser à la protection de l'environnement et à la lutte contre le travail des enfants, indique le *Financial Times* du 2 janvier. Il doit être publié au printemps.

FINANCE

● **ARTEMIS : la holding personnelle du financier français François Pinault serait en phase finale** de négociation pour la reprise d'Aoba Life, société qui loge les actifs sains de l'assureur japonais en faillite Nissan Mutual Life, selon le *Nihon Keizai Shimbun* daté du 3 janvier. Artemis a proposé le prix le plus élevé pour sa reprise, 50 milliards de yens (372 millions d'euros, 2,44 milliards de francs). Artémis démentait l'information lundi matin.

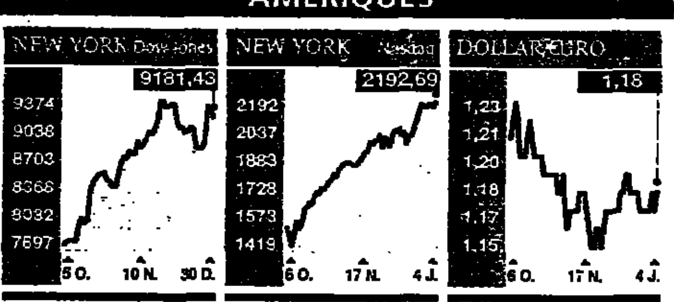
● **BANCA INTESA : le Crédit agricole détient une participation de 26,48 % dans le capital de la deuxième banque italienne**, née de la fusion de l'Ambroveneto et de la Caisse d'épargne de Lombardie Cariplo, après l'augmentation de capital de 140,6 milliards de lires (72,6 millions d'euros, 476,2 millions de francs). La Fondation Cariplo détient 22,64 %, Alleanza Assicurazioni (Groupe Generali) 7,46 % et le Gruppo Lombardo 6,83 %.

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 — 5137,52 (5150, 4914, 4679, 4443, 4207, 3971 ; 5 O. 12 N. 4 J.)
LONDRES FT100 — 5882,60 (5897, 5666, 5436, 5206, 4976, 4746 ; 5 O. 10 N. 30 D.)
PARIS CAC 40 — 4008,16 (4008, 3812, 3617, 3422, 3226, 3031 ; 5 O. 10 N. 4 J.)

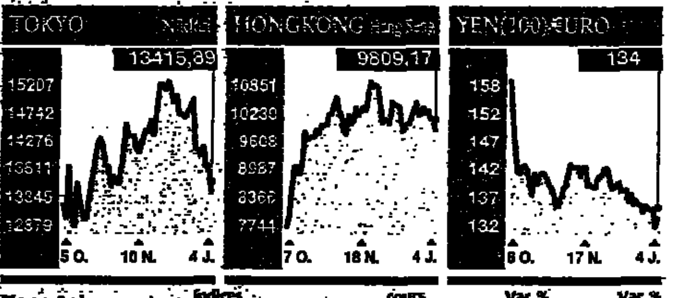
Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 04/01	Var.% 30/12	Var.% 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3417,05	2,24	2,24
EUROPE	STOXX 50	3369,91	1,5	1,50
EUROPE	EURO STOXX 324	304,58	2,08	2,08
EUROPE	STOXX 653	281,62	0,87	0,87
PARIS	CAC 40	4008,16	1,66	1,66
PARIS	MIDCAC	0,00	....	...
PARIS	SBF 120	2697,57	1,55	1,55
PARIS	SBF 250	0,00	....	..
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	...
AMSTERDAM	AEX	546,72	1,55	1,55
BRUXELLES	BEL 20	3575,17	1,73	1,73
FRANCFORT	DAX 30	5137,52	2,70	2,70
LONDRES	FTSE 100	0,00	....	....
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	....	..
MILAN	MIBTEL 30	36072,00	2,62	2,62
ZURICH	SPI	7281,00	1,82	1,82

AMÉRIQUES



Amériques 10h15 ▶	Indices sélection	cours 04/01	Var.% 30/12	Var.% 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9181,43	−1	16,10
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1229,23	−0,22	26,67
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2192,69	1,19	39,63
TORONTO	TSE INDEX	6485,94	0,87	−3,19
SAO PAULO	BOVESPA	6784,00	1,03	−33,47
MEXICO	BOLSA	232,48	0,39	−30,51
BUENOS AIRES	MERVAL	430,06	−0,77	−37,45
SANTIAGO	IPSA GENERAL	77,37	0,34	−31,53
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4768,68	0,53	−44,64

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 04/01	Var.% 30/12	Var.% 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	13415,89	−3,08	−3,08
HONGKONG	HANG SENG	9809,17	−2,38	−2,38
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1400,11	0,53	0,53
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	67,91	4,57	4,57
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2832,80	0,68	0,68
BANGKOK	SET	25,72	0,16	0,16
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3136,42	2,49	2,65
WELLINGTON	NZSE-40	2065,26	−1,90	−10,78

ÉCONOMIE

Banques AFB : la CGC signe, seule, l'accord sur les 35 heures

LE SNB-CGC, deuxième syndicat de la branche bancaire, a décidé de signer le projet d'accord sur la réduction du temps de travail proposé par l'Association française des banques (AFB). Les quatre autres syndicats de la branche (CGT, CFDT, CFTC et FO) ont d'ores et déjà annoncé que ce texte était inacceptable. Certains se préparent même à engager une procédure d'opposition. L'AFB estime que le droit d'opposition ne peut s'appliquer dans ce cas de figure.

■ **GRANDE-BRETAGNE : l'économie commencera 1999 en récession** prévoient, lundi 4 janvier, deux instituts britanniques de conjoncture respectés. Le produit intérieur brut (PIB) devrait baisser de 0,2 % au dernier trimestre 1998, par rapport au trimestre précédent, et connaître un recul supplémentaire au premier trimestre 1999, selon les calculs conjoints de l'Institut de prévision économique d'Oxford et du Centre de prévision économique des écoles de commerce de Londres.

■ **UNION EUROPÉNNE : le président allemand Roman Herzog** a jugé problématique le niveau de l'écot allemand. *« Les paiements élevés versés par l'Allemagne sont vraiment un problème politique »*, a déclaré M. Herzog à l'édition dominicale du quotidien *Bild*. Il a toutefois affirmé que l'économie et les citoyens allemands avaient été ceux *« qui ont le plus profité de l'UE »*, notamment lorsque l'Union a accueilli *« sans sourciller »* les nouveaux Etats régionaux de l'Est.

■ **Le chancelier Gerhard Schröder** a estimé, lundi 4 janvier, dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* : *« Nous devons maintenir la capacité de financement de l'Union européenne »*, sans quoi *« ce sera la fin des fonds de cohésion »* mis sur pied pour aider les pays les moins riches de l'Union.

■ **FMI : Stanley Fischer, numéro deux du Fonds monétaire international**, a plaidé, dimanche, pour un développement des fonctions du FMI comme organisme prêteur de dernier recours où le secteur privé jouerait son rôle. Par ailleurs, George Soros a déclaré dans le *Financial Times* du 4 janvier que le FMI devrait être transformé en une banque centrale mondiale pour réduire les risques de nouvelles crises mondiales.

■ **ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton** a dévoilé, samedi, son intention d'augmenter de façon spectaculaire le budget américain de la défense pour lancer, dans les six années à venir, les forces armées des Etats-Unis dans un effort de modernisation sans précédent depuis la fin de la guerre froide.

■ **FRANCE : le prix moyen public du tabac** augmentera d'environ 5 % à compter du lundi 4 janvier, estiment les professionnels.

■ **TURQUIE : la hausse des prix à la consommation** s'est ralentie en 1998 à 69,7 %, et celle des prix de gros à 54,3 %, contre respectivement 99,1 % et 91 % en 1997, a annoncé dimanche l'Institut des statistiques d'Etat (DIE).

■ **ÉGYPTE : la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait** être ramenée à 5 % à la fin de l'année fiscale (juin 1998-juin 1999), contre 5,7 % pour la période précédente, selon le ministre égyptien de l'économie, Youssef Boutros-Ghali.

■ **OPEP : l'augmentation de la demande mondiale de brut**, l'accession au pouvoir d'un nouveau président au Venezuela et les réductions de production hors-OPEP plaident en faveur d'une remontée des cours en 1999, selon une étude réalisée par l'Emirates Industrial Bank.

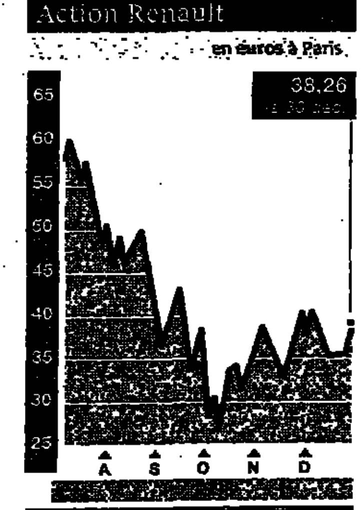
■ **BRÉSIL : la Banque centrale du Brésil estime que 5,2 milliards de dollars** (4,42 milliards d'euros, 28,95 milliards de francs) sont rentrés dans le pays en décembre 1998, soit le rapatriement le plus important depuis septembre qui marqua l'apogée de la tourmente financière pour le Brésil, a indiqué un porte-parole de l'institut d'émission.

■ **CORÉE DU SUD : l'excédent commercial de 1998** (39,9 milliards de dollars soit 33,9 milliards d'euros, 222,04 milliards de francs) a été historique, mais dans un commerce total en nette régression, reflétant la crise en cours, indique-t-on de sources officielles, samedi. Pour la première fois depuis quarante ans les exportations ont régressé de 2,2 % tandis que les importations plongeaient de 35,4 %.

■ **VIETNAM : la valeur des nouveaux investissements étrangers** autorisés officiellement au Vietnam a baissé de 8 % à 4,05 milliards de dollars (3,44 milliards d'euros, 22,53 milliards de francs) en 1998, a annoncé, samedi 2 janvier, le ministère vietnamien du plan et de l'investissement.

VALEUR DU JOUR

Renault négocierait avec Nissan



PENDANT le long week-end du passage à l'euro, les affaires semblent continuer. Selon l'hebdomadaire britannique *The Observer*, Renault serait en pourparlers avec Nissan Motor, le deuxième constructeur japonais en vue d'une fusion ou d'un partenariat commercial. *« Une annonce probable vers la fin janvier 1999 »*, selon le journal. Pour sa part, Renault refuse de commenter. Depuis décembre 1998, les rumeurs circulent sur les négociations amorcées par Nissan tant avec le groupe Daimler Chrysler qu'avec Ford.

Nissan Motor pourrait chercher un allié en Europe pour compenser le recul de ses ventes dans cette zone. Premier vendeur de voitures japonaises en Europe depuis 1975, Nissan s'est fait détrôner par son rival Toyota en novembre 1998. Ce mois-là, Toyota a commercialisé 504 200 véhicules contre 497 287 pour Nissan. Cette situation est préoccupante, car Nissan comptait sur les marchés étrangers pour compenser le recul de ses ventes au Japon.

L'Europe reste une zone dans laquelle le groupe réalise des profits. Toutefois, ces derniers ne devraient pas suffir à compenser les pertes enregistrées ailleurs. Ainsi, Nissan n'a pas caché qu'il s'attendait à un nouveau déficit pour l'exercice 1998-1999, le sixième depuis sept ans. Il faudra attendre l'an 2000 pour voir les ventes se redresser avec l'apparition de nouveaux modèles. Renault a affiché, pour sa part, sa volonté d'étoffer sa présence internationale. En décembre 1998, il a annoncé la reprise du constructeur roumain Dacia et a inauguré une nouvelle usine de montage au Brésil.

A cette occasion Shemaya Lévy, le directeur adjoint responsable des finances chez Renault, a indiqué que *« l'Europe représente plus de 80 % de nos ventes. En 2010, sa part doit être tombée sous la barre des 60 % »*. Si les zones prioritaires sont pour l'instant l'Europe centrale et l'Amérique latine, un second stade de développement international passe par l'Asie. Le constructeur français ambitionne de créer un modèle de voiture mondiale.

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

PARIS

POUR SA PREMIÈRE séance de cotation en euros, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris était en forte hausse de 2,60 % à 4 045,16 points, lundi 4 janvier. C'est la première fois depuis le 25 août que l'indice franchissait le cap des 4 000 points. Selon Jean-François Théodore, président de la SBF, dans un entretien publié dans le quotidien *Les Echos*, *« la zone euro est structurellement porteuse pour les actions, car c'est celle qui offre les meilleures perspectives pour l'année 1999 au plan macroéconomique »*.

FRANCFORT

APRÈS AVOIR OUVERT en baisse de 0,56 % du fait du raffermissement de l'euro à 1,1880 dollar, l'indice Dax de la Bourse de Francfort s'est rapidement repris et gagnait 1,48 % à 5 080,57 points en début de matinée, lundi 4 janvier.

LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a terminé l'année 1998 sur une séance de repli, cédant 0,99 % à 5 882,6 points, mercredi 30 décembre 1998, dans des volumes ténus.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé, lundi 4 janvier, la première séance de l'année sur une forte baisse de 3,1 %, à 13 415,89 points, attribuée par les intervenants au regain de vigueur du yen face au dollar américain. La séance a été réduite à la seule demi-journée.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a terminé la dernière séance de l'année 1998 en repli de 1 % à 9 181,43 points, jeudi 31 décembre, tandis que l'indice Nasdaq de la Bourse informatique gagnait 1,19 % à 2 192,69 points, après avoir signé un nouveau record en cours de séance.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert sur une note haussière, lundi 4 janvier, alors que le basculement à l'euro a vraisemblablement incité certains opérateurs à convertir une partie de leurs avoirs en dollars en euros. Parmi les onze pays constitutifs de l'Euroland, le niveau moyen d'inflation sur les douze derniers mois est resté contenu à 0,9 %, ce qui renforce l'intérêt des obligations libellées en euros. A l'ouverture, le contrat notionnel, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat françaises à dix ans, gagnait 20 centièmes à 111,20 points.

MONNAIES

L'EURO a ouvert à 1,880 dollar sur les marchés européens, lundi 4 janvier, en hausse par rapport à un premier cours de 1,1747 dollar à Sydney où la monnaie unique a fait ses débuts internationaux. La devise européenne, devenue monnaie légale le 1er janvier, a progressé en Asie lors de son premier jour d'échanges, grâce notamment à la demande d'investisseurs institutionnels japonais.

Taux de change fixe des pays €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
€URO/FRANC	6,55957	FRANC/€URO	0,15245
€URO/DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK/FRANC	3,35385
€URO/LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITALIENNE (1000)/FRANC	3,38774
€URO/PESETA ESPAGNOLE (100)	1,66386	PESETA ESPAGNOLE (100)/FRANC	3,94238
€URO/ESCUDO PORTUGAIS (100)	2,00482	ESCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC	3,27190
€URO/SCHILLING AUTRICHIEN (10)	1,37603	SCHILLING AUTRICHIEN (10)/FR.	4,76703
€URO/PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE/FRANC	8,32894
€URO/FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS/FRANC	2,97660
€URO/FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)/FRANC	1,62607
€URO/MARKKA FINLANDAISE	5,94573	MARKKA FINLANDAISE/FRANC	1,10324

Cours de change croisés

04/01 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	...	0,87912	1,18025	0,18004	1,66130	0,73190
YEN (100)	113,75000	....	134,00500	20,48500	188,98000	83,25500
EURO	0,84728	0,74624	....	0,15245	1,40675	0,61960
FRANC	5,55425	4,88070	6,55957	....	9,22340	4,06340
LIVRE	0,60194	0,52930	0,71085	0,10845	....	0,44060
FRANC SUISSE	1,36630	1,20115	1,61395	24,61000	2,26950	...

Taux d'intérêt (%)

Taux 30/12 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3	2,96	3,89	4,78
ALLEMAGNE	3,60	3,10	....	4,79
GDE-BRETAG.	6,13	5,92	4,36	4,26
ITALIE	3,88	3,18	4,03	4,95
JAPON	0,19	0,37	2,47	....
ÉTATS-UNIS	5,56	4,64	4,64	5,08
SUISSE	1	1,35	2,21	3,77
PAYS-BAS	2,50	3,20	3,97	4,81

Matières premières

En dollars ▶	Cours 30/12	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1472,5	−1,31
ALUMINIUM 3 MOIS	1233,5	−0,60
PLOMB 3 MOIS	474	0,21
ETAIN 3 MOIS	5155	−0,29
ZINC 3 MOIS	934	0,11
NICKEL 3 MOIS	4088	−0,54
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,05	0,30
PLATINE A TERME	74400	....
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	279,25	1,09
MAÏS (CHICAGO)	214	0,23
SOJA TOURTEAU (CHG.)	141,1	....
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1379	0,22
CAFÉ (LONDRES)	1875	....
SUCRE BLANC (PARIS)	240	....

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 04/01	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 99	2614	112,17	111,04
Pibor 3 mois			
MARS 99	....	....	....

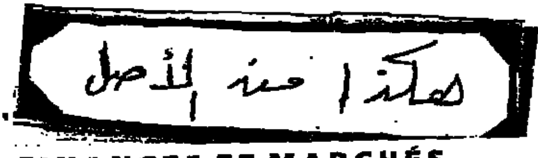
Pétrole

En dollars ▶	Cours 30/12	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	10,53	....
WTI (NEW YORK)	12,16	0,91
LIGHT SWEET CRUDE	12,14	1,63

Or

En €uros ▶	Cours 30/12	Var % 29/12
OR FIN KILO BARRE	7910	....
OR FIN LINGOT	8010	0,08
ONCE D'OR LONDRES	288,95	0,09
PIÈCE FRANCE 20 F	45,60	−1,61
PIÈCE SUISSE 20 F	46,20	−2,88
PIÈCE UNION LAT. 20 F	45,60	....
PIÈCE 10 DOLLARS US	247,25	0,46
PIÈCE 20 DOLLARS US	458	−0,50
PIÈCE 50 PESOS MEX	288,50	−0,51

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde », www.lemonde.fr/bourse



VALEURS EUROPÉENNES

A nos lecteurs

A l'occasion des premières cotations en euros de l'ensemble des valeurs européennes, *Le Monde* augmente le nombre de pages consacrées à l'information financière et boursière. La page « Tableau de bord » est modernisée. Une nouvelle page intitulée « Valeurs européennes » est créée. Sous les graphiques des deux grands indices boursiers européens (Euro stoxx 50 et Stoxx 653), cette page donnera quotidiennement, classés par secteurs d'activités et non plus par pays, les cours en euros des 653 plus grandes entreprises européennes. L'indice Stoxx 653, appelé à devenir l'équivalent du célèbre Standard and Poor's 500 de Wall Street, prend en compte les principales actions des onze pays de l'Euroland, mais aussi du Royaume-Uni, de Suisse, de Suède, du Danemark, de Norvège et de Grèce. Un commentaire en haut de page mettra en exergue chaque jour les mouvements importants concernant ces valeurs.

La troisième page reprend, à côté d'un commentaire sur les évolutions marquantes de certains titres cotés à Paris, les cours en euros, avec une traduction en francs, des actions françaises du marché à règlement mensuel, du nouveau marché, du second marché et les valeurs liquidatives des sicav.

STOXX 653 — sur un an: 281,62 — sur 5 jours: 277,68 / 277,68 / 277,68 / 277,68 / 277,68
14 JANV. — 7 JUIL. — 4 JANV. — M L M M L

EURO STOXX 50 — sur un an: 3417,05 — sur 5 jours: 3301,32 / 3301,32 / 3301,32 / 3301,32 / 3301,32
3670 — 3420 — 3170 — 2919 — 2669 — 2419
5 JANV. — 3 JUIL. — 4 JANV. — M L M M L

04/01 09 h 54

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
SOMMER ALLIBER/	FR •	23,63	+2,56
MICHELIN-B- /RM	FR •	35,08	+2,91
PEUGEOT /RM	FR •	135	+2,37
LABINAL /RM	FR •	183	+0,62
VALEO /RM	FR •	67,14	....
RENAULT	FR •	38,26	....
BMW	DE •	645	-2,44
CONTINENTAL AG	DE •	23,65	+0,55
DAIMLER-BENZ AG	DE •	78,89	....
FIAT	IT •	2	-32,43
FIAT PRIV.	IT •	1,83	-0,61
MAGNETI MARELLI	IT •	1,33	-10,14
LUCAS VARITY	GB	2,70	-4,48
AUTOLIV SDR	SE	30,65	....
PIRELLI	IT •	2,8	+2,56
VOLVO -A-	SE	19,06	....
VOLVO -B-	SE	19,53	....
VOLKSWAGEN	DE •	70,3	+3,38
BASF AG	BE •	33,4	+2,71
▶ DJ E STOXX AUTO P		265,93	+2,38

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
NATEXIS	FR •	54,85	-0,05
CCF /RM	FR •	79,12	....
DEXIA FCE RM	FR •	131,2	-0,05
STE GENERAL-A-/	FR •	137,97	....
BNP /RM	FR •	70,16	....
ALLIED IRISH BA	GB	15,35	+1,68
BCA ROMA	IT •	1,41	-2,76
ALPHA CREDIT BA	GR	89,07	....
S-E-BANKEN -A-	SE	6,96	....
DEN NORSKE BANK	NO	2,96	....
LLOYDS TSB	GB	11,80	-2,22
BCO POPULAR ESP	ES •	61,3	-4,66
BCO SANTANDER N	ES •	....	....
MERITA	FI •	5,2	-4,06
BANK OF IRELAND	GB	18,94	+2,13
SV HANDBK -A-	SE	35,91	....
BARCLAYS PLC	GB	17,67	-3,15
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	69	+3,42
CHRISTIANIA BK	NO	2,97	....
IMI	IT •	13,01	....
BCP REG	PT •	26,18	....
IONIAN BK REG.S	GR	45,25	....
ERGO BANK	GR	98,76	....
COMM.BANK OF GR	GR	83,96	....
COMMERZBANK	DE •	27,9	+3,53
I.B.S.PAOLO TO	IT •	12,45	....
UNICREDITO ITAL	IT •	4,97	-1,78
DEN DANSKE BK	DK	115,48	+1,17
DEUTSCHE BANK A	DE •	51,1	+1,93
DRESDNER BK AG	DE •	38,5	+1,98
SPAREBANKEN NOR	NL •	148	....
FOERENINGSSB A	SE	22,05	....
FOKUS BK	NO	8,55	....
ABBEY NATIONAL	GB	17,91	-1,17
BCO CENTRAL HIS	ES •	10,28	+1,48
ROLO BANCA 1473	IT •	21,95	-4,94
NAT BANK GREECE	GR	182,03	....
DEXIA CC	BE •	148,5	+4,18
ABN AMRO HOLDIN	NL •	17,92	....
HALIFAX	GB	12,98	+8,47
JYSKE BANK REG	DK	81,44	-1,17
BCO BILBAO VIZC	ES •	....	....
KBC BANCASSURAN	BE •	69	+2,33
BANK OF PIRAEUS	GR	28,75	....
BES OVERSEAS LT	PT •	....	....
NORDBANKEN HOLD	SE	6,48	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	49,42	-91,41
BANKINTER	ES •	27	-14,09
ARGENTARIA RS	ES •	22,1	+0,05
KAPITAL HOLDING	DK	42,72	+1,59
NATL WESTM BK	GB	17,04	+3,86
ROYAL BK SCOTL	GB	13,03	-6
UNIDANMARK -A-	DK	77,44	+0,87
OBERBANK	AT •	59	-0,14
COMIT	IT •	5,88	-0,17
BANK AUSTRIA AG	AT •	43,8	+1,06
UBS N	CH	264,36	+1,18
COMIT	IT •	5,88	-0,17
UNICREDITO ITAL	IT •	4,97	-1,78
BCA INTESA	IT •	4,95	-3,32
▶ DJ E STOXX BANK P		269,16	+0,93

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
USINOR	FR •	9,48	....
PECHINEY-A-	FR •	27,5	-1,15
SIDENOR	GR	25,03	....
ACERINOX REG	ES •	....	....
BRITISH STEEL	GB	1,25	-2,20
SOPORCEL	PT •	....	....
TRELLEBORG B	SE	6,93	....
SSAB SW ST A FR	SE	8,14	....
ELKEM ASA, OSLO	NO	10,24	....
ARJO WIGGINS AP	GB	1,56	-1,77
BEKAERT	BE •	445	+4,98
SONAE INDUSTRIA	PT •	12	....
AVESTA	SE	2,39	....
METSAE-SERLA A	FI •	7,9	+11,90
BUNZL PLC	GB	3,32	+0,43
ASSIDOMAEN AB	SE	13,44	....
CART.BURGO	IT •	5,56	+1,09
MAYR-MELNHOF KA	AT •	41,87	+3,69
RAUTARUUKKI K	FI •	5,4	-2,35
DEGUSSA	DE •	50,4	+7,67
THYSSEN	DE •	168	+6,30
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	41,25	+4,01
PORTUCEL INDUST	PT •	6,59	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	22,8	+3,21
UPM-KYMMENE COR	FI •	23,5	-1,59
STORA ENSO -R-	FI •	7,7	+0,39
STORA ENSO -A-	FI •	7,6	+0,40
SILVER & BARYTE	GR	30,18	....
INPARSA	PT •	19,33	....
ALUMINIUM GREEC	GR	49,70	....
ELVAL	GR	10,26	....
JOHNSON MATTHEY	GB	5,72	....
VIOHALCO	GR	37,04	....
UNION MINIERE	BE •	32,48	+0,19
BUHRMANN NV	NL •	15,7	+2,95
MODO B FR	SE	18,53	....
RIO TINTO	GB	10,91	+10,71
NORSKE SKOGIND-	NO	24,97	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,52	....
STORA KOPPARB -	SE	9,34	....
SVENSKA CELLULO	SE	18,58	....
OUTOKUMPU OY -A	FI •	7,8	-0,89
▶ DJ E STOXX BASI P		149,04	+1,52

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
AIR LIQUIDE /RM	FR •	156,26	....
AGA -B-	SE	11,18	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	5129,40	+1,66
BASF AG	DE •	33,4	+2,71
BAYER AG	DE •	36,4	+2,36
BOC GROUP PLC	GB	11,48	-5,56
AKZO NOBEL	NL •	....	....
KEMIRA	FI •	6,05	-1,47
DYNO INDUSTRIER	NO	12,71	....
UNITOR	NO	8,22	....
CLARIANT N	CH	403,05	+1,40
CIBA SPEC CHEM	CH	72,90	+2,39
HOECHST AG	DE •	35,3	-0,08
HENKEL KGAA VZ	DE •	79	+3,70
LENZING AG	AT •	47,74	-10,01
ICI	GB	6,69	-9
LAPORTE	GB	6,56	-0,64
SNIA BPD	IT •	1,23	-8,21
AGA -A-	SE	11,29	....
PERSTORP -B-	SE	7,82	....
SOLVAY	BE •	65,9	+4,21
TESSENDERLO CHE	BE •	48,95	-1,27
UCB	BE •	5255	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		331,24	+2,15

CONGLOMERATS

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
CGIP /RM	FR •	47	+0,11
GAZ ET EAUX /RM	FR •	43,45	-4,04
CIR	IT •	1	+4,17
KVAERNER -A-	NO	16,87	....
AKER RGI -A-	NO	9	....
KVAERNER -B-	NO	14,06	....
GBL	BE •	175,3	+1,02
BTR	GB	1,90	+8,87
SONAE INVESTIME	PT •	41,4	....
ORKLA -A-	NO	12,77	....
GENL ELECTR CO	GB	8,24	+7,34
D'IETEREN SA	BE •	469	-0,15
INCHCAPE PLC	GB	1,82	....
INVESTOR -A-	SE	37,80	....
INVESTOR -B-	SE	38,43	....
GEVAERT	BE •	58	-6,22
NORSK HYDRO	NO	28,91	....
OERLIKON-BUEHRL	CH	97,20	-2,18
ORKLA -B-	NO	11,19	....
VEBA AG	DE •	53	+3,96
▶ DJ E STOXX CONG P		222,42	+1,66

TELECOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
FRANCE TELECOM	FR •	67,69	....
CABLE & WIRELES	GB	10,21	-1,49
BRITISH TELECOM	GB	11,97	-5,97
TELE DANMARK	DK	115,49	+0,70
EUROPOLITAN HLD	SE	83,47	....
PORTUGAL TELECO	PT •	39,05	....
TIM	IT •	6,38	+1,27
VODAFONE GROUP	GB	12,82	-6,95
HELLENIC TELE (	GR	22,71	....
DEUTSCHE TELEKO	DE •	28,4	+1,36
TELECEL	PT •	174,08	....
TELECOM ITALIA	IT •	7,28	....
TELECOM ITALIA	IT •	5,37	....
TELEFONICA	ES •	40,27	+6,20
KONINKLIJKE KPN	NL •	42,66	....
▶ DJ E STOXX TCOM P		572,11	+0,81

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
BOUYGUES /RM	FR •	176,62	....
LAFARGE /RM	FR •	80,95	....
GROUPE GTM	FR •	89	+0,66
IMETAL /RM	FR •	89,95	+5,36
COLAS /RM	FR •	182,8	+1,96
SAINT GOBAIN /R	FR •	120,28	....
TECHNIP /RM	FR •	80,65	+0,57
POTAGUA -B-	DK	17,08	....
AUMAR	ES •	21	-11,99
AUTOSTRADE PRIV	IT •	....	....
CHARTER	GB	4,59	-1,21
ASKO OY	FI •	14,13	-3,09
BICC PLC	GB	1,03	+4,29
BILFINGER & BER	DE •	20	-7,98
BLUE CIRCLE IND	GB	5,41	+21,90
BPB	GB	2,76	-10,91
ACESA REG	ES •	14,18	....
CRH PLC	GB	14,58	+1,47
SKANSKA -B-	SE	23,62	....
BCA INTESA	IT •	4,95	-3,32
CIMPOR SGPS R	PT •	27,18	....
CRISTALERIA ESP	ES •	55,25	-3,34
ACCIONA	ES •	....	....
DRAGADOS CONSTR	ES •	31,42	-0,03
TITAN CEMENT RE	GR	65,54	....
HERACLES GENL R	GR	23,17	....
SEMAPA	PT •	16,86	....
HOLDERBANK FINA	CH	213,91	+0,44
CBR	BE •	84,3	+0,02
AKTOR SA	GR	9,67	....
MICHANIKI REG.	GR	4,88	....
HELL.TECHNODO.R	GR	6,46	....
HEIDELBERGER ZE	DE •	83	-5,22
HOCHTIEF ESSEN	DE •	31	-6,71
PHILIPP HOLZMAN	DE •	133	-0,90
CARADON	GB	1,44	-0,97
FOM CON CONTRAT	ES •	55	-13,26
PARTEK	FI •	7,8	-0,26
HOLDERBANK FINA	CH	1014,12	+0,74
AALBORG PORTLAN	DK	15,39	....
UNICEM	IT •	7,85	-7,54
WILLIAMS	GB	4,58	-5,62
PILKINGTON PLC	GB	0,84	....
RMC GROUP PLC	GB	11,29	-2,55
ITALCEMENTI	IT •	9,29	-1,17
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,35	+0,23
RUGBY GRP	GB	1,32	+1,08
TARMAC	GB	1,20	-24,78
TAYLOR WOODROW	GB	2,13	....
URALITA SA	ES •	6,5	-10,53
VALENCIANA CEM	ES •	9,68	-6,38
SUPERFOS	DK	13,22	+5,32
WIENERB BAUSTOF	AT •	170	+0,31
▶ DJ E STOXX CNST P		181,73	+0,19

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
HERMES INTL	FR •	68,5	-0,81
ACCOR /RM	FR •	188,8	+2,35
MOULINEX /RM	FR •	13	-0,84
CLUB MED. /RM	FR •	73,95	-3,37
SEB /RM	FR •	70,1	-1,11
EURO DISNEY /RM	FR •	1,1	....
PATHE /RM	FR •	237,82	....
CHARGEURS RM	FR •	45,73	-2,93
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	....	....
WILSON BOWDEN	GB	7,15	-0,78
WILLIAM BAIRD	GB	1,42	-0,98
BARRATT DEV PLC	GB	3,28	+0,87
BERKELEY GROUP	GB	6,18	-0,68
BRITISH AIRWAYS	GB	5,62	-0,25
BRYANT GROUP PL	GB	1,17	....
BEAZER GROUP	GB	2,14	-0,65
NCL HLDG	NO	2,02	....
FINNAIR	FI •	5,01	....
WWWW UK UNITS	GB	0,70	+2,04
WOLFORD AG	AT •	50,88	+2,07
ELECTROLUX -B-	SE	14,66	....
BANG & OLUFSEN	DK	82,74	+1,80
ADIDAS-SALOMON	DE •	95	+2,66
COMPASS GRP	GB	9,22	-4,66
SAS DANMARK A/S	DK	9,81	+2,08
GRANADA GROUP P	GB	14,43	-2,84
RANK GROUP	GB	3,21	-0,87
HPI	IT •	0,63	-1,56
EMI GROUP	GB	4,93	-12,94
HUNTER DOUGLAS	NL •	28,23	....
DT.LUFTHANSA N	DE •	18,7	+4,68
KLM	NL •	25,95	+0,70
LADBROKE GRP	GB	3,52	+3,31
SAIRGROUP N	CH	211,74	+0,29
BENETTON GROUP	IT •	1,75	+1,74
AMER GROUP A	FI •	6,9	+0,45
THE SWATCH GRP	CH	127,69	+0,24
THE SWATCH GRP	CH	520,08	-1,18
PERSIMMON PLC	GB	2,30	-0,61
PENTLAND GRP	GB	1,39	+2,06
COURTAULDS TEXT	GB	2,21	-3,09
COATS VIYELLA	GB	0,42	+11,11
G WIMPEY PLC	GB	1,53	....
▶ DJ E STOXX CCYC P		139,1	+1,51

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
SANOFI /RM	FR •	140,3	+0,04
RHONE POUL./RM	FR •	43,84	....
ZENECA GROUP	GB	39,43	+6,79
ASTRA -B-	SE	17,32	....
ASTRA -A-	SE	17,38	....
ELAN CORP	GB	54,22	+1,32
ORION B	FI •	20,4	-0,92
ORION A	FI •	20,39	+0,59
GLAXO WELLCOME	GB	29,57	+1,20
ROCHE HOLDING	CH	15477,98	+0,50
ROCHE HOLDING G	CH	10419,76	+0,42
NOVO NORDISK B	DK	113,48	+1,19
NOVARTIS N	CH	1689,57	+1,07
SMITHKLINE BEEC	GB	8,17	-30,48
SCHERING AG	DE •	109	+1,88
▶ DJ E STOXX PHAR P		374,56	+0,44

ALIMENTATION ET BOISSON

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
BONGRAIN /RM	FR •	370	-2,92
DANONE /RM	FR •	241	-1,20
PERNOD RICARD /	FR •	57,2	+3,36
ERID.BEGH.SAY /	FR •	147,42	....
LVMH / RM	FR •	157	-6,89
ALLIED DOMECQ	GB	7,84	....
RIEBER & SON -B	NO	6,30	-3,45
BRAU-UNION	AT •	47,98	-5,01
HELLENIC SUGAR	GR	7,51	....
CARLSBERG AS -A	DK	49,40	....
ELAIS OLEAGINOU	GR	17,98	....
PARMALAT	IT •	1,52	-6,75
HELLENIC BOTTLI	GR	26,35	....
CADBURY SCHWEPP	GB	14,34	-1,17
UNICER REG	PT •	20,32	....
CARLSBERG -B-	DK	48,73	-0,82
ASSOCIATE BRIT	GB	8,63	+8,50
DANISCO	DK	45,68	-0,67
CHR. HANSEN HLD	DK	120,16	-0,55
RAISIO GRP V	FI •	9,51	+0,96
GREENCORE GROUP	GB	3,94	+3,70
MONTEDISON	IT •	1,14	+0,88
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	29,43	-9,81
BASS	GB	11,41	-7,43
UNILEVER	NL •	72,6	....
UNILEVER	GB	8,10	-15,07
DIAGEO	GB	10,80	+14,82
RAISIO GRP K	FI •	9,25	....
BBAG OE BRAU-BE	AT •	47	-3,45
NESTLE N	CH	1657,97	+0,37
KERRY GRP-A-	GB	11,31	-3,83
DELTA DAIRY	GR	12,18	....
CULTOR -1-	FI •	8,1	-7,43
TATE & LYLE	GB	4,66	+2,16
UNIGATE PLC	GB	6,08	-0,46
HEINEKEN	NL •	51,28	....
▶ DJ E STOXX F & BV P		255,93	+0,19

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
ALSTOM	FR •	19,97	....
LEGRAND /RM	FR •	228,7	+1,29
SCHNEIDER /RM	FR •	51,68	....
REXEL /RM	FR •	80,95	....
SITA /RM	FR •	223,4	+0,03
SIDEL /RM	FR •	72,9	+0,89
HALKOR	GR	7,57	....
ALUSUISSE LON G	CH	991,21	+0,06
BAA	GB	8,44	-15,28
SKF -A-	SE	9,86	....
SVENDBORG -A-	DK	6077,27	....
ABB AB -A-	SE	9,08	....
ABB AB -B-	SE	9,03	....
ASSOC BR PORTS	GB	3,97	+0,71
ISS INTL SERV-B	DK	56,74	+2,66
BONHEUR	NO	16,20	....
ATLAS COPCO -A-	SE	18,69	....
ATLAS COPCO -B-	SE	18,48	....
SVEDALA	SE	12,39	....
RHI AG	AT •	22,7	+2,25
BBA GROUP PLC	GB	5,28	+0,54
DAMPSKIBS -A-	DK	6662,24	....
KOEBENHAVN LUFT	DK	105,47	....
SAURER ARBON N	CH	502,72	-0,98
FINNLINES	FI •	38	-1,80
SECURITAS -B-	SE	13,23	....
METRA A	FI •	15,5	+2,72
VA TECHNOLOGIE	AT •	75,94	+2,84
COOKSON GROUP P	GB	1,83	-0,76
HAYS	GB	7,53	+0,84
DELTA PLC	GB	1,58	+0,90
HELLAS CAN SA P	GR	16,55	....
RAUMA OY	FI •	12,1	-2,81
RIETER HLDG N	CH	513,87	-1,19
ELECTROCOMPONEN	GB	5,70	+2,02
ATTICA ENTR SA	GR	7,65	....
PREMIER FARNELL	GB	2,24	-0,63
FKI	GB	1,90	+0,75
ADECCO CHESEREX	CH	392,52	+1,12
SCANIA AB -A-	SE	15,64	....
SCANIA AB -B-	SE	15,75	....
SULZER FRAT.SA1	CH	516,96	-0,12
RAILTRACK	GB	23,05	+4,27
SECURICOR	GB	7,18	+1,39
GLYNWED INTL PL	GB	2,34	-0,60
MAN AG	DE •	265	+5,78
KON.NEDLLOYD	NL •	11,57	....
NFC	GB	1,68	-0,84
HANSON PLC	GB	6,34	-6,05
IFIL	IT •	3,7	+3,06
IMI PLC	GB	3,35	+0,85
LAHMEYER	DE •	41,5	-1,03
RENTOKIL INITIA	GB	6,55	+2,42
RANDSTAD HOLDIN	NL •	45,83	....
FLS IND.B	DK	17,36	....
ABB BADEN	CH	1004,83	+0,81
SOPHUS BEREND -	DK	28,67	-1,61
KONE B	FI •	95	-4,28
RATIN -B-	DK	180,24	....
RATIN -A-	DK	174,90	....
SOPHUS BERENDS	DK	27,77	-2,35
DET SONDENFJ NO	NO	8,75	....
ULSTEIN HOLDING	NO	19,01	....
LINDE AG	DE •	560	+4,85
DAMSKIBS SVEND	DK	8411,05	-2,39
DAMPSKIBS -B-	DK	6007,89	+1,12
REXAM	GB	2,39	+1,80
CMB	BE •	40,1	+5,39
METALLGESELLSCH	DE •	14	-0,43
GKN	GB	12,53	+11,25
SEAT-PAGINE GIA	IT •	0,81	....
SGS GENEVA BR	CH	828,52	-0,74
FLUGHAFEN WIEN	AT •	42,92	+2,65
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,91	+0,72
NKT HOLDING	DK	52,07	-2,50
OCEAN GROUP	GB	....	....
PENINS.ORIENT.S	GB	9,66	-3,65
PREUSSAG AG	DE •	408	+5,97
BERGESEN	NO	10,24	....
BERGESEN	NO	9,90	....
LEIF HOEGH	NO	10,01	....
SANDVIK -A-	SE	14,80	....
SANDVIK -B-	SE	14,70	....
MANNESMANN AG	DE •	101	+3,42
STORK NV	NL •	20	+2,72
SCHINDLER HOLD	CH	1435,12	-0,94
SCHINDLER HOLD	CH	1365,16	+0,23
SIEBE PLC	GB	3,37	+0,84
SKF -B-	SE	8,82	....
SHANKS & MCEWAN	GB	3	+0,47
T.I.GROUP PLC	GB	4,62	+1,23
TOMRA SYSTEMS	NO	26,12	....
EQUANT NV	DE •	58	-1,32
VALMET	FI •	11,44	....
HEIDELBERGER DR	DE •	64	+1,36
RHI AG	AT •	22,7	+2,25
▶ DJ E STOXX IND P		289,77	+2,12

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
TOTAL /RM	FR •	90,75	+5,17
ELF AQUITAINE /	FR •	96,48	....
PRIMAGAZ /RM	FR •	80,5	-0,37
REPSOL	ES •	45,49	-0,02
OMV AG	AT •	81	+0,87
BRIT PETROLEUM	GB	13,38	+5,79
BURMAH CASTROL	GB	11,41	-5,81
PETROLEUM GEO-S	NO	10,91	....
SAGA PETROLEUM	NO	7,82	....
ENTERPRISE OIL	GB	4,15	....
CESPA	ES •	31,25	-1,33
ENI	IT •	5,6	+0,36
AKER MARITIME	NO	6,30	....
OCEAN RIG	NO	0,23	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	42,43	....
F.OLSEN ENERGY	NO	6,29	....
BG	GB	5,44	-0,26
PROSAFE	NO	5,57	....
LASMO	GB	1,38	-2
SMEDVIG -A-	NO	7,20	....
PETROFINA SA BR	BE •	388	-0,62
SAIPEM	IT •	3,71	+3,06
SHELL TRANSP &	GB	5	-4,05
ELECTRAFINA	BE •	111	-0,49
▶ DJ E STOXX ENGY P		233,44	-0,25

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
FONCIERE LYONNA	FR •	129,7	-3,10
PARIBAS	FR •	74,04	....
BAIL INVEST /RM	FR •	124	-0,07
CPR /RM	FR •	39,33	....
EURAFRANCE /RM	FR •	556	-1,43
SIMCO N /RM	FR •	76,05	-1,60
SEFIMEG N /RM	FR •	60,2	-0,03
UNIBAIL /RM	FR •	120	-3,42
SOPHIA /RM	FR •	36,13	-0,22
IMM FRANCE /RM	FR •	71,96	....
GFC /RM	FR •	99,1	-2,25
CORP FIN ALBA -	ES •	154	+8,12
FORTIS AG	BE •	308,63	....
AMVESCAP	GB	7,04	+7,53
BRITISH LAND CO	GB	6,39	+1,79
CS GROUP N	CH	135,28	+1,63
CAPITAL SHOPPIN	GB	4,75	+0,30
LIBERTY INT.HDG	GB	6,39	-0,68
3I	GB	8,04	-2,39
BPI-SGPS N	PT •	28,9	....
ING GROEP	NL •	51,96	....
MEDIOLANUM	IT •	....	....
HAMMERSON	GB	4,86	+0,29
ALPHA FINANCE	GR	38,68	....
METROVACESA	ES •	26,5	+3,52
ALMANIJ	BE •	73	+1,54
WOOLWICH PLC	GB	5,62	+12,39
LAND SECURITIES	GB	10,90	+0,52
MEPC PLC	GB	5,21	-7,50
MEDIOBANCA	IT •	11,45	-3,38
PROVIDENT FIN	GB	12,46	+0,23
RODAMCO NV	NL •	21,65	....
SCHRODERS PLC	GB	16,83	+8,74
SLOUGH ESTATES	GB	3,84	+0,37
VALLEHERMOSO SA	ES •	....	....
KAPITAL HOLDING	DK	42,72	+1,59
UNIM	IT •	0,45	....
▶ DJ E STOXX FINS P		253,29	....

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
AXA-UAP /RM	FR •	123,48	....
AGF /RM	FR •	50,89	....
ASPIS PRONIA GE	GR	12,07	....
ALLEANZA ASS	IT •	12,08	....
ALLIANZ AG	DE •	328	+4,35
GENERALI ASS	IT •	35,64	....
TOPDANMARK AS	DK	166,89	....
POHJOLA GRP.B	FI •	46,78	....
ROYAL SUN ALLIA	GB	6,20	-10,20
SCHWEIZ RUECK N	CH	2241,21	+1,09
ALLIED ZURICH	GB	14,08	+10,50
CGU	GB	12,68	-5,27
ETHNIKI GEN INS	GR	27,71	....
INA	IT •	2,18	-3,11
AEGON NV	NL •	....	....
SEGUROS MUNDIAL	PT •	27,08	....
FORSIKRING CODA	DK	98,80	....
IRISH LIFE	GB	8	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,4	+1,69
ZURICH ALLIED N	CH	642,64	+2,06
FORTIS AMEV NV	NL •	70,61	....
TRYG-BALTICA	DK	22,08	-3,23
LEGAL & GENERAL	GB	11	-0,51
NORWICH UNION	GB	6,34	+2,74
RENTENANSTALT	CH	631,50	....
ERGO VERSICHERU	DE •	148,3	+5,47
CORP.MAPFRE REG	ES •	24,04	+3,89
MUENCH RUECKVER	DE •	428	+3,73
STOREBRAND	NO	6,47	....
PRUDENTIAL CORP	GB	13,38	+3,49
RAS	IT •	12,8	+1,86
GENERALI HLD VI	AT •	209,3	....
SKANDIA FOERSAE	SE	13,02	....
SAMPO -A-	FI •	32	-1,66
▶ DJ E STOXX INSU P		371,39	+1,43

MEDIAS

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
TF1	FR •	152,5	+0,53
HAVAS ADVERTISI	FR •	142	-0,38
CANAL PLUS /RM	FR •	223	-4,08
LAGARDERE SCA N	FR •	36,21	....
WPP GROUP	GB	5,62	+9,32
CARLTON COMMUNI	GB	7,88	+1,99
ELSEVIER	NL •	11,93	....
B SKY B GROUP	GB	6,58	+2,41
SCHIBSTED	NO	10,80	....
MEDIASET	IT •	7,2	+4,05
REED INTERNATIO	GB	6,58	-2,51
INDEPENDENT NEW	IR •	3,43	....
PEARSON	GB	17,25	+2,34
REUTERS GROUP	GB	7,75	-13,39
UNITED NEWS & M	GB	7,21	-2,10
WOLTERS KLUWER	NL •	182,33	....
▶ DJ E STOXX MEDIA P		289,89	....

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
L'OREAL /RM	FR •	615,89	....
BIC /RM	FR •	47,25	....
PROMODES /RM	FR •	612	-1,22
CPT MODERNES /R	FR •	495,46	-9,72
ESSILOR INTL /R	FR •	336	-0,12
CASINO GP /RM	FR •	88,7	-0,03
SEITA /RM	FR •	56,85	+4,29
SAFEWAY	GB	4,03	-2,72
STAGECOACH HLDG	GB	....	....
ASDA GROUP PLC	GB	2,32	+1,85
BEIERSDORF AG	DE •	58,8	....
KESKO OY	FI •	12,61	-1,33
GIB	BE •	46	+3,09
BRIT AMER-TOBAC	GB	7,07	-5,28
MODELO CONTINEN	PT •	21,28	....
ETS COLRUYT	BE •	719	+0,71
TAMRO	FI •	3,7	....
GOODYS	GR	22,71	....
PAPASTRATOS CIG	GR	12,89	....
FYFFES	GB	1,76	-3,85
IMPERIAL TOBACC	GB	9,79	+10,32
RECKITT & COLMA	GB	11,08	-1,25
CFR UNITS -A-	CH	1213,47	+0,93
AHOLD	NL •	31,48	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	66	+1,03
DELHAIZE	BE •	75,4	+0,05
TABACALERA REG	ES •	22	+2,23
ATHENS MEDICAL	GR	16,75	....
SAINSBURY J. PL	GB	6,90	+0,62
SMITH & NEPHEW	GB	2,68	+3,28
TESCO PLC	GB	2,39	-2,86
TNT POST GROEP	NL •	27,45	....
▶ DJ E STOXX CNCY P		486,56	+0,24

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
CARREFOUR /RM	FR •	643,18	....
PINAULT PRINT./	FR •	152,4	-0,40
CASTO.DUBOIS /R	FR •	....	....
GUILBERT /RM	FR •	114	-0,30
VALORA HLDG N	CH	229,07	-0,40
BOOTS CO PLC	GB	14,49	....
DIXONS GROUP PL	GB	12,39	+4,02
STOCKMANN A	FI •	20	-4,94
GEHE AG	DE •	59	+0,34
METRO	DE •	68,5	+0,74
GREAT UNIV STOR	GB	8,45	-5,51
NEXT PLC	GB	4,77	-16,84
JERONIMO MARTIN	PT •	46,59	....
HENNES & MAURIT	SE	69,50	....
KARSTADT AG	DE •	447	+0,49
ARCADIA GRP	GB	2,49	....
MARKS & SPENCER	GB	5,68	-1,71
W.H SMITH GRP	GB	6,76	+0,63
RINASCENTE	IT •	8,77	-0,11
CENTROS COMER P	ES •	25,38	-4,08
WOLSELEY PLC	GB	5,14	-3,44
KINGFISHER	GB	7,04	-23,31
▶ DJ E STOXX RETL P		359,8	+0,58

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
THOMSON CSF /RM	FR •	36,89	....
SAGEM	FR •	547	-3,02
CAP GEMINI /RM	FR •	136,75	....
ZODIAC /RM	FR •	182,6	-0,02
STMICROELEC SIC	FR •	63,25	-5,71
ALCATEL /RM	FR •	104,28	....
DASSAULT SYST./	FR •	40,05	....
ALTEC SA REG.	GR	22,01	....
NERA ASA	NO	1,14	....
BRITISH AEROSPA	GB	7,89	+9,16
BARCO	BE •	243	+1,06
MERKANTILDATA	NO	6,44	....
TANDBERG DATA A	NO	2,98	....
BOWTHORPE	GB	4,91	+0,68
SEMA GROUP	GB	8,37	+0,17
GAMBRO -B-	SE	9,34	....
COLOPLAST B	DK	99,46	-1,46
KON. PHILIPS EL	NL •	57,18	....
SAP AG	DE •	375	+1,87
SAP VZ	DE •	410	+0,84
INSTRUMENTARIUM	FI •	34	-2,80
NETCOM ASA	NO	22,27	....
GETRONICS	NL •	42,2	....
INTRACOM N	GR	38,86	....
ASK	NO	5,29	....
FRESENIUS MED C	DE •	91,4	+2,20
GAMBRO -A-	SE	9,24	....
RACAL ELECT CON	GB	4,89	-0,29
WILLIAM DEMANT	DK	52,07	-0,76
OLIVETTI	IT •	2,97	....
ROLLS ROYCE	GB	3,24	-8
GN GREAT NORDIC	DK	30,71	+4,22
BAAN COMPANY	NL •	8,67	....
OCE	NL •	30,83	....
NYCOMED AMERSHA	GB	5,73	-1,93
MISYS	GB	8,34	+1,81
BRITISH BIOTECH	GB	0,45	-3,03
NOKIA -K-	FI •	103	-1,23
NOKIA -A-	FI •	103,5	-0,75
RADIOMETER -B-	DK	44,08	-1,49
SIEMENS AG	DE •	58	+1,29
SIRTI	IT •	5,25	+1,94
SMITHS IND PLC	GB	11,56	-4,20
ERICSSON A	SE	22	....
▶ DJ E STOXX TECH P		354,18	+0,22

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en Euros	% Var. veille
SUEZ LYON EAUX/	FR •	175,01	....
VIVENDI/RM	FR •	221,05	....
VIAG	DE •	525	+5,10
UNITED UTILITIE	GB	11,90	+1,20
OESTERR ELEKTR	AT •	130,22	....
SCOT POWER	GB	8,80	+3,95
ELECTRABEL	BE •	371,9	-0,65
SYDKRAFT -C-	SE	17,32	....
TRACTEBEL	BE •	170	+2,82
HAFSLUND -A-	NO	5,40	....
CENTRICA	GB	1,83	+4,84
IBERDROLA	ES •	15,63	-2,07
ELECTRIC PORTUG	PT •	16,75	....
ENDESA	ES •	22,69	+0,40
GAS NATURAL SDG	ES •	83,55	-10,03
SEVERN TRENT	GB	12,67	-11,76
NATIONAL GRID G	GB	6,10	-9,79
ANGLIAN WATER	GB	11,89	-0,72
HAFSLUND -B-	NO	3,64	.
EVN	AT •	121,8	+0,50
ITALGAS	IT •	4,94	-6,93
THAMES WATER	B	16,19	-0,88
EWE	DE •	50	+7,16
EDISON	IT •	10,05	....
SYDKRAFT -A-	SE	23,62	....
NATIONAL POWER	GB	8,45	+15,61
POWERGEN	GB	....	....
▶ DJ E STOXX UTIL P		332,3	+0,38

EURO NOUVEAU MARCHÉ

04/01 09 h 54

AMSTERDAM

Valeur	Cours en Euros	% Var. veille
ANTONOV	1,1	+10,22
CARDIO CONTROL	8,7	+1,99
RING ROSA	10,66	....
CSS	20,19	....
NEDGRAPHICS HOLD	12,75	....
POLYDOC	1,95	....
PROLION HOLDING	79,84	....
UCC HOLDING NV	12,48	....
AIRSPRAY NV	24	-0,21
C/TAC	17,56	....
HITT NV	9,1	-0,22
INNOCONCEPTS NV	18,15	....
RING ROSA WT	2,52	....

BRUXELLES

Valeur	Cours en Euros	% Var. veille
INTERNOC HLD	4,09	.
INTL BRACHYTHER B	14,87	....
SYNERGIA	9,67	....
PAYTON PLANAR	2,31	....
ENVIPCO HLD CT	1,83	....
FARDEM BELGIUM ABC	16,11	....
LINK SOFTWARE B	7,98	....
PAYTON PLANAR	2,31	....

FRANCFORT

Valeur	Cours en Euros	% Var. veille
AIXTRON	161,2	+5,09
BERTRANDT AG	52,5	+0,67
EUROMICRON	27,61	....
HUNZINGER INFORMAT	103,85	+3,63
HOEFT & WESSEL	83,5	-3,65
INFOMATEC	184	+5,69
INTERSHOP COMMUNIC	128,5	+2,56
MUEHLBAUER HOLDING	67	-0,04
PLENUM	82	+1,51
BETA SYSTEMS SOFTW	19,43	....
CE COMPUTER EQUIPM	133	+3,29
DRILLISCH	120	+9,73
EM.TV & MERCHANDI	500	+2,04
LHS GROUP	45,8	+6,74
LOESCH UMWELTSCHUT	10,23	....
MENSCH UND MASCHIN	66,96	....
MOBILCOM	275	+1,48
MUEHL PRODUCT & SE	17,28	....
PFEIFFER VACU TECH	33,64	....
QIAGEN NV	53,8	-0,20
REFUGIUM HOLDING A	39	+6,60
SACHSENRING AUTO	18,4	+3,14
SERO ENTSORGUNG	10,65	-1,73
SOFTM SOFTWARE BER	54	+6,61
TDS	86	+5,46
TELDAFAX	31,5	+8,10
TELES AG	146,5	+2,70
TIPTEL	18,94	....
TRANSTEC	48,02	....
SALTUS TECHNOLOGY	31	+1,04
SCM MICROSYSTEMS	63	+0,02
SER SYSTEME	290	+4,64
SINGULUS TECHNOLOG	113	-16,02
TECHNOTRANS	61,64	....
W.E.T. AUTOMOTIVE	46,02	....
1 & 1 AG & CO.KGAA	88,92	....
AUGUSTA BETEILIGUN	56,75	....
CE CONSUMER ELECTR	139,06	....
CENIT SYSTEMHAUS	131	+3,73
GRAPHISOFT NV	14	-3,91
ELSA	59,82	....
KINOWELT MEDIEN	137	+3,05
BB BIOTECH ZT-D	30,5	-3,39
BB MEDTECH ZT-D	17,8	+2,42
EDEL MUSIC E 98	215,25	....
LINTEC COMPUTER	75	-7,16
PSI	72	+17,34

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SU : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● Très entouré dans les premiers échanges, lundi 4 janvier, le titre **Renault** a gagné 4,5 % après que la presse britannique eût fait état de négociations entre le japonais Nissan et l'un des trois constructeurs automobiles Renault, Ford ou DaimlerChrysler en vue d'une fusion dont les modalités seraient dévoilées à la fin du mois. Tandis que Nissan démentait la rumeur, la direction de Renault s'est refusée à tout commentaire.

● Le titre **Thomson-CSF** cédait 1,61 % à l'ouverture, lundi 4 janvier à Paris, après la publication, dans le quotidien britannique *Sunday Times*, de rumeurs selon lesquelles British Aerospace et Marconi projetteraient de fusionner dans un proche avenir, laissant le groupe français à l'écart.

● L'action **Rhône-Poulenc** progressait de 2,14 % en début de matinée lundi 4 janvier, après que sa filiale américaine, Rhône-Poulenc Rorer eût obtenu une prolongation de la vente d'un de ses produits-phares outre-Atlantique, le Lovenox.

● Les titres de la grande distribution, notamment **Pinault-Printemps-Redoute** (+ 3,19 %), **Promodès** (+ 2,17 %) et **Carrefour** (+ 1,47 %), ont nettement progressé à l'ouverture, lundi 4 janvier. soutenus par les bonnes ventes de la fin de l'année 1998.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 4 JANVIER — **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 22 janvier

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	152,45	149,40	980	− 2	− 2
CR.LYONNAIS(TP)	139,49	141,78	930,02	+ 1,64	+ 1,64
RENAULT (T.P.)	417,10	429,91	2820,02	+ 3,07	+ 3,07
SAINT GOBAIN(T.P	183,70	180,65	1184,99	− 1,66	− 1,66
THOMSON S.A (T.P	143,30	143,30	939,99	—	—
ACCOR	184,50	189,90	1245,66	+ 2,92	+ 2,92
AGF	50,90	51,95	340,77	+ 2,06	+ 2,06
AIR LIQUIDE	156,30	157	1029,85	+ 0,44	+ 0,44
ALCATEL	104,30	109,60	718,93	+ 5,08	+ 5,08
ALSTOM	19,97	20,57	134,93	+ 3	+ 3
ALTRAN TECHNO. #	205,50	213,50	1400,47	+ 3,89	+ 3,89
ATOS CA	203,70	216,20	1418,18	+ 6,13	+ 6,13
AXA	123,50	126,40	829,13	+ 2,34	+ 2,34
BAIL INVESTIS	124,10	125	819,95	+ 0,72	+ 0,72
BAZAR HOT. VILLE	118,90	122	800,27	+ 2,60	+ 2,60
BERTRAND FAURE	57,95	59	387,01	+ 1,81	+ 1,81
BIC	47,25	47,88	314,07	+ 1,31	+ 1,31
BIS	79,25	—	—	—	—
B.N.P.	70,15	72,25	473,93	+ 2,99	+ 2,99
BOLLORE	173,90	173	1134,81	− 0,51	− 0,51
BONGRAIN	381,10	378	2479,52	− 0,81	− 0,81
BOUYGUES	175,60	177,60	1164,98	+ 1,13	+ 1,13
BOUYGUES OFFS	19,65	19,50	128,31	− 0,45	− 0,45
BULL#	6,39	6,35	41,65	− 0,62	− 0,62
CANAL +	232,50	237,50	1557,90	+ 2,15	+ 2,15
CAP GEMINI	138,70	145,30	953,11	+ 5,29	+ 5,29
CARBONE LORRAINE	40,40	42,52	278,91	+ 5,24	+ 5,24
CARREFOUR	643	667	4375,23	+ 3,73	+ 3,73
CASINO GUICHARD	88,75	88,70	581,83	− 0,05	− 0,05
CASINO GUICH.ADP	54,75	55,35	363,07	+ 1,09	+ 1,09
CASTORAMA DUB.(L	194,40	197,50	1295,52	+ 1,59	+ 1,59
C.C.F.	79,10	80,30	526,73	+ 1,51	+ 1,51
CEGID (LY)	155,30	160,50	1052,81	+ 3,34	+ 3,34
CERUS EUROP.REUN	6,75	6,76	44,34	+ 0,14	+ 0,14
CGIP	46,95	47,50	311,58	+ 1,17	+ 1,17
CHARGEURS	47,11	46,48	304,89	− 1,33	− 1,33
CHRISTIAN DALLOZ	69,80	71	465,73	+ 1,71	+ 1,71
CHRISTIAN DIOR	94,20	94	616,60	− 0,21	− 0,21
CIC -ACTIONS A	71,05	72,50	475,57	+ 2,04	+ 2,04
CIMENTS FRANCAIS	47,56	48,78	319,98	+ 2,56	+ 2,56
CLARINS	61,05	62,85	412,27	+ 2,94	+ 2,94
CLUB MEDITERRANE	76,55	75,50	495,25	− 1,37	− 1,37
CNP ASSURANCES	25,89	25,80	169,24	− 0,34	− 0,34
COFLEXIP	57,60	56,50	370,62	− 2,24	− 2,24
COLAS	179,30	189,10	1240,41	+ 5,46	+ 5,46
COMPTOIR ENTREP	1,94	1,90	12,46	− 2,06	− 2,06
CPR	39,33	40,40	265,01	+ 2,72	+ 2,72
CRED.FON.FRANCE	12,90	13	85,27	+ 0,77	+ 0,77
CFF.(FERRAILLES)	36,21	34	223,03	− 6,10	− 6,10
CREDIT LYONNAIS	32,17	33,50	219,75	+ 4,13	+ 4,13
CS SIGNAUX(CSEE)	62,50	64	419,81	+ 2,40	+ 2,40
DAMART	73	71,70	470,32	− 1,78	− 1,78
DANONE	243,90	248,50	1630,05	+ 1,88	+ 1,88
DASSAULT-AVIATIO	173,80	183	1200,40	+ 5,29	+ 5,29
DASSAULT SYSTEME	40,05	41,20	270,25	+ 2,87	+ 2,87
DE DIETRICH	44,97	45,20	296,49	+ 0,51	+ 0,51
DEVEAUX(LY)#	116,30	118	774,03	+ 1,46	+ 1,46
DEV.R.N-P.CAL LI	10,37	9,87	64,74	− 4,82	− 4,82
DEXIA FRANCE	131,30	134,70	883,57	+ 2,58	+ 2,58
DMC (DOLLFUS MI)	9,92	10	65,60	+ 0,80	+ 0,80
DYNACTION	24,36	25,65	168,25	+ 5,29	+ 5,29
ECIA	114,20	113	741,23	− 1,05	− 1,05
EIFFAGE	66	68	446,05	+ 3,03	+ 0,66
ELF AQUITAINE	98,50	100,80	661,20	+ 2,33	+ 2,33
ERAMET	25,60	25,61	167,99	+ 0,03	+ 0,03
ERIDANIA BEGHIN	147,40	148	970,82	+ 0,40	+ 0,40
ESSILOR INTL	335,40	355	2328,65	+ 5,84	+ 5,84
ESSILOR INTL.ADP	297,30	306,50	2010,51	+ 3,09	+ 3,09
ESSO	72,25	73,95	485,08	+ 2,35	+ 2,35
EURAFRANCE	564	548	3594,64	− 2,83	− 2,83
EURO DISNEY	1,10	1,15	7,54	+ 4,54	+ 4,54
EUROPE 1	198,90	200	1311,91	+ 0,55	+ 0,55
EUROTUNNEL	1,08	1,10	7,22	+ 1,85	+ 1,85
FIMALAC SA	101,50	101,10	663,17	− 0,39	− 0,39
FINEXTEL	17,84	17,30	113,48	− 3,02	− 3,02
FIVES-LILLE	69,95	67,50	442,77	− 3,50	− 3,50
FRANCE TELECOM	67,70	71,55	469,34	+ 5,68	+ 5,68
FROMAGERIES BEL	684,50	684	4486,75	− 0,07	− 0,07
GALERIES LAFAYET	914,50	943,50	6188,95	+ 3,17	+ 3,17
GASCOGNE	71,05	72	472,29	+ 1,33	+ 1,33
GAUMONT #	57,95	57,75	378,82	− 0,34	− 0,34
GAZ ET EAUX	45,28	44,01	288,69	− 2,80	− 2,80
GEOPHYSIQUE	49,65	51	334,54	+ 2,71	+ 2,71
G.F.C.	101,40	101,30	664,48	− 0,09	− 0,09
GRANDVISION	21,34	21,51	141,10	+ 0,79	+ 0,79
GROUPE ANDRE S.A	105,20	105,30	690,72	+ 0,09	+ 0,09
GPE VALFOND ACT.	49,24	47,30	310,27	− 3,93	− 3,93
GR.ZANNIER (LY)	20,73	21,30	139,72	+ 2,74	+ 2,74
GROUPE GTM	88,40	90,90	596,26	+ 2,82	+ 2,82
GROUPE PARTOUCHE	65,85	69,65	456,87	+ 5,77	+ 5,77
GUILBERT	114,30	115,30	756,32	+ 0,87	+ 0,87
GUYENNE GASCOGNE	382	391,70	2569,38	+ 2,53	+ 2,53
HACHETTE FILI.ME	201,20	207	1357,83	+ 2,88	+ 2,88
HAVAS ADVERTISIN	142,50	153,20	1004,93	+ 7,50	+ 7,50
IMETAL	85,35	88,80	582,49	+ 4,04	+ 4,04
IMM.FONC.MADELEI	19,04	19,80	129,88	+ 3,99	+ 3,99
INFOGRAMES ENTER	56,40	58,80	385,70	+ 4,25	+ 4,25
INGENICO	24,71	25	163,99	+ 1,17	+ 1,17
INTERBAIL	22,20	22,55	147,92	+ 1,57	+ 1,57
INTERTECHNIQUE	272,70	266,50	1748,15	− 2,27	− 2,27
ISIS	60,85	61,50	403,41	+ 1,06	+ 1,06
JEAN LEFEBVRE	79,90	77,50	508,37	− 3	− 3
KLEPIERRE	86,90	89,90	589,71	+ 3,45	+ 3,45
LABINAL	181,90	188,20	1234,51	+ 3,46	+ 3,46
LAFARGE	80,95	83,85	550,02	+ 3,58	+ 3,58
LAGARDERE	36,21	37,66	247,03	+ 4	+ 4
LAPEYRE	60,85	60,35	395,87	− 0,82	− 0,82
LEBON (CIE)	37,33	39	255,82	+ 4,47	+ 4,47
LEGRAND	225,80	232,20	1523,13	+ 2,83	+ 2,83
LEGRAND ADP	135,70	136	892,10	+ 0,22	+ 0,22
LEGRIS INDUST	41,76	41,17	270,06	− 1,41	− 1,41
LOCINDUS	122,70	124,50	816,67	+ 1,46	+ 1,46
L'OREAL	616	647	4244,04	+ 5,03	+ 5,03
LVMH MOET HEN.	165,60	173,90	1140,71	+ 3,14	+ 3,14
MARINE WENDEL	167,70	167,70	1100,04	—	—
METALEUROP	3,52	3,52	23,09	—	—
MICHELIN	34,07	35,11	230,31	+ 3,05	+ 3,05
MONTUPET SA	35,06	34,71	227,68	− 0,99	− 0,99
MOULINEX	13,11	12,75	83,63	− 2,74	− 2,74
NATEXIS	54,90	55,50	364,06	+ 1,09	+ 1,09
NORBERT DENTRES.	30,18	30,71	201,44	+ 1,75	+ 1,75
NORD-EST	22,87	22,49	147,52	− 1,66	− 1,66
NORDON (NY)	73,20	—	—	—	—
NRI #	152,40	153,90	1009,52	+ 0,98	+ 0,98
OLIPAR	7,45	7,55	49,52	+ 1,34	+ 1,34
PARIBAS	74,05	78,55	515,25	+ 6,07	+ 6,07
PATHE	237,80	239,60	1571,67	+ 0,75	+ 0,75
PECHINEY ACT ORD	27,82	28,77	188,72	+ 3,41	+ 3,41
PERNOD-RICARD	55,35	57,50	377,18	+ 3,88	+ 3,88
PEUGEOT	131,90	134,90	884,89	+ 2,27	+ 2,27
PINAULT-PRINT.RE	162,80	173,60	1138,74	+ 6,63	+ 6,63
PLASTIC OMN.(LY)	81,55	83	544,44	+ 1,77	+ 1,77
PRIMAGAZ	80,80	82,30	539,85	+ 1,85	+ 1,85
PROMODES	619,50	644	4224,36	+ 3,95	+ 3,95
PUBLICIS #	152,40	153,50	1006,89	+ 0,72	+ 0,72
REMY COINTREAU	16,85	16,45	107,97	− 2,31	− 2,31
RENAULT	38,26	39,99	262,32	+ 4,52	+ 4,52
REXEL	80,95	83	544,44	+ 2,53	+ 2,53
RHODIA	12,96	12,85	84,29	− 0,84	− 0,84
RHONE POULENC A	43,84	44,57	292,36	+ 1,66	+ 1,66
ROCHEFORTAISE CO	104,40	104,10	682,85	− 0,28	− 0,28
ROCHETTE (LA)	2,48	2,53	16,60	+ 2,01	+ 2,01
ROYAL CANIN	53,35	54,15	355,20	+ 1,49	+ 1,49
RUE IMPERIALE (L	963,50	960	6297,19	− 0,36	− 0,36
SADE (NY)	34,91	34	223,03	− 2,60	− 2,60
SAGEM SA	564	595	3902,94	+ 5,49	+ 5,49
SAINT-GOBAIN	120,30	123,90	812,73	+ 2,99	+ 2,99
SALVEPAR (NY)	71,20	71,20	467,04	—	—
SANOFI	140,30	147,60	968,19	+ 5,20	+ 5,20
SAUPIQUET (NS)	59,30	60,25	395,21	+ 1,60	+ 1,60
SCHNEIDER SA	51,70	52,80	346,35	+ 2,12	+ 2,12
SCOR	56,35	57,90	379,80	+ 2,75	+ 2,75
S.E.B.	70,90	71	465,73	+ 0,14	+ 0,14
SEFIMEG CA	60,20	60,20	394,89	—	—
SEITA	53,35	54,60	358,15	+ 2,34	+ 2,34
SELECTIBANQUE	10,98	10,85	71,17	− 1,18	− 1,18
SFIM	74,40	75,70	496,56	+ 1,74	+ 1,74
SGE	39,94	39,20	257,14	− 1,85	− 1,85
SIDEL	72,25	74,30	487,38	+ 2,83	+ 2,83
SILIC CA	158,40	160	1049,53	+ 1,01	+ 1,01
SIMCO	77,30	79,20	519,52	+ 2,45	+ 2,45
S.I.T.A	223,30	225	1475,90	+ 0,76	+ 0,76
SKIS ROSSIGNOL	12,35	12,35	81,01	—	—
SOCIETE GENERALE	138	145,70	955,73	+ 5,57	+ 5,57
SOC.FONC.LYON.#	133,90	132	865,86	− 1,41	− 1,41
SODEXHO ALLIANCE	190,60	199,40	1307,98	+ 4,61	+ 4,61
SOGEPARC (FIN)	73,75	75	491,97	+ 1,69	+ 1,57
SOMMER-ALLIBERT	23,04	24,40	160,05	+ 5,90	+ 5,90
SOPHIA	36,21	36,44	239,03	+ 0,63	+ 0,63
SPIR COMMUNIC. #	50,85	49,21	322,80	− 3,22	− 3,22
STRAFOR FACOM	61,75	62,70	411,29	+ 1,53	+ 1,53
SUEZ LYON.DES EA	175	181	1187,28	+ 3,42	+ 3,42
SYNTHELABO	180,30	191,90	1258,13	+ 6,37	+ 6,37
TECHNIP	80,20	80,60	528,70	+ 0,49	+ 0,49
THOMSON-CSF	36,59	34,75	227,95	− 5,02	− 5,02
TOTAL	86,30	88	577,24	+ 1,96	+ 1,96
UNIBAIL	124,20	127,80	838,31	+ 2,89	+ 2,89
UNION ASSUR.FDAL	113,10	113,60	745,17	+ 0,44	+ 0,44
USINOR	9,46	9,56	62,71	+ 1,05	+ 1,05
VALEO	67,15	67,10	440,15	− 0,07	− 0,07
VALLOUREC	33,22	33,90	222,37	+ 2,01	+ 2,01
VIA BANQUE	29,30	29,15	191,21	− 0,51	− 0,51
VIVENDI	221,10	228,50	1498,86	+ 3,34	+ 3,34
WORMS (EX.SOMEAL	13,42	13,50	88,55	+ 0,59	+ 0,59
ZODIAC EX.DT DIV	182,60	184	1206,96	+ 0,76	+ 0,76

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
AMERICAN EXPRESS	86,90	86,90	570,03	...	...
A.T.T. #	65,70	64,05	420,14	− 2,51	− 2,88
BARRICK GOLD #	16,65	16,37	107,38	− 1,68	− 1,68
CROWN CORK ORD.#	26,22	26	170,55	− 0,83	− 0,83
DE BEERS #	11,13	10,82	70,97	− 2,78	− 2,78
DU PONT NEMOURS	46,80	44,42	291,38	− 5,08	− 5,08
EASTMAN KODAK #	61,20	60,90	399,48	− 0,49	− 0,49
FORD MOTOR #	51,45	50,30	329,95	− 2,23	− 2,23
GENERAL ELECT. #	87,55	86,15	565,11	− 1,59	− 1,87
GENERAL MOTORS #	61,30	61	400,13	− 0,48	− 0,48
HITACHI #	5,11	5,11	33,52	...	...
I.B.M #	158,20	156,20	1024,60	− 1,26	− 1,26
ITO YOKADO #	55,85	56,10	367,99	+ 0,44	+ 0,44
MATSUSHITA #	14,41	14,26	93,54	− 1,04	− 1,04
MC DONALD'S #	65,05	65,05	426,70	...	...
MERCK AND CO #	127,30	125,10	820,60	− 1,72	− 1,72
MITSUBISHI CORP.	4,76	4,77	31,29	+ 0,21	+ 0,21
MOBIL CORPORAT #	76	73,50	482,13	− 3,28	− 3,28
MORGAN J.P. #	91,45	89,70	588,39	− 1,91	− 1,91
NIPP. MEATPACKER	13,22	—	—	—	
PHILIP MORRIS #	45,64	45,57	298,92	− 0,15	− 0,15
PROCTER GAMBLE	79,45	77,50	508,37	− 2,45	− 2,45
SEGA ENTERPRISES	18,20	18,45	121,02	+ 1,37	+ 1,37
SCHLUMBERGER #	39,58	39,37	258,25	− 0,53	− 0,53

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 4 JANVIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	[illegible]	183,79	+ 5,78
AB SOFT ●	[illegible]	139,98	...
ALPHAMEDIA	[illegible]	361,10	+ 0,27
ALPHA MOS	[illegible]	68,25	+ 1,91
ALTAMIR & CI	151	990,50	+ 1,07
ALDETA	[illegible]	34,57	—
APPLIGENE ON	[illegible]	21,81	—
ASTRA	[illegible]	7,48	+ 9,61
ATN	15	98,39	+ 0,40
AVENIR TELEC	[illegible]	225,06	+ 0,02
BARBARA BUI	[illegible]	45,18	+ 5,52
BELVEDERE	[illegible]	482,18	+ 7,37
BIODOME #	[illegible]	111,51	+ 1,37
BVRP	[illegible]	303,71	− 0,08
CAC SYSTEMES ●	[illegible]	54,97	...
CEREP ●	[illegible]	150,02	—
CHEMUNEX #	[illegible]	8,23	+ 15,85
COIL	50	327,98	+ 6,20
CRYO INTERAC	[illegible]	173,76	+ 9,96
CYBER PRESS	[illegible]	327,32	+ 5,58
CYRANO #	[illegible]	124,63	+ 6,50
DESK #	[illegible]	179,01	− 0,54
DESK BS 98	3,02	19,81	− 9,85
DMS #	12,20	80,03	+ 8,15
DURAND ALLIZ	[illegible]	42,64	+ 4,50
DURAN DUBOI	[illegible]	448,33	− 2,07
ESKER	23	150,87	+ 14,31
EUROFINS SCI	[illegible]	429	+ 7,21
EURO.CARGO S	[illegible]	77,40	− 0,75
EUROPSTAT	35	229,58	− 0,17
FABMASTER #	[illegible]	129,86	...
FI SYSTEM	[illegible]	167,27	− 0,42
FLOREANE MED	[illegible]	59,89	+ 6,90
GENERIX #	[illegible]	392,92	+ 3,36
GENESYS #	[illegible]	75,44	+ 3,60
GENSET	[illegible]	449,66	+ 4,57
GUILLEMOT	68	446,05	+ 6,16
GUYANOR ACTI	0,38	2,49	− 7,31
HF COMPANY	70,50	462,45	− 0,56
HIGH CO.	41,16	269,93	—
HOLOGRAM IND.	49,55	325,03	+ 1,57
IDP	2,56	16,79	+ 4,91
IDP BS 98 (2 ●	1,07	7,02	—
IGE + XAO	4,19	27,48	+ 9,97
ILOG	11,80	77,40	+ 1,81
IMECOM GROUP	3,92	25,71	+ 2,34
INFONIE	29	190,23	+ 2,83
LEXIBOOK	35,67	233,98	—
JOLIEZ-REGOL	8,80	57,72	− 3,98
JOLIEZ-REGOL	0,27	1,77	—
LACIE GROUP	15,25	100,03	+ 1,06
MEDIDEP #	17,84	117,02	− 4,85
MILLE AMIS #	6,17	40,47	—
MONDIAL PECH ●	11,13	73,01	...
NATUREX	12,18	79,98	+ 14,24
OLITEC	114	747,79	+ 8,38
OMNICOM	103,60	679,57	+ 9,97
OXIS INTL RG ●	1,88	12,33	—
PERFECT TECH	19,38	127,12	...
PHONE SYS.NE	8,35	54,77	+ 9,58
PICOGIGA	16,90	110,86	+ 0,77
PROSODIE	65,90	432,28	+ 0,53
PROLOGUE SOF	31,71	208	...
PROXIDIS	1,25	8,20	...
QUANTEL	6,15	40,34	+ 2,67
R2I SANTE	55	360,78	+ 3,38
RADOUX INTL	38	249,26	+ 0,50
RECIF #	13,11	86	...
REPONSE #	16,60	108,89	—
REGINA RUBEN	7,50	49,20	+ 6,08
SAVEURS DE F	26,92	176,82	− 1,14
SILICOMP #	12,85	84,29	+ 5,32
SERP RECYCLA	125,80	825,19	+ 3,11
STACI ●	22,11	145,03	...
STELAX	0,28	1,84	+ 3,70
SYNELEC #	45,73	299,97	—
LA TETE D.L	4,73	31,03	...
THERMATECH I	31	203,35	− 2,89
TITUS INTERA	107	701,87	+ 6,36
TITUS INTER. ●	100,60	659,89	—
TRANSGENE #	43,24	283,44	+ 3,07
UNION TECHNO ●	0,42	2,76	—
VALORUM #	1,74	11,41	+ 16,77
V CON TELECO	6,83	44,80	− 2,56
WESTERN TELE	7,10	46,57	+ 1,28

SECOND MARCHÉ

LUNDI 4 JANVIER

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ACIAL (NS) #	5,26	34,50	—
ADA	70,20	460,48	+ 0,07
AES LABO. GR	31,38	208,45	+ 4,99
AFE #	119,90	786,49	+ 0,64
AFFICHE EURO	5,40	35,42	− 0,18
AFIBEL	47,26	310,01	...
AIGLE #	81	531,33	+ 0,24
AIRFEU#(NS)	38	249,26	− 0,28
ALAIN MANOUK	26,68	175,01	+ 2,33
ALBERT S.A (●	7,47	49	—
ALGECO #	72	472,29	− 4,95
ANDRE TRIGAN	29	190,23	− 2,45
APEM #	53,30	349,63	+ 1,33
APRIL S.A.#	70,30	461,14	+ 0,21
ARKOPHARMA #	63,90	419,16	− 4,26
ASSUR.BQ.POP	97	636,28	+ 0,98
ASSYSTEM #	20	131,19	+ 1,93
PARC ASTERIX	20	131,19	− 4,26
AUDIKA	42	275,50	− 4,99
AUGROS CP	19,50	127,91	+ 2,41
APS #	25,61	167,99	...
BAIL SAINT H ●	18,28	119,91	—
BQUE PICARDI ●	137,20	899,97	...
BQUE TARNEAU	60,70	398,17	− 0,49
BQUE VERNES ●	15,06	98,79	...
BASTIDE CONF	30	196,79	+ 1,97
BATICAL SICO ●	26,50	173,83	...
BD LEASE #	6,39	41,92	− 0,16
BELLE JARDIN ●	59,45	389,97	...
BENETEAU CB#	125,80	825,85	+ 2,44
BERNARD LOIS	7,47	49	...
BERTHET BOND	9,16	60,02	+ 3,50
BIJOUX ALTES ●	6,86	45	—
BILLON # ●	10,66	69,93	...
BIOBLOCK SCT ●	63,25	414,89	...
BIOPAT ●	112,70	739,26	—
BISC. GARDEI	4,86	31,88	...
BOIRON (LY)#	61,25	401,77	− 3,39
BOISSET (LY)	53,10	348,31	+ 4,01
BOIZEL CHANO	80	524,77	+ 0,69
BONDUELLE	19,78	129,42	+ 1,12
BOULANGERIE	11,44	75,04	+ 0,08
BOURGEOIS (L ●	5,05	33,13	—
BRICE	46,60	305,68	− 0,27
BRICODEAL FA ●	23,17	151,99	...
BRICORAMA #	52	341,10	+ 0,28
BRIOCHE PASQ	99,90	655,30	+ 0,05
BRIT AIR	51,95	340,77	+ 3,28
BUT S.A. ●	45,73	299,97	...
CASCADES # ●	1,81	11,87	—
SOLERI	48	314,86	− 0,04
CATER.INTL.S	22	144,31	+ 3,14
THERMOCOMPAC ●	14,89	97,67	...
CDA-CIE DES	30,20	198,10	− 0,39
VIKING	23,63	155	− 1,25
GRAINES VOLT	25,15	164,97	...
C.E.E # ●	31,85	208,99	...
CEGEDIM #	40,40	265,01	+ 3,11
CERG-FINANCE ●	102,10	669,73	—
CF2M ●	17,81	116,83	—
CGBI	29,70	194,82	+ 4,46
CGF GALLET #	5,34	35,03	+ 3,08
CHAINE ET TR	10,67	69,99	...
CHANGE BOURS	28,97	190,03	...
CHABERT DUVA	17,70	116,10	− 0,33
CHARLATTE # ●	7,94	52,08	...
CHAUSSERIA (●	0,99	6,49	...
CIDER SANTE	63	413,25	− 1,48
CITEL	4,45	29,19	+ 15,28
CLAYEUX (LY)	7,38	48,41	—
CMM INDUSTRI ●	2,58	16,98	...
CNIM CA#	36,10	236,80	− 0,49
COBRA (LY) # ●	2,92	19,15	—
CODETOUR	61,75	405,05	...
COFIDUR #	15	98,39	− 0,13
COFITEM-COFI	50,30	329,95	− 4,37
COM 1(B)#	18,25	119,71	− 0,21
CIE FIN.ST-H	60	393,57	+ 1,43
CONFLANDEY #	32	209,91	− 0,03
CORA INDUSTR	46,90	307,64	+ 2,55
CORNEAL LABO	54,98	360,12	+ 4,97
CREATIFS EXP	8,10	53,13	...
CRCAM ALP.PR	64,80	425,06	—
C.A. DE LA B	60,20	394,89	...
CRCAM CEN.LO	90,10	591,02	...
C.A.GIRONDE	93	610,04	—
C.A. HTE NOR	53	347,66	+ 0,18
C.A. PARIS I	139,60	915,72	− 1,55
C.A.ILLE & V	48,02	314,99	...
C.A.LOIRE AT	48,02	314,99	− 1,55
C.A.LOIRE/H.	41,18	289,99	...
CRCAM CCI NV ●	39,48	258,97	...
C.A. MIDI CC	52	341,10	—
C.A.MORBIHAN	49,55	325,03	...
C.A.DU NORD#	79,30	520,17	− 1,30
C.A. OISE CC	60,45	396,53	...
C.A.PAS DE C	86,90	570,03	...
C.A. SOMME C	52,60	345,03	...
CR.AG.SUD RH	60,20	394,89	...
C.A.TOULOUSE	72	472,29	+ 0,48
CRCAM TOUR.P	57,20	375,21	− 0,17
CROMETAL	53,70	352,25	+ 0,37
CYBERNETIX #	24	157,43	+ 1,56
DAKAR SAINT	32,78	215,02	...
DAL'ALU # ●	11,59	76,03	...
DANE-ELEC ME	14,39	94,39	...
DAPTA-MALLIN	—	—	
GROUPE J.C.D.	61,75	405,05	+ 4,82
DAUPHIN OTA	76,30	500,50	− 1,86
DECAN GPE NO	160,10	1050,19	+ 1,97
DELACHAUX S. ●	147	964,26	...
DELMON INDUS	41,91	274,91	+ 0,33
DESQUENNE GI ●	17,99	118,01	...
DEVERNOIS (L	46	301,74	− 0,73
DEVILLE ●	8,84	57,99	...
DIGIGRAM #	23,86	156,12	− 2,41
DISTRIBORG G	55,10	361,43	+ 3,28
GROUPE DUART	12,61	82,72	+ 0,88
DUC #	36,29	238,05	− 2,78
DUCROS SERV.	9	59,04	+ 0,11
DU PAREIL AU	69,20	453,92	...
EMIN-LEYDIER	40	262,38	+ 8,43
ENTRELEC CB	37,83	248,15	− 2,67
L ENTREPRISE	68	446,05	− 0,87
ERMO	10,21	66,97	...
EUROPE AUTO	39,65	260,09	+ 0,10
ETAM DEVELOP	44	288,62	+ 1,26
ETOILE COMME	28,97	190,03	...
SERF #	5,29	34,70	− 0,93
EURODIRECT M	15,31	100,43	...
EUROPEENNE C	81	531,33	+ 7,56
EUROP.EXTINC	55	360,78	+ 3,18
EUROSIC ●	10,75	70,52	...
EXEL INDUSTR	63,25	414,89	+ 3,43
EXPAND S.A	45,73	299,97	...
FACTOREM	130	852,74	+ 0,30
FACTOREM NV ●	129,60	850,12	...
FAIVELEY #	23,40	153,49	− 5,26
FINACOR	3,99	26,17	− 4,77
FINATIS(EX.L	56,45	370,29	...
FININFO	152,50	1000,33	+ 1,06
FINUCHEM # ●	34,45	225,98	...
FLAMMARION S ●	25,15	164,97	...
FLO (GROUPE)	43,73	286,85	+ 0,64
FOCAL (GROUP	47	308,30	+ 1,95
FORGES STEPH	99,20	650,71	+ 4,97
FPEE FA#	22,75	149,23	− 2,44
FRAGRANTIA ●	4,62	30,31	...
FRAIKIN 2#	65,70	430,98	+ 2,81
FRANKOPARIS	15,70	102,99	+ 8,42
GARAGES SOUT	118,50	777,31	...
GARAGES SOUT ●	90,70	594,95	...
GARONOR ACT ●	16,83	110,40	...
GARONOR ACT ●	15,56	102	...
GAUTIER FRAN	52,95	347,33	− 0,09
GEA #	16,08	105,48	+ 4,96
GEL 2000 ●	1,52	9,97	...
GENERALE LOC	27,50	180,39	+ 0,76
GEODIS #	57	373,90	+ 1,08
G.E.P PASQUI ●	3,20	20,99	—
GERARD PERRI ●	40,40	265,01	—
GFI INDUSTRI	32,79	215,09	+ 2,43
GFI INFORMAT	92,95	609,71	− 1,64
GIRODET (LY) ●	0,73	4,79	...
GLM S.A.	20,50	134,47	...
GO SPORT	66,30	434,90	+ 2,07
GPRI ●	9,92	65,07	...
GPE PHILIPPE	17,70	116,10	+ 0,96
FINANCIERE G ●	7,08	46,44	...
GRAND MARNIE ●	5334	34988,75	...
GRAVOGRAPH ●	10,97	71,96	...
GROUPE BOURB	47,25	309,94	− 1,60
GPE DECANT-J ●	21,45	140,70	...
GPE DIFFUS.	36,59	240,01	...
GPE GUILLIN	21,44	140,64	− 4,96
GROUPE OPEN	38	249,26	+ 1,74
GUERBET S.A	18,14	118,99	+ 0,05
GUILLARD MUS ●	51,85	340,11	...
GUY DEGRENNE	40,29	264,29	− 4,93
GUYOMARC H N	62,70	411,29	+ 0,07
HBS TECHNOLO	30,22	198,23	+ 10,25
HENRI MAIRE	18,16	119,12	...
HERMES INTL	67	439,49	− 2,96
HOT.REG.PARI	144,80	949,83	− 3,07
HUREL DUBOIS ●	99,10	650,05	...
HYPARLO #(LY	93	610,04	− 1,58

SICAV — FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 30 décembre

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires euros	Valeurs unitaires francs	Date cours
CDC Management			
LIVRET B. INV.D PEA	161,88	1061,86	03/01
NORD SUD DÉVELOP. C	405,16	2657,81	03/01
NORD SUD DÉVELOP. D	362,89	2380,40	03/01
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	49,83	326,86	30/12
PATRIMOINE RETRAITE D	47,18	309,48	30/12
INDOCAM MULTI OBLIG.	145,93	957,24	30/12
INDOCAM ORIENT C	25,20	165,30	30/12
INDOCAM ORIENT D	22,64	148,51	30/12
INDOCAM UNIJAPON	128,67	844,02	30/12
INDOCAM STR. 5-7 C	323,46	2121,76	30/12
INDOCAM STR. 5-7 D	231,40	1517,88	30/12
MONÉ.J C	1890,38	12400,08	30/12
MONÉ.J D	1749,85	11478,95	30/12
OBLIFUTUR C	94,09	617,19	30/12
OBLIFUTUR D	89,72	588,35	30/12
CRÉDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
EURCO SOLIDARITÉ	222,69	1460,75	30/12
LION 20000 C	2713,20	17797,43	30/12
LION 20000 D	2474,74	16233,23	30/12
LION-ASSOCIATIONS C	1799,79	11805,85	30/12
LION-ASSOCIATIONS D	1705,69	11188,40	30/12
LION COURT TERME C	4211,68	27626,81	30/12
LION COURT TERME D	3600,95	23620,68	30/12
LIONPLUS C	268,95	1764,20	30/12
AMPLITUDE PACIF. C	12,52	82,13	03/01
ÉLANCIEL EURO	96,91	635,69	03/01
ÉMERGENCE E. POSTE	27,42	179,86	03/01
GÉOBILYS C	111,21	729,49	03/01
GÉOBILYS D	104,07	682,65	03/01
KALEIS DYNAMISME C	200,74	1316,77	03/01
KALEIS ÉQUILIBRE C	184,45	1209,91	03/01
KALEIS SÉRÉNITÉ C	174,04	1141,63	03/01
LATITUDE C	23,55	154,48	03/01
LATITUDE D	20,91	137,16	03/01
OBLITYS D	104,80	687,44	03/01

[illegible]

LÉGENDE
★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

SPORTS Après la tentative infructueuse de Richard Branson et de ses équipiers, Steve Fossett et Per Lindstrand (*Le Monde* daté 27-28 décembre 1998), six autres candidats au tour du monde en ballon s'apprêtent au départ. ● LE MILLIARDAIRE britannique a mis ses pairs dans une position délicate puisque les autorités chinoises ont décidé de suspendre *« provisoirement »* les autorisations de survol après qu'il eut violé leur espace aérien. ● ALORS QUE le nom de Jules Verne est souvent prononcé pour évoquer le tour du monde en ballon, l'arrière-petit-fils de l'écrivain confie au *Monde* que son aïeul aurait trouvé trop peu « moderne » pareille aventure. ● SI LA PLUPART des concurrents vont traquer les *jet-streams*, ces vents soufflant à 10 000 m de la Terre, le ballon australo-américain *Re/Max* atteindra la stratosphère pour mieux progresser.

Les aérostiers font de leur tour du monde l'ultime aventure du siècle

Après l'échec de Richard Branson, ils sont encore six candidats à vouloir tenter le tour du monde en ballon sans escale. Cette circumnavigation aérienne réclame autant de courage et d'audace que de moyens et de connaissances techniques

C'EST UN DÉFI tellement anachronique que même Jules Verne en son époque n'aurait osé l'imaginer. A l'heure des trains à grande vitesse et des stations orbitales, entreprendre un tour du monde en ballon a tout d'une idée joliment désuète. Qu'importe ! le mythe fonctionne. La tentative infructueuse de Richard Branson, Steve Fossett et Per Lindstrand en pleines fêtes de Noël a chatouillé l'imaginaire de millions de téléspectateurs. Six autres défis, dont le gigantesque ballon-sonde appelé *Re/Max*, s'apprêtent à larguer les amarres dans les jours, semaines et mois à venir. Jamais autant de concurrents ne s'étaient portés candidats à cette circumnavigation par les airs.

Bien qu'elle soit la seule à avoir compétence pour homologuer la performance, la Fédération aéronautique internationale (FAI) n'est en rien le maître d'œuvre de cette compétition un peu particulière où chacun part d'où il l'entend et à bord de l'engin de son choix. Le tour du monde en ballon ne dépend d'aucune organisation et n'appartient à personne, sinon à ses prétendants. Sa raison d'être est, tout simplement, l'aboutissement de deux siècles d'histoire de l'aérostation.



AFP

Le Suisse Bertrand Piccard pourrait être le prochain à prendre le départ, un an après sa dernière tentative infructueuse.

À CHACUN SA MOTIVATION

Tout pourrait commencer en 1785. Cette année-là – trois ans après les premières expériences des frères Joseph et Etienne de Montgolfier – le Français Jean-Pierre Blanchard et l'Américain John Jeffries traversent la Manche, de Douvres à Boulogne, en trois heures. Il faudra toutefois attendre 1978 pour que l'Atlantique soit à son tour « vaincu » par le *Double-Eagle-II* des Américains Ben Abruzzo et Maxie Anderson. Trois ans plus tard, Ben Abruzzo, encore lui, et trois coéquipiers viennent à bout du Pacifique. La suite logique s'appelle alors le tour du monde sans escale.

Les premiers à s'y lancer sont Maxie Anderson et Don Ida, en 1981. Partis d'Egypte, les deux pionniers se posent en Inde après 4 316 kilomètres de voyage. *« La dernière grande aventure »*, comme l'appellera quelques années plus tard le National Geographic, est née. Jusqu'à aujourd'hui, huit équipages se sont succédé dans l'exercice. Richard Branson et Bertrand Piccard s'y sont essayé trois fois, Steve Fosset, quatre. Ce dernier est celui qui ira le plus loin, en parcourant 16 673 kilomètres en janvier 1997. Que cherchent-ils tous ? Chacun sa motivation, et chacun son profil. Parmi les candidats au grand voyage, on trouve aujourd'hui de « tout ». Plusieurs ingénieurs aéronautiques, quelques fabriquants de ballons, deux anciens pilotes de la Royal Air Force (Crispin Williams et Brian Jones), un vétéran du Vietnam (Dick Rutan), un fils et petit-fils de savants célèbres (Bertrand Piccard, descendant d'Auguste et Jacques Piccard). Sans oublier, bien sûr, ces milliardaires aux airs de grands enfants, heureux de montrer qu'ils préfèrent l'appel du dehors à la contemplation de leur fortune.

Les motifs de ces derniers sont-ils toutefois si « spontanés » que cela ? On l'a vu aux alentours du 25 décembre 1998 : le Richard Branson « businessman » n'a pas manqué de se substituer au Richard Branson « aventurier » lorsque, en plein vol, l'homme s'est félicité de la décision de l'aviation civile chinoise de choisir sa compagnie aérienne, Virgin Atlantic, pour ouvrir une ligne Londres-Shanghaï. Que le gouvernement britannique se soit trouvé, au même moment, obligé de négocier avec Pékin pour que son ballon puisse survoler des zones interdites n'est que pure anecdote : le tour du monde de Richard Branson, virtuose de la mise en scène publicitaire, ressemble plus à une opération de communication qu'au caprice d'un Crésus s'ennuyant à mourir.

D'aucuns préféreront sans doute le romantisme forcené de Kevin Uliassi, un jeune architecte américain ayant donné à son ballon le prénom de sa femme (Renee) – faute, il est vrai, d'avoir trouvé de sponsor. Le message pacifiste de l'équipage *Spirit-of-Peace*, soutenu par des religieux américains et cautionné par l'ONU, en séduira peut-être d'autres. Quant aux esprits scientifiques, ils regarderont de plus près le *Re/Max* américano-australien qui doit partir à la fin de la semaine avec des instruments de mesure destinés notamment à étudier le phénomène des éclairs dans la stratosphère. Ce ballon est le plus original de la flotte, puisqu'il ne traquera pas les *jet streams* situés entre 9 000 et 14 000 mètres d'altitude, mais se laissera pousser par des vents soufflant entre 24 et 39 kilomètres de la Terre.

TOUT LE CONFORT MODERNE

Si le fait de se déplacer si haut ne dispense pas de solliciter des autorisations de survol, décoller de l'hémisphère Sud – comme le fera également le défi *World-Quest* à partir de juin – offre un avantage certain : éviter la Chine, la Libye, l'Iran, l'Afghanistan, la Russie ou encore l'Irak, autant de régimes peu disposés à accepter une présence étrangère au-dessus de leur tête. Bertrand Piccard (*Breitling-Orbiter 3*) et Andy Elson (*Cable & Wireless*) n'ignorent plus rien des rouages diplomatiques, eux qui renégociaient ces jours derniers la possibilité de pouvoir s'engouffrer dans un couloir situé au-dessus du territoire chinois. Le même couloir que devait emprunter initialement ce franc-tireur de Richard Branson.

Naviguer au gré des autorisations tout en cherchant les vents porteurs : telle sera l'œuvre principale de ces géants des airs dotés de cabines pressurisées dignes de l'aviation civile. Kitchenette, WC, chauffe-eau, couchette, systèmes de communication Inmarsat, balise de détresse : rien ne manque à bord de ces « chambres à coucher volantes », pour reprendre l'expression d'un des concurrents. On pourra trouver le voyage trop « confortable », pas assez « jusqu'au-boutiste ». Ce serait oublier les drames et les peurs bleues qui ont émaillé ces presque vingt ans de quête du Graal.

En 1983, ainsi, Maxie Anderson et Don Ida trouvèrent la mort au moment d'atterrir à cause d'une fixation défectueuse. En 1997, une fuite de kérosène à l'intérieur du *Breitling-Orbiter* condamna Bertrand Piccard à un amerrissage forcé en Méditerranée. Un an plus tard, c'est l'enveloppe de Dick Rutan et Dave Melton qui s'enflammait après seulement deux heures de vol, obligeant ses occupants à sauter en parachute au-dessus de la campagne texane. Anachronique, désuet, inutile... : le tour du monde en ballon n'est demeure pas moins une sacrée affaire.

F. P.

Une aventure qui débute en 1785

● **Première traversée de la Manche**, par le Français *Jean-Pierre Blanchard* et l'Américain John Jeffries, entre Douvres et Boulogne, le 1er juillet 1785.
● **Première traversée de l'Atlantique**, par les Américains Ben Abruzzo, Maxie Anderson et Larry Newman, à bord de *Double-Eagle II*, entre Presqu'île (Etats-Unis) et Miserey (France), du 12 au 17 août 1978.
● **Première traversée du Pacifique**, par les Américains Ben Abruzzo, Rocki Aoki, Larry Newman et Ron Clarke, à bord de *Double-Eagle V*, entre Nagashima (Japon) et San Francisco, du 9 au 12 novembre 1981.
● **Première traversée de l'Atlantique en solitaire**, par l'Américain Joe Kittinger, à bord de *Rosie-O'Grady*, entre Caribou (Etats-Unis, Maine) et Savone (Italie), en septembre 1984.
● **Première traversée du Pacifique en solitaire**, par l'Américain Steve Fossett, à bord de *Solo-Spirit*, entre Séoul et Leader (Canada), du 18 au 21 février 1995.
● **Record d'altitude** : 34 668 m par l'Américain Malcom Ross, à bord d'un ballon de recherche de l'armée américaine, le 4 mai 1961.
● **Record de distance** : 16 673,81 km par l'Américain Steve Fosset à bord de *Solo-Spirit*, en janvier 1997.
● **Record de durée** : 233 h 55 min par le Suisse Bertrand Piccard et l'Anglais Andy Elson, à bord de *Breitling-Orbiter 2*, en janvier 1998.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN VERNE

1 Le nom de votre arrière-grand-père, Jules Verne, est évoqué dans ce défi du tour du monde en ballon. Lui qui mit en scène à plusieurs reprises des ballons dans ses romans aurait-il pu imaginer pareille aventure ?

Non. A son époque, mon aïeul a rapidement vu que le ballon était dépassé et qu'il n'avait aucun avenir en tant que moyen de locomotion. Dans *Robur le Conquérant* (1886), il met en scène un savant ayant inventé une sorte d'hélicoptère à bord duquel il fait le tour du monde. Le but est alors de prouver la supériorité des aéronefs à moteur sur les appareils *« plus légers que l'air »*. Jules Verne s'est toujours projeté vers l'avenir.

2 Pour vous, le tour du monde en ballon dans sa version actuelle n'est donc pas « vernien ».

Absolument pas. On peut certes trouver des similitudes. Ces milliardaires qui ne savent pas comment utiliser leur argent peuvent faire penser, effectivement, à des héros comme Phileas Fogg ou le capitaine Nemo. Sauf que ces derniers mettent leur fortune en jeu dans leurs aventures. Que voit-on aujourd'hui ? Des gens qui se font surtout de la publicité. Cet aspect mercantile n'est pas très « vernien ». Et puis, la prise de risque semble tout de même limitée. Ces cabines pressurisées sont aussi confortables qu'un Airbus. On peut se demander, enfin, quelle est l'utilité de ce genre de défi. Chez Jules Verne, toute aventure a un intérêt. L'idée de faire avancer le progrès humain est sous-jacente partout. Je n'ai pas l'impression que ce soit le cas ici.

3 Aucun des concurrents en lice n'aurait trouvé grâce auprès de votre aïeul ?

Si : l'Américain Kevin Uliassi. Car lui s'est endetté pour mener son projet à son terme. Le Suisse Bertrand Piccard est également proche de l'esprit « vernien » : il est psychiatre de profession, il fait cela par passion, aucunement pour se faire de la publicité personnelle. Je lui ai d'ailleurs prêté un livre ayant appartenu à mon arrière-grand-père et qu'il emmènera à bord pour lui porter chance. Il s'agit d'un exemplaire d'*Une Vie* (1883) que Guy de Maupassant avait offert Jules Verne.

Propos recueillis par Frédéric Potet

De longs « tubes » aplatis

OUEST
SECTION TRANSVERSALE D'UN COURANT JET
EST
CŒUR DU JET
10 000 m d'altitude
VITESSE DU VENT
70 à 140 km/h
140 à 220 km/h
220 à 280 km/h
280 à 400 km/h
200 km
COURANT JET SUBTROPICAL
Hautes pressions

Naissant au contact de masses d'air froid et chaud, à une altitude moyenne de 10 000 mètres, les courants jets, orientés pour la plupart d'ouest en est, présentent une forme tubulaire, avec une section aplatie. La vitesse du vent croît de la périphérie vers le cœur de cette puissante soufflerie.

Infographie : Le Monde

Les voies aériennes rapides des « courants jets »

LES AÉROSTATS, dont seuls les mouvements ascendants ou descendants peuvent être commandés – en chauffant ou en laissant refroidir la poche d'air qui gonfle leur enveloppe –, exploitent, pour se déplacer dans le sens horizontal, de puissants courants aériens soufflant à haute altitude : les « courants jets », ou *jet streams*.

Ces vents violents, dont la vitesse atteint 200 km/h, avec des pointes de plus de 400 km/h, sont liés aux discontinuités de l'atmosphère provoquées par de forts contrastes de température. *« Ils se forment au niveau de la tropopause* [la limite supérieure de la couche atmosphérique basse], *lorsque celle-ci subit des déformations sous l'effet, notamment, des affrontements de masses d'air froid et chaud »*, explique Agnès Tamburini, chargée des prévisions pour l'aéronautique au centre de Toulouse de Météo-France.

Les météorologues distinguent généralement deux grands systèmes de courants jets. Le premier est associé au front polaire, le long duquel entrent en contact, aux latitudes tempérées, l'air froid provenant des pôles et l'air chaud d'origine tropicale. Le second, dit subtropical, se situe vers le 30e parallèle : plus régulier et plus puissant que le premier, il atteint son maximum en hiver – c'est ce jet qui portait le ballon de Richard Branson – et faiblit en été, en même temps qu'il se déplace vers le pôle.

Soufflant le plus souvent d'ouest en est, à des altitudes variant entre 9 000 et 14 000 mètres, ces courants aériens prennent la forme de « tubes » aplatis longs de plusieurs milliers de kilomètres, larges de quelques centaines et épais de trois à cinq. C'est dans leur axe central que le vent atteint sa vitesse maximale.

Ces phénomènes ont été mis en évidence presque fortuitement, durant la seconde guerre mondiale. En novembre 1944, des chasseurs américains qui larguaient des bombes au-dessus du Japon se rendirent compte qu'ils avaient raté leur cible, la vitesse de leurs avions étant plus élevée que prévu. Depuis, les pilotes de ligne se sont familiarisés avec ces courants porteurs, qui figurent sur les cartes de prévisions aéronautiques et qui servent à établir les plans de vol. S'ils sont orientés favorablement, ils les recherchent afin de réduire la durée du trajet et d'économiser du carburant : un vol New York - Paris peut être plus court d'une heure que le voyage opposé.

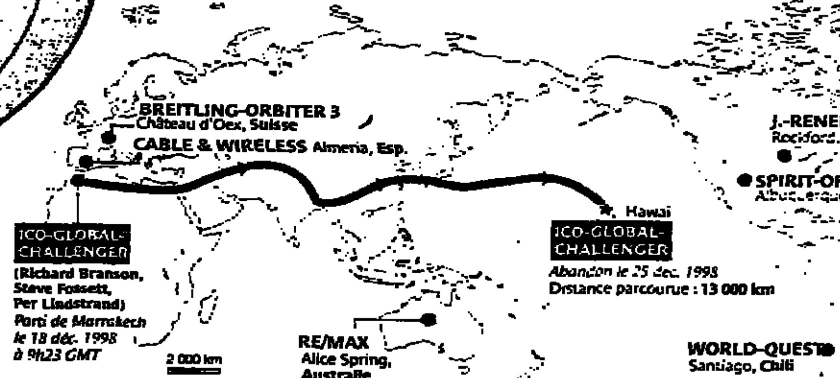
Une localisation précise de ces « voies rapides » est d'autant plus nécessaire pour l'aviation que des turbulences très violentes peuvent se produire à leur périphérie. Surveillés par les moyens météorologiques, les courants jets sont l'objet de prévisions à douze heures, indique Agnès Tamburini.

Emprunter ces couloirs célestes reste pourtant, pour les aérostiers, une entreprise aventureuse. Leur position et leur configuration peuvent changer considérablement d'un jour à l'autre. L'intensité des vents qui s'y engouffrent est elle aussi extrêmement fluctuante. Surtout, ils forment autour du globe un réseau discontinu et irrégulier, obligeant les équipages des ballons à circuler de jet en jet en se laissant dériver de l'un à l'autre.

Pierre Le Hir

Les concurrents encore en course pour un tour du monde sans escale

Pour qu'un tour du monde soit homologué par la Fédération aéronautique internationale (FAI), le ballon doit franchir tous les méridiens, mais sans passer au-dessus d'une calotte imaginaire d'un rayon de 3 335 km située au-dessus des pôles. Il doit parcourir une distance correspondant aux deux tiers de la circonférence de la Terre, soit environ 25 000 km. Avant le décollage, la FAI installe, sous scellés, des altimètres et des barographes à bord de la capsule.



Le ballon Rozier, ou ballon mixte, est composé de deux enveloppes, l'une d'air chaud, l'autre d'hélium. Lors de l'ascension, la baisse de la pression atmosphérique et la dilatation du gaz par le soleil permettent à l'hélium d'augmenter de volume et au ballon de prendre de l'altitude. La nuit, les brûleurs (au propane ou au kérosène) sont mis en route afin de réchauffer l'hélium et de stabiliser l'altitude du ballon.

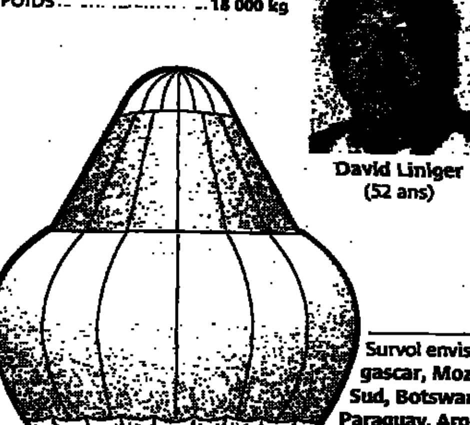
SPIRIT-OF-PEACE

TYPE DE BALLON	Rozier
ENVELOPPE	Nylon
VOLUME	16 800 m³
HAUTEUR	55 mètres
CAPSULE	5,25 (L) x 2,55 (l) x 2,53 (h) m
POIDS	8 000 kg

Le ballon australien sera le seul à naviguer dans la stratosphère, à plus de 17 000 mètres d'altitude

RE/MAX

TYPE DE BALLON	hélium
ENVELOPPE	polyéthylène
VOLUME	1 200 000 m³
HAUTEUR	190 mètres
CAPSULE	2,4 (d) x 2 (h) m
POIDS	18 000 kg



RE/MAX

David Liniger (52 ans)

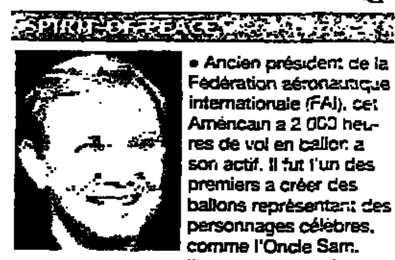
• Cet Américain richissime est le cofondateur de Re/Max International, agence immobilière, principal sponsor du défi. Le magnat de Denver est également pilote automobile.
John Wallington, 42 ans, fit partie du premier équipage à avoir réussi la traversée du continent austral (4 000 km en quarante heures de vol). Le troisième homme, **Bob Martin**, 44 ans, est américain et pilote multifonction.

Survol envisagé : Australie, Madagascar, Mozambique, Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Brésil, Paraguay, Argentine, Chili, Australie.

OBJECTIF

A l'inverse de tous les autres concurrents, qui comptent sur les jet-streams pour avancer, l'aérostat australien, construit par Raven Industrie, la société texane qui produit les ballons-sondes de la NASA, va se déplacer dans la stratosphère.
L'objectif est d'attraper des vents soufflant entre 24 et 39 kilomètres d'altitude et de suivre le tropique du Capricorne. Le défi s'est doté de trois missions scientifiques: la première aura pour but de recueillir des informations sur le phénomène des éclairs; la seconde étudiera l'influence de la gravité dans la stratosphère; la dernière concernera l'utilisation du GPS (système de géo positionnement par satellite) au-dessus des océans.

SPIRIT-OF-PEACE



Jacques Soukup (48 ans)

• Ancien président de la Fédération aéronautique internationale (FAI), cet Américain a 2 000 heures de vol en ballon à son actif. Il fut l'un des premiers à créer des ballons représentant des personnages célèbres, comme l'Oncle Sam.
Il est accompagné d'un ancien pilote navigant de la Royal Air Force, le Britannique **Crispin Williams**, 55 ans, et d'un ex-champion des Etats-Unis d'aérostation, **Mark Sullivan**, 49 ans.

Survol envisagé : Etats-Unis, Espagne, Grèce, Turquie, Iran, Afghanistan, Chine, Japon, Canada.

OBJECTIF

Comme son nom l'indique, *Spirit-of-Peace* a pour mission de propager un message de paix tout autour de la Terre. L'équipe est composée d'amoureux du ballon, de familles, d'amis, de voisins, ayant tous en commun d'être des bénévoles. Un prêtre féminin de l'Eglise épiscopale américaine, le révérend Marta Weeks, est à l'origine du projet. Une prière a été composée pour accompagner les voyageurs. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, a apporté son soutien à l'entreprise. Le projet est financé par divers organismes, comme un musée aéronautique américain, une université (Miami) et le Centre pour la sexualité et la religion (the Center for Sexuality and Religion).

BREITLING-ORBITER 3

TYPE DE BALLON	Rozier
ENVELOPPE	Mylar
VOLUME	18 500 m³
HAUTEUR	55 mètres
CAPSULE	5,4 (L) x 2,25 (l) x 2,85 (h) m
POIDS	8 100 kg





CABLE & WIRELESS

Andy Elson (45 ans)

• Ce designer aéronautique anglais, spécialiste des vols en haute altitude, est connu pour avoir été le premier homme à survoler l'Everest à bord d'un ballon, en 1991. Il a participé à la conception de pratiquement tous les défis engagés dans le tour du monde en ballon. Son coéquipier et compatriote **Colin Prescot**, 48 ans, détient le record du vol nocturne le plus long.

Survol envisagé : Espagne, Algérie, Libye, Egypte, région du Golfe, Inde, Chine, Hongkong, Etats-Unis, un pays du pourtour méditerranéen.

OBJECTIF

Le projet est financé par le géant en télécommunications Cable & Wireless, lequel souhaite obtenir une seconde occasion de faire parler de lui après le record du « *tour du monde sur les mers* » réalisé, en 1998, par un trimaran motorisé surpuissant.
L'appareil a parcouru la distance Gibraltar-Gibraltar – via l'Egypte, les Maldives, le Japon, Suez, Panama – en un peu moins de soixante-quinze jours ! Très réputé dans le milieu de l'aérostation, Andy Elson a élaboré un système qui permet au kérosène de brûler en altitude sans geler à une température inférieure à -90°C.
Cette innovation pourrait lui permettre de contourner, par le haut, les mauvaises conditions météorologiques.

CABLE & WIRELESS

TYPE DE BALLON	Rozier
ENVELOPPE	Mylar
VOLUME	30 000 m³
HAUTEUR	58 mètres
CAPSULE	5,35 (L) x 2,35 (l) x 2,25 (h) m
POIDS	8 500 kg

BREITLING-ORBITER 3

Bertrand Piccard (40 ans)

• Il sait de qui tenir, puisque son grand-père, Auguste Piccard, fut le premier homme à atteindre la stratosphère à bord d'un ballon et que son père, Jacques Piccard, est l'inventeur du bathyscaphe.
Son partenaire, Brian Jones, 51 ans, est un ancien pilote de la Royal Air Force.

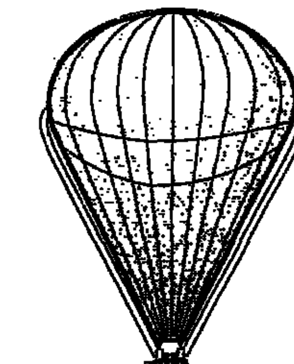
Survol envisagé : Suisse, Italie, Grèce, Turquie, Iran, Afghanistan, Pakistan, Inde, Chine, Japon, Etats-Unis, Europe ou Egypte.

OBJECTIF

Avec trois tentatives ces dernières années, Bertrand Piccard est, de loin, le plus expérimenté des aéronautes encore en course après l'échec de Richard Branson et Steve Fossett.
Le Suisse a pris un pari technologique en équipant son ballon de brûleurs au propane et non au kérosène. L'objectif est d'obtenir une plus grande stabilité de la température de la poche d'hélium, notamment entre le jour et la nuit.
Psychiatre de profession, il utilise l'hypnose en vol dans un but de relaxation. Bertrand Piccard rêve d'inscrire son nom dans l'histoire aux côtés de ceux de son père et de son grand-père en posant son ballon au pied des pyramides d'Egypte.

WORLD-QUEST

TYPE DE BALLON	hélium
ENVELOPPE	Spectra
VOLUME	11 400 m³
HAUTEUR	*en cours de conception*
CAPSULE	2,4 (d) m
POIDS	*en cours de conception*



J.-RENEE

TYPE DE BALLON	Rozier
ENVELOPPE	Nylon
VOLUME	10 500 m³
HAUTEUR	37,5 mètres
CAPSULE	2 (L) x 1,2 (l) x 1,5 (h) m
POIDS	8 250 kg

J.-RENEE

Kevin Uliassi (35 ans)

• Benjamin de l'épreuve, Kevin Uliassi, Américain, sera également le seul parmi tous les concurrents déclarés à s'élancer en solitaire. Architecte et ingénieur de formation, Kevin Uliassi compte déjà une tentative à son actif. En janvier 1998, son voyage n'avait duré que trois heures et dix minutes.

Survol envisagé : Etats-Unis, Afrique du Nord, région du Golfe, Iran, Afghanistan, Chine, Japon, Etats-Unis.

OBJECTIF

Le projet de Kevin Uliassi est l'antithèse de celui de Richard Branson et Steve Fossett. L'homme s'est endetté pour financer son entreprise (200 000 dollars), il a lancé une souscription et requis l'aide d'étudiants de son ancienne université (Illinois Institute of Technologie).
Son ballon porte le prénom de sa femme, Renée. La motivation du jeune homme est très personnelle, mais assumée comme telle. Son ballon, le plus petit de la flotte, est doté d'une minuscule capsule à l'intérieur de laquelle le pilote ne peut pas se tenir debout.



WORLD-QUEST



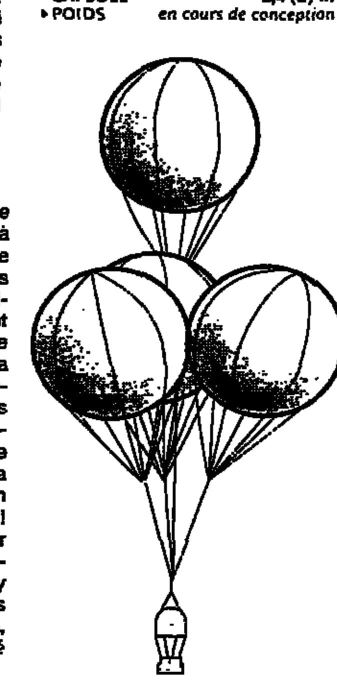
Dick Rutan (60 ans)

• Véritable légende de l'aviation américaine, cet ancien héros du Vietnam est entré dans l'histoire de son pays en 1986 en réalisant, à bord de *Voyager*, le premier tour du monde en avion sans escale et sans ravitaillement. Sa tentative de tour du monde en ballon au début de l'année 1998 s'était soldée par un cuisant échec.
Son compatriote **David Melton**, 40 ans, sera de nouveau à ses côtés dans la capsule.

Survol envisagé : Itinéraire encore non déterminé, le départ étant prévu entre juin et septembre dans l'hémisphère Sud.

OBJECTIF

C'est un double pari que lance Dick Rutan. Le premier consiste à fabriquer un ballon composé de quatre petites enveloppes toutes gonflées à l'hélium. Cette multiplication de « réserves » permet d'emmagasiner des provisions de gaz chaud pendant la journée; la nuit venue, quand les températures baissent, elles sont utilisées afin de conserver la même altitude. Ce système de gestion de l'énergie thermique a permis, il y a quelques années, à un ballon non habité de voler pendant 714 jours ! L'autre originalité est de décoller en plein hiver austral de l'hémisphère Sud : les jet-streams y sont, dit-on, moins imprévisibles qu'au nord. Malgré sa renommée, Dick Rutan n'a pas encore terminé son tour de table financier.



Infographie : Le Monde

Richard Branson s'est mis à dos les autres compétiteurs à cause de son survol sauvage de la Chine

RICHARD BRANSON se repose et réfléchit. C'est sur son île privée des Caraïbes de 30 hectares, l'île Necker, que le bouillant homme d'affaires britannique se remet de ses émotions, entouré d'amis et de membres de sa famille. A quoi songe-t-il, plus d'une semaine après sa tentative infructueuse de tour du monde en ballon, terminé par un repêchage au large d'Honolulu ? A-t-il une pensée pour ceux qui, ces prochains jours et ces prochaines semaines, vont s'élancer à leur tour en quête du dernier Graal aérien ? Ou fomente-t-il déjà son prochain voyage ?

S'il décide de repartir un jour – « *hypothèse très probable* », dit-on, à Londres, dans son entourage – Richard Branson ne pourra pas le faire avant plusieurs mois. La capsule et l'enveloppe de son *ICO-Global-Challenge* gisent au fin fond du Pacifique, n'ayant pu être récupérés par les gardes-côtes américains au moment du sauvetage. Pour l'anecdote, le patron de Virgin a oublié son passeport ainsi que son précieux carnet d'adresses à bord de la nacelle – avis donc aux plongeurs amateurs !

Deux cas de figure se présentent. Soit Richard Branson trouve le temps, l'énergie et les finances nécessaires pour armer rapidement un nouveau ballon. Un départ pourrait être alors envisagé au mois de juin d'Argentine, afin de rallier les jet-streams soufflant dans l'hémisphère Sud. Soit l'aventurier-businessman accepte l'idée de ronger son frein, et il faudra attendre le mois de décembre 1999 pour le voir à nouveau partir à l'assaut des vents, mais cette fois de l'hémisphère Nord.

Si cette dernière option se confirme, Richard Branson se retrouvera alors dans la situation, extrêmement cocasse, de devoir négocier avec Pékin une nouvelle autorisation de survol. En passant au-dessus d'une partie « interdite » du territoire chinois le 23 décembre 1998, faisant fi du droit aérien et obligeant Tony Blair à user de son entregent, le Britannique a provoqué une belle pagaille dans le ciel des aérostiers. Les autorités chinoises ont immédiatement suspendu les autorisations qu'elles avaient accordées aux autres candidats au tour du monde. Cloués au sol, ces derniers ne cachaient pas leur déception et leur colère, ces jours derniers.

ATTITUDE « TRÈS GRAVE »

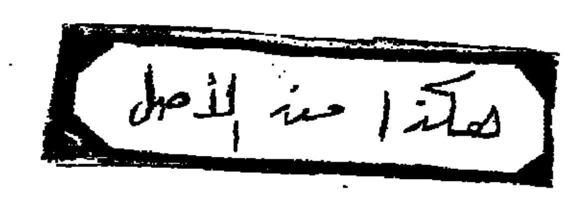
« *Nous avons l'impression d'être punis par la faute de quelqu'un* », s'est ému le Suisse Bertrand Piccard qui, en août 1998, s'était rendu spécialement à Pékin afin de plaider la cause de « *tous* » les concurrents, Branson compris. Colin Prescot, le copilote de *Cable & Wireless*, n'en revient toujours pas : « *Les Chinois nous ont écrit pour dire qu'ils avaient dû détourner dix avions de ligne à cause du refus de Richard Branson de se poser. Ce qu'il a fait est très grave. Quand on sait qu'il est lui-même patron d'une compagnie aérienne, tout cela est incroyable !* », déclare-t-il au *Monde*.

Sitôt revenu sur le plancher des vaches, Richard Branson eut beau jeu de faire un « *appel à toutes les nations du monde* » pour que soient supprimées les autorisations de vol « *pour des activités sportives de ce genre* », l'homme s'est mis à dos la totalité de ses pairs. Alors qu'il s'est également prononcé pour que le ballon ait bientôt sa place au programme des Jeux olympiques, voilà le millionnaire rejeté par la famille des aérostiers. Sur son île enchanteresse, Richard Branson médite peut-être la formule qu'il prononça lui-même un jour : « *Voler à bord d'un ballon ressemble à la vie. Vous devez faire attention aux vents violents et éviter les orages.* »

F. P.

1 million de dollars à la clé

S'il ne dépend d'aucune institution, le tour du monde en ballon est néanmoins doté d'un prix en espèces. Le brasseur américain Anheuser-Busch, qui produit les bières Budweiser, s'est en effet « rattaché » au défi : il offrira la somme de 1 million de dollars (854 700 euros) à celui qui, le premier, accomplira une circumnavigation par les airs. Le lauréat devra toutefois verser la moitié de cette somme à une œuvre de bienfaisance de son choix. Pour les projets ayant réuni des budgets supérieurs à 20 millions de francs (3 millions d'euros), c'est-à-dire *ICO Global Challenger*, *Breitling-Orbiter*, *Re/Max* et *Cable & Wireless*, ce prix n'aura qu'une valeur symbolique. Cela ne sera pas le cas pour Kevin Uliassi, en revanche, qui a dû s'endetter à hauteur de 1,2 million de francs (183 000 euros) pour financer les deux tiers de son budget.



Isabelle Autissier, navigatrice, en tête de la course autour du monde en solitaire avec escales

« Cette fois-ci, j'ai réussi à traverser l'océan Indien »

Malgré de nombreuses avaries, dont une qui l'a obligée à une escale supplémentaire en Tasmanie et un choc avec une baleine, Isabelle Autissier (*PRB*) a pris, dimanche 3 janvier, la troisième place de la deuxième étape de l'Around Alone (Le Cap-Auckland), course autour du monde à la voile en solitaire avec escales. A la faveur de l'abandon du Britannique Mike Golding (*Team Group Four*), la Française prend la tête de l'épreuve, devant son compatriote Marc Thiercelin (*Somewhere*) et l'Italien Giovanni Soldini (*Fila*), vainqueur de l'étape.

AUCKLAND
(Nouvelle-Zélande)
de notre correspondante

Isabelle Autissier (*PRB*) a terminé troisième de la deuxième étape de l'Around Alone, course autour du monde à la voile en solitaire avec escales, dimanche 3 janvier, à Auckland (Nouvelle Zélande). La navigatrice est arrivée par une magnifique nuit de pleine lune, accueillie par quelques vedettes et des centaines d'amateurs, avec plus d'enthousiasme encore que Marc Thiercelin (*Somewhere*), deuxième, avec une heure et onze minutes d'avance sur elle. L'étape avait été gagnée, vendredi, par Giovanni Soldini (*Fila*).

Depuis son naufrage et son sauvetage par l'armée australienne, en 1994, lors de cette même étape de l'épreuve (alors appelée le Boc Challenge), la navigatrice jouit d'une réputation solide. Auckland attendait sans doute de voir la fameuse Isabelle de ses propres yeux. Et cette fois, l'admiration remplaçait la curiosité car la navigatrice a réalisé une magnifique performance.

Contre toute attente et en dépit, notamment, d'une radio en panne l'empêchant de recevoir les fichiers météo, d'une escale technique de neuf heures en Tasmanie pour réparer un rail de grand voile cassé, Isabelle Autissier a réussi à refaire son retard. A la suite de l'abandon du leader de la course, le Britannique Mike Golding (*Team Four Group*) victime d'une voie d'eau au nord de la Nouvelle-Zélande, elle a pris la tête du classement général provisoire avec un peu moins de six heures d'avance sur Marc Thiercelin.

Au lendemain de son arrivée, Isabelle Autissier est ravie. Elle est joviale et de bonne humeur. Elle a déjà pardonné à la baleine qui a cassé son safran et offert par la même occasion la victoire de l'étape à Marc Thiercelin. A l'intérieur de *PRB*, l'un des deux architectes du bateau (plan Finot-Conq), Pascal Conq, étudie le problème des vérins qui tiennent la quille. Alors que cette partie du globe, qu'elle a traversée pour la quatrième fois, semble s'acharner sur la navigatrice, Isabelle Autissier dresse, pour *Le Monde*, le bilan de cette étape.

« Comment s'est passé la course ?

– Cela a tout de suite commencé très fort. Beaucoup de vent rapidement. Je menais la flotte mais c'était très tendu. On n'a pas eu un seul jour de beau temps.

– Avec Giovanni Soldini, vous avez convaincu les autres skippers de remonter le point de passage maximum au sud à 100 milles au nord pour éviter une tempête. Pourquoi avez-vous pris cette initiative ?

– On n'est pas des allumés, des têtes brûlées. Disons qu'on n'est pas totalement cinglés et qu'on est fatigué de se compter à l'arrivée. Il y a des moments, rares, où la course passe au deuxième plan. Il fallait calmer le jeu. Trois jours après le départ, j'ai commencé à avoir des problèmes avec les vérins de la quille. J'ai craint que les boulons soient cassés. Tout de suite j'ai appelé Pascal *[Conq]*. J'ai bricolé comme j'ai pu et on a décidé de continuer. Je resserrai de temps en temps mon bricolage pour tenir mes boulons.

» Et au bout de dix-douze jours, dans un empannage, il y a eu deux morceaux de rail qui se sont arrachés. Là, ça devenait gênant. J'étais bloquée à deux ris. Et le risque de ne pas pouvoir affaler était dangereux. Si 40 nœuds me tombaient dessus, je faisais quoi ? En deux heures, j'ai pris la décison de naviguer plus sûr, de sortir le bateau des conditions les plus mauvaises pour éviter le plus dur des fronts. C'était la première chose à faire mais cela m'a obligé à perdre du temps. J'ai choisi un cap Nord pendant que les autres naviguait vers l'Est. Ensuite, la casse a continué. Il a fallu stopper en catastrophe pou un arrêt de neuf heures dans une baie près d'Hobart, bien organisé par mon équipe et celle de *Cray Valley*, le monocoque de Jean-Pierre Mouligné.

– Et puis vous avez eu une bonne météo...

– Je suis partie de Tasmanie avec du vent portant fort, trente nœuds, alors que les autres étaient ralentis par des vents de face plus forts, quarante-cinq noeuds. Là, ça revenait bien. J'ai remonté *Somewhere* qui était à 200 milles devant moi. Il faut dire que j'avais les crocs. J'ai vraiment forcé alors que Marc Thiercelin était sans doute fatigué. Mouligné en a profité aussi, et lui il était à 200 milles derrière moi. Tant mieux pour moi ce coup-ci. Mais deux jours avant l'arrivée, je commençais à être contente et voilà que je heurte une baleine. Le bateau s'est arrêté. Il est parti en rade tout de suite. Mais depuis mon expérience du Vendée Globe, j'ai un safran de secours. C'était du bricolage mais pour finir, ça allait. Du coup Marc est repassé devant moi. Et avec l'accident de Mike Golding, j'ai repris la tête. Giovanni Soldini est arrivé bien avant mais il avait près de trois jours de retard lors de la première étape. Les jeux se resserrent. J'ai six heures d'avance sur Marc et dix huit sur Soldini.

– Vos avaries vous ont-elles rappelé des mauvais souvenirs ?

– A chaque fois que je suis dans l'océan Indien, cela se passe mal. Dans le premier Boc Challenge, en 1990, je démâte dans le sud de la Tasmanie ; dans le deuxième, en 1994, je coule ; dans le Vendée Globe en 1997, je perds un safran. Et là de nouveaux problèmes, alors c'est vrai que cela commence à faire beaucoup. Enfin cette fois-ci j'ai réussi à traverser.

– Comment vivez-vous votre relation avec cet océan ?

– C'est un sale coin. C'est là qu'il y a les états de mer les plus difficiles. Cette fois, il n'y a pas eu eu de tempêtes cataclysmiques. C'était jouable.

– Vous l'avez dompté...

– Je ne raisonne pas comme cela. Je n'ai pas de comptes à régler. Ce n'est que de l'eau. Je ne suis pas superstitieuse mais si c'est toujours là que ça casse, c'est par ce qu'on tire beaucoup sur nos bateaux, que la mer est difficile. Quand on voit ce qu'ils encaissent, il faut s'étonner que nos bateaux ne soient pas en morceaux. On ne peut pas imaginer : on ne plus respirer d'une vague à l'autre. Et ça hurle et ça cogne. On s'accroche à la table à carte. Je commence à avoir l'habitude.

– Votre expérience vous a-t-elle aidé dans cette nouvelle épreuve ?

– Non, quand j'ai cassé à nouveau, je n'ai pensé au passé. En fait, mes précédents déboires m'ont poussé à tout de suite prendre l'option de sécurité et à chercher à m'abriter. Car la dernière fois, j'avais réparé aux Iles Kerguelen mais j'étais repartie sur une route normale. C'était une erreur que je n'ai pas voulu répéter. J'ai donc ralenti et c'était très frustrant car j'avais mené presque toute la course jusque là.

– Et l'arrivée ?

– Elle a été magnifique. La nuit de peine lune le long de la côte est, la mer toute calme malheureusement. Je me suis retrouvée prise dans un nuage d'oiseaux incroyables. Je suis première du classement, j'ai pourtant souvent pensé que la course était perdue et mon moral s'en est beaucoup ressenti. Mais je me suis accrochée. Cela montre qu'il ne faut jamais capituler. Je n'ai jamais capitulé. Maintenant, je vais prendre une semaine de vacances, je vais rentrer en France puis je vais revenir dix jours avant le départ pour me préparer. Et pendant ce temps là mon équipe va remettre tout à plat car nous allons repartir à fond la caisse. »

Propos recueillis par
Florence de Changy

L'exploit de Jean-Pierre Mouligné

Lui aussi a vécu une arrivée triomphale à Auckland. C'est que Jean-Pierre Mouligné a signé un exploit, dimanche 3 janvier, en franchissant la ligne d'arrivée après vingt-neuf jours et neuf heures de mer. En tête sur la quasi-totalité de l'étape, avec *Cray-Valley*, il a surclassé sa catégorie, la classe II, qui rassemble les embarcations de moins de 50 pieds. Son principal adversaire, Michael Garside sur *Magellan-Alpha*, pointait à plus de 600 milles, lundi matin. Mieux, Jean-Pierre Mouligné est resté dans le sillage de Marc Thiercelin et Isabelle Autissier, deuxième et troisième des classes I. Le Français n'a pas boudé son bonheur. *« C'est une immense surprise*, raconte-t-il. *Le bateau est léger, il s'est donc très bien comporté dans le petit temps que j'ai rencontré en fin de course. J'ai eu de la chance, je me suis trouvé à la bonne place au bon moment.* » Course intelligente, moral au beau fixe malgré les conditions extrêmes de l'océan Indien, Jean-Pierre Mouligné a réussi une étape parfaite. Une belle récompense pour celui qui effectue son premier tour du monde en solitaire et pour ceux qui lui ont fait confiance.

La Coupe du monde de football pourrait se disputer tous les deux ans

SEPP BLATTER a-t-il un goût particulier pour les déclarations chocs ? Lui qui, pendant la dernière Coupe du monde de football, ne s'était guère gêné pour vitupérer contre les arbitres, vient de lancer un nouveau pavé dans la mare. A l'hebdomadaire zurichois *Sonntags Blick*, le président de la Fédération internationale de football (FIFA) a confié, dimanche 3 janvier, qu'il voulait que la Coupe du monde ait désormais lieu tous les deux ans. *« L'actuel tournoi, tous les quatre ans, a vieilli. Il remonte aux années 30, lorsque les équipes étaient obligées de prendre le bateau pour voyager d'un continent à l'autre afin de s'affronter »*, a appuyé le nouvel homme fort du football mondial, élu en juin 1998 à la tête de la FIFA avec le soutien de Michel Platini.

« Le choix doit être clair : voulons-nous encore des équipes nationales ou ne voulons-nous plus que des clubs de football ? », s'est interrogé M. Blatter en dénonçant, sans ambiguïté, les exigences formulées depuis quelques mois par la plupart des grands clubs européens. On se souvient que l'Union européenne de football a dû reformuler totalement son épreuve-reine, la Ligue des champions, en proposant plus de matches et donc plus d'argent, ceci afin d'éviter que ne se crée une compétition privée de type Superligue. La FIFA n'a que très peu apprécié de voir l'organisation cadette – mais cependant rivale – céder aux revendications des grands clubs.

L'idée d'une Coupe du monde tous les deux ans n'est pas si saugrenue que cela. Il y a quelques années, le président de la Fédération internationale d'athlétisme, Primo Nebiolo, a réussi à réduire de moitié le rythme quadriennal des championnats du monde d'athlétisme. Un problème d'embouteillage se posera néanmoins. Qu'adviendra-t-il, ainsi, du championnat d'Europe des nations, qui a lieu tous les quatre ans, et de la Copa America, son équivalent américain ? Qu'en sera-t-il, enfin, du tournoi de football des Jeux olympiques ?

« J'espère que ce projet ne répond pas à des considérations financières, a indiqué l'Anglais Bobby Charlton, ancienne gloire de la Coupe du monde 1966. *Tous les quatre ans, c'est suffisant, car cela permet de ne pas banaliser l'événement en lui conférant une importance particulière.* » Claude Simonet, président de la Fédération française, s'est montré plus pragmatique : *« Il est louable que le président de la FIFA soutienne la vie des sélections nationales. »*

F. P.

La Suédoise Pernilla Wyberg emporte le slalom de Maribor

LA SUÉDOISE Pernilla Wyberg s'est adjugée, dimanche 3 janvier, le slalom de Maribor (Slovénie), son premier succès de la saison 1998-1999. Partie avec le neuvième temps de la première manche, l'ancienne championne du monde et médaillée olympique a pu bénéficié de bonnes conditions de courses, pour s'imposer devant l'Allemande Hilde Gerg et sa compatriote Ylva Nowen. A vingt-huit ans, cette vingt-troisième victoire en Coupe du monde – sa quatorzième en slalom – lui procure également la satisfaction de s'emparer de la première place du classement de la Coupe du monde de la spécialité, une revanche pour celle dont la saison 1997-1998 avait été troublée par des problèmes de genoux. Hilde Gerg, championne olympique du slalom à Nagano et victorieuse du super G la veille, a démontré qu'elle pouvait briller dans toutes les disciplines. En tête après la première manche, elle n'a cédé que devant Pernilla Wiberg, ce qui lui permet de ravir à sa compatriote Martina Ertl la deuxième place du classement général de la Coupe du monde, à 280 points de l'Autrichienne Alexandra Meissnitzer. Côté français, c'est la déception. Leila Piccard, première tricolore, s'est classée vingt-troisième.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME : en s'adjugeant la troisième étape du rallye Grenade-Dakar (Agadir-Tan Tan, 510 km),** Jutta Kleinschmidt (Mitsubishi) est devenue, dimanche 3 janvier, la première femme en tête du classement général de l'épreuve. L'Allemande, qui s'était déjà distinguée en 1998 en étant la première femme vainqueur d'une étape, a été, avec le Japonais Hiroshi Masuoka (Mitsubishi), deuxième de l'étape, parmi les rares concurrents épargnés par les crevaisons. Dans la catégorie motos, l'Espagnol Juan Roma (KTM) a consolidé sa première place au classement général en gagnant l'étape, devant l'Autrichien Heinz Kinigadner (KTM).

■ **CYCLISME : après avoir échoué à deux reprises, samedi 2 janvier,** à Mexico (Mexique), Jeannie Longo a décidé de renoncer définitivement à battre son propre record de l'heure (48,159 km en 1996). La Française, âgée de quarante et un ans, qui, depuis le 6 novembre 1998, a déja tenté à quinze reprises d'améliorer sa performance, a déclaré *« ne plus sentir la force suffisante »*. Elle a également précisé que ce renoncement ne signifiait pas l'arrêt de sa carrière.

■ **DOPAGE : quatorze joueurs italiens** (cinq de D 1, quatre de D 2 et cinq de D 3) ont été contrôlés positifs, a indiqué, samedi 2 janvier, à Rome, le commissaire de la Fédération de médecine sportive italienne. Sur les 830 échantillons d'urines analysés depuis octobre 1998, un a révélé la prise de salbutanol, trois des traces de cannabis et dix celles de lidocaïne, un calmant analgésique. Selon les règlements, les noms des joueurs ne seront communiqués qu'à l'issue de la contre-expertise, qui sera pratiquée prochainement.

■ ***FOOTBALL : Zinedine Zidane,*** *grand artisan de la victoire (3-0)* de la France en finale de la Coupe du monde contre le Brésil et meneur de jeu de la Juventus Turin, lauréat du Ballon d'or 1998, a été élu champion des champions du monde par le quotidien sportif *L'Equipe*, dans son numéro du lundi 4 janvier. Zinedine Zidane a devancé dans les suffrages du jury des journalistes de *L'Equipe* le basketteur américain Michael Jordan et l'athlète marocain Hicham El Guerrouj.

■ **Majorque, leader du championnat d'Espagne,** s'est incliné (1-0) sur le terrain de la modeste équipe d'Extremadura, dimanche 3 janvier, lors de la 16e journée. Malgré ce faux pas, le club insulaire conserve la tête du classement avec un point d'avance sur le Celta Vigo, qui a écrasé Oviedo (6-2), et Valence, vainqueur de Real Sociedad (2-0). Trois doublés de Luis Enrique, Rivaldo et Osca, plus un magnifique tir de Figo ont permis au FC Barcelone d'écraser Alaves (7-1). Cette 16e journée a également été marquée par un nombre important de buts (45), un record depuis le début de la saison 1998-1999.

■ **Pas de surprises lors du 3e tour de la Coupe d'Angleterre,** disputé samedi 2 et dimanche 3 janvier. Aston Villa, leader du championnat, et Liverpool sont respectivement venus à bout de Hull (D 4) et Port Vale (D 2) sur le score de 3-0. Manchester a pris le meilleur (3-1) sur Middlesbrough (D 1) et, Chelsea, deuxième du championnat, s'est imposé à Oldham (D 3), grâce à deux buts de son entraîneur-joueur italien, Gianluca Vialli. Arsenal, lauréat de l'épreuve 1997-1998, devait se déplacer, lundi, à Preston (D 3).

■ **RUGBY : à moins d'une semaine de sa demi-finale de Coupe d'Europe** contre l'Ulster, à Belfast, le Stade Français s'est incliné à Castres (17-22), dimanche 3 janvier, lors de la 10e journée du championnat de France. Si Toulon a stoppé Bourgoin (29-19), Toulouse, qui a longtemps tremblé face à la puissance du pack grenoblois, l'a finalement emporté (32-24). Agen s'est adjugé une précieuse victoire au détriment de Bègles-Bordeaux (21-11) et Montferrand n'a pas failli face à Béziers (19-12).

■ **Cédric Moulet et Fabien Sestaret, deux jeunes espoirs du Stade Toulousain, ont trouvé la mort** dans un accident de voiture, vendredi 1er janvier, sur une route départementale de Haute-Garonne.

■ **TENNIS : Pete Sampras a déclaré forfait,** samedi 2 janvier, pour l'Open d'Australie qui se déroulera du 18 au 31 janvier à Melbourne. Eprouvé par une fin de saison difficile, où il a été couronné numéro un mondial pour la sixième année consécutive, l'Américain devrait donc tenter à Roland-Garros, qui manque encore à son palmarès, d'égaler le record de douze titres du Grand Chelem détenu par l'Australien Roy Emerson.

LOTO

■ **Résultats des tirages no 1 effectués samedi 2 janvier. Premier tirage :** 2, 12, 14, 15, 25, 28, numéro complémentaire le 18. Pas de gagnants pour six bons numéros. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 541 900 francs ; pour cinq bons numéros : 4 595 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 216 francs ; pour quatre bons numéros : 108 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 24 francs ; pour trois bons numéros : 12 francs. **Second tirage :** 2, 5, 16, 27, 32, 42, numéro complémentaire le 19. Rapports pour six bons numéros : 5 706 180 francs. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 63 770 francs ; pour cinq bons numéros : 5 975 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 270 francs ; pour quatre bons numéros : 135 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 francs ; pour trois bons numéros : 14 francs.

Douceur printanière

MARDI, l'anticyclone qui se positionne dans les Balkans va rejeter le flux perturbé océanique au nord de l'Europe, et un courant de sud bien installé fait remonter des masses d'air exceptionnellement douces pour la saison. Les valeurs de l'après-midi frisent parfois les records pour un début janvier.

Bretagne, pays de loire, Basse-Normandie. – Les nuages circulent en rangs serrés le matin sur les côtes de la Manche. L'après-midi, le soleil se montre plus vaillant, brillant dès le matin plus au sud, où les derniers nuages disparaissent à la mi-journée. Les températures montent jusqu'à 15 degrés.

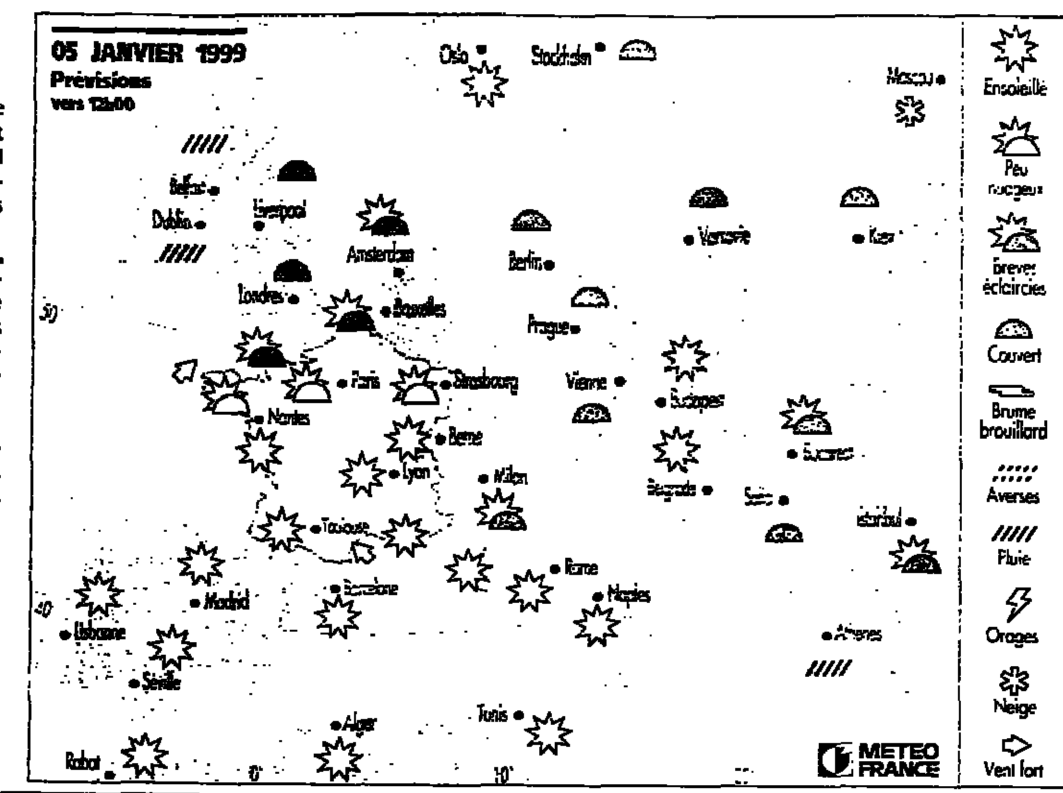
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel fait encore grise mine le matin avec, ici ou là, quelques gouttes de pluie. L'après-midi, éclaircies plus franches. Celles-ci arrivent dans le courant de la matinée en Ile-de-France, alors que le soleil brille sans compter dans le Berry. Il fait de 13 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le soleil s'installe par le sud. Présent dès le matin du Nivernais au Jura, il atteind les côtes de Meuse et l'Alsace à la mi-journée. Températures de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – C'est sous un soleil des plus doux que se déroule cette journée. Vers 15 heures, les thermomètres poitevins indiqueront 16 degrés, 15 pour les Toulousains et jusqu'à 22 au pied des Pyrénées, de Biarritz à Saint-Girons.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Journée splendide sous un ciel bleu azur. Rares brouillards à l'aube, et il faut aller en haute montagne ou dans certaines vallées encaissées pour échapper à la douceur ambiante, la palme revenant à Clermont-Ferrand avec 18 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brille mais doit composer avec quelques nuages sur le relief cévenol. Il fait de 16 à 18 degrés, un peu moins dans le golfe du Lion.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Pour fêter leurs 2 000 chambres dans la région parisienne (de Montmartre à Montparnasse et de la Défense à Eurodisney), les hôtels Comfort, Quality et Clarion (Choice Hotels Europe) proposent, jusqu'au 31 mars, de découvrir la capitale à petits prix : de 300 à 600 F la nuit pour une chambre double avec petit déjeuner. Renseignements au 0800-12-12-12, mot de passe « Fêter Paris ».

■ **CONGO.** La compagnie Air France a décidé de reprendre samedi 2 janvier ses liaisons régulières à destination de Brazzaville, interrompues depuis le 19 décembre 1998. Le vol Paris/Bangui/Brazzaville est parti samedi à 23 h 15 de Paris pour arriver à Brazzaville dimanche matin. Les autres rotations Paris-Brazzaville, via Bangui ou Ndjamena, au nombre de trois par semaine, reprendront aussi régulièrement, selon la compagnie.

PRÉVISIONS POUR LE 05 JANVIER 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Min/max	Ciel
FRANCE métropole		
AJACCIO	7/18	S
BIARRITZ	10/21	S
BORDEAUX	7/17	S
BOURGES	6/16	S
BREST	10/14	N
CAEN	9/12	N
CHERBOURG	8/12	N
CLERMONT-F.	6/18	S
DIJON	4/13	S
GRENOBLE	-4/9	S
LILLE	8/12	N
LIMOGES	9/17	S
LYON	3/16	S
MARSEILLE	5/17	S
NANCY	8/14	S
NANTES	9/15	S
NICE	8/15	S
PARIS	9/15	S
PAU	9/22	S
PERPIGNAN	5/14	S
RENNES	9/14	S
ST-ETIENNE	6/16	S
STRASBOURG	9/15	S
TOULOUSE	7/17	S
TOURS	7/14	S
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/27	P
FORT-DE-FR.	24/28	P
NOUMEA	25/28	P
PAPEETE	24/28	P
POINTE-A-PIT.	24/30	S
ST-DENIS-RÉ.	24/28	C
EUROPE		
AMSTERDAM	8/12	N
ATHENES	9/11	P
BARCELONE	8/16	S
BELFAST	4/11	P
BELGRADE	-5/2	S
BERLIN	9/12	C
BERNE	4/10	S
BRUXELLES	8/12	N
BUCAREST	-4/2	N
BUDAPEST	0/3	S
COPENHAGUE	5/7	C
DUBLIN	5/12	P
FRANCFORT	6/11	S
GENEVE	7/11	S
HELSINKI	1/3	P
ISTANBUL	5/8	N
KIEV	-1/2	C
LISBONNE	10/16	S
LIVERPOOL	11/14	C
LONDRES	11/14	C
LUXEMBOURG	7/9	S
MADRID	4/17	S
MILAN	5/9	N
MOSCOU	-3/-2	
MUNICH	4/9	C
NAPLES	6/15	S
OSLO	-2/4	S
PALMA DE M.	8/18	S
PRAGUE	6/9	C
ROME	4/16	S
SEVILLE	6/19	S
SOFIA	-8/-2	C
ST-PETERSB.	-2/2	P
STOCKHOLM	3/6	C
TENERIFE	12/16	P
VARSOVIE	3/8	C
VENISE	4/11	S
VIENNE	4/7	C
AMÉRIQUES		
BRASILIA	20/24	P
BUENOS AIR.	13/23	S
CARACAS	22/29	S
CHICAGO	-18/-10	C
LIMA	19/24	C
LOS ANGELES	8/17	C
MEXICO	4/16	S
MONTREAL	-17/-11	N
NEW YORK	-7/-5	S
SAN FRANCIS.	7/12	N
SANTIAGO/CHI	11/27	S
TORONTO	-12/-10	N
WASHINGTON	-8/-4	S
AFRIQUE		
ALGER	8/21	S
DAKAR	21/26	N
KINSHASA	23/28	P
LE CAIRE	11/17	S
MARRAKECH	13/21	S
NAIROBI	15/27	N
PRETORIA	19/26	P
RABAT	8/20	S
TUNIS	11/17	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	19/30	S
BOMBAY	20/28	S
DJAKARTA	26/29	P
DUBAI	14/22	S
HANOI	13/23	S
HONGKONG	13/21	S
JERUSALEM	12/20	N
NEW DEHLI	8/19	N
PEKIN	-3/6	N
SEOUL	1/8	S
SINGAPOUR	24/29	C
SYDNEY	22/28	S
TOKYO	3/10	S

Situation le 4 janvier à 0 heure TU — *Prévisions pour le 6 janvier à 0 heure TU*

METEO FRANCE

INFORMATIQUE

Internet sur la télévision tente de séduire le grand public

ACCÉDER au réseau télématique mondial en faisant l'économie de l'ordinateur. Un rêve pour ceux qui, tentés par le courrier électronique et la navigation sur la Toile d'Internet, rechignent devant la complexité et le coût de l'informatique familiale. Depuis le mois de septembre 1996 et le lancement de la *WebTV* aux Etats-Unis, la solution existe. Il s'agit d'un simple boîtier, version Internet des décodeurs numériques pour le câble ou satellite, qui se branche d'un côté sur le téléviseur et, de l'autre, sur la prise téléphonique. Plus besoin de patienter pendant la mise en marche d'un ordinateur sous Windows 95 ou 98, le lancement des logiciels d'accès au réseau et de navigation.

Pionnier en Europe, la PME française NetGem a lancé son décodeur Internet, la NetBox, en août 1997 (*Le Monde* du 14 juin 1997). Selon le PDG de l'entreprise, Joseph Haddad, plus de 80 000 exemplaires auraient été vendus. Un résultat, certes inférieur aux 100 000 NetBox visées, mais qui a permis à NetGem d'afficher un chiffre d'affaires conséquent pour l'exercice 1998. La société prévoit un triplement de ses ventes en 1999 pour atteindre de 250 000 à 300 000 unités.

En attendant, un nouvel acteur français fait son entrée. Come One, spécialiste des modems, commercialise depuis la fin du mois de novembre 1998, sa DomoTV dans 200 points de vente (grande distribution, Fnac, Boulanger...). Avec ce concurrent direct de la NetBox, Come One affiche ses ambitions : *« Le produit de NetGem est sorti au moment où nous étions en train de concevoir notre propre décodeur. Nous nous en sommes inspirés tout en essayant d'éviter certaines erreurs »*, explique Philippe Missoud, chef de produit DomoTV chez Come One. Pour lui, la NetBox constitue un *« coup d'essai »* qu'il juge *« trop fermé »*. De fait, NetGem est resté fidèle au concept de Network Computer, l'ordinateur très simplifié inventé par Oracle.

La DomoTV, de son côté, se distingue par ses capacités de connexion avec des périphériques (disque dur externe, imprimante, écran, clavier, souris). De quoi transformer le décodeur... en un véritable PC. Cela ne risque-t-il pas d'écorner la simplicité de fonctionnement qui sont les atouts principaux des petits boitiers Internet ? « *Pas du tout*, rétorque Philippe Missoud. *La DomoTV conserve sa convivialité grâce à l'affichage sur l'écran, dès l'allumage de la télévision, des options Internet ou Minitel qu'il suffit de sélectionner pour les utiliser* ». Il reste que l'ajout d'un disque dur obligera à gérer son contenu.

SOUPLESSE

Pour l'instant, Come One se concentre sur le lancement commercial de son nouveau produit. Ses efforts publicitaires (130 spots télévisés) et promotionnels (animations sur les points de vente) semblent porter leurs fruits. « *Nous ne nous attendions pas à un tel accueil* », avoue Philippe Missoud.

La formule proposée est séduisante, l'acquéreur d'une DomoTV ne déboursant pas 1 centime. Il loue le terminal (99 francs, 15,09 euros par mois) et s'abonne à Internet via Wanadoo, le service de France Télécom (45 francs, 6,85 euros par mois pour 3 heures de connexion et 99 francs, 15,09 euros pour une durée illimitée). Actuellement, seul l'abonnement à Wanadoo est programmé sur la carte à puce vendue avec la DomoTV. Mais rien n'empêche l'internaute de changer de fournisseur d'accès en modifiant les paramètres de la carte. La location du décodeur est réglée directement à Come One par l'intermédiaire de Cofinoga. D'où une grande liberté de choix pour l'utilisateur.

La NetBox ne bénéficie pas d'une telle souplesse. NetGem a choisi de ne vendre son produit que par l'intermédiaire d'un fournisseur d'accès. Havas On Line (HOL), le premier à jouer ce rôle, n'a guère obtenu de résultats probants. « *Après le rachat par Cégétel, la stratégie d'HOL a changé...* », note Joseph Haddad, PDG de NetGem. D'où le choix, au cours de l'été 1998, du fournisseur d'accès Universal et de son service CanalNet comme nouveau partenaire. Dans le même temps, le prix de vente de la NetBox est passé de 2 000 à 250 francs (304,87 à 38,10 euros) sous réserve de souscrire un abonnement d'au moins un an à CanalNet (99 francs par mois pour une accès illimité). Le pionnier français peine à s'imposer dans son propre terrain. En Finlande, aux Pays-Bas, en Suisse, en Autriche ou en Espagne, les pays où elle réussit le mieux, l'entreprise s'est associée avec le principal fournisseur local d'accès à Internet.

En Allemagne, faute d'avoir décroché Deutsche Telekom, c'est Debis, la filiale de services informatiques du groupe Daimler Benz qui distribue les NetBox. L'opérateur germanique semble préférer le plus ancien acteur en matière de décodeur Internet : WebTV. Rachetée en août 1997 par Microsoft pour la somme de 425 millions de dollars, l'entreprise revendique aujourd'hui plus de 500 000 utilisateurs du service WebTV Network aux Etats-Unis, au Canada et au Japon. Ses décodeurs sont notamment produits par Sony, Philips et Mitsubishi. Les deux modèles sont vendus 600 et 1 200 francs (91,46 et 182,92 euros) tandis que l'abonnement mensuel varie de 120 à 150 francs (18,29 à 22,86 euros). Deutsche Telekom teste la WebTV depuis quatre mois en Allemagne. Cette alliance de géants n'inquiète pas Come One qui estime que « *si Microsoft s'intéresse aux décodeurs Internet, c'est que cela doit marcher...* ».

Michel Alberganti

Une technique encore limitée

La Toile est devenue si complexe que la faible mémoire et l'absence de disque dur des décodeurs Internet pour téléviseurs leur interdisent de recevoir la totalité du contenu des pages Web. S'ils affichent toutes les images, les programmes Java qui animent les sites leur sont interdits. De même le son et la vidéo en direct, fournis par Real Networks (Real Audio et Real Video), ne sont pas encore traités. Vu l'importance que prennent ces fonctions, NetGem et Come One prévoient de les intégrer à leurs produits au cours de cette année. En novembre 1998, WebTV annonçait son abandon du projet d'incorporation du Java de Sun et de Real Audio dans ses décodeurs. Des observateurs virent là un contrecoup des querelles survenues entre Microsoft, propriétaire de WebTV, et les deux sociétés. Peu après, sous la pression d'abonnés mécontents de cette décision, Steve Perlman, président de WebTV, revenait en arrière.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99004

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II										■	
III					■				■		
IV				■							
V				■							
VI		■							■	■	
VII							■				
VIII				■		■					
IX			■					■			
X					■						
XI									■		

HORIZONTALEMENT

I. Face à face autour des petits plats. – II. Malsain et polluant. – III. Noyées par la mer. Ailes soviétiques. Décapité en plein cœur. – IV. Suit les mouvements boursiers. Rend. – V. Point de départ chez Tony. Rencontre au sommet. – VI. Boule de graisse. – VII. Lumières ou manquent de lumière. Engrais. – VIII. Prise en considération. Toujours à la porte. – IX. En réduction. Consommer. Argent du milieu. – X. Ancienne capitale chinoise. Pur et calme. – XI. Reçues et distribuées ces jours-ci. Fait la liaison.

VERTICALEMENT

1. Met l'accent sur le côté. – 2. Même libre, elle fait preuve d'attachement. Met le nez dans les affaires. – 3. Jaune pâle. Au départ de l'arrivée. – 4. Retient le plus gros. Belle et vache. Vitrine du *Monde*. – 5. Personnel. Comportement violent. – 6. Composent le spectacle. Trois points sur quatre. – 7. Annonce le renvoi. Garni comme un bâtiment. – 8. Coupeur de cheveux en quatre. En réserve. – 9. Dans la gamme. Négation. Finit le cigare. – 10. Sa peau met fin aux études. Englobait Lesbos et Ténédos. – 11. Avec classe.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99003

HORIZONTALEMENT

I. Croque-morts. – II. Locustes. At. – III. Am (ma). Enurésie. – IV. Na. Sève. Ter. – V. Dictée. Muse. – VI. Enée. Raid. – VII. Séculaire. – VIII. Ira. Météo. – IX. Ill. Clé. Tam. – X. Naïves. Péri. – XI. Scepticisme.

VERTICALEMENT

1. Clandestins. – 2. Romaine. Lac. – 3. Oc. Cécile. – 4. Questeur. Vp. – 5. Usnée. Lacet. – 6. Etuvera. Lsi (lis). – 7. Mère. Aime. – 8. Ose. Mire. Pi. – 9. Studettes. – 10. Taies. Earm (armé). – 11. Stéréotomie.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 103



L'agent secret

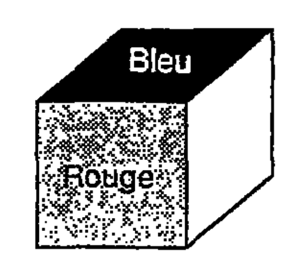
L'avenir d'un pays tout entier dépend de la partie de dés acharnée qui se joue entre l'Agent secret et l'Espion. Ils utilisent pour la circonstance un certain nombre de dés identiques non pipés à six faces, qui ont la particularité de compter deux faces bleues, deux faces blanches et deux faces rouges.

Chacun, à tour de rôle, lance un dé et le laisse sur la table. La partie s'arrête dès que l'une des configurations suivantes se produit :

– On peut former avec les faces supérieures de trois dés joués la combinaison « *bleu-blanc-rouge* », auquel cas l'Agent secret a gagné.

– Trois des faces supérieures des dés joués sont de la même couleur, auquel cas c'est l'Espion qui l'emporte.

Combien de dés, au maximum, seront lancés lors de la partie ?



Qui a le plus de chances de l'emporter, et avec quelle probabilité ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1999

Solution du problème dans *Le Monde* du 12 janvier.

Solution du problème n° 102 paru dans *Le Monde* du 29 décembre.

L'escalator compte 80 marches. Soit n le nombre de marches de l'escalator au repos. La vitesse de montée de l'escalator est : $(n - 30)$ marches en 30 secondes.

La vitesse de descente (la même) est : $(n + 120)$ marches en 2 minutes.

Il vient : $4 \times (n - 30) = n + 120$, d'où le résultat : $n = 80$.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

DISPARITIONS

Sebastian Haffner

Un analyste du Troisième Reich

L'HISTORIEN et journaliste allemand Sebastian Haffner est mort samedi 2 janvier à Berlin.

Né le 27 décembre 1907, l'auteur de *Profils prussiens* (Gallimard, 1984) a exercé une influence importante sur le débat public de son pays en consacrant une bonne partie de son œuvre à réfléchir à la popularité d'Hitler auprès du peuple allemand. *Un certain Adolf Hitler* (paru en 1978 outre-Rhin, en traduction français chez Grasset, 1979) a longtemps été un best-seller outre-Rhin : ce livre a été l'un de ceux qui ont permis aux Allemands de se pencher de manière critique sur leur passé.

Les analyses de Sebastian Haffner s'appuyaient sur un présupposé qui n'allait pas de soi dans l'Allemagne des années 70 : considérant qu'il fallait prendre Hitler au sérieux, l'historien refusait de considérer le dirigeant du Troisième Reich comme un fou ou un criminel psychotique. En français, on trouve également de lui *De Bismarck à Hitler* (La Découverte, 1991), qui insiste sur les continuités de l'histoire allemande contemporaine.

Sebastian Haffner avait lui-même été un opposant au nazisme. Emigré à Londres après la Nuit de cristal, en novembre 1938, il avait passé toute la seconde guerre mondiale en Grande-Bretagne et pris la nationalité britannique. De retour en Allemagne après la guerre, il a constamment mené de front une carrière de journaliste indépendant, plutôt de gauche, et celle d'essayiste-historien. A la fin des années 60, il avait défendu vigoureusement la politique de réconciliation à l'Est (*Ostpolitik*) du chancelier social-démocrate Willy Brandt.

Lucas Delattre

■ **BRYAN McLEAN**, guitariste américain, compositeur et chanteur du groupe de rock californien Love, est mort d'une crise cardiaque vendredi 25 décembre 1998 à Los Angeles, où il était né le 25 septembre 1946. En 1966-1967, Bryan McLean joua, au côté du chanteur-guitariste Arthur Lee, dans les trois premiers albums de Love, dont *Forever Changes* (1967), devenu un classique de la période psychédélique. Sur ce disque, McLean avait composé sa chanson la plus célèbre, *Alone Again Or*, une ballade flamenca bercée par des trompettes de mariachis et des cordes. Les problèmes d'ego et de drogue mineront le groupe, peu à peu éclipsé par l'ascension des Doors, l'autre formation phare de Los Angeles avec sa star, le chanteur Jim Morrison. Love se désagrège en 1968 et n'est plus alors qu'un prête-nom pour la carrière solo d'Arthur Lee. En 1970, McLean disparaît de la scène musicale et se tourne vers le christianisme. En 1997, le label Sundazed publiera *IfYouBelieveIn*, un recueil de maquettes acoustiques qu'il avait enregistrées pendant les années 60. Bryan McLean est le deuxième membre de Love à mourir en 1998, après le bassiste Ken Forssi, en janvier. Redécouvert régulièrement, ce groupe a eu une influence déterminante sur diverses formations récentes du rock britannique.

■ **ROLF LIEBERMANN**, compositeur suisse qui dirigea l'Opéra de Hambourg de 1959 à 1972, puis l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, est mort à Paris, samedi 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans *(lire page 31)*.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 28-mardi 29 décembre 1998 sont publiés :

● **Prisons** : un décret portant approbation du cahier des charges relatif à la conception, la construction et l'aménagement mobilier d'établissements pénitentiaires.

● **Presse** : un décret portant réaménagement des tarifs postaux applicables aux journaux et écrits périodiques.

● **Bons du Trésor** : un décret mettant fin à l'émission des bons du Trésor à intérêt progressif.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Michèle HOUX,
Hugues BOLLOCH
et Romane
sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette,

le 29 décembre 1998.

26, rue des Annelets,
75019 Paris.

M. et Mme Guy CARPIER
sont heureux d'annoncer la naissance de leur troisième petit-enfant,

Marie-Emmanuelle,

au foyer de
Bruno et Maryline,
à Soissons, le 16 décembre 1998.

Décès

– Mme Pierre Alengry, née Denise Thibaudat,
Mme Geneviève Allengry,
Marie-Christine et Guy Dupuy
et leurs enfants,
Colette et Yves Gonzague
et leurs enfants,
Jean-Pierre Alengry,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre-Marie ALENGRY,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 31 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, avenue du Docteur-Arnold-Netter,
75012 Paris.

– Sa famille,
Et ses amis
ont la tristesse de faire part du décès de

Denise ANKER,
née LANDAUER,

le vendredi 18 décembre 1998, à Fontenay-aux-Roses.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le mercredi 23 décembre, au cimetière parisien de Bagneux.

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Maurice ANKER,

décédé le 18 juillet 1973,
et de sa fille,

Catherine CHAUCHAT,
née ANKER,

décédée le 23 décembre 1994.

– Michel Astier,
Henri, Valérie, Jérôme,
ses enfants,
Et toute la famille,
font part avec douleur du décès de

Marie-Hélène ASTIER,

survenu le 30 décembre 1998.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Paule BERTHET.

Les obsèques ont eu lieu le 30 décembre 1998, à Rennes.

De la part de
M. Jean Berthet,
son époux,
Mme Marie-Claude Berthet,
Le docteur et Mme Jean-Claude Berthet,
ses enfants.

4, avenue Saint-Maurice-en-Valais,
94410 Saint-Maurice.

– Ses amies,
Ses anciens collègues de l'UNESCO
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Patricia BOHN,

survenu à Paris, le 15 décembre 1998.

Une cérémonie religieuse sera célébrée en son souvenir le jeudi 7 janvier 1999, à 10 heures, en la paroisse Saint-Michael's Church, 5, rue d'Aguesseau, Paris-8e.

– Mme Jacqueline Schneider-Böröcz,
son épouse,
M. et Mme Huba Pap,
ses cousin et cousine,
Mme Simone Schneider,
sa belle-sœur,
M. et Mme Eric Schneider
et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. André BÖRÖCZ,
commandeur de l'ordre
des Arts et des Lettres,
citoyen d'honneur
de la ville de Menton.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 janvier 1999, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, vendredi 8 janvier, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– Warner Music France,
Warner Classics France
rendent hommage à la mémoire de

André BÖRÖCZ,
commandeur de l'ordre
des Arts et des Lettres,

décédé le 28 décembre 1998,

et s'associent à la tristesse de sa famille et de ses proches.

– Kéty Chesselet,
son épouse,
Françoise Chesselet,
Valérie Chesselet,
ses filles,
David Reisine,
son petit-fils,
Christiane Chesselet,
sa sœur,
Terry Reisine,
Sophie, Xavier et Arthur Pierre,
Les familles Even et Duprat,
Ses nombreux amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Roger CHESSELET,
directeur de recherche honoraire
au CNRS,

survenu à Paris, le 28 décembre 1998.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant (entrée principale), Paris-20e, le vendredi 8 janvier 1999, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– M. et Mme Jean-Paul Dunand,
M. et Mme Christian Dougoud,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard DUNAND,
artiste en laques,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,

survenu le 31 décembre 1998, dans sa *quatre-vingt-onzième année.*

Il avait mis sa foi en Jésus-Christ, le Seigneur.

Le service religieux aura lieu le 8 janvier 1999, à 14 heures, en l'église protestante du Tabernacle, 163 *bis*, rue Belliard, Paris-18e.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

– Mme Pierre Dussaule,
son épouse,
M. et Mme Claude Eliaszewicz,
M. et Mme Jean-Claude Dussaule,
ses enfants,
Nicolas, Sébastien, Mickael, Claire, Laure et Matthieu,
ses petits-enfants,
M. Georges Dussaule,
son frère,
M. et Mme Claude Lopez
et leurs enfants,
Ses beau-frère, belle-sœur et neveux,
Ses alliés et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre DUSSAULE,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Arts et des Lettres,

survenu à Paris, le 2 janvier 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 janvier, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du *Montparnasse dans le caveau de famille.*

10, rue de la Source,
75016 Paris.

– Mme Robert Guillain,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert GUILLAIN,
ancien correspondant du *Monde*
en Asie,

survenu le 29 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 5 janvier 1999, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Bellevue, à Meudon.

Ni fleurs ni couronnes.

Merci d'adresser vos dons aux Amis du Châtelet, 3 *bis*, rue du Bel-Air, 92190 Meudon, CCP 2161508 W Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme R. Guillain,
10, avenue Serbe,
92190 Meudon.
M. et Mme Dehais,
45, rue Sainte-Anne,
97400 Saint-Denis.

(*Le Monde* du 31 décembre 1998.)

– Une messe sera célébrée, le samedi 9 janvier 1999, à 11 heures, en l'église *Saint-Pierre de Montrouge*, à Paris-14e, à l'intention de

Mme Suzanne GUITTET,
née GILLOT,

décédée le 21 décembre 1998.

De la part du
Père Michel Guittet,
son fils,
Et des familles d'Anglejean, Britsch, Delloue, Gillot.

– Le conseil de direction,
Et les collaborateurs de
FR3 - Télévision suisse romande
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. *Thierry* MASSELOT,
rédacteur en chef,

qui, durant près de quatre ans, a dirigé avec talent l'émission transfrontalière d'actualité régionale « Genève-Région ».

Ils gardent le souvenir d'un grand *professionnel de la télévision.*

Les obsèques ont eu lieu ce lundi 4 janvier, en l'église Saint-Joseph des Eaux Vives, à Genève.

– L'Amicale des déportés de Blechhammer-Auschwitz-III
a l'immense tristesse de faire part du décès de son président,

Georges OSTIER,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 1er janvier 1999.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 janvier, à 14 h 30, porte principale, cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

14, place des Vosges,
75004 Paris.

– Ersa (Corse), Abidjan, Paris.

Mme Pierre Padovani,
son épouse,
Jean-Pascal et Marco,
ses enfants,
Les familles Padovani, Segui, Antomarchi, Luciani et Delannoy,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre PADOVANI,

survenu le 30 décembre 1998, à Paris.

– Viviane Raoul-Duval,
Eric van Hamel,
Les familles Raoul-Duval et Pequin,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme Philippe RAOUL-DUVAL,
née Lucy PEQUIN,

le 28 décembre 1998, à Paris.

Un service religieux aura lieu en l'Eglise réformée du Luxembourg, 58, rue *Madame*, Paris-6e, le vendredi 8 janvier 1999, à 18 heures.

Pas de fleurs, mais dons à Solidarité protestante France-Arménie, 1, rue Cabanis, Paris-14e.

La famille ne reçoit pas.

13, rue Mathurin-Régnier,
75015 Paris.

– Mme Antoine Ristori,
son épouse,
Les familles Ristori, Macaire, Marcou,
ont la tristesse de faire part du décès de

Antoine RISTORI,
membre de la Société des gens de lettres,
fondateur
de la revue *Les Saisons du Poème*,

survenu mardi 29 décembre 1998, à Créteil.

On se réunira jeudi 7 janvier 1999, à 9 heures, au crématorium de Valenton (Val-de-Marne), route de la Fontaine-Saint-Martin.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

64, boulevard John-Kennedy,
94000 Créteil.

– Pérignat-lès-Sarliève, Tulle, Epernay.

Françoise Roques et Georges Delort,
Hélène et Yves Sureau,
leurs enfants et petits-enfants,
Christophe et Evelyne Roques-Boizel
et leurs enfants,
Sylvie Roques et Hervé Arnault,
Toute la famille,
Et ses amis,
font part du décès de

Mme Maurice ROQUES,
née Suzanne BERNARD,

survenu le 1er janvier 1999, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu ce lundi *4 janvier, en l'Eglise réformée de* Clermont-Ferrand.

– Louise Zylberberg,
sa fille,
Annette Zylberberg,
sa sœur,
Ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Barbara et Monique,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon ZYLBERBERG,

survenu le 28 décembre 1998, à Paris.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

Ita,

décédée le 15 juillet 1995.

Anniversaires de décès

– Le 5 janvier 1996, disparaissait

Christian FAUVET.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée ce jour pour lui.

Souvenirs

– Sa fraîcheur, son élégance et son parfum, à trente-six ans, ont pris la seule porte pour sortir d'un monde où tout meurt.

A mon compagnon tué le 14 septembre 1996, le

docteur Jean-Louis FRASCA.

Journées d'études

Les Archives Françoise Dolto
organisent des
« Journées d'études
Françoise Dolto »
à l'UNESCO,
en partenariat avec :
la Fondation de France,
le ministère de l'emploi/solidarité
Jeudi 14 janvier
Forum des professionnels
de l'enfance
Vendredi 15 janvier
La Maison verte
et les structures Dolto
Samedi 16 janvier
Image inconsciente du corps
Dimanche 17 janvier
Sujet et spiritualité
Renseignements : 01-40-51-72-05
Inscriptions : *01-30-43-26-00*

Conférences

Conférences de l'Etoile :
la Bible et le Coran
six mardis de suite, à 20 h 30
avec D. Boubakeur, *mosquée de Paris* ; D. Farhi, rabbin ; et A. Houziaux, pasteur (deux conférenciers par soirée).
Adam, le 12 janvier, à l'église protestante, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e.
Marie, le 19 janvier, à l'église protestante.
Abraham, le 26 janvier, à la synagogue, 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15e.
Moïse, le 2 février, à la synagogue.
Jésus, le 9 février, à la mosquée, place du Puits-de-l'Ermite, Paris-5e.
Mahomet, le 16 février, à la mosquée.
Libre participation aux frais.

Séminaires

La revue *PASSAGES*
et l'Association des Amis de *Passages*
(ADAPes)
organisent un séminaire sur le thème :
« Communautés diététiques
et traditions »
Le **mercredi 6 janvier 1999** à 20 h 30, dans les locaux de la revue *PASSAGES*, 17, rue Simone-Weil, Paris-13e.
Avec les interventions de : Joseph Sitruk, Dalil Boubakeur, Charles Malamoud, Eric Aumonier, Michel Leplay, Père Gustave Martelet, Nicole-Maya Malet.
Renseignements et inscriptions :
Tél. : 01-45-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24.

COLLÈGE INTERNATIONAL *DE PHILOSOPHIE*

● **Séminaires**

Jehanne Dautrey : « Voir et entendre : pour une dramaturgie de la subjectivité musicale ». 8 janvier : 20 heures-22 heures, amphi A ; 15 janvier : 20 heures-22 heures, amphi B ; 22 janvier : 18 heures-20 heures, amphi A. *Carré des sciences, 1, rue Descartes*, Paris.

François Dagognet, Régis Debray : « Plus ou moins ». 4, 11, 18 et 25 janvier, 18 h 30-20 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

François Jullien : « "Vivre à propos" : avions-nous besoin d'un concept du temps ? ». 4, 12, 18 et 26 janvier, *19 heures-21 heures, amphi Poincaré*, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● **Conférence**

Jean-Toussaint Desanti : « Temps du monde : temps de l'homme ». 6 janvier, *18 h 30-20 h 30*, amphi *Poincaré*, *Carré* des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Communications diverses

SOLDES
Mois du blanc

A la boutique NOËL

jusqu'au 31 janvier,
du lundi au samedi,
de 10 heures à 19 heures.

Linge de maison brodé :
nappes, sets de table, draps,
éponges, peignoirs, accessoires.

1, avenue Pierre-Ier-de-Serbie,
place d'Iéna, Paris-16e.

URBANISME Depuis le mois de septembre, les anciennes directions de l'architecture et du patrimoine sont regroupées au sein du ministère de la culture dans une seule entité, sous la direction de François Barré. ● CET ÉNARQUE de soixante ans a une longue pratique des institutions culturelles et architecturales. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, il explique la portée de ce rapprochement administratif, estimant qu'il s'agit de *« rétablir la relation entre mémoire et projet »* entre un patrimoine très visité et une création architecturale mal considérée. ● IL RÉPOND aux critiques visant la pratique des concours architecturaux, une particularité française qui, depuis avril 1998, doit s'adapter aux règles de la Communauté européenne : non-rémunération, anonymat, et suppression de l'audition des concurrents. Il espère que la pratique des concours se généralisera en Europe.

François Barré, trait d'union entre l'architecture de création et le patrimoine

Réconcilier « la ville historique, admirable » et « la ville contemporaine, difficile à vivre », est l'un des objectifs de la nouvelle direction du ministère de la culture, dont le titulaire répond, dans un entretien au « Monde », au débat ouvert sur ses intentions et ses moyens

« Quel est l'intérêt d'avoir fusionné les directions du patrimoine et de l'architecture ?

– On ne peut plus dire : seul le monument compte, ou, pour la création, seul nous intéresse l'objet rare. Notre regard est devenu plus vaste. Il faut considérer l'ensemble de l'espace urbain, rapprocher ce qui dépendait d'administrations séparées. La coupure dans l'enseignement – d'un côté les passéistes, de l'autre l'avant-garde qui ignore tout de ce qui l'a précédée – a été critiquée également, à juste titre. Il faut mettre fin à cette situation caricaturale.

– Symbole de ce rapprochement, la future Cité du patrimoine et de l'architecture à Chaillot ne semble pourtant pas faire l'unanimité.

– Les réactions sont les conséquences d'une culture de la séparation. Nous ne voulons négliger ni l'histoire ni la création, mais simplement rétablir la relation entre mémoire et projet. Pour ceux qui s'inquiètent du sort de l'Institut français d'architecture (IFA), puis-je souligner qu'il n'y a jamais eu autant d'architectes au sein du conseil d'administration, présidé par Dominique Perrault ? Massimiliano Fuksas ou Paul Virilio ont tout de suite vu le côté novateur de Chaillot : un espace où l'architecture des siècles passés rencontre celle du XX[e] siècle, lieu de confrontation. Deux mille quatre cents mètres carrés pour les expositions, dont 450 m² pour une galerie d'actualité, une grande bibliothèque de trente mille volumes en libre accès, sorte de BPI de l'architecture : il faut être un esprit chagrin pour estimer que l'avant-garde s'y noie. D'ailleurs l'avant-garde est le concept le plus obsolète de l'histoire de la création au XX[e] siècle.

– L'IFA ne risque-t-il pas de se dissoudre dans la future Cité ?

– Soit on renforce l'autonomie de l'IFA, avec ses limites budgétaires. Soit on l'intègre au sein d'un grand projet où il peut prendre toute sa mesure, par exemple pour créer cette galerie d'actualité qui n'a jamais vraiment existé. Sans oublier pour autant que l'IFA a déjà une dimension patrimoniale, une part notable de son budget étant consacrée aux archives du XX[e] siècle dont s'occupe activement Maurice Culot. Une volonté de mémoire qui ne me paraît d'ailleurs pas constituer un salut quotidien aux avant-gardes.

– N'est-il pas dangereux de confier la présidence de l'IFA à un architecte suractif ?

– Il vaut mieux confier la présidence de l'IFA à un architecte qui a du travail plutôt qu'à un oisif. Dominique Perrault y consacrera beaucoup plus de temps que moi, responsable de la DAP. Ce n'est pas un temps plein et il existe un directeur, Jean-Louis Coben. Un président doit avoir une liberté de propos, une bonne connaissance du milieu et une capacité de représentativité. Dominique Perrault conjugue ces qualités.

– Le futur Musée des arts et des civilisations, quai Branly, sera-t-il l'occasion de clarifier la pratique controversée des concours ?

– L'architecture française est considérée comme une des plus vivantes qui soient. Cela est dû pour une part à la politique de concours développée en France, seul pays qui a instauré une obligation dans ce domaine. Dans un premier temps, nous avons connu des grands concours ouverts aux architectes du monde entier. Depuis, la loi de 1993 sur la maîtrise d'ouvrage public (MOP) a conduit à des consultations rémunérées, plus restreintes. Mais le bilan global est très positif. Cela a permis l'accès à la commande de professionnels jeunes ou peu connus et l'émergence d'architectes de qualité.

» Les concours ont certes des inconvénients. Ils sont fondés sur une stratégie de séduction qui privilégie la forme au détriment de vertus plus discrètes. Ils engendrent aussi des mécontentements : il n'y a qu'un seul vainqueur. Mais leur régularité n'est pratiquement jamais remise en cause et 80 % des contentieux portent sur le montant des rémunérations. Les collectivités locales se plaignent parce qu'il n'y a que les stars parisiennes qui gagnent. Paris gémit en évoquant le protectionnisme local.

» Desormais, le vrai problème est ailleurs : selon les directives européennes adoptées en 1992, dans l'indifférence générale des acteurs français, et applicables depuis le 1[er] avril 1998, seuls sont acceptés des concours ouverts, anonymes, non rémunérés, avec des jurys souverains où les architectes sont majoritaires. Je vous rappelle qu'en France le jury est composé d'un tiers d'architectes et que le maître d'ouvrage a le dernier mot. L'audition des concurrents, c'est-à-dire le dialogue entre le maitre d'ouvrage et le maitre d'œuvre, est supprimée.

– Quelle solution pouvez-vous apporter ?

– Nous avons fait le tour des organismes professionnels européens mais la France reste isolée et son système de concours est méconnu. L'Italie en organise vingt-cinq par an, la Finlande dix, l'Allemagne cinq cents, mais la France, deux mille. De plus, certains pays du Nord ont l'impression d'être en face d'une bande de mafieux méditerranéens qui refuseraient les vertus d'un anonymat supposé vertueux. On peut espérer qu'il y aura un temps de latence pendant lequel des pays très fermés aux concours internationaux – la Grande-Bretagne ou l'Espagne – vont s'ouvrir progressivement. Et que les architectes n'accepteront plus de répondre à ces concours sans être payés. Mais, c'est un fait, nous sommes dans une position embarrassante.

– Si l'architecture française a traversé une période riche pour ne pas dire faste, ses outils culturels semblent se déliter...

– Nous sommes à la fin d'une période de grande commande publique, même si les concours, sorte de laboratoire de la profession, ne représentent que 5 % de la commande architecturale. La mutation actuelle entraine une veritable fracture. Une partie de la profession vit encore dans le rêve de l'architecte libéral, individualiste, dans la tradition des Beaux-Arts. Mais une autre partie, des agences souvent peu connues et qui marchent bien, s'attache à réinvestir l'ingénierie, le paysage, l'économie de la construction, la conduite des chantiers, le lien avec le projet urbain et le travail avec les collectivités territoriales.

» Les architectes sont pratiquement absents de la rehabilitation jugée peu valorisante. Or c'est un marché énorme et qui va s'accroissant. Les jeunes sont moins reticents. Ils considèrent qu'on peut être pleinement architecte en travaillant avec les villes, ou en s'investissant dans le secteur de la maison individuelle, trop souvent méprisé. La vraie question aujourd'hui est : comment fabriquer de la ville qui ne soit pas difficile à vivre ?

– Pourtant, on assiste à une montée de l'intérêt des citoyens et des associations pour la ville.

– C'est une des raisons pour lesquelles je me réjouis de la reunion du patrimoine et de l'architecture. Car ces mêmes citoyens – qui font l'énorme succès des Journées du patrimoine – ne considèrent, quand il s'agit d'architecture contemporaine, que les premiers du classement. En utilisant le levier du patrimoine, nous pouvons montrer qu'il n'y a pas d'un côté la ville historique admirable et de l'autre une ville contemporaine conçue par des architectes mal élevés, ignorants, méprisants.

» Les architectes vont avoir a travailler de plus en plus à partir de l'existant et non plus créer ex *nihilo*. Ils doivent être plus attentifs a la demande. Les associations, elles, ne doivent pas se borner à un rôle de défense, mais s'affirmer comme des partenaires et être capables de porter des projets. Il ne faut pas oublier que la ville se fait très lentement. Si la cité d'aujourd'hui nous apparait distendue, c'est qu'elle est récente. On juge, dans leur précarité, des villes qui ont cinquante ans, en les comparant à des cités qui ont mille ans. Il est vrai qu'en un demi-siècle, et sortant d'une guerre, on a fabrique des villes qui sont incomplètes. Dans un siecle, on aura vraisemblablemnt recréé quelque chose qui ressemblera à une ville savante.

» Avec la réforme fondamentale de l'archéologie préventive, ou celle de l'enseignement de l'architecture, nous sommes engagés dans une politique de réformes pas très spectaculaires, mais profondes. »

Propos recueillis par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux



GASTON BERGERET

François Barré : « Les architectes doivent devenir plus attentifs à la demande. »

Diplomate et créatif

François Barré, soixante ans le 18 janvier, est le premier directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture. Polyvalent, cet énarque, après un début de carrière diplomatique et politique (au cabinet de Chaban-Delmas à Bordeaux en 1967, s'est converti dès 1968 à l'architecture et à la création. Passant du service public (fondation du Centre de création industrielle en 1969) au secteur privé (conseiller de la régie Renault), de la presse (rédacteur en chef d'*Architecture Aujourd'hui* en 1977) à l'administration : délégué aux arts plastiques en 1981, il est nommé président du Centre Georges-Pompidou en 1993 avant de retourner rue de Valois comme directeur de l'architecture.

Les colloques sont l'un de ses moyens d'expression favoris avec les concours d'architecture, exercice dont il maîtrise souverainement les jeux et les clairs-obscurs. Eclectique, parfait connaisseur des institutions architecturales, il est tantôt le conseiller officieux de la droite, tantôt celui, officiel, de la gauche. Homme d'invention sur le terrain (parc de La Villette, exposition « Cités-Cinés »), généreux de son amitié, il passe en revanche pour plus indécis, ou trop diplomate, lorsqu'il s'agit de prendre parti entre les hommes et leurs propositions.

Géographie administrative et unité d'action

C'EST dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes. L'administration est très stricte sur ce point. Ainsi la toute nouvelle direction de l'architecture et du patrimoine, juridiquement née en septembre 1998, et aussitôt surnommée avec tendresse « DAPA », ne peut-elle être décrite qu'en passant par l'énumération acrobatique de ses vies antérieures. Dont voici le résumé succinct.

A l'origine était le service des monuments historiques, dits « MH », créé par Guizot et assumé par Mérimée dès 1830, œuvre pie rattachée au ministère de l'éducation nationale jusqu'en 1959. Arrive Malraux, qui invente le ministère de la culture avec, notamment, une direction de l'architecture, chapeautant le service des MH aussi bien que l'enseignement de l'architecture. Une administration assez généreuse alors pour accepter l'ancien et le moderne.

En 1978, l'architecture quitte la Rue de Valois pour intégrer les structures du ministère de l'environnement, puis, à partir de 1981, de l'équipement, où elle emporte aussi ses attributions en matière de sites et de secteurs sauvegardés. Mais les monuments historiques (sans leurs abords) *stricto sensu* restent à la culture. Un étrange divorce est donc prononcé, qui donne à un ministère célèbre pour la qualité de ses ingénieurs la création architecturale et une part essentielle de la protection patrimoniale.

Au sein de l'équipement, alors que le souffle de la commande publique se montre extrêmement favorable, l'architecture va donner naissance à plusieurs portées, parmi lesquelles les conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE) et l'Institut français d'architecture (IFA). Les enthousiasmes sont alors grands, mais la profession ne cesse de s'appauvrir.

Le mariage de l'architecture avec l'urbanisme au sein d'une nouvelle direction (DAU) assure la cohésion apparente de la famille, chichement dotée, comme l'indique l'état de l'enseignement, mais fière, comme le montrent les grands travaux. Face à l'Etat, la profession, passionnément individualiste, et dont les rares esprits syndicaux mériteraient une prompte béatification, a même retrouvé un ordre des architectes alors capable de propositions plutôt que de s'entre-déchirer.

JEUNES CADRES, JEUNES IDÉES

Dix ans plus tard, la famille administrative elle-même éclate. Philippe Douste-Blazy exauce le vœu de Jack Lang : la Rue de Valois récupère en 1996 l'architecture, confiée à François Barré. Dépit à l'équipement, mais dépit aussi Rue de Valois, où le patrimoine, après avoir bénéficié de l'ample passion de Christian Dupavillon, s'est racorni avec sa nouvelle directrice, Maryvonne de Saint-Pulgent. Des rapprochements sont tentés en vain, jusqu'à la création de la direction de l'architecture et du patrimoine.

La DAPA de François Barré n'a guère plus d'outils que ses prédécesseurs dans leurs diverses configurations. Son directeur met cependant en route une fusion d'un type assez costaud pour rendre durablement périlleuse toute tentative de divorce forcé. Il rajeunit aussi les cadres, et les idées avec eux. Ses deux adjoints, Michel Rebut-Sarda et Michel Ricard, régentent sept sous-directions qui ne doivent plus autoriser la vieille querelle des anciens et des modernes. L'un a la connaissance, la conservation et la création, sorte de temple dédié à la sérénité retrouvée ; l'autre les enseignements, les réseaux, les ressources, les publics, un conglomérat qu'on appellerait ailleurs du simple et joli nom d'agitation, souvenir trentenaire.

F. E.



Eric Vigner, le refondateur de Lorient

Le metteur en scène du Centre dramatique de Bretagne conduit « Marion de Lorme » à Paris

TOUT EN RÉPÉTANT *L'Ecole des femmes* à la Comédie-Française (première prévue le 27 février), Eric Vigner présente au Théâtre de la Ville (*Le Monde* du 12 octobre 1998) une *Marion de Lorme* qui est un manifeste. Pour lui, Hugo et Molière représentent la *« poursuite d'un même travail »* lancé depuis sa base arrière de Lorient, où le metteur en scène (trente-huit ans) du Centre dramatique de Bretagne (CDDB) a su, en seulement trois saisons, donner au port breton un contour radicalement nouveau sur la carte théâtrale.

L'accent est mis sur l'écriture contemporaine, la création, la transmission. Les deux tiers du budget de six millions de francs passent *« dans l'artistique »*, grâce à une petite structure de huit permanents. Et le théâtre manifeste un engagement à la hauteur des attentes d'une ville en souffrance, de son économie, de son esprit. Breton d'origine, Eric Vigner se sent en pleine harmonie avec la mentalité celte, *« sa perception de l'invisible, inscrite dans la mémoire collective, et l'utopie comme une donnée qui permet de se dépasser »*.

C'est un parcours atypique, *via* un Capes d'arts plastiques à Rennes, qui le conduit au Conservatoire d'art dramatique à Paris, à l'âge de vingt-cinq ans. En 1986, il assiste Brigitte Jacques dans la mise en scène d'*Elvire Jouvet 40* : *« Avec Jouvet, j'étais à l'école du sentiment. Ça m'est resté. »* En 1991, il fonde sa compagnie, Suzanne M., et monte *La Maison d'os* sur trois étages d'une usine désaffectée, afin que *« le public soit dedans et pas devant »*. La pièce sera reprise par le Festival d'automne.

Son *« engagement poétique et politique »* se reconnaît dans Roland Dubillard. Avec lui, Eric Vigner peut opérer dans la *« connaissance directe, l'invisible, le senti »* et défendre l'idée de circuit court (et de court-circuit) vers le poétique, sans marchepied livresque. Au passage, le metteur en scène s'élève contre *« l'imposture »* que représenterait, selon lui, l'exigence d'une culture particulière pour accéder à la création contemporaine et s'emporte contre ceux pour qui *« la fable est la moindre des choses, alors qu'elle est peut-être au centre du monde »*.

« LA FORCE EST EN PROVINCE »

Vient le temps de la rencontre – *« fondamentale »* – avec Marguerite Duras. En 1993, dans un cinéma désaffecté de la banlieue brestoise, il adapte *La Pluie d'été*. Encore une fois, il y insiste : *« Ce qui m'intéresse, c'est le cœur. »* Après avoir vu son travail (qui sera représenté une centaine de fois), la romancière, enthousiaste, lui offre un texte de son choix. La réponse est prête : *Hiroshima mon amour*. Secrètement, le scénario s'est imposé avec la découverte de Lorient, à cause de l'Orient bien sûr et du commerce avec les Indes, à cause de la base de sous-marins allemande, des bombardements américains, de cette mémoire restée là, enfouie dans le prolongement du bassin à flot, et du silence étrange qui continue d'en émaner. *« Tout est juste »*, s'enthousiasme t-il, mais en attendant de pouvoir le monter, c'est à *La Douleur* (avec Anne Brochet) qu'il travaille pour cet été.

Chaque année, il aura créé un spectacle au CDDB (*L'Illusion comique* en 1996, *Brancusi contre Etats-Unis* en 1997, *Toi cour, moi jardin*, d'après Jacques Rebotier, et *Marion de Lorme* en 1998). Ce qui lui importe, *« c'est de croire en l'objet d'art et d'ensemencer »*. En trois verbes : découvrir, produire, accompagner, il remet partie de son propre avenir dans la jeune création. Déjà, il y a eu *Débrayage*, de Rémi de Vos, et *Soir de fête*, d'Irina Dalle, en 1996 ; *Combat de nègre et de chiens*, mis en scène par Anita Picchiarini, et *Le Colonel des zouaves*, d'Olivier Cadiot, mis en scène par Ludovic Lagarde en 1997 (pièce programmée au Théâtre de la Colline, à Paris, pour mai 1999) ; *Du désavantage du vent*, d'Eric Ruf, et *De Lorient à Pondichéry*, de Christiane Véricel, en 1998. Rémi de Vos, Irina Dalle et Eric Ruf auront réalisé leur première mise en scène à Lorient. Travailler avec le CDDB, c'est rester deux mois en résidence et *« préparer les gens au spectacle »*. *Du désavantage du vent* a rassemblé 1 500 spectateurs en six représentations, dans une ville de 65 000 habitants, et *Soir de fête* a fait l'ouverture du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis en janvier 1998 : *« Cela montre*, estime Eric Vigner, *que la force est en province actuellement. »*

« LE SPECTATEUR AU CENTRE »

Il a pris le parti des aventures, des rencontres et du partage pourvu qu'ils soient *« en direction de l'avenir »*. L'année 1999 devrait voir une révolution à la tête du CDDB dans la réunion de trois jeunes « hussards » de la mise en scène sous l'appellation des « NRV » (pour Nauzyciel, Ruf et Vigner). Avec l'idée de travailler à trois, dans l'égalité, dans le mélange des acteurs (déjà commencé), la communauté de pensée et la différence des identités. Leurs travaux respectifs devraient être présentés au prochain Festival d'Avignon. Ainsi, Eric Vigner se pose-t-il à l'avant-vague de ces refondateurs *« qui ont commencé d'irriguer un réseau théâtral qui s'était sclérosé »*. Il tempête, de sa voix douce : *« Il existe une force inouïe, étouffée par une forme de pensée unique, dans un consensus de vingt ans. Les Centres dramatiques doivent être des laboratoires de forme travaillant sur le long terme, sur le fond. On est là pour créer des liens. On est juste des passeurs. Il faut cette humilité, tout le contraire de la vision romantique de l'artiste. Le théâtre doit mettre le spectateur au centre. C'est en ce sens que l'acte théâtral devrait être un acte gratuit : on n'attend rien en échange. »*

FRÉDÉRIC POLETTI

Eric Vigner : « Ce qui m'intéresse, c'est le cœur. »

Jean-Louis Perrier

★ *Marion de Lorme*, de Victor Hugo. Mise en scène : Eric Vigner. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. Mo Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Du 6 janvier au 30 janvier, à 20 h 30, du mardi au samedi ; à 15 heures, dimanche 24 janvier.

Fin de siècle à Nantes réussit à confronter les genres

NANTES
de nos envoyés spéciaux

L'esprit de New York en matière artistique, sujet du festival Fin de siècle à Nantes, du 30 décembre 1998 au 2 janvier, c'est aussi une facilité à tout prendre et à tout casser. Arto Lindsay, guitariste américain né au Brésil, désarticule la bossa nova avec l'aide d'un bassiste (Melvin Gibbs, l'un des meilleurs sur la place, desservi ici par l'acoustique défaillante des Olivettes, un hangar qui fut utilisé pour ranger les décors de théâtre du Centre de recherche et de développement culturel, CRDC) et d'un DJ (Andres Levin). Les hachures électrisantes et sur-saturées de son jeu de guitare ne tombent jamais à côté : elles se coulent dans la logique des mélodies, des balancements. Lindsay fut à Nantes l'activiste qu'il est en règle générale : présent à tous les concerts de ses compatriotes, curieux d'entendre la « new wave » nantaise (Dominique A, Yann Tiersen), il joua de la guitare en solo à l'Hôtel de la Duchesse-Anne, chanta aux Olivettes, donna une performance musicale dans une salle annexe de la grande rave du réveillon, avec DJ Spooky, remixeur de tout devant le Dieu platine (entendu le lendemain en duo avec le collectif Elektro Fetus et Akin, le batteur de Byzar). En bref, établit des ponts entre les genres.

Les genres sont le cadet des soucis de Zeena Parkins, harpiste aux allures sages ayant versé dans un élégant tout électronique, sonnant d'aériens déluges commandés par les *structures rythmiques des machines*. Jazz, techno, musique classique ne trouvent plus ici leurs frontières, pas plus que chez Uri Caine, pianiste new-yorkais parti à l'assaut de Gustav Mahler, dont il démontre les vertus populaires. Le Mahler Project pique au compositeur la *Trauermarsch* ou l'*adagettio* de la *Cinquième Symphonie*, un chant des *Kindertotenlieder* ou *Urlicht* de la symphonie *Resurrection*, les habillent en toute grâce de fanfare, d'esprit yiddish, de jazz. Ralph Alessi est à la trompette, Mark Feldman au violon, Jim Black aux percussions, Michael Formanek à la basse, et DJ Olive aux platines, légères, discrètes, efficaces.

SPIRALES ET POINTES

Tous ces musiciens ont été liés, à un moment ou à un autre, à l'histoire de la Knitting Factory de New York, scène alternative et avant-gardiste, aujourd'hui référence (ce qu'est loin d'être son fonctionnement – musiciens sous-payés, accueil inexistant). François-Xavier Ruan, responsable du club Pannonica et chargé de la programmation jazz de Fin de siècle, a privilégié ce courant et celui du renouveau du free jazz dont le pivot est le contrebassiste William Parker. Le lien du festival avec les lieux excentrés a été tout spécialement accompli à cette occasion. Des publics habituellement arrêtés sur des positions toutes faites (le jazz c'est l'ennui, l'électronique du bruit) se sont croisés à l'Hôtel de la Duchesse-Anne lors de concerts courts (solo, duo) de musique improvisée et de confrontation de l'acoustique avec l'électronique, au Pannonica et à la Salle Paul-Fort. Une réussite.

Deux personnalités fortes, musiciennes, ont enchanté ces propositions multiples : la batteuse Susie Ibarra et le guitariste Marc Ribot. La première, présente dans plusieurs formations (avec Parker, Cooper Moore), a fait siennes les évolutions de la batterie free ; elle sait swinguer, passe de mouvements en spirales et pointes à des appels à l'Afrique. Le second, électron libre de la guitare, rapproche le *son* de Cuba des étincelles psychédéliques et blues de Jimi Hendrix. Sa musique festive ne cède pas aux facilités.

Et puis aux Olivettes, symboles de ces échanges franco-américains, deux couples, Dominique A/Françoiz Breut et Damon Krukowski/Naomi Yang, ont laissé le festival rêveur et charmé avec une pop acoustique un peu déboussolée, des textes surréalistes, avec des instants fragiles, d'émotion sur le fil. C'est comme une respiration avant que le hangar ne devienne l'ultime point d'expérience des DJ de la jungle ou du drum'n' bass.

Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier

Une santé financière en voie d'amélioration

En 1996, Nantes avait vécu *« avec une frustration dramatique »*, selon Jean Blaise, directeur du festival et du Centre de recherche et de développement culturel (CRDC, scène nationale), l'annulation *in extremis* de la dernière édition des Allumées (rebaptisé Fin de siècle l'année 1997) consacrée à La Havane – irrité par la présence annoncée de dissidents politiques, le régime de Fidel Castro avait refusé tous les visas aux artistes invités. En 1997, Johannesburg et l'Afrique du Sud avaient provoqué un déficit de quelque 4,6 millions de francs dans les comptes du CRDC (sur 24 millions de francs de budget annuel, dont 11,5 millions de la ville de Nantes).

Epaulé par un administrateur garant de la rigueur, le CRDC s'était donné deux ans pour apurer la dette. Avec environ 30 000 entrées payantes, le Fin de siècle new-yorkais redresse la tendance, et dépasse les prévisions les plus optimistes.

Mort de Rolf Liebermann, musicien élégant, qui fut un grand directeur de l'Opéra de Paris

Le compositeur suisse est mort à Paris, samedi 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans

Directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, Rolf Liebermann a su refaire de Paris la capitale européenne de l'art lyrique, doter l'Opéra d'une trentaine d'ouvrages du répertoire prêts en permanence, inviter les plus grands artistes du monde entier pour des séries complètes de représentations, commander et créer des œuvres, ainsi que faire revenir un public qui avait pris la tangente. Il est mort à Paris, où il vivait, samedi 2 janvier.

IL N'Y A PAS longtemps encore, Rolf Liebermann et sa jeune femme étaient de toutes les premières de l'Opéra de Paris, du Châtelet, du Festival de Salzbourg. « Monsieur » Liebermann *n'était pas là pour serrer les mains* comme un politicien en campagne, il venait pour la musique, pour les voix, pour le théâtre. Liebermann vous regardait droit dans les yeux quelques secondes en souriant. Vous lui rendiez la pareille et tout était dit.

La discrétion, l'éducation faites homme. Une vie mise au service de la musique, de l'opéra, du talent des autres, qui avait rejailli sur un être qui avait supporté sans répondre quelques campagnes de presse calomnieuses et coups bas de la part d'une administration française à laquelle on ne se résout pas à mettre une majuscule. Rolf Liebermann, pourtant, avait choisi de vivre à Paris.

MARION KALTER

Rolf Liebermann.

Né le 14 septembre 1910 à Zurich, comme Robert Schumann un siècle avant lui, Rolf Liebermann se lance dans des études de droit qu'il abandonnera bientôt définitivement pour la musique, qu'il étudie d'abord en privé. *Le voilà*, ce grand Européen d'éducation, parti pour Budapest. En 1936, il y étudie la direction d'orchestre auprès d'Hermann Scherchen, chef *visionnaire, iconoclaste, intellec*tuel de premier ordre et tyran patenté sur le podium – dans la vie, il était communiste et on le lui fera payer.

En 1937 et 1938, Liebermann est l'assistant de Scherchen à Vienne. Retour en Suisse, où il travaille la composition à partir de 1940. De 1945 à 1950, il est producteur à la *Radio de Zurich et en devient le* directeur artistique de l'Orchestre. Il quitte ses fonctions en 1957 pour devenir directeur de la musique à la Radio de Hambourg. En 1959, *il est nommé intendant* de l'Opéra de la ville natale de Johannes Brahms.

Les qualités de directeur artistique et d'organisateur de Liebermann feront de cette maison l'un des hauts lieux de la vie musicale allemande et internationale. Associant avec lucidité fonds de répertoire et création, Liebermann attirera à lui jeunes artistes et talents confirmés et passera commande ou assurera la création d'une quantité impressionnante *de ballets et d'opéras à des* compositeurs aussi différents que Marius Constant, Boris Blacher, Antonio Bibalo, Paul Burkhard, Gottfried von Einem, Alexander Goeher, *Pierre Henry, Hans Wer*ner Henze, Mauricio Kagel, Ernst Krenek, Gian Carlo Menotti, Krzysztof Penderecki, Gunther Schuller, Humphrey Searle...

En *1970, Liebermann qui avait* fait savoir qu'il ne renouvellerait pas son contrat, est pressenti par Marcel Landowski, alors directeur de la musique dans le ministère *de la culture que dirige Jacques* Duhamel, pour devenir administrateur général de l'Opéra de Paris. Quand Liebermann prend ses fonctions en 1973, il arrive dans *une « grande boutique » mal* achalandée – sauf cas exceptionnel, il suffit d'acheter son billet le soir pour trouver une place –, dans un état artistique problématique que le plafond commandé à Marc Chagall par André Malraux en 1964 n'avait fait que souligner : le XXe siècle est au plafond, la routine dans la fosse, la poussière sur le plateau. La maison est, en outre, dans un état social catastrophique.

Marcel Landowski, non sans courage, avait entrepris de s'attaquer à sa rénovation artistique dès 1969 en exigeant le décompte des services individuels pour le chœur et l'orchestre, la suppression des fausses heures supplémentaires, l'harmonisation les heures de service des différentes catégories de personnels et en licenciant à tour de bras musiciens d'orchestre, chanteurs de la troupe et danseurs.

Mal accueilli par les syndicats, par quelques journalistes qui n'admettent guère *que l'on confie* à un Suisse la direction de l'illustre maison et qui dénoncent l'irruption de chanteurs et de chefs d'orchestre étrangers, Liebermann *remplira son contrat et* celui qu'il s'était lui-même fixé : faire de Paris la capitale européenne de l'art lyrique, doter l'Opéra d'une trentaine d'ouvrages du répertoire prêts en permanence, inviter les plus grands artistes sans tenir compte de leur nationalité pour des séries complètes de représentations aux *répétitions desquelles ils auront* participé du début à la fin, commander et créer des ouvrages et faire revenir un public qui avait pris la tangente.

> La discrétion, l'éducation faites homme. Une vie mise au service de la musique, de l'opéra, du talent des autres

Liebermann réussit à peu près sur tous ces points et voit son contrat de trois ans renouvelé. Une partie de la presse lui reproche cependant sa politique de festival permanent. *De 1973 à* 1980, l'Opéra de Paris connut de grandes soirées où les compromis propres à l'art lyrique – chant, direction d'orchestre, mise en scène s'accordent exceptionnellement –, *s'effacent devant des pro*ductions dont certaines ont à tout jamais marqué (*Les Contes d'Hoffmann*, *Les Noces de Figaro*, version intégrale de *Lulu*, *Faust*, *Moïse et Aaron*, *Les Soldats*, *Le Grand Macabre*, *Saint François d'Assise*, ce dernier créé après le départ de Liebermann, mais commandé par lui). Des productions qui auront durablement acquis la jeunesse mélomane à la cause lyrique.

Mis en scène et dirigés par Patrice Chéreau, Jorge Lavelli, Giorgio Strehler, Georg Solti, Karl Böhm, Lorin Maazel, Pierre Boulez, Josef Krips, Seiji Ozawa et tant d'autres, chantés par Mirella Freni, Kiri Te Kanawa, Christa Ludwig, Placido Domingo, Katia Ricciarelli, Margaret Price, Teresa Stratas, Birgitt Nilson, Ileana Cotrubas, Régine Crespin, Jane Berbié, Yvonne Minton, Lucia Popp, Jon Vickers, Kurt Moll, José Van Dam, Martti Talvela, Teresa Berganza, Frederica von Stade, etc., ces opéras ne risquaient pas de faire crouler de rire le public devant la ringardise de certains *spectacles quelques saisons plus* tôt. Personne n'avait oublié le *« Astérix ! »* tonitruant qui avait accueilli *Aïda*...

Des grèves, dont une surprise, *le 20 mars 1976, un soir où le pré*sident de la République, Valéry Giscard d'Estain, avait convié *« 1 500 Français méritants »* – ça ne s'invente pas – sonneront le *coup d'envoi de la scène de la* vengeance. Tout d'un coup, l'Etat cherche noise à Liebermann, que l'on accuse d'être trop dépensier et l'inspection générale des fi*nances s'en mêle en dressant a posteriori* le bilan de trois années qu'il aurait été plus honnête de suivre au jour le jour. Tout rentrera dans l'ordre, et la subvention *fut augmentée*.

L'affaire aurait pu n'être qu'un de ces nombreux retournements de situation de la vie musicale institutionnelle française, elle se solda *par le suicide d'un énarque* président du conseil d'administration de l'Opéra qui était entré en conflit avec Rolf Liebermann. Cette triste affaire fut, en son temps, commentée par des journalistes trop passionnés pour se limiter à la relation des faits. Il y a quelques années, Rolf Liebermann était encore meurtri de ce que l'on avait pu imaginer qu'il pût être la cause du suicide de Jean Salusse.

Vint 1980 et Rolf Liebermann quitta l'Opéra de Paris pour voyager et se remettre à la composition. L'Opéra de Hambourg le rappela en 1985 pour trois ans. Entre-temps, cet homme aimable – c'est ainsi que Liebermann se traduit en français – dirigea le Mozarteum de Salzbourg, conseilla de nombreux artistes, suivit d'un œil attentif ses deux poulains Hugues Gall et Gérard Mortier montrer ce qu'ils savaient *faire à l'Opéra de Genève* et à la Bastille, à l'Opéra de Bruxelles et au Festival de Salzbourg. Avec cet étonnant mélange de lucidité, de bienveillance, de simplicité, de curiosité d'esprit et de grande allure qui étaient la marque d'un homme proche et intimidant à la fois.

Alain Lompech

Les réactions

Pour le chorégraphe Maurice Béjart, Rolf Liebermann *« avait un sens musical extraordinaire et toujours une opinion juste, intelligente et drôle* (...), *une culture fantastique, un très grand humour »*. Selon la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, Rolf Liebermann *« restera en France l'homme du renouveau de l'Opéra de Paris »*. Quant au premier ministre, Lionel Jospin, il estime que la France *« doit beaucoup »* à Rolf Liebermann, dont *« la plus grande réussite aura été de faire revivre l'Opéra de Paris et de l'ouvrir à un plus large public qui donnera naissance à l'Opéra-Bastille »*.

SORTIR

PARIS

Vadim Repin
Invité pour la première fois en France par Rollo Kovac, violoniste et directeur des très russes Semaines musicales de Tours, alors qu'il n'avait qu'une quinzaine d'années, le violoniste Vadim Repin a fait bien du chemin depuis. Il n'en oublie pas pour autant l'Auditorium du Louvre, qui fut l'une des premières salles parisiennes à *croire en lui. Entre deux concerts* avec les plus grandes formations du moment, il s'installe dans la petite salle aménagée sous la Pyramide en compagnie de quelques amis venus d'horizons divers. Surtout ne pas manquer la rencontre de ce violon à la calme virtuosité, très proche de celle de David Oïstrakh, avec celle incandescente et virevoletante du Hongrois tsigane Roby Lakatos. Cette série de concerts s'achèvera par l'interprétation du *Concerto* de Brahms avec l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, sous la direction de Riccardo Chailly, le 15 janvier, au Théâtre des Champs-Elysées.
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, 1er. Mo Louvre. Les 4, 6, 7, 8 et 11 janvier, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F ; les cinq concerts : 443 F.

Les Merdicoles
Le racisme est l'un des thèmes de ces *Merdicoles*, petit peuple des vieux quartiers de Marseille dans les années 60, coincé entre les gargouillements des pompes à *merde et les vagues* d'immigrations successives. Tiré du roman éponyme de Michel Albertini, ce spectacle, mis en scène par l'auteur et Françoise Petit et interprété par Bruno Raffaelli, n'est qu'une infime partie du roman, un extrait, un point de vue, l'un des nombreux enfants naturels du livre.
Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, 1er. Mo Palais-Royal. Du 4 janvier au 10 février. Du lundi au samedi, à 18 h 30. Relâche jeudi et dimanche. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Animals
de Michael Di Jiacomo (Etats-Unis, 1 h 43).
Billy's Hollywood Screen Kiss
de Tommy O'Haver (Etats-Unis, 1 h 32).
Hölderlin
de Nina Grosse (Allemagne, 1 h 30).
Je suis vivante et je vous aime
de Roger Kahane (France, 1 h 35).
Piège à Hong Kong
de Tsui Hark (Etats-Unis, 1 h 31).
Rencontre avec Joe Black
de Martin Brest (Etats-Unis, 3 h 01).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mln).

REPRISES

L'Autre
de John Cromwell.
Américain, 1939, noir et blanc, copie neuve, inédit (1 h 34).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e. Tél. : 01-43-54-51-60.
Les Contrebandiers de Moonfleet
de Fritz Lang.
Américain, 1955, copie neuve (1 h 23).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e. Tél. : 01-43-54-51-60.
L'Homme qui en savait trop
d'Alfred Hitchcock.
Britannique, 1934 (1 h 25).
Action Ecoles, 5e. Tél. : 01-43-29-79-89.
La Strada
de Federico Fellini.
Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40).
Action Ecoles, 5e. Tél. : 01-43-29-79-89 ; Mac-Mahon, 17e. Tél. : 01-43-80-24-81.
West Side Story
de Robert Wise et Jérôme Robbins.
Américain, 1960 (2 h 35).
Grand Action, dolby, 5e. Tél. : 01-43-29-44-40.

FESTIVALS CINÉMA

Charlot revient
L'Emigrant (1917) : le 4, à 15 h 40, 17 h 20 ; *Le Dictateur* (1940) : le 5, à 14 h, 16 h 30.
Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, 5e. Tél. : 01-43-29-79-89.
Littérature et cinéma
Freud, passions secrètes (John Huston, 1962) : le 4, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Diamants sur canapé* (Blake Edwards, 1961) : le 5, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Grand Action, 5, rue des Ecoles, 5e. Tél. : 01-43-29-44-40.
Ernst Lubitsch
The Shop around the Corner (1940) : le 4, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05.
Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 3, rue Champollion, 5e. Tél. : 01-43-54-42-34.
J. L. Mankiewicz
On murmure dans la ville (1951) : le 4, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Le Château du Dragon* (1946) : le 5, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Action Christine, 4, rue Christine, 6e. Tél. : 01-43-29-11-30.
Yasujiro Ozu
Va d'un pas léger (1930) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Printemps précoce* (1956) : le 5, à 13 h, 15 h 40, 18 h 25, 21 h.
Saint-André-des-Arts I, 30, rue Saint-André-des-Arts, 6e. Tél. : 01-43-26-48-18.
Panorama du western
La Chevauchée de la vengeance (Bud Boetticher, 1959) : le 4, à 16 h, 18 h, 22 h ; *Johnny Guitar* (Nicholas Ray, 1953) : le 5, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Action Christine, 4, rue Christine, 6e. Tél. : 01-43-29-11-30.
Jean-Daniel Pollet
Le Horla (1966) : le 4, à 21 h 45 ; *L'Ordre* (1974) : le 5, à 21 h 45.
L'Epée de Bois, 100, rue Mouffetard, 5e. Tél. : 08-36-68-07-52 (2,23 F/mn).

DERNIERS JOURS

4 janvier :
Batéké
Veilleurs du monde, un atelier au Bénin
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 12e. Tél. : 01-43-46-51-61. 38 F.
10 janvier :
Millet, Van Gogh
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 7e. Tél. : 01-40-49-48-14. 40 F.
11 janvier :
Portraits de l'Egypte romaine
Musée du Louvre, hall Napoléon, 1er. Tél. : 01-40-20-51-51. 30 F.
Lorenzo Lotto (1480-1557)
Galeries nationales du Grand Palais, square Jacques-Perrin, entrée Champs-Elysées, 8e. Tél. : 01-44-13-17-17. 45 F.

هكذا من الأصل

EN VUE

■ Les médecins ont autorisé le cosmonaute **Sergueï Avdeïev**, qui passait pour la troisième fois le réveillon de la Saint-Sylvestre à bord de la station Mir, à boire un peu de cognac dans l'espace.

■ Cette année encore, à Tokyo, trois personnes sont mortes étouffées par des *mochi*, gâteaux de riz dense et caoutchouteux, dessert rituel des festins du Nouvel An.

■ Malgré des appels à la prudence, plusieurs dizaines de Polonais ont été blessés pendant les fêtes par des feux d'artifice importés de Chine vendus avec des notices en mandarin.

■ Pour les hécatombes de fin d'année, une entreprise de pompes funèbres de Port Charlotte, en Floride, offrait en promotion aux familles des victimes de la route des urnes, au choix, en forme de camion, de voiture ou de moto.

■ La montée de la misère a contraint le Vatican à augmenter de 25 % le montant des bénédictions papales reversé aux pauvres, annonce **Oscar Rizzato**, archevêque, aumônier du pape chargé d'authentifier les documents.

■ Au matin du 1er janvier, un agriculteur de Pradines, près de Roanne, a trouvé une de ses vaches équarrie sur place dans son herbage, privée de ses meilleurs morceaux.

■ Le lieutenant **Sari**, 20 ans, vient de gagner ses galons de « *première femme pilote de combat de l'armée de l'air israélienne* ». Récemment, au cours du raid sur Bagdad, l'Américaine **Kendra Williams** avait obtenu, à bord de son F-18 Hornets, le titre de « *première femme à avoir lancé des bombes et des missiles* ».

■ Après avoir, pour « *augmenter les chances* » de **Benyamin Nétanyahou** aux prochaines élections générales, modifié sa *mezuza*, parchemin propitiatoire fixé au seuil de chaque demeure juive, le rabbin **Moshé Bentov**, cabbaliste de renom, a encouragé le premier ministre à conserver ses fonctions « *jusqu'à l'arrivée du Messie* ».

■ Lisa, frêle Gitane de sept ans qui mendie à la veille de Noël devant un supermarché de Nuoro, en Italie, trouve à ses pieds un porte-monnaie. Elle le rapporte sans l'ouvrir à la caisse du magasin. La propriétaire se fait connaître, vérifie son bien – 500 000 lires (environ 250 euros) – et en sort une petite pièce pour la donner à la fillette. Indignés du peu, des clients se cotisent, mais, entre-temps, Lisa s'est envolée. Ils la retrouveront sur le chemin de sa roulotte, sautillant, souriant, serrant sa récompense dans sa main.

Christian Colombani

L'accueil poli de la presse financière internationale à l'euro

Les grands journaux qui influencent Wall Street et la City félicitent les Européens, mais continuent à insister sur les risques de la monnaie unique européenne

OBLIGÉS d'annoncer une naissance à laquelle ils n'avaient jamais cru, celle de l'euro, les grands journaux qui influencent les principaux marchés boursiers mondiaux félicitent les parents de la monnaie unique européenne. A l'instar du *Wall Street Journal Europe*, qui a modifié, ce 4 janvier et exceptionnellement, sa première page, ils accordent tous une grande place à l'événement. Mais ils continuent à exprimer leurs doutes à l'égard de ce projet.

Certes, le *Wall Street Journal Europe*, le *New York Times*, le *Financial Times* et *The Economist* insistent sur le caractère historique de cette opération. L'euro donne le coup d'envoi à « *l'expérience la plus marquante* » qu'ait connue l'Europe jusqu'à présent, note Peter Norman dans le *Financial Times* (daté 2-3 janvier). L'euro est « *incontestablement l'expérience monétaire la plus ambitieuse depuis la mise en place, au lendemain de la seconde guerre mondiale, du système de Bretton Woods* », estime le *Wall Street Journal Europe* dans un long éditorial, inhabituellement nuancé, publié le 30 décembre. L'hebdomadaire britannique *The Economist*, traditionnellement plus favorable à la monnaie unique, parle quant à lui, dans son éditorial du 2 janvier, de « *l'innovation monétaire la plus importante depuis la création du dollar des Etats-Unis en 1792* ».

Le *New York Times* – dont l'éditorial est repris par l'*International Herald Tribune* du 30 décembre – estime que « *l'arrivée de l'euro va améliorer la situation des économies européennes, renforcer leur coopération et contribuer à la croissance mondiale* ». Aucun des grands titres n'insiste sur la rivalité possible entre la monnaie unique européenne et le billet vert. Le *New York Times* note que « *l'euro va certainement rejoindre le dollar comme monnaie de réserve pour les banques centrales de tous les pays, certaines, par leurs ventes de dollars, contribuant à une baisse possible de la valeur de la devise américaine* », mais ajoute : « *Les Etats-Unis et d'autres pays en tireront pourtant profit si l'euro aide la croissance sur le continent* ». C'est justement sur cette dernière perspective que la plupart des titres financiers internationaux émettent quelques doutes.

Heard in New York: The Euro Is Coming (But What Is It?)
* * *
A Random Survey Uncovers Some Curious Answers; Beware 'Planet America'?

Pour le *Wall Street Journal*, les Européens se trompent s'ils croient que le succès de l'euro permettra, à lui tout seul, « *de réduire de moitié leur taux de chômage, de générer une croissance annuelle de 3,5 % ou la création d'un Microsoft européen* ». Ils se trompent aussi s'ils pensent qu'un euro faible serait souhaitable. Le quotidien new-yorkais des affaires estime que « *les entreprises européennes ont plus à craindre du maintien d'une fiscalité excessive et de réglementations trop lourdes sur le marché du travail que d'un euro fort* ».

Si *The Economist* abonde dans le même sens, il met en évidence une autre menace qui pèse, à ses yeux, sur ce qui n'aura été jusqu'à présent que « *le projet d'une élite* ». L'hebdomadaire britannique s'inquiète des risques d'une lecture trop « *littérale* », trop proche des textes, par les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) du traité de Maastricht et par les gouvernements européens du « *pacte de stabilité et de croissance* », d'un excès de rigueur des uns ou des autres. Le destin de l'euro est encore incertain : il dépend, selon *The Economist*, « *des dirigeants européens eux-mêmes, des circonstances et de la chance* ».

PAS DE TOAST DU « FT »

S'il est, de tous les journaux financiers internationaux, celui qui couvre avec le plus d'attention l'aventure de l'euro, le *Financial Times* reste aussi le plus constant des militants anti-euro. Pour la naissance de la monnaie unique, il ne lèvera même pas « *un toast de Nouvel An* » en son honneur – comme le fait le *Wall Street Journal*. Il continue à n'y voir que l'occasion de conflits entre Européens. Le 31 décembre, il titrait en première page sur la polémique autour de la durée du mandat de M. Duisenberg, le patron de la BCE, et sur la « *suspicion* » que ferait naître, en Finlande, l'arrivée de la monnaie unique. Le 2 janvier, la naissance de l'euro n'était présentée, en « une », que comme une nouvelle occasion de relancer « *la dispute sur l'harmonisation fiscale* ».

Erik Izraelewicz

DANS LA PRESSE

LES ÉCHOS
Nicolas Beytout

■ Tout s'est bien passé, et l'Histoire pourrait même retenir de ce week-end exceptionnel qu'il a été banal. Car tout s'est si bien passé qu'on en oublierait presque ce qu'il a fallu comme obstination, comme capacité d'imagination et comme maîtrise technique pour en arriver là. Obstination des hommes qui, depuis des années, militaient sans relâche pour l'avènement de cette monnaie unique. Certes, ils n'ont pas le mérite de leurs ancêtres, les visionnaires de l'immédiat après-guerre : mais quelle volonté politique et quelle lucidité aura été la leur pour porter jusqu'au bout ce projet que le peuple au mieux ignorait, au pis redoutait !

LA LIBRE BELGIQUE
Jean-Paul Duchateau

■ On actionne un interrupteur, la lumière surgit et plus personne aujourd'hui ne s'étonne ni ne s'émerveille. Il en irait presque de l'euro comme de l'électricité : il est arrivé, il remplace sur les marchés financiers onze monnaies nationales, vieilles parfois de plusieurs siècles ; et on en oublierait de saluer la performance. Chapeau, donc, à tous ceux qui, au sein des institutions européennes, particulièrement de la nouvelle banque centrale et de son embryon, l'Institut monétaire, ont conçu, préparé et lancé, à l'heure dite, cette opération pourtant extraordinairement complexe.

RFI
Dominique Burg

■ Ceux qui ont cru en l'euro, ceux qui ont voulu l'euro, ont eu raison. Ils ont gagné. L'Europe est une réalité et, sur le champ politique français, le changement de perspective est total. D'un coup, brutalement, une simple cotation boursière est venue donner un sérieux coup de vieux aux débats des dix dernières années. La victoire des constructeurs de l'Europe renvoie les deux nationalismes, celui de droite et celui de gauche, à une forme de marginalisation politique, la nostalgie. Charles Pasqua a décidé de conduire une liste aux européennes de juin, en faisant le pari que le clivage politique de 1992, au moment du référendum sur le traité de Maastricht, existe toujours. La ligne de fracture fondamentale, dans la France d'aujourd'hui, ne passerait pas entre la droite et la gauche, mais entre les souverainistes, vrais défenseurs de la République et de la nation, et les pro-Maastricht, pro-Amsterdam, pro-euro, fossoyeurs de cette même République et de cette même nation. Or, précisément, la naissance de l'euro rend ce clivage moins pertinent.

www.unicaen.fr/rome

L'ébauche d'un modèle virtuel de Rome au IVe siècle de notre ère

ROME ne se fera pas en un jour. L'architecte français Paul Bigot (1870-1942) a consacré quarante ans de sa vie à reconstituer la Rome monumentale du IVe siècle de notre ère, sous la forme d'une maquette en plâtre d'environ onze mètres de long sur six de large, soit presque 70 m². Il faudra une dizaine d'années à la Maison de la recherche en sciences humaines (MRSH) de l'université de Caen pour réaliser, à partir du « plan Bigot », une maquette virtuelle complète en trois dimensions accessible via Internet.

Le projet est né en 1995 d'une double frustration des dépositaires de cette œuvre hors du commun. D'une part, il faut pouvoir venir à Caen pour visiter la maquette, conservée depuis 1956 par l'université. D'autre part, même pour ceux qui font le déplacement, la taille de l'œuvre empêche de bien la voir dans toutes ses parties : « *Le visiteur ne peut que tourner autour de la maquette*, explique Philippe Fleury, coresponsable du projet. *Nous souhaitions le faire pénétrer en son cœur. La seule solution était la création d'un modèle numérique, diffusé via Internet.* »



Aujourd'hui, une petite fraction de la Rome de Constantin est visible sur le Web, grâce à des reconstitutions en images de synthèse et des environnements tridimensionnels réalisés, à partir de la maquette de Bigot, par les élèves de l'Ecole navale de Brest. Ainsi, l'internaute peut se promener dans le marché aux bœufs (Forum Boarium), qui s'étend au pied des collines du Capitole et de l'Aventin, et naviguer entre les entrepôts et les temples. En revanche, les modèles du mausolée d'Hadrien, de la colonne de Trajan, ou du montage du velum sur le Colisée, bien que déjà disponibles en 3D, sont trop volumineux pour être accessibles via Internet à cause du faible débit du réseau.

L'équipe de la MRSH a décidé de prendre son temps, afin d'accomplir une véritable œuvre scientifique. En attendant la création d'une maquette virtuelle complète, le site propose une documentation sur Rome au IVe siècle (plus de 1 000 pages et près de 450 illustrations), qui va bien au-delà de la simple reproduction de l'œuvre de Bigot. Parmi la quarantaine de chercheurs associés au projet, les architectes ont pour tâche de retrouver les mesures précises des bâtiments, tandis que les historiens réactualisent le site au rythme de leurs nouvelles découvertes sur la Rome antique. « *Le travail est sans fin*, constate Philippe Fleury. *Dans cette histoire, nous partageons avec Paul Bigot le même grain de folie.* »

Sylvie Dodeller

SUR LA TOILE

VIE PRIVÉE

■ L'Association des informaticiens de langue française (AILF) poursuit sa campagne contre l'amendement à la loi de finances 1999, qui autorise l'administration du Trésor à utiliser le numéro de Sécurité sociale des contribuables. L'AILF, qui considère cette mesure comme une atteinte aux droits individuels et au respect de la vie privée, a ouvert sur Internet un site d'information et un forum de discussion.
www.francophonie.net/ailf/

SUICIDE

■ La police japonaise a ouvert une enquête sur un site Internet vendant par correspondance des capsules de cyanure de potassium aux internautes souhaitant se suicider. Au moins deux personnes auraient déjà mis fin à leurs jours par ce moyen, dont l'administrateur du site. La police n'a pas divulgué l'adresse du site. – *(Reuters.)*

VIVRE LA VILLE

■ *Dans le cadre du colloque* « Vivre la ville », organisé le 19 janvier au siège de l'Unesco à Paris, la Caisse des dépôts a ouvert un forum de discussion sur le thème du renouvellement urbain.
dfe.caissedesdepots.fr/vivre-la-ville

L'euro en majesté

par Alain Rollat

CE SERAIT une erreur de penser que, *dimanche soir*, la *direction des* programmes de M 6 s'est fourvoyée. Non ! Elle n'a pas été victime d'un bogue chronologique quand elle a décidé de consacrer son premier magazine « Zone interdite » de 1999 aux embarras financiers de l'aristocratie française alors que l'eurocratie européenne entrait déjà dans le troisième millénaire en intronisant sa monnaie unique en grande pompe médiatique. Personne n'était mieux placé que les descendants d'Hugues Capet pour étalonner à sa juste valeur cet enterrement historique de la souveraineté du franc. Lorsqu'ils examineront les révélations fournies par cette royale enquête sur les dessous de la Maison de France à la lumière des informations délivrées *au même moment par les chaînes* de télévision populaire, les historiens de l'an 3000 feront des constatations passionnantes.

Ils compatiront aux misères culinaires du *prince Jean d'Orléans*, héritier de Louis-Philippe, duc de Vendôme, prétendant au trône national, que la rigueur des temps républicains obligeait à un travail salarié pour gagner son pain et contraignait même à assaisonner ses salades sans domestique parce que, à Paris, le prix du hamburger atteignait déjà 2,74 euros. Ils pleureront sur la déchéance de son père déshérité, Henri d'Orléans, comte de Clermont, réduit à commercialiser son nom au profit d'un marchand de parfums pour une poignée de royalties (400 000 francs en 1998 !...) parce que, à Paris, le ticket de métro valait déjà 1,22 euro. Ils se lamenteront sur la déconfiture patrimoniale de son grand-père, Henri de France, comte de Paris, humilié *par les mesquineries de la* fiscalité jusqu'au point de vendre aux enchères non seulement ses portraits de famille et son argenterie, mais aussi les diamants de la *reine Amélie, son aïeule... Oui, ma* chère ! Le tout pour la bagatelle de 20 millions de francs...

Ces historiens comprendront *mieux, alors*, l'*impériale réplique* faite ce soir-là par le grand argentier Dominique Strauss-Kahn à la princesse Chazal de TF 1, qui avait osé suggérer que l'avènement de l'euro risquait d'être interprété comme une abdication du franc : « *On a perdu notre pouvoir monétaire... – Non ! On l'a retrouvé !...* » Sa longue adresse au peuple de France était si magnifique d'autosatisfaction, si forte de condescendance à l'égard du roi-dollar, si pleine de « je » de majesté, que les généalogistes résumeront cette entrée en scène de DSK Ier, fondateur de la dynastie des eurodateurs, par l'une de ces formules dont les têtes couronnées gardent la nostalgie depuis le Roi-Soleil : « L'euro, c'est moi ! »

LUNDI 4 JANVIER

FILMS DE LA SOIRÉE

20.10 **Ponette** ■■
Jacques Doillon (France, 1996, 100 min). RTBF 1

20.30 **Maris et femmes** ■■■
Woody Allen (Etats-Unis, 1992, 110 min). Cinéstar 1

20.45 **Lucky Luciano** ■■
Francesco Rosi (France - Italie, 1973, v.o., 105 min). Arte

20.45 **La Symphonie fantastique** ■■
Christian-Jaque (France, 1941, N., 120 min). Mezzo

20.55 **L'Argent des autres** ■■
Christian de Chalonge (France, 1978, 110 min). TMC

21.00 **L'Argent de poche** ■■
François Truffaut (France, 1975, 105 min). Paris Première

22.25 **Tiens ton foulard, Tatiana** ■■
Aki Kaurismaki (Finlande, 1994, N., v.o., 60 min). Canal +

22.25 **Voyage au bout de l'enfer** ■■■
Michael Cimino (Etats-Unis, 1978, 185 min). Canal Jimmy

22.30 **Le Regard d'Ulysse** ■■
Theo Angelopoulos (France - Italie - Grèce, 1995, v.o., 170 min). Arte

22.35 **Le Docteur Jivago** ■■
David Lean (Etats-Unis, 1965, v.o., 195 min). Ciné Cinémas

22.45 **L'Enfant sauvage** ■■
François Truffaut (France, 1969, N., 90 min). Paris Première

22.45 **Certains l'aiment chaud** ■■■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 120 min). Cinétoile

0.45 **Le Chant du Missouri** ■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1944, v.o., 110 min). Cinétoile

2.35 **Madame Bovary** ■■■
Claude Chabrol (France, 1991, 135 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.50 **Comment expliquer la mort aux enfants ?**
Invités : Jean-Marie Gauthier ; Christiane Dehalleux ; Béatrice Gaspard ; Jean-Charles Sarrazin ; Michel Arets. RTBF 1

MAGAZINES

18.00 **Stars en stock.** Anthony Quinn. Deborah Kerr. Paris Première
18.30 **Les Dossiers de l'Histoire.** Les anges noirs de l'utopie. Histoire
18.30 **Nulle part ailleurs.** Invités : Jean-Marc Barr, K-Reen, The Unbelievable Truth ; Alexandre Adler, Jean-Pierre Mocky, Luz Casa. Canal +
19.00 **Nature.** Arte
19.10 **Le Rendez-vous.** Invité : Yves Thibaut de Silguy. LCI
22.30 **Y a pas photo !** TF 1
22.40 **D'un monde à l'autre.** Les Français face à l'administration. Invité : Bernard Stasi. France 2

DOCUMENTAIRES

18.05 **Le Pénitencier d'Ihawig.** Odyssée
18.30 **Le Monde des animaux.** Le Meilleur Ami de l'homme. La Cinquième
18.35 **Plans de vol.** Vol libre. Odyssée
18.45 **Naître femme en Chine.** Planète
19.00 **Gilles Apap.** L'inconnu de Santa Barbara. Muzzik
19.25 **Rendez-vous à Tirana.** Histoire
19.30 **Sur la piste de la loutre.** Odyssée
19.45 **La Grande Famine.** [2/3]. L'exil. Planète
20.00 **Des trains pas comme les autres.** Trains de luxe en Asie. TV 5
20.00 **Belcanto.** Tito Schipa, 1889-1965. Muzzik
20.15 **360°, le reportage GEO.** Les Villes rêvées. [1/4] Beyrouth. Arte
20.20 **Un oiseau mythique.** Odyssée
20.35 **Joseph Idlout, un Inuit entre deux mondes.** Planète
20.50 **Le Dernier Refuge du saumon de l'Atlantique.** Odyssée
21.45 **Vittorio Mussolini.** Le cinéma fasciste. Odyssée
22.25 **En marche.** Chronique des marches européennes contre le chômage. Planète
22.45 **Harmoniques.** Verdi. Mezzo
22.45 **Les Secrets du sommeil.** Odyssée
23.40 **Le Mystère Giono.** Odyssée
0.20 **Le Saint Suaire de Turin.** Planète
0.45 **Chasseurs des îles Salomon.** Chasseurs d'œufs. Odyssée
0.50 ▶ **La Case de l'Oncle Doc.** Au commencement... Il était une fois des juifs arabes. France 3
0.50 **Jazz 6.** Un saisissant portrait de Thelonious Monk. M 6

MUSIQUE

21.00 **Le Diable et Catherine.** Opéra de Dvorak. Par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision Ereann, dir. Albert Rosen. Muzzik
23.15 **Les Huguenots.** Opéra de Meyerbeer. Dir. musicale : Richard Bonynge. Solistes : Joan Sutherland, John Pringle. Muzzik

VARIÉTÉS

20.35 **Dim Dam Dom.** Grace de Capitani. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

20.45 **Louis XI.** Alexandre Astruc [2/2]. Histoire
20.50 **Balade en ville.** Marc Angelo. TF 1
20.55 **Le Porteur de destins.** Denis Malleval. France 2
22.30 **Ecoutes nocturnes.** Gavin Wilding. M 6
22.35 **Des enfants dans les arbres.** Pierre Boutron. Festival
22.50 **Eaux troubles.** 13ème Rue

COURTS MÉTRAGES

22.25 **Courts au 13.** *Franz Kafka It's a Wonderful Life.* Peter Capaldi. 13ème Rue
23.25 **Prix Kieslowski du court métrage.** Canal +
1.20 **Court-circuit.** *Où tu vas ?.* Frédéric Gélard. Arte

SÉRIES

20.10 **Happy Days.** Restons honnêtes. Série Club
23.00 **Buffy contre les vampires.** Attaque à Sunnydale. Série Club
23.30 **Un monde de chiens.** Une drôle d'affaire. Disney Channel
23.30 **NYPD Blue.** Sur le fil du rasoir. TSR
0.15 **New York Undercover.** Cat. 13ème Rue

NOTRE CHOIX

● **20.10 RTBF 1**
Ponette

Une fillette de quatre ans, dont la mère a été tuée dans un accident de voiture, est confiée, par son père, à sa tante, qui vit à la campagne. Refusant la réalité, et tous les principes religieux de son entourage, la petite fille attend que sa mère revienne et lui parle. Cette confrontation d'une très jeune enfant à la mort a été traitée avec tact et discrétion. Le sujet est grave et la mise en scène de Jacques Doillon d'une dignité parfaite. La petite Victoire Thivisol se vit décerner le prix d'interprétation féminine au festival de Venise 1996. – *J. S.*

● **20.50 TF 1**
Balade en ville

Variations sur un thème classique : un flic honnête doit conduire au tribunal un témoin capital dans une affaire de meurtre, un témoin qu'un flic malhonnête veut éliminer. Le bon flic, c'est Marc Bollène (Jean Yanne), vieux bourru, à la veille de la retraite. Le témoin du meurtre, c'est Félix (Julien Parnis), un enfant d'une dizaine d'années, un gosse mal embouché qui hait les flics. Le ripoux, enfin, est un collègue de Bollène. L'action est une longue course-poursuite entre La Ciotat et Toulon par une belle journée ensoleillée. Au-delà de l'intrigue policière, on assiste à la rencontre de deux êtres totalement opposés mais que le malheur et la mort rapprochent. Ce téléfilm réalisé par Marc Angelo sur un scénario de la famille Topin (Tito, Frédérique et Sandra) est une autre version du *Vieil Homme et l'Enfant*. Malgré quelques longueurs et bavardades inutiles, on se prend au jeu. Et puis Jean Yanne, minimaliste comme à son habitude, est excellent. – *A. Cr.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.35 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Balade en ville. Téléfilm. Marc Angelo.
22.30 Y a pas photo !
0.00 Les Sauveteurs de l'impossible.
0.50 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.45 Cap Dakar.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 L'Euro.
20.00 et 0.10 Journal, Météo.
20.55 Le Porteur de destins. Téléfilm. Denis Malleval.
22.40 D'un monde à l'autre. Les Français face à l'administration.
0.35 Paris-Dakar.
1.00 A l'occasion du Dakar, le Cercle.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.53 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kouij de 20 heures.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Dakar.
21.00 Les Nuits avec mon ennemi ■ Film. Joseph Ruben.
22.40 Météo, Soir 3.
23.15 L'Ange noir ■ Film. Jean-Claude Brisseau.
0.50 ▶ La Case de l'Oncle Doc. Au commencement... Il était une fois des juifs arabes.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Pas si vite.
20.40 Le Pic de Dante ■ Film. Roger Donaldson.
22.25 Tiens ton foulard, Tatiana ■■ Film. Aki Kaurismaki (v.o.).
23.25 Prix Kieslowski du court métrage.
23.35 Boxe hebdo.
1.05 Happy Gilmore. Film. Dennis Dugan.
2.35 Madame Bovary ■■■ Film. Claude Chabrol.

ARTE

19.00 Nature.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 360°, le reportage GEO. Les Villes rêvées. [1/4]. Beyrouth : un projet pharaonique.
20.45 Lucky Luciano ■■ Film. Francesco Rosi (v.o.).
22.30 Le Regard d'Ulysse ■■ Film. Theo Angelopoulos (v.o.).
1.20 Court-circuit. *Où tu vas ?.*
1.50 Music Planet. Michel Jonasz.

M 6

18.20 Lois et Clark. Episode pilote.
19.20 Mariés, deux enfants.
19.54 Le Six Minutes.
20.10 Notre belle famille.
20.40 Décrochage info. Les Produits stars. Les cartes de vœux.
20.50 Priez pour nous. Film. Jean-Pierre Vergne.
22.30 Ecoutes nocturnes. Téléfilm. Gavin Wilding.
0.20 Culture pub. Spécial nouvel an.
0.50 Jazz 6. Un saisissant portrait de Thelonious Monk.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [1/5].
20.30 Agora. Christophe Martin pour *Entretiens sur la pluralité des mondes*, de Fontenelle.
21.00 L'Histoire en direct. 1985, l'affaire des Colonnes de Buren
22.10 Fiction. *Hotel Ubac*, d'André Targe.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par le Quatuor Emerson : œuvres de Dvorák, Schubert.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Bel Aujourd'hui. Œuvres de Hollinger, Veress.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Quatuor Lever de soleil op. 76 nº 4*, de Haydn, par le Quatuor Alban Berg. 20.40 Le Chef d'orchestre Myung-Whun Chung.
22.32 Les Soirées... (suite).

MARDI 5 JANVIER

FILMS DU JOUR

15.35 **Alien, le huitième passager** ■■■
Ridley Scott (Etats-Unis, 1979, 115 min). Ciné Cinémas

16.15 **Tucker** ■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1988, 110 min). Cinéstar 1

16.40 **Dune** ■■
David Lynch (Etats-Unis, 1984, 135 min). Cinéstar 2

17.30 **Assunta Spina** ■■
Mario Mattoli (Italie, 1948, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

17.40 **Grand Hôtel** ■■
Edmund Goulding (Etats-Unis, 1932, N., 110 min). Cinétoile

18.35 **Retour vers le futur** ■■
Robert Zemeckis (Etats-Unis, 1985, 115 min). Cinéstar 1

19.05 **L'Ennemi public nº 1** ■■
W.S. Van Dyke (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 90 min). Ciné Classics

20.30 **Providence** ■■■
Alain Resnais (France - Suisse, 1977, 105 min). Ciné Cinémas

20.30 **Le Pas suspendu de la cigogne** ■■■
Théo Angelopoulos (France - Grèce, 1991, 140 min). Cinéstar 1

20.40 **Les Premiers Hommes sur la Lune** ■■
Nathan Juran (Grande-Bretagne, 1964, 90 min). Disney Channel

20.55 **Tootsie** ■■
Sidney Pollack (Etats-Unis, 1982, 120 min). France 2

20.55 **Le Magicien d'Oz** ■■
Victor Fleming (Etats-Unis, 1939, 110 min). TMC

21.00 **Tirez sur le pianiste** ■■■
François Truffaut (France, 1960, N., 80 min). Paris Première

22.15 **Le Cercle des poètes disparus** ■■
Peter Weir (Etats-Unis, 1989, v.o., 130 min). Ciné Cinémas

22.20 **La Chambre verte** ■■■
François Truffaut (France, 1977, 100 min). Paris Première

22.30 **Le Cercle rouge** ■■
Jean-Pierre Melville (France, 1970, 135 min). TSR

22.55 **Au-delà des lois** ■■
John Schlesinger (Etats-Unis, 1995, 100 min). Cinéstar 2

23.10 **La Rivière rouge** ■■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1948, N., 125 min). Cinétoile

23.35 **Le Faucon maltais** ■■■
John Huston (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 100 min). Ciné Classics

23.50 **Le Joueur de flûte** ■■
Jacques Demy (Grande-Bretagne, 1971, v.o., 89 min). Canal +

1.15 **Jerry chez les cinoques** ■■
Frank Tashlin (Etats-Unis, 1964, v.o., 85 min). Cinétoile

2.20 **Les Incorruptibles** ■■
Brian De Palma (Etats-Unis, 1987, v.o., 120 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

10.40 **Droit d'auteurs.** Invités : Marc Lambron ; Michel del Castillo ; Nancy Huston ; Georges Charpak ; Christophe Nicholas ; Denise Gence. La Cinquième
13.25 **Parole d'Expert.** Invité : Bruno Peyron. France 3
14.00 **20 h Paris Première.** Avec Bulle Ogier. Paris Première
15.20 **L'Année de la pub 98.** Canal +
16.00 **Les Dossiers de l'Histoire.** Les anges noirs de l'utopie. Histoire
17.00 **Les Lumières du music-hall.** Scotto. Trenet. Paris Première
18.00 **Stars en stock.** Ingrid Bergman. Marlon Brando. Paris Première
18.30 **Nulle part ailleurs.** Invités : Pascal Dessaint, Raphaël Ibanez ; Julie Gayet, Amira Casa, Elli Medeiros, Johnny Hallyday. Canal +
19.00 **Archimède.** Arte
20.00 **20 h Paris Première.** Avec Jean-Marc Barr. Paris Première
23.05 **La Vie à l'endroit.** Les rois du canapé. France 2
23.30 **Nimbus.** Les clés de l'intelligence. France 3
0.15 **Zone interdite.** Têtes couronnées. M 6

DOCUMENTAIRES

17.55 **Les Coulisses de la science.** [1/13]. Le Nautile. La Cinquième
18.20 **New York paparazzi.** Planète
19.00 **L'Histoire des grands ballets.** [7/20]. Giselle. Mezzo
19.00 **Chasseurs des îles Salomon.** Chasseurs d'œufs. Odyssée
19.25 **Les Enfants de la mafia.** Odyssée
20.05 **Les Tribus indiennes.** [2/20]. Apaches. Planète
20.15 **360°, le reportage GEO.** Les Villes rêvées. [2/4]. Chandigarh : le rêve indien du Corbusier. Arte
20.35 **La Fabuleuse Histoire de la DS.** Planète
20.45 **La Vie en face.** Petites filles. Arte
20.45 **Les Empereurs romains.** [6/6]. Justinien (527-565). Histoire
20.45 **Les Secrets du sommeil.** Odyssée
20.55 **Daniel Balavoine, le chanteur.** France 3
21.15 **Retour au baroque.** [1/2]. A la recherche du son perdu. Mezzo
21.30 **Naître femme en Chine.** Planète
21.40 **Global Family VII.** La confrérie des chacals. Odyssée
21.45 **Corpus Christi.** [10/12]. Christos. Histoire
22.10 **Whistler, un Américain à Paris.** Odyssée
22.30 **Monsieur Goscinny.** TV 5
22.30 **La Grande Famine.** [2/3]. L'exil. Planète
23.00 **Il était une fois la Mésopotamie.** Le pays entre les deux fleuves. Histoire
23.25 **Joseph Idlout, un Inuit entre deux mondes.** Planète
0.00 **Conférences de presse.** 4 février 1965 [2/3]. Histoire

SPORTS EN DIRECT

13.00 **Ski.** Coupe du monde. Slalom géant messieurs (2e manche). Eurosport
14.00 **Saut à skis.** Tournée des 4 Tremplins : qualifications. Eurosport
20.00 **Boxe.** Poids mi-lourds : Tony Booth - Ali Saidi. Eurosport

MUSIQUE

18.00 **Sarah Vaughan.** Montréal 1983. Muzzik
19.00 **Septeto Habanero.** Angoulême 1998. Muzzik
19.30 **Le Quatuor Gabriel interprète Fauré et Lekeu.** Mezzo
21.00 **Soirée philharmonique de Berlin.** *Symphonie nº 8*, de Dvorák. Dir. André Previn. 21.45 *La Sérénade opus 44*, de Dvorák. 22.20 *Octuor en mi bémol majeur, opus 103*, de Beethoven. 23.00 Le Philharmonique de Berlin au Japon. Muzzik
22.45 **Compay Segundo.** Olympia 1998. Mezzo
0.15 **Nicolas Economou.** *Mephisto Waltz* de Liszt. Mezzo
0.45 **Jean-Jacques Milteau.** Zénith 1992. Muzzik

TÉLÉFILMS

21.15 **Les Pédiatres.** Daniel Losset [1/4]. RTBF 1
22.10 **L'Orange de Noël.** Jean-Louis Lorenzi. Festival
22.50 **Le Plan diabolique.** Nikolai Mullerschon. M 6
23.35 **La Collection secrète de Salvador Dali.** Otto Kelmer. Arte
0.20 **Les Grandes Personnes.** Daniel Moosmann. Festival

COURTS MÉTRAGES

22.35 **Bisbilles.** Roch Stepanik. Arte

SÉRIES

17.45 **La loi de Los Angeles.** Coupable ou innocent. Téva
18.25 **Loïs et Clark.** [2/2]. Episode pilote. M 6
19.20 **Mariés, deux enfants.** Les fantasmes d'Al. M 6
20.00 **Dharma & Greg.** Des beaux-parents très laids (v.o.). Téva
20.10 **Happy Days.** C'était les années folles. Série Club
20.55 **La Vie à cinq.** Coupable. Téva
21.45 **Ally McBeal.** The Blame Game. Body Language (v.o.). Téva
22.10 **Twin Peaks.** Episode nº 1 (v.o.). Série Club
22.25 **Fallen Angels.** Le Confessionnal (v.o.). Canal Jimmy
22.55 **High Secret City.** La voleuse dansante. TF 1
23.00 **Star Trek, la nouvelle génération.** [2/2]. Droit ancestral (v.o.). Canal Jimmy
23.50 **Star Trek, Deep Space Nine.** Vortex (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
- ▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- ■ On peut voir.
- ■■ Ne pas manquer.
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classiques
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **21.35 Arte**
Passion collections

Un peu, beaucoup, à la folie

Cette soirée thématique nous emmène à la découverte d'une étrange passion : la collection. *« Cela a un rapport avec la survie : l'être humain a toujours accumulé »*, déclare une victime de cette manie dans *Chasseurs d'objets*, un documentaire de Kolin Schult sur les collectionneurs. Qu'il s'agisse de ce qui touche à la couleur rose, des objets Coca-Cola ou des ours en peluche, les six intervenants ont tous succombé à la loi des séries. Ils ont élevé un musée à leur propre mémoire, dès l'âge de onze ans, pour l'un d'entre eux. Si tous les lieux sont propices à satisfaire leur marotte, les marchés aux puces et les salles des ventes restent les visites préférées des amateurs. Au bout de vingt ans, leurs collections atteignent parfois les 100 000 pièces. Mais comme le but est d'être le premier, certains abandonnent sitôt que l'objet de leur quête devient trop répandu.

Ce côté déroutant de la passion collectionneuse et ses motivations, parfois inattendues, sont bien mis en lumière dans le court-métrage de Roch Stepanik, *Bisbilles*, qui met en scène la rencontre d'une fille aux yeux bleus (Valeria Bruni-Tedeschi) et d'un collectionneur fou de billes bleues (Roch Leibovici), dans un climat d'une inquiétante étrangeté.

Le téléfilm d'Otto Kelmer, *La Collection secrète de Salvador Dali*, dessine un étrange portrait du maître de la « paranoïa-critique ». Lorsque la caméra découvre la collection de faux rassemblée au château de Pubol, sa dernière demeure – faux Léonard de Vinci, faux Brueghel, faux Arcimboldo, faux Van Gogh... –, le génie catalan qui pensait qu'être imité c'est avoir enfin atteint la notoriété se révèle sous un jour surprenant. Celui qui s'est constamment appliqué à faire de lui-même une énigme était sans doute habité par une angoisse profonde, liée à l'existence d'un frère qui s'appelait déjà Salvador, né avant lui, et mort d'une méningite. Par la crainte profonde de n'avoir été, aux yeux de ses parents, qu'une copie de ce premier Salvador. Peut-être est-ce ce qui le décida à tout faire pour devenir un original.

Vincent Delègue

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.30 Arabesque.
15.25 La loi est la loi.
16.15 L'homme qui tombe à pic.
17.05 Sunset Beach.
17.45 Beverly Hills.
18.35 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Dumb and Dumber. Film. Peter Farrelly.
22.55 High Secret City.
23.40 Chicago Hope.
0.35 Le docteur mène l'enquête.

FRANCE 2

13.50 Derrick.
14.50 Soko.
15.40 Tiercé.
15.55 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.25 Cap des Pins.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Cap Dakar.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 et 0.45 L'Euro.
20.00 et 0.50 Journal, Météo.
20.55 Tootsie ■■ Film. Sidney Pollack.
22.55 Bouche à oreille.
23.05 La Vie à l'endroit. Les rois du canapé.
1.05 Paris-Dakar.
1.30 A l'occasion du Dakar, le Cercle.

FRANCE 3

13.25 Parole d'Expert.
14.20 Les Craquantes.
14.45 Congo. [6 et 7/7].
16.40 Les Minikeums.
17.45 La Piste du Dakar.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.53 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kouij de 20 heures.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Dakar.
20.55 Daniel Balavoine, le chanteur.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Nimbus. Les clés de l'intelligence.

CANAL +

13.35 City of Crime ■ Film. John Irvin.
15.20 L'Année de la pub 98.
16.40 Dernier voyage à Glasgow. Téléfilm. Jean Stewart. ▶ En clair jusqu'à 20.40
18.25 Flash infos.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 La Colo des gourmands. Film. Steven Brill.
22.15 Drôles de pères. Film. Ivan Reitman (v.o.).
23.50 Le Joueur de flûte ■■ Film. Jacques Demy (v.o.).
1.20 Gun.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Terres de légendes.
13.45 Le Journal de la santé.
14.00 Et l'homme créa le Mont-Blanc. [1/6].
14.30 La Cinquième rencontre... Santé et sciences. La guerre biologique. 14.35 Microbes de guerre. 15.25 Entretien.
16.00 Les Grandes Aventures du XXe siècle.
16.30 Les Dessous de la Terre.
17.00 Au nom de la loi.
17.30 100 % question.
17.55 Les Coulisses de la science. [1/13]. Le Nautile.
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux. Le Dhole.
19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 360°, le reportage GEO. Les Villes rêvées. [2/4]. Chandigarh : le rêve indien du Corbusier.
20.45 La Vie en face. Petites filles.
21.35 Soirée thématique. Passion collections. 21.40 Chasseurs d'objets. 22.35 *Bisbilles* Court métrage. Roch Stepanik. 22.45 Les Objets de l'irrésistible désir du Dr Speck. 23.35 La Collection secrète de Salvador Dali. Téléfilm. Otto Kelmer.
0.45 La Bayadère. Chorégraphie de Rudolph Noureev.

M 6

13.30 Partie gagnante. Téléfilm. Jerry London.
15.05 Les Routes du paradis.
16.00 Boulevard des clips.
17.40 Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois.
18.25 Loïs et Clark. [2/2] Episode pilote.
19.20 Mariés, deux enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille.
20.40 Décrochage info, E = M 6 découverte.
20.50 La fiancée qui venait du froid. Film. Charles Némès.
22.50 Le Plan diabolique. Téléfilm. Nikolai Mullerschon.
0.15 Zone interdite. Têtes couronnées.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. Les musiques de la Renaissance à l'aube de l'Europe. [2/5].
20.30 Agora. Luan Starova (*Les Livres de mon père*).
21.00 Poésie studio. Jacques Jouet. Paul Celan.
22.10 Mauvais genres. Autour de Claude Chabrol.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

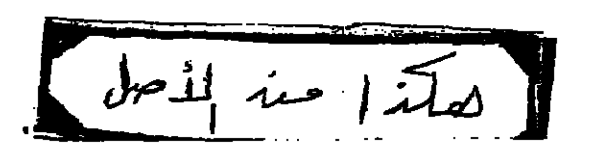
FRANCE-MUSIQUE

18.06 Scène ouverte, découvertes. Invité : Marc Monnet, compositeur.
19.00 Jazz, suivez le thème.
19.40 Prélude.
20.00 Concert. Par l'Orchestre d'Auvergne, dir. Arie Van Beck, Patrick Gallois, flûte, Fabrice Pierre, harpe : œuvres de Charpentier, Mozart, Gagneux, Haydn.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires soir.
20.15 Les Soirées. *Concerto pour deux pianos*, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Georges Prêtre, G. Tacchino et B. Ringeissen, pianos. 20.40 Frédéric le Grand, roi musicien.
22.35 Les Soirées... (suite). *Divertimento K 334*, de Mozart, par le Mozarteum de Salzbourg, dir. S. Vegh ; *Trio L'Archiduc*, de Beethoven, L. Harrell, violoncelle, V. Ashkenazy, piano, I. Perlman, violon.

هكذا من الأصل



Le Monde
MARDI 5 JANVIER 1999

Euroka !

par Pierre Georges

L'EURO fait-il le bonheur ? De cette grave question nous aurons tout loisir de débattre. Longtemps ! Très longtemps ! Tout le temps qu'il nous faudra pour apprivoiser la bête à six chiffres, ce mille-pattes monétaire dont quelques pervers bruxellois et autres nous ont fait cadeau pour la Saint-Sylvestre.

Bon euro ! Et tous nos vœux de *calcul mental ! Les braves gens !* Sachant qu'un euro vaut 6,55957 francs, que le kilo de mandarines pèse raisonnablement 12,50 francs rue Mouffetard, dans le sens de la descente comme de la montée, combien coûtera en euros à Mme Tiberi, qui s'y aventure parfois, l'achat d'un filet de 3 kilos desdites mandarines ? Ah ! funérailles. Pauvre Jean ! Pauvres gens !

Nous aurons tous, c'est décidé, à passer *ainsi* notre certificat d'euro, canton par canton, avec coups de règle à calcul sur les doigts, bonnet d'âne pour les cancres, et cours du soir dans ces établissements de jeux, vulgairement appelés banques. Nous devrons tous convertir, avec la foi du converti, nos lamentables émoluments en un misérable petit tas d'euros. *Nos fins de mois seront européennes*, c'est-à-dire encore plus abyssales et insondables que jamais.

Euroka ! Dans nos baignoires, *nous calculerons le juste poids*, en monnaie de Francfort, de nos flottabilités et disponibilités diverses. Notre vie deviendra un devis permanent puisqu'il n'y suffira plus de savoir combien cela coûte, mais aussi combien cela fait réellement. Les habitués du vieux franc, ils existent, feront le triple salto avant, du trapèze monétaire, dans l'admirable saut périlleux du passé vers l'avenir. Un euro en anciens francs, sous la pile de linge à la lavande, dans l'armoire de nos mémoires, cela va être gratiné !

Cela l'est déjà. Par exemple *Le Monde*. On ne peut pas dire que ce journal n'aille pas de l'euro ! Titre de « une » samedi 2 janvier : « Euro : les Onze sont heureux de leur enfant ». N'y manquait guère que le point d'exclamation et l'état civil des joyeux géniteurs pour que le faire-part joue de la fanfare. *Titre de « une » dimanche-lundi* 3-4 janvier : « Euro : premiers pas ». Née à la Saint-Sylvestre, elle marchait avec les rois mages, la divine monnaie !

Euroka ! Le Monde du 2 janvier toujours en haut à gauche. Une petite ligne : « cinquante-cinquième année – N° 16776 – 7,50F - 1,14 euro France métropolitaine ». 7,50 francs, cela pouvait paraître élevé. 1,14 euro, c'est donné ! Savoir que l'on travaille dans un journal si bon marché, c'est rassurant, c'est moderne, c'est beau, c'est euro ! « *Notre avenir commence au 1er janvier 1999* », a affirmé le chancelier allemand Gerhard Schröder. En route vers l'avenir donc en pleurant des larmes de champagne dans le casque de notre aïeule la Semeuse.

De toutes les manières, notre compte est bon. Toute résistance semble vaine. Bien sûr, on entend ici et là se lever les troupes de la coalition, les vieux francs, les *anciens Francs. Bien sûr, on voit* grimper sur leurs fidèles destriers Philippe de Villiers et Charles Pasqua, Don Quichotte de Vendée et Sancho Pança des Hauts-de-Seine, sus au moulin à *monnaie unique* ! Trop tard, les gaillards, l'euro est ne, même les banques y ont veillé en de furieux réveillons de conversion. Et même Jean-Pierre Chevènement n'y peut plus rien qui revient, ce jour, place Beauvau, dans un monde tout beau, tout euro !

Une nouvelle sonde américaine a été lancée vers la planète Mars

Cet engin de la NASA part à la recherche de l'eau

A QUOI ressemble le bruit du vent sur Mars ? Il faudra patienter onze mois pour avoir la réponse à cette question qui aurait pu être le titre d'une des *Chroniques martiennes* de l'écrivain américain Ray Bradbury. Onze mois, soit le *temps pour la sonde américaine* Mars Polar Lander (MPL) de parcourir 757 millions de kilomètres dans le vide interplanétaire. Lancée du centre spatial Kennedy à *Cap Canaveral (Floride) dimanche* 3 janvier, cet engin de la NASA emporte un micro dans ses bagages. Mais cette fonction de preneur de son ne sera qu'un hobby annexe pour MPL, dont la mission principale consistera, trois mois durant, à détecter la présence éventuelle d'eau dans le sol martien.

Contrairement à ses trois prédécesseurs (les deux stations Viking en 1976 et Mars Sojourner en 1997) qui avaient travaillé dans la zone équatoriale, MPL se posera non loin du pôle sud de la planète rouge à la fin du printemps. A cette époque de l'année *martienne, le soleil ne se couche jamais* sur cette région. Jusqu'alors, les images reçues de Mars se résumaient à « *des tas de cailloux, deux-trois collines à l'horizon* », *rappelle Edward Weiler, qui dirige* le département de science de l'espace de la NASA. « *Cette fois-ci*, poursuit-il, *je n'ai pas la moindre idée de ce que nous verrons.* »

Une fois posé sur ses trois pattes, Mars Polar Lander, grosse araignée métallique d'un mètre de haut pour plus de 3 mètres de largeur et un poids de 576 kilos, déploiera un bras robotisé de 2 mètres de long. Cet organe articulé permettra à la sonde de creuser de petites tranchées et de recueillir des échantillons de sol. Ceux-ci seront ensuite placés dans un mini-four et portés à haute température afin de pouvoir recueillir d'éventuels gaz comme la vapeur d'eau. D'autres instruments transmettront des informa*tions sur la météorologie mar*tienne dans cette région extrême.

Quelques minutes avant de se poser, Mars Polar Lander larguera deux mini-sondes de la taille d'un ballon de basket, qui iront se planter dans le sol à quelque 100 kilomètres de l'endroit où atterrira *MPL. Une expérience à haut* risque pour la NASA, qui souhaite vérifier si ce type d'engin est capable de survivre au choc et d'aller détecter la présence éventuelle *d'eau à un mètre de profondeur.* Cette quête de l'eau n'est qu'un prélude nécessaire à celle de la vie, fort médiatique, qui justifie le regain d'intérêt pour la planète *rouge, petite sœur froide de la* Terre.

Quant au petit microphone transporté par MPL, il fait figure de joli gadget même si l'idée en revient à Carl Sagan, un astrophysicien américain disparu en 1997, qui avait déjà pensé à placer à bord de la sonde Pioneer-10, lancée le 2 mars 1972, une plaque en or représentant un homme et une *femme nus et une série de sym*boles concernant le système solaire. Un message pour d'éventuels extra-terrestres, mais aussi un moyen d'intéresser le public à la conquête spatiale. « *J'espère me tromper, mais je ne pense pas que nous entendrons vraiment le bruit du vent soufflant dans les arbres* » avec ce micro, s'amuse John McNamee, le directeur du projet. Certains scientifiques estiment que les seuls bruits détectables seront *ceux émis par le bras articulé* et les systèmes internes de Mars Polar Lander...

Pierre Barthélémy

Une décennie d'étude de la Planète rouge

Le succès du robot Sojourner, dont les roues ont marqué le sol martien pendant l'été 1997, a ouvert la voie à une décennie d'étude de la Planète rouge. La NASA a obtenu le feu vert pour un important programme de sondes qui se succéderont tous les deux ans. Alors que Mars Global Surveyor, lancé en même temps que Sojourner, poursuit sa mission, il doit être rejoint par Mars Climate Observer, tiré le 11 décembre 1998, et Mars Polar Lander, parti le 3 janvier. En 2001, un nouveau couple d'engins porteurs d'une réplique de Sojourner partira. En 2003, l'Europe devrait lancer Mars Express, tandis que la NASA enverra à nouveau un robot et un engin capable de mettre provisoirement en orbite les échantillons recueillis sur la Planète rouge. En 2005, cette opération sera rééditée, mais ce n'est qu'en 2006 que ces échantillons seront récupérés et ramenés en 2008 vers la Terre par une sonde française lancée par Ariane-5.

Seize personnes tuées dans une mosquée chiite au Pakistan

SEIZE personnes ont été tuées et au moins vingt-cinq autres blessées, lorsque des hommes armés ont ouvert le feu, lundi 4 janvier, sur des chiites en prière à l'intérieur de la mosquée chiite de Karamdad Koreshi, à quelque 300 kilomètres *au sud de Lahore*, la *capitale de la* province de Pendjab. Treize des blessés seraient dans un état critique, selon la police. La fusillade a eu lieu alors que les fidèles finissaient la prière du matin marquant le début de la journée de jeûne en ce mois de ramadan.

D'après des témoins cités par l'agence Associated Press, les assaillants, qui étaient à motocyclettes, ont arrosé la mosquée de balles. D'autres témoins ont indiqué avoir vu des hommes masqués prenant la fuite après la fusillade. L'AFP indique pour sa part que la fusillade est l'oeuvre de quatre inconnus, qui ont pénétré en voiture et ouvert le feu avec des fusils d'assaut Kalachnikov sur les nombreux fidèles.

Un conflit sanglant, qui a déjà fait des centaines de victimes, essentiellement dans la province du Pendjab, oppose les sunnites aux chiites, les deux principaux protagonistes étant le groupe sunnite *Sipah-e-Sahabah* et une organisation chiite connue sous le nom de *Tehrik-e-Jaffria*. Ce massacre confirme la poursuite des affrontements religieux au Pendjab, la plus puissante et la plus peuplée des provinces du Pakistan, pays de 140 millions d'habitants, *dont 20 % de chiites. La violence* endémique (politique, religieuse ou de droit commun) qui affecte le Pendjab a fait plus de 1 100 morts en 1998. – *(AFP, AP.)*

Tirage du *Monde* daté lundi 4 janvier 1999 : 568 105 exemplaires – 3

Un Edmond Maire peut en cacher un autre

UNE HOMONYMIE complète a conduit à attribuer par erreur à Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, la promotion au grade de chevalier de la Légion d'honneur d'un autre Edmond Maire, président d'un office de tourisme, le 1er janvier. La confusion était d'autant plus imparable que cette promotion a été accordée sur proposition du secrétaire d'Etat au tourisme, alors que l'ancien secrétaire général de la CFDT est actuellement président du groupe de tourisme VVF vacances.

Soulignant qu'une vieille tradition syndicale veut que l'on refuse toute promotion de ce type, M. Maire a déclaré à l'AFP : « *Par le passé, j'ai refusé au moins dix fois, et toujours fermement, des propositions de promotion émanant de ministres de droite ou de gauche, voire de premiers ministres* ». « *Je ne me vois (toujours) pas rentrer dans la Légion d'honneur* », a-t-il ajouté. Sans dénier à celle-ci son caractère honorable, il a déclaré que « *ce n'est pas à l'Etat de décider qui est honorable ou pas* ».

■ **FRONT NATIONAL** : Bruno Mégret, l'ancien *délégué général* du Front national (FN), estime, dans un entretien publié dans *Le Parisien* (daté 4 janvier), que le congrès extraordinaire qu'il a convoqué les 23 et 24 janvier à Marignane (Bouches-du-Rhône) résulte de « *la simple application de nos statuts* ». « *Ce qui en sortira, c'est le Front national légal* », dit-il en affirmant que si Jean-Marie Le Pen « *ne vient pas à Marignane, il sera à la tête d'un FN résiduel et, on peut le dire, illégal* ». Récusant l'idée que le FN serait en cours d'« *implosion* », M. Mégret estime qu'il s'agit davantage d'une « *crise de croissance* ». Son ambition n'est pas de « *créer un parti différent* », mais d'« *attirer tous ces Français qui, au moins une fois, ont déjà voté FN* ». M. Mégret rappelle, lorsqu'on lui demande s'il y a des différences idéologiques entre M. Le Pen et lui-même, qu'il a « *été le maître d'œuvre* » du programme du FN.

Le Monde

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

▶ *Le Monde* publie à l'occasion des premières cotations en euros et simultanément avec sept autres grands journaux européens, *El Pais* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg) et *Le Temps* (Suisse), le premier classement des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe.

FONDS
FONDOS
FONDI
FUNDS
FUNDO

Le Monde
PARIS

LE SOIR
BRUXELLES

LE TEMPS
GENÈVE

MONEY OBSERVER
LONDRES

EL PAIS
MADRID

Süddeutsche Zeitung
MÜNICH

LA STAMPA
TURIN

tageblatt
LUXEMBOURG



Les épargnants premiers concernés par l'euro

L'existence de la monnaie unique va modifier la façon de gérer son portefeuille. Les raisonnements par pays vont être supplantés par des choix par secteurs d'activité

LA naissance de l'euro est un événement historique et politique. L'Union européenne se dote d'un instrument monétaire susceptible un jour de rivaliser avec le dollar, le marché unique sera consolidé et plus transparent et la convergence en cours des économies européennes va en être accélérée.

Enfin, et surtout, les tensions et les crises monétaires entre les onze pays de l'Euroland appartiennent maintenant, par définition, au passé. Les devises de ces pays sont définitivement liées les unes aux autres par des taux de change fixe et vont progressivement laisser la place entre le 4 janvier 1999 et le premier semestre de l'année 2002 à une monnaie qui cristallisera cette union : l'euro. Les 290 millions d'habitants de l'Euroland auront trois ans pour s'y préparer.

Mais l'existence de cette monnaie unique n'est pas seulement emblématique d'une Europe qui se construit en dépit des vicissitudes. Elle a d'ores et déjà des conséquences très concrètes pour le citoyen et le consommateur européen. Et s'il y a un domaine où la naissance de l'euro a une traduction tangible et immédiate, c'est celui des marchés financiers et des produits d'épargne.

Dès aujourd'hui, dès le 4 janvier, les cours des actions, de la plupart des obligations et des sicav et des fonds de placement des onze pays de l'Euroland sont exprimés en euros. Cela signifie à la fois : que les places boursières seront amenées, tôt ou tard, à n'en former plus qu'une ; que des produits financiers identiques sont déjà proposés et le seront de plus en plus aux épargnants européens ; et que la façon de gérer un portefeuille de valeurs mobilières va totalement changer.

La banque américaine Goldman Sachs a publié cet été une étude sur l'industrie financière au XXIe siècle et estime que le marché européen des produits de placement sera rapidement unifié et comparable à celui des Etats-Unis. Goldman Sachs exprime sans doute aussi un souhait.

Mais cette évolution n'en est pas moins déjà bien visible. Elle l'est d'autant plus que le Vieux Continent vit depuis plusieurs années une révolution en matière d'épargne directement liée à sa démographie. Le vieillissement de la population européenne condamne les enfants du « *baby-boom* » à consacrer une part croissante de leurs revenus à l'épargne et à la placer directement ou indirectement sur les marchés financiers afin de se garantir une retraite.

Pour prendre acte de ces bouleversements, les refléter et même les anticiper, *Le Monde* a décidé avec sept autres grands journaux européens (*El Pais* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg) et *Le Temps* (Suisse) de publier simultanément et pour la première fois le 4 janvier 1999 un palmarès des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe. Une première.

Il ne s'agit pas, en outre, d'un simple classement récapitulant des performances brutes. Il est construit à partir du système APT (« *Arbitrage Pricing Theory* »), qui fait référence outre-Atlantique. Cette méthode permet de porter un jugement sur les performances des fonds et, plus encore, sur les risques pris pour les réaliser.

Le Monde a déjà utilisé à deux reprises le système APT et a réalisé des numéros spéciaux sur les sicav françaises en juin et en octobre 1998. Cette fois, la base permettant d'analyser dans le détail les performances des sicav et des fonds de placement a été étendue à l'ensemble de l'Europe, y compris la Suisse et le Royaume-Uni. Nous publions un palmarès comprenant 1 700 fonds européens et l'ensemble des sicav françaises. Il a été construit à partir de données retraçant le comportement pendant au moins deux ans de plus de 6 000 fonds commercialisés sur le Vieux Continent.

Cette base est sans équivalent puisqu'il n'existe pas en Europe d'organisme centralisant les cours des fonds de placement. Elle a permis, par exemple, en comparant la sensibilité aux risques des sicav et fonds des différents pays, de mesurer la réalité de la convergence de comportements entre les marchés d'actions en Europe.

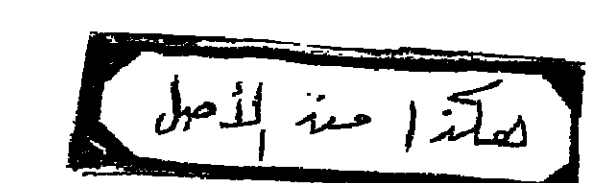
L'Allemagne est la plus proche du marché européen des actions pris dans son ensemble et reproduit son évolution à 96 %. La France suit à 90 %. Viennent ensuite la Belgique à 89 %, le Royaume-Uni à 82 %, l'Italie à 73 % et l'Espagne à 66 %. Au cours des prochaines années, la similitude de comportement entre les places boursières devrait encore s'accroître. Surtout si, comme le pense la majorité des experts, l'existence de la monnaie unique va modifier la façon dont les épargnants gèrent leurs portefeuilles.

Tant que les barrières monétaires existaient, les investisseurs – simples particuliers ou gestionnaires professionnels – raisonnaient par pays. Ils choisissaient d'investir dans un pays plutôt que dans un autre. Ils procédaient seulement ensuite à la sélection des valeurs. Les raisonnements par pays vont être supplantés par des choix par secteurs d'activité.

Avant l'arrivée de l'euro, un boursier français qui avait l'intention de miser sur un constructeur automobile et ne voulait pas prendre de risques de change voyait ses possibilités d'investissement se cantonner à Peugeot et Renault. Avec la monnaie unique, son choix s'élargit d'un coup à Volkswagen, Fiat, BMW, Daimler-Chrysler.

« *Le marché domestique pour les investisseurs européens va tout simplement devenir l'ensemble de l'Euroland* », souligne la banque américaine Merrill Lynch dans une étude récente sur l'impact de l'Union monétaire. La banque anglaise Schroders arrive à la même conclusion à l'issue d'une volumineuse étude en trois tomes diffusée au cours des dernières semaines et intitulée : « *Un seul marché européen d'actions* ». Schroders estime aussi que les Européens vont accroître la part des actions dans leurs investissements. « *Il y a trois raisons majeures à cela : le faible rendement des obligations et des placements monétaires, la nécessité de développer des fonds de pension pour une population en voie de vieillissement et le désir d'obtenir une meilleure rentabilité des fonds de placement.* »

Eric Leser



La méthode de classement APT permet de mesurer les risques pris par les gérants

▼ Grâce à ce modèle, qui fait référence aux Etats-Unis, on peut regrouper les sicav dans des catégories homogènes et comparables, et porter une appréciation objective sur la gestion

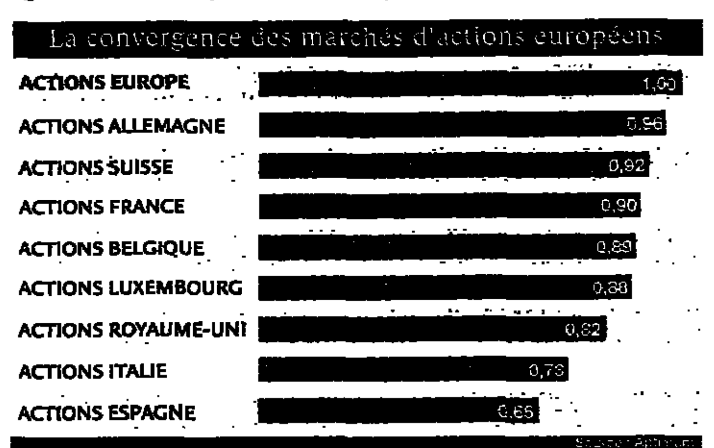
Par construction, les classements de sicav décrivent le passé et l'investisseur cherche des certitudes pour l'avenir. Intuitivement, il utilise les palmarès, pour prédire, en espérant la reproduction plus ou moins à l'identique des performances réalisées. Une démarche dont l'efficacité et la pertinence sont loin d'être prouvées. Le passé peut-il être d'une quelconque utilité en matière d'investissements pour éclairer l'avenir ? En décrivant la performance d'hier, le classement paraît suggérer celle de demain. Mais existe-t-il vraiment un lien ? Les exemples ne manquent pas de fonds figurant certaines années au sommet des classements et dans d'autres périodes au fin fond des palmarès.

Depuis plus de trente ans, les statisticiens étudient minutieusement les performances des gestionnaires et tentent, sans succès, de les mettre en équation. L'épargnant est-il condamné à jouer à la loterie ? Sans doute pas. Les mêmes statisticiens ont mis en lumière un phénomène intéressant : l'importance de la performance relative par rapport aux concurrents comparables a tendance à se répéter dans le temps. Si le résultat passé d'un gestionnaire, relatif à une référence externe (l'indice CAC 40 ou le Dow Jones, par exemple), prédit mal sa performance future, l'ampleur du risque encouru a, lui, une grande valeur prédictive. En résumé, les gestionnaires et les établissements ont des façons de faire, des méthodes, des techniques et des habitudes qui se répètent dans le temps. Ils ne prennent pas les mêmes risques pour parvenir aux mêmes performances.

Cette observation est la clé de l'énigme. Elle permet de lire entre les lignes. Anticiper l'histoire qui aurait pu être. A performance comparable, le moindre risque est toujours, et par définition, le critère de choix le plus judicieux pour l'investisseur. Car si le gestionnaire subit, comme tout le monde, les aléas des marchés, il est directement responsable des risques pris.

Pour lire entre les lignes de l'histoire, *il faut pouvoir imaginer* les évolutions de marchés alternatives, les autres scénarios possibles. De même que le consommateur ne saurait effectuer un achat sans connaître le prix, l'investisseur averti ne saurait choisir un gestionnaire, une sicav, un fonds, sans connaître le vrai prix de son choix. Le prix affiché (les frais de gestion) en cache un autre souvent beaucoup plus élevé, parce qu'il est occulte : le risque encouru pour l'enjeu recherché.

Quelle que soit la catégorie de sicav et de fonds (obligataire, actions européennes, actions françaises, immobilière...), le plus judicieux n'est pas de comparer les performances relatives des fonds d'une même classe. Il est plutôt de comparer les performances à risques a priori comparables. Tel est l'objet de la nouvelle méthode de classement utilisée par *Le Monde* et sept autres journaux européens et développée par la société Aptimum.



Plus la corrélation est voisine de 1,00, plus le processus de convergence est avancé et moins le marché des actions nationales correspondant se distingue du marché européen global. Le marché des actions allemandes est celui qui « ressemble » le plus au marché des actions européennes en termes de comportement probable. A l'opposé le marché des actions espagnoles présente un caractère atypique nettement marqué par rapport au marché des actions européennes.

RISQUES DIFFÉRENTS

Mais comment connaître réellement le risque pris par un gestionnaire ? L'histoire ne se réécrit pas. Peut-on simplement observer a posteriori les fluctuations de performances réalisées au fil des ans ? Deux volatilités historiques (le terme savant pour fluctuations de performances) identiques cachent souvent des risques a priori très différents. *Par exemple*, AXA France Actions, une sicav d'actions françaises, affichait en juin une volatilité de 14 % par an au cours des quatre dernières années.

Peut-on en conclure que toute autre sicav ayant une volatilité de 14 % lui est comparable ? Au cours de la période 1994-1998, Quantamerica, une sicav d'actions américaines, a également affiché une volatilité annuelle de 14 %. Mais, de toute évidence, les risques encourus *étaient fort différents*. Les performances des économies, des marchés et des entreprises américaines et françaises ont été radicalement différentes sur cette période. Les risques encourus a priori le furent également. Le même chiffre (volatilité historique) cache des réalités opposées. Il suffirait de calculer les volatilités de ces mêmes fonds sur une autre période pour conclure qu'elles ne sont en rien comparables.

Il faudrait pouvoir imaginer les histoires alternatives. Il n'est pas question de calculer d'autres volatilités historiques sur la même période puisque les cours des titres ne se réécrivent pas. Il faut chercher au-delà de ce chiffre. Si, sur certaines périodes, deux fonds différents affichent la même volatilité, il doit bien exister des composantes élémentaires, des sous-volatilités *en quelque sorte, qui les différencient*. La volatilité historique serait ainsi le produit d'un code génétique, une sorte d'ADN du risque de chaque instrument. Pour comprendre le risque, il faut déchiffrer le code génétique, et établir la carte du risque. C'est de ce code que naît la volatilité historique. Pour cerner le risque il faut le déconstruire.

Mais un tel code existe-t-il réellement ? L'expérience des physiciens est instructive. Depuis près de cent ans, leurs modèles mathématiques les ont conduits progressivement à postuler l'existence de nouvelles particules, bien avant de les observer expérimentalement. Les théoriciens de la finance ont également dû conclure à l'existence d'éléments constitutifs du risque avant de pouvoir les mesurer avec précision. La découverte fondamentale baptisée théorie des prix d'arbitrage – plus connue sous son sigle anglo-saxon, APT (*arbitrage pricing theory*) – de Steve Ross remonte à 1977.

LOGIQUE INTERNE

Le professeur Ross a découvert que le point commun entre tous les actifs cotés est d'être sensibles, à des degrés divers, à un grand nombre de facteurs de risques. Les cours de ces actifs reflètent la manière dont les marchés financiers évaluent le prix des différents risques portés par ces actifs. Le modèle APT établit la logique interne des cours des actifs financiers les uns par rapport aux autres.

Sans entrer dans les détails techniques, le théorème de l'APT conclut que la performance espérée de tout actif financier (action française, obligation internationale, indice boursier, contrats sur matières premières...) se décompose en un certain nombre de coefficients de sensibilité aux risques partagés par tous les actifs. Les coefficients de sensibilité sont bien le code génétique recherché, le dénominateur commun. Les connaître permet d'évaluer les risques a priori des actions, des obligations, des indices boursiers..., mais aussi des sicav et des fonds de placement. Le modèle APT agit, en quelque sorte, comme un prisme décomposant la lumière en couleurs primaires. Il décompose les *cours des actifs en profils de risques primaires.*

Utilisé pour construire un classement de sicav, ce modèle offre de grands avantages. Il permet d'abord de regrouper, sans risque de se tromper ou d'être trompé, les sicav dans des catégories homogènes, et donc comparables. Il suffit de placer dans une même catégorie des sicav dont les profils de risques sont très proches, et qui sont donc gérées dans une logique similaire. Les intrus des classements « traditionnels » sont immédiatement démasqués et replacés dans des catégories qui correspondent à leurs véritables profils.

La méthode APT offre un autre intérêt, plus grand encore : elle permet d'analyser très finement le passé, de décomposer l'origine de la performance réalisée et l'importance des risques pris. En donnant la possibilité de comparer les performances à risques identiques, la méthode utilisée offre la possibilité de porter une appréciation objective sur la qualité de la gestion.

Eric Leser

Plus qu'un simple palmarès

Le lecteur trouvera dans ce classement européen de nombreuses informations supplémentaires par rapport à un simple palmarès sur les évolutions dans le temps des valeurs liquidatives.

La performance est retraitée, afin de prendre en compte les risques. A côté du classement reflétant l'évolution des valeurs sur un an figurent les chiffres et un classement des performances retraitées. Une appréciation est portée sur la performance, sous forme d'étoiles en nombre croissant. Une autre appréciation, sur l'importance des risques pris par rapport aux sicav et fonds de la même catégorie, est donnée également sous la forme d'étoiles ou même de points d'exclamation dans les cas extrêmes ***(voir légende des tableaux page III).***

L'euro va bouleverser la gestion des portefeuilles boursiers

« Une révolution ! ». Laurent Tignard, gestionnaire actions françaises à Axa Investment Managers Paris, n'hésite pas à employer le mot fort pour jauger les conséquences de l'arrivée de l'euro sur la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. A partir du 4 janvier 1999, l'univers habituel dans lequel évoluent les investisseurs revêtira des habits flambant neufs. Le premier choc concret naîtra de l'affichage des cours de Bourse en euros.

« Il va falloir s'habituer à voir les cours en euros », explique Brigitte Pascaud, gestionnaire actions chez Fimagest. Le plus difficile n'est pas là. Les actionnaires vont devoir bâtir les nouveaux repères dont ils ont besoin pour prendre leurs décisions d'investissement. Mais les comparaisons entre les valeurs d'un pays à l'autre seront beaucoup plus faciles à partir du moment où les cours seront exprimés dans une unité de compte commune. *« On va découvrir, par exemple, que Rhône-Poulenc est peut-être sous-évalué par rapport à ses concurrents étrangers »*, fait remarquer le directeur de la gestion actions dans une société de Bourse.

La disparition du risque de change constitue la principale innovation financière. *« Le risque de change s'ajoutait au risque action »*, constate Jean-Luc Allain, responsable de la gestion actions chez Bacot-Allain Gestion. Jusque-là, pour acheter une valeur dans un des pays de la zone euro, l'investisseur français devait se demander si l'évolution du franc par rapport à la devise du pays dans lequel il avait l'intention d'investir n'allait pas « gommer » la plus-value éventuelle. A partir du 4 janvier, cette question ne se posera plus.

ÉQUILIBRER

La *disparition du risque de* change induit un certain nombre de modifications dans la gestion d'un portefeuille. La première – et la plus importante – est l'apparition d'un nouvel horizon d'investissement. Tant que les barrières monétaires existaient, les investisseurs – qu'il s'agisse des simples particuliers ou des gestionnaires professionnels – raisonnaient par pays. Ils procédaient seulement ensuite au choix des valeurs. Les raisonnements par pays vont être supplantés par des raisonnements par secteurs d'activité. *« Qui dit convergence monétaire dit convergence économique »*, affirme Dominique Sabassier, responsable de la gestion actions à la Banque populaire Asset Management. Les grands secteurs d'activité vont constituer des grands ensembles homogènes obéissant aux mêmes lois économiques.

« Depuis le début de l'année, les cours des compagnies pétrolières françaises, Elf et Total, baissent quand les cours des valeurs pétrolières en Europe baissent, même si la Bourse de Paris monte », constate Laurent Tignard. Les investisseurs qui évoluaient à l'intérieur d'un cadre *franco-français* vont en sortir. Avant l'arrivée de l'euro, on n'avait le choix qu'entre Peugeot et Renault quand on avait l'intention de miser sur un constructeur automobile. Après l'arrivée de l'euro, on pourra s'intéresser aussi bien à Volkswagen, Fiat, BMW, Daimler-Chrysler, Peugeot et Renault.

« Il faut essayer d'équilibrer sectoriellement son portefeuille, note Dominique Sabassier. *Il faut définir les secteurs et choisir les meilleures valeurs. Il ne faut pas choisir entre Carrefour, Promodès et Casino, mais entre Metro, Rinascente, Carrefour, Promodès et Casino. »* Les gérants des fonds d'investissement américains, qui ont l'habitude de raisonner par grandes masses, vont contribuer à amplifier le phénomène. *« Les investisseurs américains vont regarder l'Europe par secteurs »*, affirme Hugues Riché, directeur général de la Banque du Louvre. Les bureaux d'études des banques et des sociétés de Bourse ont pris en compte le changement d'horizon. *« Les analyses sont de plus en plus sectorielles »*, remarque Didier Le Menestrel, directeur général de la Financière de l'Echiquier.

La mise en place de la monnaie unique va aussi produire un effet arithmétique évident sur le nombre de titres à la disposition des investisseurs. *« Les bornes du marché vont s'élargir considérablement »*, indique Didier Le Menestrel. Alors qu'un épargnant français n'avait accès qu'à un nombre limité de valeurs, l'euro lui ouvre la porte de près de 3 600 sociétés cotées.

Non seulement l'investisseur français va bénéficier d'un choix accru de valeurs, mais il voit s'ouvrir des opportunités de diversification qui lui étaient interdites. *« On va pouvoir chercher dans chaque pays des choses différentes*, explique Claire Rodrigue, responsable de la gestion européenne à la Compagnie financière Edmond de Rothschild. *La France est plutôt un pays de services. Les secteurs cycliques sont très représentés en Allemagne et dans les pays scandinaves. L'investisseur trouvera aux Pays-Bas beaucoup de grandes sociétés internationales comme Unilever ou Royal Dutch-Shell. L'Italie et l'Espagne ont beaucoup de banques et de sociétés de télécommunications. »* Certains « concepts » ne sont pas représentés à la Bourse de Paris. En revanche, ils figurent sur les cotes des valeurs des autres pays de la zone euro. *« Il est difficile de trouver en France des valeurs de téléphonie mobile pures*, remarque Jean-Luc Allain. *Mais il y en a à l'étranger – en Italie avec Telecom Italia Mobile, au Portugal avec Telecel et en Belgique avec Mobistar. »*

Au bout du compte, l'arrivée de l'euro va entraîner une *« européanisation »* croissante des portefeuilles. *« Le marché domestique va diminuer en part relative*, constate Claire Rodrigue. *Rester investi à 80 % dans un seul pays n'a pas beaucoup de sens. »* Le même phénomène va se reproduire dans tous les pays de la zone euro. Les investisseurs vont vendre des titres de leur pays pour acheter des valeurs des autres pays. *« Les ventes de valeurs françaises ne vont pas faire baisser le marché français*, remarque un analyste financier dans une société de Bourse. *Les valeurs françaises que les investisseurs français vendront seront rachetées par des investisseurs allemands ou italiens – et inversement. »*

Ce sont les plus grosses valeurs des pays de la zone euro – aux premiers rangs desquels figurent les titres membres des indices européens – qui bénéficieront le plus du nouveau courant d'achat. *« Les tirs vont être concentrés sur une cinquantaine de valeurs européennes »*, affirme Laurent Tignard. Conséquence : les investisseurs ont d'ores et déjà intérêt à privilégier les plus grosses valeurs dans chacun des pays concernés parce que ce sont celles qui vont bénéficier de l'afflux de liquidités. *« L'européanisation va éliminer du champ d'intérêt toutes les sociétés qui ne sont pas dans les premiers rangs »*, avertit Brigitte Pascaud, chez Fimagest.

Michel Turin

Monnaie unique et Bourse, mode d'emploi

A partir du 4 janvier 1999, toutes les transactions en Bourse seront effectuées en euros et les cours des actions seront diffusés en euros. Les valeurs liquidatives des sicav et des fonds communs de placement seront également exprimées en euros. Les particuliers pourront, soit conserver leurs comptes-titres en francs, soit *ouvrir de nouveaux comptes-titres* en euros. Les avis d'opérés seront libellés en euros. Seule, la dernière ligne de l'avis d'opéré, qui correspond au montant net, sera traduite en francs. Les investisseurs pourront continuer à passer leurs ordres de Bourse en francs. Mais ils ont intérêt à s'habituer le plus vite possible à passer leurs ordres de Bourse en euros. A partir du 1er janvier 2002, tous les ordres de Bourse devront, en effet, être passés en euros. Le nominal des obligations d'Etat sera converti en euros à partir du 4 janvier 1999. Les obligations privées pourront être libellées en euros ou en francs jusqu'en 2002. Les dividendes et les coupons d'obligations pourront être versés en francs ou en euros.

Les établissements financiers se préparent à aider leurs clients

▼ Avec l'euro, les habitudes évolueront peu à peu. Les banques peaufinent encore leur « bascule » informatique

L'euro fait son entrée officielle dans les guichets bancaires. Les salariés des établissements financiers ont été longuement préparés et formés aux conséquences de la monnaie unique et peuvent répondre à la plupart des questions de leurs clients à son sujet. Certains établissements ont mis en place un centre d'accueil téléphonique qui peut répondre aux problèmes des agences mais aussi des usagers.

Pour autant, tout ne va pas être bouleversé pour les clients des banques de l'Euroland. Leurs habitudes n'évolueront que progressivement : il leur reste trois ans pour s'habituer à l'euro et au basculement total, avec l'arrivée des nouvelles pièces et nouveaux billets en janvier 2002, puis la disparition des anciennes monnaies. Pendant ce temps, l'euro va entrer doucement, mais sûrement, dans tous leurs calculs. La grande distribution va pratiquer le double affichage des prix en francs et en euros. Les relevés bancaires seront exprimés dans les deux monnaies et les comptes pourront recevoir des virements ou des chèques en francs ou en euros, sans coût supplémentaire.

Les tarifs de certaines banques, comme la BNP, seront exprimés en euros directement (avec une contrevaleur en francs). Les cours de Bourse – pour les actions comme pour presque toutes les obligations – seront exprimés en euros. Les sicav et les fonds communs de placement auront une valeur en euros et une contrevaleur en francs. Les salaires et les factures commenceront à être exprimés dans les deux monnaies.

Personne ne sera pour autant obligé d'utiliser l'euro : il n'y a ni obligation ni interdiction de le faire. Ainsi, rien n'oblige un commerçant à accepter un paiement en euros et on ne peut obliger un client à payer en monnaie unique. Dans un premier temps, l'usage des chéquiers en euros risque donc d'être assez limité. Attention, il est impossible d'utiliser les mêmes formules de chèques pour payer en francs et en euros, il faut bien avoir deux chéquiers différents, qui seront fournis gratuitement. La BNP anticipe toutefois, dès le début de l'année, la commande de 10 000 chéquiers euros.

Rien n'oblige non plus les clients à basculer leurs comptes en euros dès maintenant. La BNP permet à ses clients de le faire dès maintenant s'ils le souhaitent sans changer de numéro de compte, mais toutes les banques ne sont pas aussi avancées. Beaucoup ne proposeront pas ce service à leurs clients à court terme, estimant qu'ils n'éprouveront pas ce besoin. Les « euro snobs » pourront toujours ouvrir un nouveau compte en euros s'ils le souhaitent. Et les banques se ménagent encore quelques mois pour parfaire leur « bascule » informatique.

Les établissements se préparent, en revanche, à aider leurs clients à devenir familiers de l'euro sur deux fronts. Celui des placements tout d'abord. Si l'euro ne changera rien aux principes du Livret A, des Codevi et autres produits très réglementés, l'avènement de la monnaie unique sur les marchés financiers va révolutionner la gestion d'un portefeuille boursier. Tout à coup, il sera beaucoup plus facile de comparer les actions ou les obligations d'un pays à un autre (voir ci-contre).

Le deuxième front sur lequel certaines banques encourageront leurs clients à adopter l'euro sera celui des crédits immobiliers. Elles n'ont pas le droit de consentir des conditions de taux différentes dans l'une ou l'autre monnaie, il n'y aura donc pas de différence entre un crédit en francs ou en euros et l'un et l'autre auront toujours une contrevaleur rigoureusement identique dans l'autre monnaie. La BNP a toutefois l'intention de recommander à ses clients d'ouvrir leurs nouveaux plans d'épargne logement en euros et de faire le choix de cette monnaie pour un crédit à moyen-long terme, sur dix ans ou plus, afin de ne pas avoir à le convertir en 2002. La plupart des autres établissements se contenteront de proposer un échéancier libellé dans les deux monnaies.

Sophie Fay

OBLIGATIONS MOYEN TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 8,55 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
WALSER RENT DM	Trinkaus (Lux.)	GR	13,18	1	***	****	11,58	4
(LUX)M.T.INV. T	UBS AG	GR	12,81	2	***	**	7,85	10
SBC GPF (DEM) INCOME A	UBS	CH	12,03	3	***	*****	12,33	2
SBC BD PF -DEM A	UBS	CH	11,98	4	***	**	16,41	1
RG BD. PLUS FD	ROBECO	GR	11,39	5	**	**	7,75	13
RENTENFONDS	Allianz	GR	9,94	6	**	***	11,97	3
UBS (LUX) MT INV -NLG	UBS	CH	9,79	7	**	***	7,84	11
UNIOPTIMA	Union-Investmen	GR	9,22	8	**	****	7,81	12
OPTIRENT	SMH Invest (Lux	GR	9,12	9	**	****	9,70	8
RING-RENTEN	DWS	GR	8,70	10	*	***	10,99	5
UBS (LUX) PF IV FI (DEM)	UBS	CH	7,97	11	*	****	6,84	16
SBC BD PF -DEM B	UBS	CH	7,83	12	*	**	10,84	6
SBC GPF (DEM) INCOME B	UBS	CH	7,82	13	*	*****	7,95	9
FONCATALANA 2 RENTA FIJA	Gescatalana SGI	SP	7,77	14	*	***	6,09	20
LIGA-PAX-RENT	Union-Investmen	GR	7,58	15	*	**	10,24	7
BSN GLOBAL, FIM	BSN Gestion SGI	SP	7,50	16	*	****	6,43	18
UBS (LUX) MT INV -FRF	UBS	CH	6,56	17	•	****	7,65	14
UBS (LUX) MT INV -ESP	UBS	CH	6,37	18	•	****	7,36	15
UBS (LUX) PF IV FI (FRF)	UBS	CH	6,04	19	•	****	6,59	17
FONCATALANA 1 RENTA FIJA	Gescatalana SGI	SP	5,81	20	•	***	4,75	21
GERL. LUXRENT	Gerling Invest	GR	5,69	21	•	****	6,39	19
UBS (LUX) MT INV -DEM A	UBS	CH	4,13	22	•	**	2,64	22

OBLIGATIONS LONG TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 7,31 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
GLOBARENT	Wüstenrot (Lux.	GR	20,85	1	*****	***	16,84	3
SBC BD PF -XEU A	UBS	CH	20,00	2	*****	****	18,35	1
LEUMI LONG TERME C	Bq Leumi F	FR	19,76	3	*****	***	15,59	4
CS PF (LUX) INCOME (DM) -A-	Crédit Suisse	CH	18,71	4	*****	***	14,20	6
CS PF (LUX) F. INCOME (DM) -A-	Crédit Suisse	CH	18,59	5	*****	**	13,47	7
GROUPAMA CAPITAL	Groupama Asset	FR	17,26	6	****	**	11,49	11
CPR WORLD-CAPI	CPR Gestion	FR	16,83	7	****	**	11,58	10
ATHÉNA OBLIGATIONS	PFA Vie - GPA V	FR	16,50	8	****	*	10,16	25
CS PF(L)INC.B	Credit Suisse A	GR	16,20	9	****	***	12,21	8
LION INTEROBLIG LUF	Credit Lyonnais	BL	14,80	10	****	**	10,84	20
SBC GPF (DEM) YIELD B	UBS	CH	14,70	11	****	**	9,69	31
CS PF (LUX) INCOME (LIRE) -A-	Crédit Suisse	CH	14,59	12	****	***	18,35	2
OBJECT.CAPITALIS.	Lazard Frères	FR	14,35	13	****	***	11,00	17
DH TREASURY	"Darier, Hentsc	CH	14,20	14	****	*****	14,37	5
OBLIG.TTES CATÉGO.	Bred Bq Populai	FR	13,72	15	***	***	10,94	18
OBLI-DOLLAR D	Parvest	GR	13,53	16	***	**	9,66	32
DEMETER INTL BONDS CAP	Bank Degroof Lu	BL	13,41	17	***	***	10,28	23
HIS RENTEN INT.	Helaba Inv. (Sc	GR	13,29	18	***	*	8,31	57
INTERSELEX BOND RENTINVEST B	Generale Bank-F	BL	13,05	19	***	****	11,35	13
WALSER RENT GLOB	Trinkaus (Lux.)	GR	12,59	20	***	***	9,34	36
EC CURRENCIES BOND B	Banque J. Vonto	CH	12,15	21	***	****	11,10	14
GT BALANCED F	LGT Invest	GR	11,74	22	***	****	10,10	27
KB BONDS CAPITAL FUND B	KBC Bank	BL	11,66	23	***	****	10,66	21
MAESTRO LUX BONDS WORLD C	*Credit a l'Indu*	*BL*	*11,65*	*24*	***	**	*8,25*	*58*
GLOBAL BOND USD	Samba Finance S	CH	11,58	25	***	***	9,48	33
KB INSTIT FUND INTERN BONDS C	KBC Bank	BL	11,43	26	***	****	9,94	28
CS PF(L)INC.A	Credit Suisse A	GR	11,01	27	***	***	8,18	62
GENERALUX MULTI-CUR. C	Banque Générale	LX	10,68	28	***	***	8,68	42
OBLILION	Credit Lyonn	FR	10,64	29	***	****	11,36	12
INTEROBLIG C	Société Général	FR	10,39	30	***	****	11,01	16
GENERALUX MULTI CURRENCY B	Banque Generale	BL	10,36	31	***	***	8,53	49
GENERALUX MULTI CURRENCY B	Banque Generale	BL	10,35	32	***	***	8,53	49
AGF INTERFONDS	AGF	FR	9,99	33	***	*****	10,29	22
CYRIL TRÉSOR INTL	Cyril Finance	FR	9,98	34	***	****	8,69	41
SVB BOND INTERNATIONAL	Crédit Suisse	CH	9,97	35	***	***	11,66	9
BBL RENTA FUND INTL C	BBL- Banque Bru	BL	9,96	36	***	*****	10,16	26
HANSE-MERLR.GT	LGT Invest	GR	9,88	37	***	***	7,45	83
UBS PF INV INC (CHF)	UBS	CH	9,79	38	***	****	10,90	19
PLAT. UNI RENT.	Universal-Inves	GR	9,76	39	***	***	7,49	81
UNIRENTA	Union-Investmen	GR	9,56	40	***	*****	9,85	30
LG-INT-RENTEN D	Deka (Deka-Grup	GR	9,46	41	**	***	7,09	95
BACOB BOND INTERNATIONAL	Artesia-Bacob-C	BL	9,39	42	**	****	8,61	46
PARIBAS RENTE C	Artesia-Bacob-C	BL	9,37	43	**	****	9,86	29
RENDITE GLOBAL	Deutsche Postba	GR	9,35	44	**	***	7,69	75
SBC BD PF -ITL B	UBS	CH	9,29	45	**	***	11,08	15
(CH)-RENTEN	DWS Investment	GR	9,22	46	**	**	5,98	111
ML-FONDS INTERBOND B CHF	Banque Migros	CH	9,18	47	**	*****	8,73	39
BOND UNIVERSALIS B	Petercam Asset	BL	9,13	48	**	*****	8,67	43
ADIREVIA	Adig	BL	9,13	49	**	****	8,56	47
INTER UNION	UE CIC	FR	9,08	50	**	***	7,49	80

OBLIGATIONS LONG TERME + INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 5,65 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
SBC GPF (DEM) GROWTH	UBS	CH	16,56	1	****	**	13,26	5
SBC BD PF -GBP B	UBS	CH	15,07	2	***	****	13,62	4
HENDERSON ETHICAL	Henderson Inves	UK	14,33	3	***	***	16,12	1
ABN AMRO GLOBAL BOND	ABN AMRO Bank	BL	13,24	4	***	****	13,73	3
LION FORTUNE CL GLOBAL GTH C	Credit Lyonnais	BL	12,62	5	***	****	13,78	2
SBC BD PF -USD A	UBS	CH	11,93	6	***	****	12,99	6
MARLBOROUGH MANAGED TRUST	Marlborough Fun	UK	10,96	7	***	***	9,55	10
SBC BD PF -GBP A	UBS	CH	10,25	8	**	****	9,30	11
FLEMING FF INTERNATIONAL BOND	Fleming FF-Bank	BL	9,32	9	**	***	8,03	13
TEAM-GLOBAL BOND	Deka Int. (Irel	GR	8,83	10	**	*	6,59	19
AA EUROPE BOND FD	ABN-AMRO	GR	8,82	11	**	****	9,57	9
SBC BD PF -CAD A	UBS	CH	8,62	12	**	**	10,67	8
RG GLOBAL BD	ROBECO	GR	8,52	13	**	!	11,26	7
CS PF (LUX) INCOME (US$) -B-	Crédit Suisse	CH	8,16	14	**	***	9,09	12
AE SHARP INT BOND & CONV	Albert E Sharp	UK	8,15	15	**	***	7,20	16
NEWTON INTL BOND FUND	Newton Fund Man	UK	7,90	16	**	*****	7,68	14
UNIDOLLARBOND.	Union-Investmen	GR	7,08	17	**	*****	6,99	17
L. ST. HIGH INC.	Lazard Investme	GR	6,82	18	**	*****	6,69	18
CS PF(L)INC.B	Credit Suisse A	GR	6,78	19	**	***	7,53	15
SBC GPF (USD) YIELD A	UBS	CH	5,83	20	**	****	6,19	20
CITINVEST GLOBAL BOND ACCOUNT	Citibank Belgiu	BL	5,77	21	*	*****	5,78	21
UBS (LUX) MT INV -GBP	UBS	CH	5,67	22	*	***	4,83	23
GT GLOBAL BOND	LGT Asset Manag	UK	5,29	23	*	****	5,01	22
(LUX)M.T.INV	UBS AG	GR	4,60	24	*	*****	4,72	24
UBS (LUX) PF IV FI (USD)	UBS	CH	4,21	25	*	*****	4,18	26
CS PF(L)INC.A	Credit Suisse A	GR	3,99	26	*	***	4,42	25
SHORT-T.BP.USD B	UBS AG	GR	3,63	27	*	*****	3,54	29
L. INT. BOND	Lazard Investme	GR	3,62	28	*	***	3,00	31
DBIM DOLLARRENTA	Deutsche Bank	BL	3,49	29	*	****	3,82	27
HIGH YIELD BD	Baring Asset Ma	GR	3,23	30	*	***	3,79	28

OBLIGATIONS MOYEN TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 9,65 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
EUROL. RENTA	DBIM (DWS-Grupp	GR	13,46	1	***	***	11,86	2
VR-VERMOGEN	Union-Investmen	GR	13,40	2	***	***	11,15	3
DELBRÜCK RENTEN	Union-Investmen	GR	12,70	3	***	**	10,30	7
BIL BONDS C DEM C	Banque Internat	LX	12,58	4	***	****	12,08	1
WESTRENDIT	WestLB (Lux)	GR	11,61	5	***	**	9,94	13
PARTNER OBLIGAT.MT	La Mondiale - B-	FR	11,56	6	***	***	9,42	10
GENERALUX EURO C	Banque Générale	LX	11,15	7	**	****	10,22	8
FFF EURO BOND	Fleming	GR	9,89	8	**	*****	9,88	9
GROUPAMA HORIZON	Groupama Asset	FR	9,44	9	**	***	10,68	5
CREDIS EURO	Crédit Suisse A	FR	9,29	10	**	***	10,74	6
NATIO EURO OBLIG.	BNP	FR	9,21	11	**	**	11,02	4
ECOFI-MTE SI.	Ecofi Finance	FR	8,85	12	*	****	9,30	11
LUXRENT EUROPA	Trinkaus (Lux.)	GR	8,63	13	*	****	9,22	12
BIL EURORENT STRONG D	Banque Internat	LX	8,07	14	*	*****	7,86	15
EURONORDRENTA	Nordinvest	GR	7,99	15	*	****	8,69	14
EUROZINS	DIT (DIT-Gruppe	GR	7,15	16	*	****	7,48	16
EURO OBLI A CHF	Banque Raiffeis	CH	3,94	17	•	*	5,85	17

OBLIGATIONS LONG TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 10,08 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BHF-EUROPAZINS	BHF Invest (Lux	GR	16,82	1	***	***	14,33	3
CS BF(LUX)EUR. A	Credit Suisse A	GR	16,63	2	***	****	14,98	2
EURORENT. CAP	MK Luxinvest (L	GR	15,29	3	***	***	12,71	5
CDC EURO SOUVERAINS	CDC Gestion	FR	14,52	4	***	****	13,54	4
OBLIG-EUROPE	CPR Gestion	FR	13,96	5	**	***	12,01	8
CS BF (LUX) ECU -A-	Crédit Suisse	LX	13,74	6	**	*	16,38	1
OFIMA EUROPE	Ofimalmo	FR	13,18	7	**	****	11,86	10
EURO-RENTEN T	dam (DIT-Gruppe	GR	12,16	8	**	****	11,21	12
FIMA EURO	Fimagest	FR	11,88	9	**	****	10,47	17
INDOCAM HOR.EURO.C	Grp Crdt Agrico	FR	11,33	10	**	*****	10,89	14
AXA EUROPE OBLIG.	AXA	FR	11,29	11	**	*****	11,08	13
BIL BONDS B EURO C	Banque Internat	LX	10,95	12	*	***	12,38	6
GENERALUX EUROPE C	Banque Générale	LX	10,76	13	*	****	9,85	20
OBLI-EURO D	Parvest	GR	10,72	14	*	****	9,79	22
EUROZINS « K »	dam (DIT-Gruppe	GR	10,71	15	*	****	11,98	9
EURORENTA	DBIM (DWS-Grupp	GR	10,60	16	*	*****	10,21	18
EURO. REN TYP O	DWS	GR	10,42	17	*	****	9,89	21
MAGDB. WERTFONDS	DIT (DIT-Gruppe	GR	10,36	18	*	*****	10,74	15
CONVERG.EUR.GEST.C	CDC Gestion	FR	10,18	19	*	*****	10,19	19
SANT.EUROP.RENT	JP Morgan Inves	GR	9,69	20	*	***	8,51	24
GT EUR. RENTENF	LGT Invest	GR	9,62	21	*	***	8,48	25
UBS (LUX) BD INV -XEU	UBS	CH	9,52	22	*	*	12,85	7
ADIROPA	ADIG	GR	9,35	23	*	***	7,88	27
CS BF (LUX) ECU -B-	Crédit Suisse	LX	8,99	24	*	*	11,84	11
TRENDCO.U.-A-EU	Universal-Inves	GR	8,31	25	*	****	7,84	26
EUROPE BOND FUND XEU	Groupe Julius B	CH	7,96	26	•	*	10,55	16
UNIEU RENTA-NET-	Union-Investmen	GR	7,58	27	•	***	8,24	29
MDM ECU	Mut du Mans	FR	6,71	28	•	****	7,84	28
G.I.F. EUROPEAN BOND ECU-D	*Credit Agricole*	CH	6,46	29	•	*	8,81	23
GLOBAL RENT A	BIG Luxinvest	GR	6,15	30	•	****	5,51	31

OBLIGATIONS COURT TERME ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 3,30 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ATHENA DOLLARS BONDS	Bank Delen	BL	8,69	1	***	***	8,31	1
CS BF(LUX)SH.-TR.A	Credit Suisse A	GR	8,12	2	***	*****	8,04	2
BBL RENTA FUND OBLI CASH USD C	BBL- Banque Bru	BL	7,63	3	***	****	7,80	3
CONSERVATIVE USD C	Banque Paribas	CH	5,95	4	**	!	6,69	4
ASTROBAL DOLLAR BOND C	Paribas	LX	5,65	5	**	****	5,81	5
(LUX)M.T.INV.	UBS AG	GR	4,66	6	**	****	4,72	6
KB LUX BOND SHORT INVEST USD B	Kredietbank Lux	BL	3,68	7	*	****	3,89	7
BIL MONEY MARKET USD C	BIL	LX	2,45	8	*	**	2,34	9
AAIGF-USD	ABN-AMRO	GR	2,39	9	*	****	2,35	8
CSUI.MNY.MKT.US$ DEAD -	CS	LX	2,28	10	*	****	2,25	10
OBLIFLEX US DOLLAR SHORT TERM	"Lombard, Odier	CH	2,08	11	*	*****	2,07	11
PARI.INSTN.USD SHT.TM.	Paribas	LX	1,44	12	*	*****	1,44	12
PARVEST SHORT TERM DOLLAR C	Artesia Bank	BL	1,29	13	*	****	1,27	13
PARVEST OBLI-USD D	Artesia Bank	LX	0,27	14	•	*****	0,27	14
TMPLTN.GLB.STGY.US.GVT	Templeton	LX	−1,95	15	•	****	−1,92	15
PARVEST SHT.TM.USD D	Artesia Bank	LX	−2,97	16	•	****	−2,34	16

OBLIGATIONS COURT TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 5,94 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
LION BELGIUM FIX 97	Credit Lyonnais	BL	9,41	1	****	****	18,77	2
BBL RENTA FUND OBLI CASH NLG C	BBL- Banque Bru	BL	9,11	2	****	***	7,27	6
MOBIL-FONDS	Allianz	GR	7,96	3	***	*****	7,59	5
ATHENA BELGIAN BONDS	Bank Delen	BL	7,57	4	***	***	8,41	8
ASTROBAL BELGIAN BONDS B	Bank Nagelmacke	BL	7,40	5	***	*	10,18	1
CS PF(L)FIX INC B	Credit Suisse A	GR	7,35	6	***	***	5,73	15
BETH.-VB-DM-RE.1.	ADIG Invest	GR	7,13	7	**	****	6,30	10
MAXICAV	Anhyp Bank	BL	7,07	8	**	*****	6,77	7
BBL RENTA FUND OBLI CASH BEF C	BBL- Banque Bru	BL	6,87	9	**	****	6,07	13
DEKALUX 10/96	Deka Inter. (Lu	GR	6,84	10	**	***	5,35	20
PARICOR PARFIX 1	Artesia-Bacob-C	BL	6,81	11	**	**	8,41	3
DEKALUX KAP. 1-3	Deka Inter. (Lu	GR	6,68	12	**	***	5,64	16
HANSAZINS	HANSAINVEST	GR	6,35	13	**	*****	6,17	11
LFZ 30.6.99	ADIG	GR	6,31	14	**	**	4,61	23
GARANTIE 100(1998)	DBIM (DWS-Grupp	GR	6,21	15	**	****	5,48	18
KB LUX BOND SHORT INVEST DKK B	Kredietbank Lux	BL	6,10	16	**	*****	6,32	9
RENDITE 1999	DBIM (DWS-Grupp	GR	6,07	17	**	*****	6,15	12
DM RENTEN T	dam (DIT-Gruppe	GR	5,75	18	**	*	7,79	4
DEKALUX-W.1/00A	Deka Inter. (Lu	GR	5,13	19	*	***	5,92	14
AKKURENTA 98	DWS	GR	5,08	20	*	****	4,79	22
LFZ 28.9.2001	ADIG	GR	4,83	21	*	****	5,33	21
LION BELGIUM FIX 98	Credit Lyonnais	BL	4,59	22	*	*****	4,51	25
POST-BON 1998	Petercam Asset	BL	4,56	23	*	*****	4,61	24
MMWI-RENAKOP	M.M. WARBURG IN	GR	4,36	24	*	**	5,42	19
DM LAUFZEIT 99	dam (DIT-Gruppe	GR	4,19	25	*	**	5,44	17
LFZ 30.10.98	ADIG	GR	4,01	26	*	***	3,31	26
CUMRENT 98	HYPO-INVEST	GR	3,58	27	•	****	3,22	27
LFZ 30.6.2000	ADIG Invest	GR	2,18	28	•	**	2,79	28

OBLIGATIONS MOYEN TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 9,77 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
PROVENTUS DEM BONDS C	Petercam Asset	BL	15,45	1	****	**	12,16	6
ADIRETH	ADIG	GR	13,69	2	***	***	11,91	14
RENDITDEKA	Credit Communal	BL	13,41	3	***	****	12,58	3
GENÜSSE+RENTEN	Deka (Deka-Grup	GR	13,16	4	***	****	11,98	12
DEMETER FRANCS BELGES CAP	Bank Degroof Lu	BL	12,79	5	***	*****	12,84	2
S-BAYRENT-DEKA	Deka (Deka-Grup	GR	12,55	6	***	****	12,05	7
KB LUX BOND ATS B	Kredietbank Lux	BL	12,40	7	***	**	9,98	41
HMT-PRORENT	HMT	GR	12,30	8	***	****	11,81	17
ASTROBAL BELGIAN BONDS B	*Bank Nagelmacke*	*BL*	11,98	*9*	***	***	*10,18*	*38*
P.A.M. BONDS EURO CAP	Petercam Asset	BL	11,80	10	***	****	12,41	5
BUND+S.FIN.:3-5	Deka (Deka-Grup	GR	11,75	11	***	*	9,20	45
KöLN-RENTENFONDS	Deka (Deka-Grup	GR	11,59	12	***	****	11,01	27
FRANKF. SPARINRENT	Deka (Deka-Grup	GR	11,57	13	***	**	9,67	43
DM RENTEN	Deka (Deka-Grup	GR	11,51	14	***	****	12,42	4
MMWI-ORDO-RENT	M.M. WARBURG IN	GR	11,45	15	***	*****	11,73	18
INRENTA	DWS	GR	11,38	16	***	****	11,81	16
BARMENIA RENDITE	DWS	GR	11,27	17	***	***	12,64	1
VICTORIA RENT	ADIG	GR	11,26	18	***	****	11,82	15
GENERALUX EURO B	Banque Generale	BL	11,20	19	**	****	10,20	37
LLOYDS IP DEM BOND	Lloyds Bank	BL	11,19	20	**	*****	11,42	21
GENERALUX DEM C	Banque Générale	LX	11,18	21	**	****	10,72	34
INTERZINS	Frankfurt Trust	GR	11,11	22	**	*****	10,87	31
GENERALUX FRANCS C	Banque Générale	LX	11,01	23	**	*****	10,74	33
GOTHARENT	ADIG	GR	10,96	24	**	***	12,02	10
DEKALUX KAP. 3-5	Deka Inter. (Lu	GR	10,95	25	**	**	9,16	46
RENTENFONDS	BIG ImmoInvest	GR	10,95	26	**	*****	10,86	32
RENTIDEKA	Deka (Deka-Grup	GR	10,95	27	**	***	12,04	8
ALBINGIA	DWS	GR	10,70	28	**	***	12,01	11
BL-RENT	DWS	GR	10,70	29	**	****	11,39	22

OBLIGATIONS LONG TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 12,34 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BBL RENTA FUND GULDEN C	BBL- Banque Bru	BL	31,20	1	*****	****	32,89	1
UBS BD INV NLG	UBS	CH	16,94	2	***	***	18,02	2
MAESTRO LUX BONDS BELGIUM C	Credit a l'Indu	BL	15,85	3	**	*****	15,72	3
BELGIAN BOND CAP. BEF	ING Internation	CH	14,80	4	**	**	12,89	15

POUR LIRE LES TABLEAUX

CODES PAYS

Allemagne	GR	Danemark	DK	Grèce	GC	Pays-Bas	PB
Angleterre	UK	Espagne	SP	Italie	IT	Portugal	PO
Autriche	AU	Finlande	FI	Irlande	IR	Suisse	CH
Belgique	BL	France	FR	Luxembourg	LX	Suède	SD

Code spécial : Dans la colonne pays vous trouverez aussi le sigle UT qui correspond aux INVESTMENT TRUSTS.

COLONNE PERFORMANCE (sur 1 an) :

*****	Très bonne performance.
****	Bonne performance.
***	Performance moyenne.
**	Performance faible.
*	Performance très faible.
•	Mauvaise performance.

ND : Non défini.

COLONNE RISQUES (sur 1 an) :

*****	Très peu de risques
****	Peu de risques
***	Risques moyens
**	Risques importants
*	Risques très importants
!	Risques atypiques
!!	Risques fortement atypiques

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BUND+S.FIN.:5-8	Deka (Deka-Grup	GR	14,43	5	***	**	12,65	19
BELUBOND FUND LUF CAP	Banque CGER	BL	14,11	6	**	****	13,80	6
KB RENTA DEMRENTA B	KBC Bank	BL	13,79	7	**	****	13,05	10
BIL BONDS FLORINS NEERLAND C	Banque Internat	BL	13,69	8	**	**	12,26	25
BELGINVEST BONDS CAP	Petercam Asset	BL	13,51	9	**	****	13,02	11
BUND+S.FIN.:8-15	Deka (Deka-Grup	GR	13,36	10	**	*	15,64	4
RB BELGIAN BONDS	Royale Belge	BL	13,30	11	**	*****	13,20	9
LLOYDS IP NLG BOND	Lloyds Bank	BL	13,29	12	**	****	12,96	13
BELICAV A CAP	KBC Bank	BL	12,84	13	*	****	13,42	8
GT DT RENTENFONDS	LGT Invest	GR	12,78	14	*	**	11,43	36
DM SPEZIAL	DWS	GR	12,68	15	*	***	13,69	7
DEM CAP.	Kredietrust SA	LX	12,62	16	*	****	12,98	12
T. RENTEN LANG INKA	Trinkaus	GR	12,58	17	*	*	14,84	5
KB BONDS STRONG CURRENCY CAP	KBC Bank	BL	12,54	18	*	*****	12,52	20
INTERSELEX BOND DEM B	Generale Bank-F	BL	12,46	19	*	*****	12,66	18
DUTCH GUILDER BOND	Lloyds Bank	CH	12,37	20	*	****	11,86	29
ROYAL BOND FUND	Royal Life	BL	12,36	21	*	****	11,85	30
KB LUX BOND DEM B	Kredietbank Lux	BL	12,26	22	*	****	12,49	21
MK RENTAK FONDS	MK-Capital at W	BL	12,11	23	*	***	12,91	14
FLEMING FF DM BOND	Fleming FF-Bank	BL	12,10	24	*	****	11,62	34
CS BF (LUX) GUILDERS -B-	Crédit Suisse	CH	12,03	25	*	****	12,44	22
WWK-RENT	ADIG	GR	12,00	26	*	****	11,71	32
SWISSCA BOND INVEST DEM	Swissca	CH	11,88	27	*	*****	11,82	31
BBL RENTA FUND HARD CURR C	BBL- Banque Bru	BL	11,78	28	*	*****	11,88	28
SBC BD SELECT. NLG	UBS	CH	11,78	29	*	****	11,31	37
CASTOR & POLLUX B	KBC Bank	BL	11,64	30	*	****	12,12	26

OBLIGATIONS LONG TERME ROYAUME-UNI

Performance moyenne brute sur un an : 7,32 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CU PPT LONG GILT	Commercial Unio	UK	17,64	1	****	***	19,29	1
GBP CAP.	Kredietrust SA	LX	14,78	2	****	****	14,45	2
SOGELUX FD BONDS UK	Societe General	BL	12,54	3	****	****	12,85	3
LLOYDS IP GBP BOND	Lloyds Bank	BL	12,54	4	***	****	12,11	5
DRES RCM GILT YIELD	Dresdner RCM Fu	UK	11,80	5	***	***	12,73	4
ABBEY GILT & FIXED INT	Abbey Unit Trus	UK	11,83	6	***	****	12,07	6
MIDLAND GILT & FIXED INT	Midland Unit Tr	UK	10,39	7	***	****	10,79	7
STANDARD LIFE GILT & FI	Standard Life T	UK	10,06	8	**	****	10,50	8
ABERDEEN GILT INCOME	Aberdeen Prolif	UK	10,02	9	**	***	9,13	13
AXA EQ & LAW GILT & FIXED	AXA Equity & La	UK	10,00	10	**	****	9,73	11
NATWEST UK GILT & FIXED	NatWest unit Tr	UK	9,80	11	**	****	9,41	12
UBS BD INV GBP	UBS	CH	9,46	12	**	***	10,10	10
WHITTINGDALE GILT GROWTH	Whittingdale Un	UK	9,42	13	**	***	10,32	9
CANLIFE GILT & FIX INTL	Canada Life Uni	UK	8,81	14	**	*****	8,72	15
FRAMLINGTON GILT TRUST	Framlington Uni	UK	8,28	15	**	****	8,10	16
LEGAL & GENERAL GILT	Legal & General	UK	8,20	16	**	***	8,95	14
PARVEST OBLI STERLING C	Artesia Bank	BL	8,18	17	**	****	8,01	17
SCOT EQUIB DIST	Scottish Equita	UK	13,19	1	***	****	12,43	2
AXA EQ & LAW BRIT FNDMTLS	AXA Equity & La	UK	12,97	2	***	****	13,66	1
CAZENOVE UK EQUITY & BOND	Cazenove Unit T	UK	11,86	3	***	***	10,69	4
FIDELITY HIGH INCOME	Fidelity Invest	UK	11,84	4	***	***	10,41	5
GUARDIAN BALANCED	Guardian Unit M	UK	11,09	5	***	***	10,37	7
LLOYDS BK HIGH RESERVE	Lloyds Bank Uni	UK	10,76	6	***	****	10,39	6
GARTMORE HIGH INCOME	Gartmore Fund M	UK	10,07	7	**	***	10,76	3
MIDLAND EXTRA HIGH INCOME	Midland Unit Tr	UK	10,00	8	**	***	9,35	8
BAILLIE HIGH INCOME	Baillie Gifford	UK	9,17	9	**	**	7,90	12
MIDLAND HIGH YIELD	Midland Unit Tr	UK	9,10	10	**	****	9,33	9
INVESCO UK EXTRA INCOME	INVESCO Interna	UK	8,53	11	**	****	9,03	10
GUIN FLIGHT CAUTIOUS MGD.	Guinness Flight	UK	8,30	12	**	*****	8,15	11
SCOT WIDOWS BALANCED INC	Scottish Widows	UK	8,08	13	**	****	7,81	13
CU PPT HIGH YIELD	Commercial Unio	UK	7,87	14	**	**	6,87	17
S&P EXTRA INCOME	Save & Prosper	UK	7,78	15	**	****	7,41	16
MERCURY INCOME PORTFOLIO	Mercury Fund Ma	UK	7,74	16	**	*****	7,80	14
HENRY COOKE UK EQUITY INC	Henry Cooke Inv	UK	7,69	17	**	*****	7,72	15
HENDERSON EXTRA INCOME	Henderson Inves	UK	5,89	18	*	****	5,83	19
CLERICAL MED RETIREMENT	Clerical Medica	UK	5,55	19	*	***	6,05	18
ALLCHURCHES HIGHER INCOME	Allchurches Inv	UK	4,95	20	*	****	4,83	20
PRUDENTIAL HIGH INCOME	Prudential Unit	UK	4,72	21	*	****	4,48	21
ABN AMRO EQUITY INCOME	ABN AMRO Pembro	UK	4,52	22	*	***	4,19	23
FP MONTHLY DIST FUND	Friends Provide	UK	3,90	23	*	***	3,57	24
HSBC HIGH INCOME	HSBC Unit Trust	UK	3,82	24	*	*	4,27	22
FRAMLINGTON QUATERLY INC	Framlington Uni	UK	3,21	25	*	****	3,40	25
BARCLAYS INC BUILDER	Barclays Funds	UK	2,94	26	*	***	3,21	26
ABERDEEN PROL EXTRA INCOME	Aberdeen Prolif	UK	2,81	27	•	**	2,97	27
PRUDENTIAL DISTRIBUTION	Prudential Unit	UK	1,32	28	•	*****	1,34	28
NORTHERN ROCK HIGH INCOME	Northern Rock U	UK	1,06	29	•	****	1,01	29
CAPEL-CURE EXTRA INCOME	Capel-Cure Myer	UK	0,40	30	•	!	0,48	30

OBLIGATIONS COURT TERME ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 4,62 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BBV FONDVALENCIA, FIM	BBV Gestinova	SP	8,36	1	****	***	7,64	1
A.B. AHORRO, FIM	A.B. Asesores G	SP	7,69	2	***	****	7,05	2
FONDPREMIER, FIM	Barclays Fondos	SP	7,38	3	***	***	6,56	4
IBERCAJA FUTURO, FIM	Gescazar SGIIC	SP	6,99	4	***	**	5,86	5
BCH RENTAS 3 A	Central Hispano	SP	6,87	5	***	****	6,68	3
MADRID RENDIMIENTO 3, FIM	Gesmadrid SGIIC	SP	5,95	6	**	**	5,03	10
BBV BONO 99, FIM	BBV Gestinova	SP	5,58	7	**	****	5,42	7
IBERCAJA AHORRO	Gescazar SGIIC	SP	5,29	8	**	**	4,39	16
BCH 1999 B	Central Hispano	SP	5,24	9	*	****	5,05	8
FONMEDIC, FIM	Gesconer SGIIC	SP	5,22	10	*	***	4,76	12
BCH 2000 B	Central Hispano	SP	5,18	11	*	****	5,43	6
ARGENTARIA FONDRENTAS 1-A	Argentaria Gest	SP	4,98	12	*	**	4,12	20
ATLANTICO PLUS 4	Gesatlantico	SP	4,59	13	*	****	4,96	11
FONBANESTO, FIM	Banesto Fondos	SP	4,56	14	*	***	5,04	9
CAIXASABADELL 2 FIX	CaixaSabadell G	SP	4,46	15	*	*****	4,47	14
BBV BONO 25 M-A	BBV Gestinova	SP	4,29	16	*	*****	4,32	17
ARGENTARIA FONDPLAZO 1-B	Argentaria Gest	SP	4,27	17	*	***	3,72	26
IBERCAJA TESORERIA, FIM	Gescazar SGIIC	SP	4,27	18	*	***	3,77	25
EUROVALOR 5, FIM	Sogeval SGIIC	SP	4,24	19	*	*****	4,12	21
BCH 1999 A	Central Hispano	SP	4,08	20	*	****	4,20	19
CAIXA GALICIA GARANTIZADO	Gesinca Inversi	SP	4,06	21	*	**	4,66	13
IBERCAJA PATRIMONIO, FIM	Gescazar SGIIC	SP	3,88	22	*	***	3,39	30
UNIFOND IV, FIM	Unigest SGIIC	SP	3,85	23	*	****	4,00	22
BBV RENTA, FIM	BBV Gestinova	SP	3,81	24	•	***	4,29	18
BBV RENTA 91, FIM	BBV Gestinova	SP	3,70	25	•	*	4,44	15
BCH RENTAS 1 B	Central Hispano	SP	3,54	26	•	****	3,67	27
URQUIJO GARANTIZADO 3, FI	Gestemar Gestio	SP	3,47	27	•	****	3,67	28

OBLIGATIONS MOYEN TERME ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 6,42 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BBV PLAN RENTAS 5	BBV Gestinova	SP	9,22	1	***	****	9,74	2
MADRID FONDLIBRETA 5	Gesmadrid SGIIC	SP	9,08	2	***	****	9,83	1
BCH 2002 B	Central Hispano	SP	8,70	3	***	***	9,63	3
CAIXA GALICIA ALFA GARANTIZA	Gesinca Inversi	SP	8,58	4	***	***	7,53	8
BANESDEUDA FONDVALENCIA	Banesto Fondos	SP	8,56	5	***	**	6,94	15
FONBANESTO 2, FIM	Banesto Fondos	SP	8,35	6	**	****	7,75	6
URQUIJO GARANTIZADO, FIM	Gestemar Gestio	SP	8,24	7	**	****	7,94	5
MADRID RENDIMIENTO 2	Gesmadrid SGIIC	SP	7,82	8	**	**	6,65	17
BCH RENTAS 5, FIM	Central Hispano	SP	7,77	9	**	****	7,50	9
FONDESPANA ANUAL GARANTIZADO	Caja España Fon	SP	7,76	10	**	***	8,62	4
BCH 1999, FIM	Central Hispano	SP	7,73	11	**	***	6,92	14
BCH 2000, FIM	Central Hispano	SP	7,88	12	**	***	6,97	13
BCH 3	Central Hispano	SP	7,17	13	**	***	6,52	18
BBV HORIZONTE, FIM	BBV Gestinova	SP	7,08	14	**	****	7,31	10
MADRID FONDLIBRETA 3	Gesmadrid SGIIC	SP	6,90	15	*	***	6,03	21
MADRID PREMIERE, FIM	Gesmadrid SGIIC	SP	6,85	16	*	*****	6,66	16
ATLANTICO PLUS 3	Gesatlantico	SP	6,71	17	*	**	7,69	7
DB INVEST, FIM	DB Gestion	SP	6,39	18	*	***	5,61	25
CAIXA CATALUNYA 3	Caja Cataluña G	SP	6,28	19	*	****	6,01	22
BCH RENTA FIJA 3, FIM	Central Hispano	SP	5,93	20	*	****	5,85	24
BCH RENTA FIJA 2, FIM	Central Hispano	SP	5,81	21	*	*	7,08	12
BBV AHORRO	BBV Gestinova	SP	5,80	22	*	****	5,56	26
BCH RENTA FIJA 1, FIM	Central Hispano	SP	5,79	23	*	*	7,24	11
BBV BONO 98, FIM	BBV Gestinova	SP	5,55	24	*	**	6,44	19
MB FONDO 1, FIM	Bansabadell Inv	SP	5,55	25	*	****	5,96	23
CAIXA CATALUNYA PREVISION	Caja Cataluña G	SP	5,46	26	•	***	4,85	31
ARGENTARIA FONDPLAZO 2000-B	Argentaria Gest	SP	5,42	27	•	****	5,21	29
URQUIJO RENTA, FIM	Gestemar Gestio	SP	5,32	28	•	****	5,08	30
MB FONDO 3, FIM	Bansabadell Inv	SP	5,17	29	•	*	6,38	20
BANIF RENTA FIJA, FIM	Banif Gestion	SP	4,91	30	•	***	5,39	27

OBLIGATIONS LONG TERME ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 9,66 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ABN AMRO SPAIN BOND	ABN AMRO Bank	SL	14,36	1	***	**	12,47	1
KBC RENTA PESETARENTA	KBC Bank	LX	12,88	2	**	****	12,45	2
ESP CAP.	Kredietrust SA	LX	12,02	3	**	***	10,90	7
SOGELUX FD BONDS SPAIN	Societe General	BL	11,65	4	**	****	11,99	3
CS BF (LUX) PESETAS -B-	Crédit Suisse	CH	11,44	5	**	*****	11,59	5
BBL RENTA FUND PESETA C	BBL-Banque Bru	BL	[illegible]	6	**	*****	10,99	6
G.I.F. SPAIN PTA BOND ESP-C	Crédit Agricole	CH	[illegible]	7	*	*	11,88	4
ESPANA-BOND	DWS (DWS-Gruppe	GR	9,78	8	*	*****	9,73	8
CU PP PESETA BOND ACC	[illegible]	BL	8,78	9	*	***	9,37	9
FIBANC RENTA, FIM	[illegible]	SP	8,27	10	*	****	7,85	11
SANTANDER RENTA 2002	Gesbansander SG	SP	[illegible]	11	•	****	8,37	10
"CITIFONDO RENTA FIJA, FIM"	[illegible]	SP	[illegible]	12	•	***	5,44	13
"IBERLION AHORRO, FIM"	[illegible]	SP	6,96	13	•	**	7,02	12
SANTANDER PATRIMONIO, FIM	Gesbansander SG	SP	5,42	14	•	****	5,13	14

OBLIGATIONS LONG TERME + ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 13,79 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
FONCAIXA MIXTO 28	[illegible]	SP	16,84	1	**	***	13,34	5
CUENTAFONDO AHORRO, FIM	[illegible]	SP	[illegible]	2	**	****	13,77	4
FONDESPANA GLOBAL	Caja España Fon	SP	[illegible]	3	**	***	12,55	7
BCH MIXTO RENTA FIJA, FIM	Central Hispano	SP	[illegible]	4	*	****	13,27	6
SANTANDER 80/20, FIM	Gesbansander SG	SP	[illegible]	5	*	**	17,25	1
CAIXA GALICIA MIX, FIM	Gesinca Inversi	SP	[illegible]	6	*	***	16,24	2
ARGENTARIA FONDHIPOTECARIO 2	Argentaria Gest	SP	12,98	7	•	***	15,86	3
URQUIJO CAPITAL, FIM	Gestemar Gestio	SP	[illegible]	8	•	*****	11,58	8
A.B. FIVA FIM	A.B. Asesores G	SP	11,83	9	•	****	10,29	9

OBLIGATIONS COURT TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 6,47 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
OPPORTUNITÉ OBLIG.	[illegible]	FR	[illegible]	1	*****	***	13,49	1
ST HON.SIGNAT.PLUS	Cie Fin Rothsch	FR	[illegible]	2	****	*	8,49	3
GROUPAMA TRÉSORER	Groupama Asset	FR	9,97	3	***	****	9,12	2
GROUPAMA INSTITUT.	Groupama Asset	FR	8,63	4	**	!	5,86	39
SÉCURI-GAN C	GAN	FR	7,98	5	**	**	6,98	21
CPR 1/3 EUROPE	CPR Gestion	FR	7,39	6	**	**	8,21	27
DEMACHY COURT TERM	Bq Demachy	FR	7,22	7	*	****	7,57	6
BARCLAYS PREM.C	Barclays	FR	7,03	8	*	*****	6,97	10
VALORG	Bq Populaires	FR	6,92	9	*	****	6,50	19
GESTILION	Crédit Lyonnais	FR	6,88	10	*	*****	6,94	12
ABF HORIZON 2	ABF Capital Man	FR	6,82	11	*	**	7,86	5
BIP TRÉSORERIE	[illegible]	FR	6,80	12	*	***	6,14	32
PROVENCE OPTIMUM	[illegible]	FR	6,64	13	*	****	6,66	11
ECUR. CAPICOURT C	Caisses Epargne	FR	6,61	14	*	*****	6,47	20
SOLSTICE D	La Poste	FR	6,59	15	*	****	6,24	24
EURI-CASH FRF CAP	Banque CGER	BL	6,58	16	*	*	8,16	4
MIDLAND PREMIÈRE	Midland Bank	FR	6,56	17	*	****	6,27	22
LION-ASSOCIATIONSC	Crédit Lyonnais	FR	6,55	18	*	****	6,09	37
MENSUELCIC	CIC	FR	6,53	19	*	****	6,04	38
SOGEVALOR C	Société Générale	FR	6,52	20	*	*****	6,56	18
ST-HONORÉ ASSOCIAT	Cie Fin Rothsch	FR	[illegible]	21	*	***	7,26	8
UNIPREMIÈRE-C.T. C	Bq Sanpaolo	FR	[illegible]	22	*	****	6,18	28
FINUNION	UE CIC	FR	[illegible]	23	*	****	6,61	16
HAUSSMANN PREMIÈRE	Bq Worms	FR	[illegible]	24	*	**	7,37	7
EPARCOURT-SICAV D	Caisses Epargne	FR	[illegible]	25	*	*****	6,18	29
CM EPARGNE CT C	Crédit Mutuel	FR	[illegible]	26	*	*****	6,10	34
INDOCAM RÉGULARITÉ	[illegible]	FR	[illegible]	27	*	*****	6,17	30
PARTNER OPTIONS	[illegible]	FR	[illegible]	28	*	*****	6,25	23
SGAM PREMIÈRE ASSO	Société Générale	FR	[illegible]	29	*	*****	6,24	25
PHENIX PLACEMENT	AGF	FR	6,14	30	*	****	6,62	15
ECOFI SÉCURITÉ C	Ecofi Finance	FR	[illegible]	31	*	*****	6,16	31
PLAC.VALORISATIONC	Bq NSM	FR	[illegible]	32	*	***	6,77	13
FONCIER RENDEMENT	Crédit Foncier	FR	[illegible]	33	•	*****	6,19	35
PATRI.RETRAITE C	[illegible]	FR	[illegible]	34	•	*****	5,82	40
SOPRANE C.TERME C	Bacot Allain	FR	[illegible]	35	•	****	[illegible]	42
BTP ASSOCIATION	[illegible]	FR	[illegible]	36	•	****	5,52	45
LIBER-SÉCURITÉ	Oddo & Cie	FR	[illegible]	37	•	****	[illegible]	33
NATIO EPAR. TRÉSOR	BNP	FR	[illegible]	38	•	**	[illegible]	14
ASSOCIC	CIC	FR	[illegible]	39	•	**	[illegible]	17
B.F.T. VALOR UNE	BFT	FR	[illegible]	40	•	****	[illegible]	36
OUEST-OBLIG C	CIO	FR	[illegible]	41	•	*****	[illegible]	41
DIADEME HORIZON	[illegible]	FR	5,80	42	•	*	4,48	50
CS CAP. (LUX)2000	Crédit Suisse A	GR	[illegible]	43	•	!	7,23	9
MUTUALITE DEPOTS	CDC Trésor	FR	[illegible]	44	•	*****	5,51	46
FIMEPARGNE	[illegible]	FR	[illegible]	45	•	****	5,31	47
SENSIVALOR C	CDC Trésor	FR	[illegible]	46	•	*****	[illegible]	44
NATIO EPARGNE	BNP	FR	[illegible]	47	•	***	6,22	26
SÉLECTION J C	CCF	FR	[illegible]	48	•	****	[illegible]	43
VAUBAN	[illegible]	FR	[illegible]	49	•	****	4,96	49
PREMIÈRE OBLIG.C	CDC Trésor	FR	[illegible]	50	•	*****	5,28	48
PARVEST SHORT TERM FRF C	Artesia Bank	BL	[illegible]	51	•	*	5,45	51

OBLIGATIONS MOYEN TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 9,14 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ASSUR.ECUR.CROISS.	CDC	FR	[illegible]	1	[illegible]	****	12,07	1
MERCURE OBLIG.	[illegible]	FR	[illegible]	2	[illegible]	**	8,85	21
POSTE PREM.2-3 ANS	La Poste	FR	[illegible]	3	[illegible]	*	8,44	25
THESORA C	La Poste	FR	[illegible]	4	[illegible]	****	10,69	6
CNP ASSUR-CAPI	CNP Assur	FR	[illegible]	5	[illegible]	***	11,72	2
SUD-GESTION C	[illegible]	FR	[illegible]	6	[illegible]	*	7,94	28
CAVA-OBLIG.	[illegible]	FR	[illegible]	7	[illegible]	**	7,82	31
UNI-M.T	Bq Sanpaolo	FR	[illegible]	8	[illegible]	****	9,45	14
OBLI-ASSOCIATIONSC	Paribas Asset M	FR	[illegible]	9	[illegible]	****	9,46	13
TRÉSOR PLUS C	CDC Trésor	FR	[illegible]	10	[illegible]	*****	9,39	15
INDOCAM STRA.3-5 C	[illegible]	FR	[illegible]	11	[illegible]	*****	9,53	12
CMN MOYEN TERME	CM Nord	FR	[illegible]	12	[illegible]	***	10,62	7
SOGEOBLIG C	Société Générale	FR	[illegible]	13	[illegible]	***	10,53	8
PLACEMENT C.T. C	SMC	FR	[illegible]	14	[illegible]	***	[illegible]	30
CYRIL TRÉSOR	Cyril Finance	FR	[illegible]	15	[illegible]	***	10,25	4
UAP MOYEN TERME C	Axa UAP	FR	[illegible]	16	[illegible]	*****	9,12	19
CNP ASSUR-OBLIG.	CNP Assur	FR	[illegible]	17	[illegible]	**	11,12	3
COEXIS C	[illegible]	FR	[illegible]	18	[illegible]	*****	9,15	18
UNION CAPITALISAT.	UE CIC	FR	[illegible]	19	[illegible]	****	9,38	16
HAUSSMANN EPARGNEC	Bq Worms	FR	[illegible]	20	[illegible]	**	10,74	5
ALFA LONG TERME C	[illegible]	FR	[illegible]	21	[illegible]	***	[illegible]	29
THESAURUS	[illegible]	FR	[illegible]	22	[illegible]	*****	[illegible]	23
OUEST PREMIÈRE C	CIO	FR	[illegible]	23	[illegible]	****	9,32	17
FRANCE RENDEMENT C	[illegible]	FR	[illegible]	24	[illegible]	*****	8,75	22
NATIO OBLI. MT C	BNP	FR	[illegible]	25	[illegible]	***	[illegible]	11
AGF OBLIG	AGF	FR	[illegible]	26	[illegible]	**	[illegible]	9
SOGEPARGNE D	Société Générale	FR	[illegible]	27	[illegible]	*****	[illegible]	26
GROUPAMA OBLIGAT.	Groupama Asset	FR	[illegible]	28	[illegible]	***	[illegible]	20
CM EPARGNE OBLIG C	Crédit Mutuel	FR	[illegible]	29	[illegible]	**	[illegible]	10
BTP RENDEMENT	[illegible]	FR	[illegible]	30	[illegible]	*****	[illegible]	24
SÉLECT TAUX SI.	Société Générale	FR	[illegible]	31	[illegible]	****	[illegible]	32
REVENU VERT	[illegible]	FR	[illegible]	32	[illegible]	*****	[illegible]	27
BSD VALORISATION C	[illegible]	FR	[illegible]	33	[illegible]	**	[illegible]	33
ORSAY PREMIÈRE	[illegible]	FR	[illegible]	34	[illegible]	***	[illegible]	34

OBLIGATIONS LONG TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 11,56 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CROIS.MERCURE C	Abeille Vie	FR	[illegible]	1	[illegible]	****	[illegible]	2
MORGAN 1ERE CATEG.	JP Morgan	FR	[illegible]	2	[illegible]	***	[illegible]	7
INTERSELEX BOND FRF B	Generale Bank F	BL	15,17	3	[illegible]	**	[illegible]	1
AZUR OBLIGATIONS C	Azur	FR	[illegible]	4	[illegible]	**	[illegible]	21
MORGAN NET	[illegible]	FR	[illegible]	5	[illegible]	*****	[illegible]	8
HERVET OBLICROISS.	[illegible]	FR	[illegible]	6	[illegible]	**	[illegible]	52
LION TRÉSOR	Crédit Lyonnais	FR	[illegible]	7	[illegible]	*****	[illegible]	11
SLIVARENTE	Crédit Lyonnais	FR	13,58	8	[illegible]	**	[illegible]	3
SOPRANE L.TERME C	Bacot Allain	FR	[illegible]	9	[illegible]	****	[illegible]	5
GENERALI RENDEMENT	Generali	FR	13,37	10	[illegible]	****	[illegible]	6
AGF FCE TX FIXE	AGF	FR	13,19	11	[illegible]	****	[illegible]	29
ST-HONORÉ CAPITAL	Cie Fin Rothsch	FR	[illegible]	12	[illegible]	*****	[illegible]	19
PRIMANCE C	Société Générale	FR	[illegible]	13	[illegible]	***	[illegible]	9
CNP MOYEN TERME	CNP Assur	FR	[illegible]	14	[illegible]	***	[illegible]	44
MUTUASSUR OBLIGAT.	[illegible]	FR	[illegible]	15	[illegible]	***	[illegible]	55
CS BF(LUX)FF B	Crédit Suisse A	GR	12,92	16	[illegible]	****	[illegible]	12
OBLIPAR D	Paribas Asset M	FR	12,90	17	[illegible]	****	[illegible]	37
FRANCE OBLIG.C	CDC Trésor	FR	12,79	18	[illegible]	**	[illegible]	57
EPARGNE INSTITUT	Crédit du Nord	FR	12,74	19	[illegible]	****	[illegible]	31
UNIPREMIÈRE C	Bq Sanpaolo	FR	12,73	20	[illegible]	*****	[illegible]	26
PLAC. REASSURANCE	Scor	FR	12,71	21	[illegible]	****	[illegible]	51
MUTUALITE-RESERVES	CDC Trésor	FR	12,70	22	[illegible]	**	[illegible]	73
LLOYDS IP FRF BOND	Lloyds Bank	BL	12,67	23	[illegible]	****	[illegible]	83
LIONPLUS C	Crédit Lyonnais	FR	[illegible]	24	[illegible]	*****	[illegible]	22

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ATHÉNA LONG TERME	PFA Vie - GPA V	FR	12,46	25	****	*	10,00	83
ARC EN CIEL	CDC Gestion	FR	12,38	26	****	****	12,76	20
SOGELUX FD BONDS FRANCE	Société Général	BL	12,33	27	****	****	12,02	41
BIL BONDS E FRF C	Banque Internat	LX	12,33	28	****	****	11,89	48
PLAC.CAPITALISAT	Bq NSM	FR	12,32	29	****	**	10,75	72
FRF CAP	Kredietrust SA	LX	12,32	30	****	***	13,24	15
EPARGNE PREMIÈRE C	Crédit Mutuel	FR	12,31	31	****	***	13,54	14
CAPISCOR	SCOR	FR	12,31	32	****	*****	12,52	28
OBLITYS	La Poste	FR	12,28	33	****	***	10,83	70
PARIBAS CAPITALIS.	Paribas Asset M	FR	12,21	34	***	****	11,73	57
GAN RENDEMENT	GAN	FR	12,13	35	***	*****	12,02	42
UAP ALTO	Axa UAP	FR	12,11	36	***	***	13,56	13
FIMARENTE C	Fimagest	FR	12,08	37	***	*****	12,04	40
ODDO CAPIT.	Oddo & Cie	FR	12,06	38	***	*****	11,67	50
SOPRANE OBLIG-INT.	Bacot Allain	FR	12,03	39	***	**	10,19	80
CPR OBLIG	CPR Gestion	FR	12,02	40	***	***	13,05	16
EURCO SOLIDARITE	Crédit Lyonn	FR	11,99	41	***	***	10,94	69
INTER OPTIMUM FRF	BNP-Bank Nagelm	BL	11,92	42	***	***	11,00	68
ARBITRAGES PREMIER	Bq Transat BSD	FR	11,88	43	***	***	12,87	18
PRIMERUS FR.ETAT D	CCF	FR	11,86	44	***	**	13,68	10
NATIO OBLI. LT	BNP	FR	11,85	45	***	*****	11,90	47
TOPOBLIG	CPR Gestion	FR	11,85	46	***	***	12,95	17
PLACEMENTS NET	Bq NSM	FR	11,81	47	***	****	12,53	27
PYRAMIDES	Bq Vernes	FR	11,73	48	***	*****	11,74	56
CM GESTION OBLIG	Crédit Mutuel	FR	11,71	49	***	****	12,43	30
KB LUX BOND FRF B	Kredietbank Lux	BL	11,69	50	***	***	12,61	24
CARDIF OBLIG.FCE	CARDIF-Cie Banc	FR	11,64	51	***	*****	11,66	58
FRENCH FRANC BOND	Lloyds Bank	CH	11,61	52	***	****	11,20	66
OFIMA OBLIGATIONS	Ofivalmo	FR	11,56	53	***	*****	11,79	53
SÉLECT.RENDEMENT	CCF	FR	11,51	54	***	****	12,08	38
ETOILE OBLI.LONGT.	Crédit du Nord	FR	11,43	55	***	*****	11,62	59
INDOCAM STRAT.C	Grp Crdt Agrico	FR	11,37	56	***	****	12,00	43
UAP PREM.CAT.C	Axa UAP	FR	11,34	57	***	*****	11,48	62
NATIO REVENUS D.	BNP	FR	11,34	58	***	***	10,17	81
UBS (LUX) BD INV -FRF	UBS	CH	11,32	59	***	*****	11,52	60
PLAC.OBLIGATIONS C	Bq NSM	FR	11,29	60	***	***	12,16	36
GENERALUX FRF B	Banque Générale	BL	11,27	61	***	***	9,90	85
GENERALUX FRF B	Banque Générale	BL	11,27	62	***	***	9,90	85
FRANCE RETRAITE	UE CIC	FR	11,25	63	***	****	10,50	78
B.F.T.CNO 7/10 C	BFT	FR	11,21	64	***	!	14,37	4
SOGEOBLIG D	Société Général	FR	11,20	65	***	****	10,53	76
EXPANSION OBLIGAT.	Midland Bank	FR	11,18	66	***	****	11,79	53
CITI-RESERVE	Citybank	FR	11,18	67	***	*****	11,25	65
OBJECTIF RENDEMENT	Lazard Frères	FR	11,11	68	***	**	12,61	25
AXA PREMIÈRE C	Axa	FR	11,09	69	***	***	12,39	31
PARTNER-VT C	La Mondiale - B	FR	11,04	70	***	***	12,22	35
FRANCE GARANTIE C	CDC	FR	10,96	71	***	****	10,69	73
AIRES C	BFT	FR	10,95	72	***	***	11,97	45
NORWICH REMUNERAT	Norwich	FR	10,95	73	***	***	9,76	88
AVEC COUPON	Bq Eurofin	FR	10,94	74	***	***	9,65	89
ALFA LONG TERME C	SCIF Gerep Cons	FR	10,89	75	***	!	7,93	94
VALPREMIÈRE	Cardif Cie Banc	FR	10,86	76	***	****	11,29	64
SWISSCA BOND INVEST FRF	Swissca	CH	10,81	77	***	**	12,29	34
AXA FRANCE OBLIG	Axa	FR	10,81	78	***	***	12,08	38
BRED OBLI-PREMIÈRE	Bred Bq Pop	FR	10,79	79	***	*****	10,63	75
MDM LONG TERME	Mut du Mans	FR	10,78	80	***	****	11,47	63
PROV.PREM.CAT.C	Crdt Suis Hottin	FR	10,73	81	***	*****	10,51	77
SELECT VAL TRE	CCF	FR	10,62	82	***	**	11,93	46
OBLICIC-RÉGIONS	CIC	FR	10,54	83	***	***	11.49	61
CAPITAL AVENIR	CIC	FR	10,54	84	***	**	11,89	49
SUD HORIZON	Lyonnaise de Bq	FR	10,31	85	**	***	9,31	92
BTP LONG TERME	Bq du BTP	FR	10,17	86	**	***	9,43	91
SENSIPREMIÈRE	Caisses Epargne	FR	10,09	87	**	!	12,69	22
EGIDE PREMIÈRE	Europe Egide Fi	FR	10,08	88	**	****	10,78	71
PARVEST OBLI FRANC C	Artesia Bank	BL	9,92	89	**	*****	9,92	84
MDM PREM.CATEG.D	Mut du Mans	FR	9,87	90	**	*****	9,81	87
PLACEMENT PREMIERC	SMC	FR	9,81	91	**	****	9,48	90
PLACEMENT PLUS C	SMC	FR	9,58	92	**	****	9,27	93
G.I.F. FRF BOND FRF-C	Credit Agricole	CH	9,53	93	**	****	10,12	82
INDO.STRAT.MONDE C	Grp Crdt Agrico	FR	9,39	94	**	***	10,24	79
ECUREUIL CAPITAL.C	Caisses Epargne	FR	8,54	95	*	**	7,14	95
PREV. ECUREUIL D	Caisses Epargne	FR	8,31	96	*	*	6,62	97
SBS FCE.OAT PLUS	SBC Brinson	FR	7,27	97	*	***	6,43	98
CS BF(LUX)FF A	Credit Suisse A	GP	6,74	98	●	****	7,05	96
REFLEX PREMIERE C	SCAF Gestion	FR	6,24	99	●	*****	6,18	99
G.I.F. FRF BOND FRF-D	Credit Agricole	CH	5,38	100	●	****	5,70	100

OBLIGATIONS LONG TERME + FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 14,88 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
LION INSTITUTION	Crédit Lyonn	FR	16,81	1	***	***	15,53	4
FRUCTI-PREMIÈRE C	Bq Populaires	FR	16,54	2	***	***	15,48	5
FIMINDEX PREMIÈRE	Fimagest	FR	15,87	3	***	****	15,24	7
SYNTHESIS SICAV	Grp Crdt Agrico	FR	15,67	4	**	****	16,38	2
OAT INDICE GESTION	CDC Gestion	FR	15,54	5	**	****	15,97	3
CPR OAT-PLUS	CPR Gestion	FR	15,46	6	**	****	14,82	9
BIP INTER-OBLIG.	Dresdner	FR	14,59	7	**	!	17,47	1
INDOCAM STRA.7-10C	Grp Crdt Agrico	FR	14,57	8	**	****	15,26	6
HAUSSMANN OBLIG. C.	Bq Worms	FR	14,54	9	**	***	13,59	11
BIP OAT INDEX C	Dresdner	FR	14,47	10	**	****	15,16	8
SGAM PREM.C7-10ANS	Société Général	FR	14,04	11	*	****	14,49	10
ECOFI PREMIÈRE	Ecofi Finance	FR	13,73	12	*	***	12,81	12
ACTI LONG TERME C	Natwest-BBL	FR	11,67	13	●	****	11,08	13

Les sicav obligataires ont offert performance et sécurité

L'année 1998 aura été particulièrement faste pour les marchés obligataires européens. Ils ont profité, tout à la fois, de la décrue rapide et régulière des rendements des emprunts des différents Etats européens et de la crise boursière qui a sévi sur les marchés d'actions pendant les mois d'août à octobre 1998. Les meilleures sicav européennes investies en obligations à long terme ont affiché des performances comprises entre 15 % et 16 %.

Depuis le début de l'année 1998, les taux d'intérêt à 10 ans en France et en Allemagne ont diminué de 5,3 %, à moins de 4 %. Cette baisse à des niveaux records s'explique par la conduite de politiques budgétaires rigoureuses afin de satisfaire aux critères de Maastricht retenus pour qualifier les onze pays participants à la zone euro le 2 mai 1998. Par ailleurs, le spectre de la hausse des prix semble vraiment écarté. Selon les statistiques de l'Insee, l'inflation en France est tombée à 0,3 % en glissement annuel au mois de novembre 1998. Les économistes redoutent, désormais, une inflation négative dans les premiers mois de l'année 1999 en raison de la chute des prix des matières premières et de l'énergie.

Les placements en obligations, synonymes d'érosion de pouvoir d'achat pour les épargnants pendant des décennies, se révèlent actuellement assez lucratifs (le rendement réel représente plus de 3,5 % et le gain en capital est important). Ces produits sont surtout moins risqués que les actions en période de crise. Au lendemain du 17 août et du début de la crise financière russe, les titres à taux fixes émis par les Etats européens et par les Etats-Unis ont servi de refuge pour les investisseurs soudain réticents à la prise de risque. Des capitaux considérables se sont déversés sur les marchés obligataires, entraînant les rendements français à 10 ans à leur niveau plancher de 3,89 %. Il faut souligner que, durant cette période critique, les *bunds* allemands ont attiré encore plus d'investisseurs, ceux-ci estimant qu'en cas de troubles graves sur les marchés la dette allemande devrait représenter un des actifs les plus solides. Conséquence, sous l'influence des achats massifs, le taux à 10 ans en Allemagne a touché un plus bas historique à 3,77 %.

Les gérants obligataires, qui avaient sensibilisé leurs portefeuilles en allongeant la durée moyenne de leur placement, ont donc profité pleinement de cette fuite vers la qualité. L'autre thème d'investissement a été la convergence des taux d'intérêt à long terme entre les dettes des différents pays membres de la zone euro. Les BTP, emprunts d'Etats italiens, ont particulièrement profité de ce mouvement. Ils ont débuté l'année avec un rendement de 5,64 % (soit un différentiel de taux de 0,30 % par rapport aux taux allemands et français) pour la terminer à 3,97 %. Mais cette convergence semble plus politique (démarrage de l'euro oblige) qu'économique. La qualité de la signature de l'Etat italien n'est pas comparable à celle de l'Etat allemand. La dette de l'Italie représente encore 120 % de son produit intérieur brut, alors que le traité de Maastricht exige un seuil de 60 %.

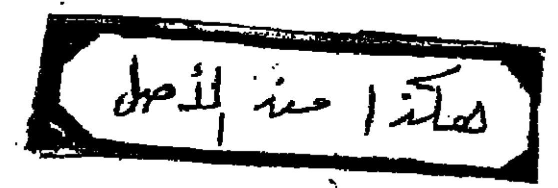
UN INTÉRÊT PROUVÉ

A mi-chemin entre les produits d'obligations et d'actions, les sicav convertibles ont affiché des performances tout à fait comparables à celles des sicav actions (+ 18 %, à + 22 % pour les meilleures). Cette année, les obligations convertibles ont pleinement démontré leur intérêt. *« Au cours du premier semestre, alors que le marché des actions volait de record en record, les obligations convertibles réussissaient à capter près de 60 % de la hausse. Mais lors du retournement du marché action, le parachute à la baisse s'est ouvert pour les convertibles – leur aspect obligataire permet d'amortir les chutes – »*, souligne Philippe Joly, gérant de la sicav Convertis, à la Société générale. Résultat, elles n'ont enregistré que la moitié de la baisse des actions.

Les gérants de sicav convertibles françaises ont préparé, cette année, l'ouverture de leur gestion aux convertibles européennes. En Allemagne, ce marché est essentiellement tiré par des obligations échangeables émises par des grandes banques désireuses de céder leurs participations tout en échappant à l'impôt sur les plus-values. Ainsi, pour réduire sa participation dans Allianz, la Deutsche Bank a émis des obligations échangeables en actions Allianz.

En France, ces nouveaux produits se multiplient. Récemment, Usinor a lancé une obligation convertible en actions nouvelles ou échangeable en actions anciennes. Mais ce qui a marqué le marché français cette année, c'est l'émission, en novembre, de la convertible France Télécom. Cette émission, d'un montant de 12 milliards de francs, représente à elle seule plus de 15 % du total du marché français, rappelle Sandrine Pancé-Guérin, nouvelle gérante de la sicav Ofima Convertible, chez Ofivalmo. Elle est venue, heureusement, compenser les remboursements anticipés des convertibles Sanofi, Suez-Lyonnaise, Vivendi ou Danone.

Enguérand Renault



هكذا من الأصل

OBLIGATIONS REVENU PÉRIODIQUE FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 15,66 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
VALCOMEX PROTEC.	Natexis Bq	FR	22,03	1	****	***	33,23	2
OFIMA CONVERT.C	Ofimalmo	FR	21,82	2	****	**	35,49	1
CMN REVENUS	CM Nord	FR	21,65	3	****	***	10,38	23
CONVERTIS C	Société Général	FR	18,98	4	***	***	28,19	3
ST-HONORÉ CONV.	Cie Fin Rothsch	FR	18,88	5	***	****	22,80	7
CPR CAPI.EXPANS. D	CPR Gestion	FR	18,60	6	***	****	22,22	9
PASQUIER CONV.C	BIMP	FR	18,30	7	**	***	27,70	5
ETOILE TRIMESTRIEL	Crédit du Nord	FR	17,64	8	**	***	9,55	26
FRUCTIDOR	Bq Populaires	FR	16,73	9	**	**	6,63	38
TRILION	Crédit Lyonn	FR	16,51	10	**	***	9,82	25
CONVERTIS D	Société Général	FR	16,38	11	**	**	28,19	3
HAUSS.MULTIREVENUS	Bq Worms	FR	16,38	12	**	****	13,10	19
CPR CAPIT.EXPANS.	CPR Gestion	FR	16,21	13	**	***	22,22	9
PARIBAS REVENUS	Paribas Asset M	FR	15,58	14	*	****	10,70	22
ABF HORIZON LT	Abf Capital MGT	FR	15,42	15	*	****	11,45	20
DIEZE C	Grp Crdt Agrico	FR	15,35	16	*	***	22,74	8
FEDERAL CROISSAN.C	CM Bretagne	FR	15,23	17	*	**	24,50	6
CARDIF REVENUS TRI	CARDIF-Cie Banc	FR	15,09	18	*	***	9,95	24
TANAIS	SGAM	FR	14,99	19	*	*****	18,16	16
REVENUS TRIMESTR.D	La Poste	FR	14,98	20	*	***	8,44	31
CYRIL CONVERTIBLES	Cyril Finance	FR	14,95	21	*	****	17,32	15
INOGESTION C	Ecofi Finance	FR	14,90	22	*	***	20,99	11
PROVENCE CONVERT.	Crdt Suis Hotti	FR	14,00	23	*	****	10,97	21
CADENCE 1 D	Société Général	FR	13,99	24	*	***	8,33	32
TRÉSOR TRIMEST.D	CDC Tresor	FR	13,88	25	*	***	8,75	29
PYRAMIDES CONV.C	Bq Vernes	FR	13,81	26	*	*****	13,56	18
TRÉSOR AVENIR D	CDC Tresor	FR	13,54	27	*	****	16,06	17
BARCLAYS O.TRI.C	Barclays	FR	13,52	28	*	***	8,02	35
CADENCE 3 D	Société Général	FR	13,47	29	*	***	8,23	33
EPAROBLIG	BBL Ferri	FR	13,46	30	*	***	7,60	36
CADENCE 2 D	Société Général	FR	13,11	31	*	***	8,21	34
AVENIR ALIZÉS C	Crédit Mutuel	FR	13,11	32	*	**	20,58	12
ECUR. TRIMESTR. D	Caisses Epargne	FR	12,75	33	•	****	9,28	27
CM EPARGNE QUATRE	Crédit Mutuel	FR	12,74	34	•	***	8,49	30
RENTACIC	CIC	FR	12,29	35	•	****	8,97	28
AVENIR ALIZES D	Crédit Mutuel	FR	11,88	36	•	**	20,56	12
AGF REVENUS	AGF	FR	11,52	37	•	***	6,85	37
ALLIAGE D	BFT	FR	10,19	38	•	*	16,88	14

OBLIGATIONS COURT TERME ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 4,25 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CONSULTINVEST REDDITO	Consultinvest F	IT	8,70	1	*****	***	7,71	2
CENTRALE TASSO FISSO	La Centrale Fon	IT	7,55	2	****	**	8,54	1
INVESTIRE REDDITO	Societa Interea	IT	7,23	3	****	****	7,55	3
GESTIELLE LIQUIDITA'	Gestielle	IT	6,98	4	****	*****	7,01	6
S.PAOLO ANTARES	Sanpaolo Fondi	IT	6,49	5	****	***	7,12	5
APULIA OBBLIG.	Gestnord Fondi	IT	6,48	6	****	*****	6,59	12
EPTABOND	Eptafund	IT	6,32	7	****	**	7,34	4
OASI MONETARIO ITLIA	Deutsche Bank F	IT	6,13	8	***	*****	6,20	18
S.PAOLO OBB ITALIA	Sanpaolo Fondi	IT	6,09	9	***	***	6,73	11
PRIME CLUB OBB ITALIA	PrimeGest	IT	6,06	10	***	**	7,00	7
GESTIVITA	Fondigest	IT	6,04	11	***	**	6,93	8
NORDFOND	Gestnord Fondi	IT	6,03	12	***	****	6,22	17
CENTRALE REDDITO	La Centrale Fon	IT	5,98	13	***	**	6,89	9
AUREO GESTIOB.	Coogestioni	IT	5,97	14	***	***	6,44	16
AZIMUT GLOBAL REDDITO	Azimut Gestione	IT	5,84	15	***	**	6,55	13
F&F PROF REDDITO ITALIA	Finanza e Futur	IT	5,73	16	***	*	6,74	10
GESTIRAS	RAS Asset Manag	IT	5,73	17	***	**	6,52	14
OLTREMARE OBBLIGAZIO.	Eptafund	IT	5,72	18	***	****	6,09	20
CITI PF ITL SHORT TERM BOND	Citibank Belgiu	BL	5,56	19	***	***	5,86	25
GESTICREDIT CEDOLE	Gesticredit	IT	5,55	20	***	***	6,13	19
F&F LAGEST OBB ITALIA	Finanza e Futur	IT	5,50	21	***	*	6,47	15
BPB TIEPOLO	ARCA	IT	5,47	22	***	*****	5,46	23
AGRIFUTURA	Romagest	IT	5,42	23	***	***	6,05	21
GEPOCASH	Sogepo	IT	5,26	24	***	***	4,88	26
ARCA MM	ARCA	IT	5,22	25	***	****	5,08	24
PARVEST SHORT TERM ITL C	Artesia Bank	BL	5,19	26	***	**	4,50	29
CLIAM LIQUIDITA'	Cliam Italiana	IT	5,09	27	***	***	4,68	27
PITAGORA	SAI Investment	IT	5,08	28	***	**	5,73	22
ROLOMONEY	Rolofond	IT	4,90	29	***	****	4,57	28

OBLIGATIONS MOYEN TERME ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 9,63 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
KB RENTA LIRARENTA B	KBC Bank	BL	19,62	1	****	****	20,63	1
CS BF(LUX)A	Crédit Suisse A	GR	17,04	2	***	****	17,79	2
BBL RENTA FUND LIRA C	BBL- Banque Bru	BL	12,82	3	**	****	13,23	3
KB LUX BOND ITL B	Kredietbank Lux	BL	12,72	4	**	*****	12,51	4
QUADRIFOGLIO OBBLIGAZIONARIO	GIGest	IT	12,05	5	**	****	11,47	5
ABN AMRO ITALY BOND	ABN AMRO Bank	BL	11,50	6	**	****	10,87	7
PARVEST OBLI LIRA C	Artesia Bank	BL	10,75	7	**	****	10,19	8
UBS (LUX) BD INV -ITL	UBS	CH	10,23	8	**	***	11,00	6
OASI BTP RISK	Deutsche Bank F	IT	9,72	9	**	****	10,83	9
CISALPINO REDDITO	Cisalpina	IT	9,54	10	**	****	9,24	12
CITI PF ITALIAN LIRA BOND	Citibank Belgiu	BL	9,53	11	**	***	8,55	14
G.I.F. ITALY LIRA BOND ITL-C	Crédit Agricole	CH	9,52	12	**	****	9,23	13
PHENIXFUND 2	SAI Investment	IT	8,57	13	*	****	8,13	16
OBLI-LIRA D	Parvest	GR	8,55	14	*	**	9,72	11
MIDA OBBLIGAZIONARIO	Fidagest	IT	7,97	15	*	!	9,96	10
AZIMUT-FIXED RATE	Azimut Gestione	IT	7,81	16	*	****	8,18	15
AZIMUT TREND TASSI	Azimut Gestione	IT	7,46	17	*	****	7,01	17
OASI OBBLIGAZIONARIO ITALIA	Deutsche Bank F	IT	6,24	18	*	****	6,01	18
G.I.F. ITALY LIRA BOND ITL-D	Crédit Agricole	CH	5,18	19	*	****	5,00	19
CARIFONDO ALA	Fondigest	IT	3,34	20	•	***	3,03	20
DUCATO REDDITO ITALIA	Ducato Gestioni	IT	0,36	21	•	****	0,34	21

OBLIGATIONS LONG TERME SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 4,77 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CS PR(L)FIX INC A	Crédit Suisse A	GR	10,19	1	***	**	8,60	2
UBS (LUX) BD INV CHF A	UBS	CH	8,98	2	**	****	9,37	1
CS BF(LUX)PR. C.A.	Crédit Suisse A	GR	8,26	3	**	****	8,06	3
LLOYDS IP CHF BOND	Lloyds Bank	BL	6,32	4	*	****	6,50	4
HELVETBAER A CHF	Groupe Julius B	CH	5,16	5	*	***	4,76	6
GROUPE INDOSUEZ DIVERBOND	Banque Indosuez	BL	5,09	6	*	***	4,52	7
SOGELUX FD BONDS SWITZERLAND	Société Général	BL	4,65	7	*	***	5,10	5
GENERALUX CHF C	Banque Générale	LX	3,92	8	•	****	3,81	11
SWISSCA BOND INVEST CHF	Swissca	CH	3,77	9	•	*****	3,85	10
PARVEST OBLI CHF C	Artesia Bank	BL	3,77	10	•	****	3,93	9
SWISS BOND FUND B CHF	Groupe Julius B	CH	3,59	11	•	*****	3,58	13
SWISS OBLI B CHF	Banque Raiffeis	CH	3,52	12	•	****	3,70	12
CS BF DYNAMIC SFR	Crédit Suisse	CH	3,51	13	•	***	3,19	15
CHF OBLIGATIONEN	Deka (Deka-Grup	GR	3,34	14	•	*****	3,41	14
KB RENTA SWISSRENTA B	KBC Bank	BL	3,28	15	•	!	4,02	8
CS CAP. (LUX)2000	Crédit Suisse A	GR	2,54	16	•	****	2,39	16
(CH)-BOND F (SFR)	DWS Investment	GR	2,22	17	•	*****	2,23	17

ACTIONS INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 13,18 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
JUPITER PRIMADONA GROWTH	Jupiter	UT	53,39	1	*****	**	43,30	1
CONVEST 21 VL	ADIG	GR	37,53	2	*****	****	35,75	4
CREGEM EQUITIES B PHARMA+ C	Crédit Communal	BL	37,24	3	*****	**	29,11	15
PUILAETCO QUALITY FD GLBL EQ	Puilaetco	BL	35,51	4	*****	****	33,45	8
ROYAL WORLDWIDE	Royal Life	BL	35,35	5	*****	**	27,75	24
VALUE REALISATION TST.	Rothschild J.	UT	34,03	6	*****	*	24,43	36
IBERIA D	Parvest	GR	32,76	7	*****	***	36,19	3
DYNAMIK GLOBAL	Deutsche Postba	GR	31,86	8	*****	****	34,81	6
PARTNER AUTOR.INFO.	La Mondiale - B	FR	31,79	9	*****	***	35,15	5
EPTA INTERNATIONAL	Eptafund	IT	31,63	10	*****	****	30,00	12
DUNEDIN WORLDWIDE DELISTED 7/1	Dunedin	UT	31,34	11	*****	*	23,57	39
WORLDEQUITY FUND	Swiss Life Belg	BL	31,30	12	*****	***	27,84	23
PARTNER SANTÉ INT.	La Mondiale - B	FR	31,18	13	*****	*****	30,47	11
BBV-INVEST-UNION	Union-Investmen	GR	30,73	14	*****	****	29,42	13
WALSER AKTIEN INT	Trinkaus (Lux.)	GR	28,99	15	*****	****	27,27	25
INTER STRATEGIES GLOBAL	BNP-Bank Nederla	BL	28,81	16	*****	**	23,56	40
BR&A EUROPEAN	KBC-Bank van Ro	BL	27,07	17	*****	**	21,91	48
ECOFIMONDIAL C	Ecofi Finance	FR	26,97	18	*****	****	26,06	29
TELE-GLOBAL	Hypo-Invest-Lux	GR	26,77	19	*****	*	33,82	7
OBJECTIF CONSOMM.	Lazard Frères	FR	26,73	20	*****	***	22,63	44
AKTIEN INT.	Allianz	GR	26,69	21	*****	****	27,98	20
NORDGLOBAL	Nordinvest	GR	26,23	22	*****	*****	26,72	25
DEKA-TELEMEDIEN	Deka (Deka-Grup	GR	25,93	23	*****	****	28,40	18
BARING GLOBAL GROWTH	Baring Fund Man	UK	25,52	24	*****	***	28,46	17
IGB-BERLIN-INV	Union-Investmen	GR	25,25	25	*****	***	22,68	43
NASPA-AKTIEN	Deka (Deka-Grup	GR	25,01	26	*****	***	27,85	22
GENUSSWERTE	Oppenheim	GR	24,85	27	*****	*****	24,85	34
FOOD GLOBAL	Oppenheim	GR	24,67	28	*****	*	18,53	81
WM AKT. GL. US$	Universal-Inves	GR	24,36	29	****	****	26,22	27
GALILEO INTERNAZIONALE	SAI Investment	IT	24,26	30	****	***	20,61	56
DEKASPEZIAL	Credit Communal	BL	24,05	31	****	**	28,59	16
TECHNOLOGIE	DIT (DIT-Gruppe	GR	24,04	32	****	*	31,11	10
ADITEC	ADIG	GR	24,01	33	****	**	29,18	14
TOP 50 WELT	DWS	GR	23,87	34	****	****	21,98	47
APOAESCULAP	Union-Investmen	GR	23,86	35	****	*****	24,55	35
F&C SPC.UTILS.'S'	For & Col Manag	UT	23,86	36	****	*	17,71	95
SÉLECT.CROISSANCE	Cr Nord Paris B	FR	23,79	37	****	*****	23,12	41
UNIGLOBAL	Union-Investmen	GR	23,54	38	****	****	24,91	33
DIT-MULTIMEDIA	DIT (DIT-Gruppe	GR	23,47	39	****	!	31,82	9
SVB HIGH TECH FUND	Crédit Suisse	CH	23,47	40	****	!!	37,24	2
ZETA STOCK	Zenit Fondi S.P	IT	23,45	41	****	**	18,73	78
NATIO EPARG.CROIS.	BNP	FR	23,15	42	****	****	24,04	38
PREMIER GLOBAL 100	Premier Portfol	UK	22,99	43	****	****	24,39	37
RG GLOBAL EQUITY	Robeco Group	BL	22,72	44	****	***	25,42	31
HAUCK-MUNDUS U.	Universal-Inves	GR	22,63	45	****	****	21,78	49
CARDIF EXP.INTL.	CARDIF-Cie Banc	FR	22,60	46	****	***	26,18	28
FIDELITY GLOBAL PRIVATISN	Fidelity Invest	UK	22,50	47	****	***	25,00	32
KAPITAL SPEZIAL	Gerling Invest	GR	22,43	48	****	***	19,84	63
CENTRALE GLOBAL	La Centrale Fon	IT	22,09	49	****	***	18,91	77
CMN FRANCE MONDE	CM Nord	FR	21,99	50	****	****	20,88	55

ACTIONS EUROPÉENNES

Performance moyenne brute sur un an : 23,77 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
JHNSN.FRY EUR.UTILS.ORD.	Johnson Fry	UT	66,05	1	*****	*****	64,69	1
EUROACTION	Union-Investmen	GR	69,26	2	*****	***	52,39	2
GESTIELLE EUROPA	Gestielle	IT	47,66	3	*****	***	43,18	6
NEWTON EUROPEAN	Newton Fund Man	UK	45,57	4	*****	****	48,22	4
HEND.EUROTR.PKG.	Henderson Inves	UT	43,50	5	*****	*****	42,38	7
EUROLAND PLUS (SMCOS.)	Lombard Odier	UT	43,31	6	*****	***	38,66	16
RENAISSANCE EUROPE	Comgest Bq Louv	FR	42,19	7	*****	*	32,11	35
F&C EUROPEAN SMALLER COS	Foreign & Colon	UK	42,14	8	*****	****	38,80	14
EUROPA FONDS	Nestor Investme	GR	41,82	9	*****	***	35,93	21
INVESCO EURO SMR COS	INVESCO Interna	UK	40,09	10	*****	*****	39,00	13
TU EUROPEAN	TU Fund Manager	UK	39,84	11	*****	***	35,95	20
VB-EUROPAFONDS	BKG Bayerische	GR	39,18	12	*****	*****	38,75	15
HEND.EUROTR.ORD.	Henderson Inves	UT	38,87	13	*****	!	50,32	3
PERPETUAL EUROPEAN IT.	Perpetual Portf	UT	37,64	14	*****	**	44,74	5
CU PPT EUROPE GROWTH	Commercial Unio	UK	37,59	15	*****	****	40,29	11
HENDERSON EUROPEAN INCOME	Henderson Inves	UK	37,57	16	*****	*	29,41	67
GARTMORE EUROPEAN SEL OPP.	Gartmore Fund M	UK	36,52	17	*****	***	41,50	8
ABN AMRO EUROPE EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	35,03	18	*****	****	38,16	18
MURRAY EUROPEAN	Murray Johnston	UK	34,97	19	*****	****	37,14	17
NÜRNBERGER	ADIG	GR	34,80	20	*****	***	39,50	12
CENTRALE EUROPA	La Centrale Fon	IT	34,75	21	*****	***	30,25	54
SINGER & FRIED CONTINENTAL	Singer & Friedl	UK	34,75	22	*****	***	31,21	41
UNIEUROPA DYN.	Union-Investmen	GR	34,20	23	*****	**	40,95	10
M&G EUROPEAN SMALLER COS.	M & G Securitie	UK	34,18	24	*****	*	26,85	102
INVESCO PS EUROPEAN GTH.	Invesco	BL	34,08	25	*****	*****	34,46	25
FONDERSEL EUROPA	Sogersel	IT	33,98	26	*****	***	30,51	47
WACHSTUM-EUROPA	DIT (DIT-Gruppe	GR	33,65	27	*****	****	34,97	23
GESTFIMI EUROPA	GESFIMI	IT	33,63	28	*****	****	31,34	37
NATIO EURO PERSPE.	BNP	FR	33,18	29	*****	*****	33,89	29
HAUSSMANN EUROPE C	Bq Worms	FR	33,17	30	*****	***	36,15	19
HILL SAMUEL EUROPEAN	Hill Samuel Uni	UK	33,05	31	*****	****	34,16	27
CITIBK.PR.INV.-UN	Union-Investmen	GR	33,01	32	*****	*****	32,78	32
INVESCO EUROPEAN GROWTH	INVESCO Interna	UK	32,83	33	*****	*	41,08	9
PAREUROPE	Paribas Asset M.	FR	32,71	34	****	*****	32,82	31
BIL EUR GR FD ALL MT D	Banque Internat	LX	32,61	35	****	***	28,86	78
CPR ACTIONS EUROPE	CPR Gestion	FR	32,54	36	****	****	35,29	22
MEDICEO MEDITERRANEO	Fineco Fondi	IT	32,39	37	****	****	30,22	55
EQUITABLE EUROPEAN	Equitable Unit	UK	32,38	38	****	****	31,19	42
EUROPE MID-CAP	Paribas Asset M.	FR	32,07	39	****	***	27,89	89
F&F SELECT EUROPA	Finanza e Futur	IT	31,98	40	****	***	27,35	93
NATWEST EUROPE	NatWest Unit Tr	UK	31,95	41	****	****	34,77	24
PARIBAS FRA.EUR.C	Paribas Asset M.	FR	31,89	42	****	****	33,59	28
DUCATO AZIONARIO EUROPA	Ducato Gestioni	IT	31,88	43	****	***	28,22	85
EUROPA 2000	Mediolanum Gest.	IT	31,31	44	****	***	27,07	101
PUILAETCO EURO EQUITIES	Puilaetco	BL	31,04	45	****	*****	30,60	46
SCHMIDTBK.EU.AKT	Franken Invest	GR	31,02	46	****	***	34,16	26
EURASSUR 92	Bq Eurofin	FR	30,98	47	****	****	28,28	83
BARING EUROPEAN GROWTH	Baring Fund Man	UK	30,77	48	****	****	32,60	33
EUROKAPITAL	Victoria	GR	30,70	49	****	*****	31,28	39
EUROAC A CHF	Banque Raiffeis	CH	30,69	50	****	*****	31,28	40

ACTIONS ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 21,95 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BARING GERMAN GROWTH	Baring Fund Man	UK	60,29	1	[illegible]	***	67,66	1
MMWI-DAXTREND	M.M. Warburg-In	GR	33,62	2	[illegible]	*	43,84	2
AA GERM. EQ FD	ABN AMRO	GR	33,25	3	[illegible]	****	35,26	4
RWS-AKTIENFONDS	Veritas	GR	32,27	4	[illegible]	*****	32,99	6
HMT-PROINVEST	HMT	GR	32,23	5	[illegible]	****	34,44	5
CU PP GERMAN GROWTH	CU PP-Bank van	BL	31,94	6	[illegible]	*****	32,43	7
GT DT AKTIENFONDS	LGT Invest	GR	31,59	7	[illegible]	*****	32,38	8
DEUT. AKT. TYP O	DWS	GR	30,70	8	[illegible]	***	35,52	3
UNIVERSAL EFFECT	Universal-Inves	GR	30,16	9	[illegible]	****	28,03	18
PHARMA-AK. TYP O.	DWS	GR	28,92	10	[illegible]	***	25,57	24
DAX-WERTE	Oppenheim	GR	28,13	11	[illegible]	***	31,47	9
INVESTA	DWS	GR	27,96	12	[illegible]	***	31,24	10
DAX	Frankfurt	UK	27,81	13	[illegible]	*****	27,44	19
SPEZIAL	Hypo-Invest	GR	26,99	14	[illegible]	**	26,66	52
NORDAKKU	Nordinvest	GR	26,98	15	[illegible]	***	29,38	13
THESAURUS	DIT (DIT-Gruppe	GR	26,91	16	[illegible]	****	28,68	15
SPECIAL F.I.	SMH Invest	GR	26,57	17	[illegible]	****	28,48	17
MK ALFAKAPITAL	MK Capital	BL	26,39	18	[illegible]	***	30,30	11
ADIVERBA	ADIG	GR	25,61	19	[illegible]	****	25,16	33
PICTET C.F. GERMAVAL	Pictet and Cie	BL	25,38	20	[illegible]	**	30,19	12
SBC GER. EQUITY UI	Universal-Inves	GR	25,23	21	[illegible]	***	[illegible]	16
SBC EF GERMANY	UBS	CH	25,04	22	[illegible]	*****	[illegible]	25
UNIFONDS-NET	Union-Investmen	GR	25,04	23	[illegible]	*****	[illegible]	26
BBL INVEST GERMANY CAP	BBL- Banque Bru	BL	24,98	24	[illegible]	**	[illegible]	14
ALL INDEX DAX DIS	Petercam Asset	BL	24,83	25	[illegible]	*****	[illegible]	31
SPEZIAL	DIT (DIT-Gruppe	GR	24,72	26	[illegible]	!	[illegible]	66
GERMAN SMALLER COS.	Hill Samuel	UT	24,67	27	[illegible]	****	23,09	41
UNIFONDS	KBC Bank	BL	24,57	28	[illegible]	****	26,25	21
HANSAEFFEKT	Hansainvest	GR	24,33	29	[illegible]	*****	24,85	29
DEKALUX DEUTSCHL.	Deka Inter. (Lu	GR	24,13	30	[illegible]	****	25,92	22
KöLN-AKTIENFONDS	Deka (Deka-Grup	GR	24,10	31	[illegible]	****	25,82	23
SWISSCA GERMANY	Swissca	CH	23,79	32	[illegible]	*****	23,48	36
FRANKF. SPARINVEST	Deka (Deka-Grup	GR	23,23	33	[illegible]	****	24,57	28
EMIF GERMANY INDEX PLUS B	KBC Bank	BL	22,81	34	[illegible]	*****	22,41	45
NB-PORTFOLIO	Franken Trust	GR	22,64	35	[illegible]	**	17,39	61
FONDAK	ADIG	BL	22,52	36	[illegible]	****	21,07	51
SCMIDTBK. AKT. DT	Franken Invest	GR	22,38	37	[illegible]	****	23,28	38
INTERSELEX EQUITY GERMANY B	Generale Bank-F	BL	22,26	38	[illegible]	**	25,33	20
AC DEUTSCHLAND	AXA Colonia KAG	GR	22,06	39	[illegible]	***	25,09	27
UBS EQ INV GERMANY	UBS	CH	21,88	40	[illegible]	*****	22,47	44
PLUSFONDS	ADIG	GR	21,81	41	[illegible]	***	24,53	30
DELBRÜCK AKTIEN	Union-Investmen	GR	21,76	42	[illegible]	*****	21,74	49
MAT DEUTSCHLAND	Maintrust	GR	21,66	43	[illegible]	****	23,20	40
DEKAFONDS	Credit Communal	BL	21,60	44	[illegible]	***	24,16	32
AKTIENFONDS	BIG Immoinvest	GR	21,58	45	[illegible]	****	23,38	37
DEUTSCHLAND DYN.	Franken Trust	GR	21,53	46	[illegible]	****	23,21	39
WACHSTUMFONDS	DIT (DIT-Gruppe	GR	21,27	47	[illegible]	****	20,58	53
AK. DEUTSCHLAND HI.	Hypo-Invest	GR	20,81	48	[illegible]	*****	21,21	50
GERMANY D	Parvest	GR	20,68	49	[illegible]	***	24,08	34
PARVEST GERMANY C	Artesia Bank	BL	20,64	50	[illegible]	***	23,92	35

ACTIONS ROYAUME-UNI

Performance moyenne brute sur un an : 10,94 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
FULCRUM INV.CAP.	Maunby	UT	55,52	1	[illegible]	*	[illegible]	1
FLEM.INC&CAP.ORD.	Fleming	UT	45,49	2	[illegible]	***	[illegible]	3
EDINBURGH INCOME ORD.	Edinburgh (EFM)	UT	39,07	3	[illegible]	**	[illegible]	2

►►► APT ►►►

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ABERDEEN HIGH INCOME	Aberdeen	UT	39,39	4	*****	*****	38,73	4
SHIRES INCOME TST.	Glasgow	UT	35,43	5	*****	****	33,07	6
M&G RECOVERY GRD.UNITS	M&G	UT	31,78	6	*****	*	37,75	5
VENTURI INV.ORD.	Venturi	UT	31,50	7	*****	****	29,30	8
JUPITER GEARED CAP.	Jupiter	UT	29,52	8	****	*	23,39	14
SOVEREIGN EUROPEAN GROWTH	Sovereign Unit	UK	29,37	9	****	***	31,67	7
GEARED INCOME ORD.	BFS	UT	29,11	10	****	***	26,55	10
BRIT EUROPEAN GROWTH	Britannia Fund	UK	25,65	11	****	****	27,46	9
PREMIER DIVIDEND	Premier Portfol	UK	25,38	12	****	*****	25,94	12
ARCHIMEDES CAPITAL	Guinness Flight	UT	25,05	13	****	*****	24,65	13
GUIN FLIGHT INCOME SHARE	Guinness Flight	UK	24,78	14	****	*	20,42	25
JUP.EXTRA INC.ORD.	Jupiter	UT	24,76	15	****	**	21,29	21
M&G INCOME GRD.UNITS	M&G	UT	24,31	16	****	***	22,25	18
FLEMING GEARED GROWTH	Fleming	UT	23,73	17	***	****	22,43	17
GLASGOW INCOME	Glasgow	UT	22,98	18	***	**	20,02	22
FIRST IRELAND	AIB Govett Asse	UT	22,33	19	***	****	23,22	15
EDINBURGH US TRACKER TST	Edinburgh (EFM)	UT	22,21	20	***	*****	21,75	20
JOS HOLDINGS CAPITAL	Dresdner RCM Gl	UT	21,94	21	***	*****	22,10	19
DANAE IT.CAPITAL	Aberdeen	UT	21,40	22	***	***	19,23	30
NEWTON INCOME	Newton Fund Man	UK	21,25	23	***	*****	20,84	23
M&G INCOME CAP.	M&G	UT	20,95	24	***	!	26,11	11
MORGAN GRENFELL UK BLUE CH	Morgan Grenfell	UK	20,07	25	***	****	20,67	24
M&G RECOVERY PKG.UNITS	M&G	UT	19,65	26	***	!	14,45	75
EXETER CAPITAL GROWTH	Exeter Fund Man	UK	19,54	27	***	*	23,13	16
ROYAL LIFE EQUITY GROWTH	Royal Life Fund	UK	19,46	28	***	***	17,34	42
MERCHANTS TRUST	Dresdner RCM Gl	UT	19,46	29	***	***	21,21	22
DUNEDIN INC.GROWTH	Edinburgh (EFM)	UT	19,40	30	***	****	20,17	27
MIDLAND HOUSEHOLD NAMES	Midland Unit-Tr	UK	19,08	31	***	****	20,17	26
M&G INCOME PKG.UNITS	M&G	UT	18,63	32	***	!	14,22	80
BIL EQUIT GR-BRETAG C	Banque Internat	LX	18,61	33	***	*****	18,36	32
DRES RCM UK MID-CAP	Dresdner RCM Fu	UK	18,58	34	***	*****	18,64	32
LAURENCE KEEN INC & GRWTH	Laurence Keen U	UK	18,50	35	***	****	19,17	31
ST JAMES UK GEN PROG	St Jame's Place	UK	18,07	36	***	***	16,12	52
F&C SPC.UTILS.CAP.	For & Col Manag.	UT	17,47	37	***	**	15,20	65
BSI-THORNHILL CAPITAL	Thornhill Unit	UK	17,44	38	***	**	19,65	29
NPI GLOBAL CARE INCOME	NPI Investment	UK	17,37	39	***	*	14,15	84
I&S OPTIMUM INC.II ORD.	Friends Ivory &	UT	16,86	40	***	!	13,01	112
EDINBURGH UK GROWTH	Edinburgh Unit	UK	16,83	41	***	*****	16,93	46
NATWEST UK TRACKER	NatWest unit Tr	UK	16,64	42	***	***	18,11	36
BAILLIE BG BRITISH 350	Baillie Gifford	UK	16,43	43	**	****	17,61	39
FIDELITY MONEYBUILDER IND	Fidelity Invest	UK	16,42	44	**	****	17,31	43
BWD BALANCED PORTFOLIO	BWD Rensburg Un	UK	16,29	45	**	***	18,15	35
LOMBARD ODIER OPPORTUNITY UNIT	"Lombard, Odier	CH	16,21	46	**	*****	16,55	48
FT 100	FT	UK	15,97	47	**	**	18,01	37
BRIT HIGH YIELD	Britannia Fund	UK	15,87	48	**	*****	15,68	62
SANWA UK GROWTH	Sanwa Internati	UK	15,86	49	**	***	14,22	81
FAMILY ASSET TRUST	Family Investme	UK	15,70	50	**	****	16,32	49

ACTIONS BELGIQUE

Performance moyenne brute sur un an : 47,27 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
PARICOR BELGIAM EQUITIES	Artesia-Bacob-C	BL	71,66	1	****	!	46,28	21
ANHYP INVEST BELGIAN INDEX	Anhyp Bank	BL	64,89	2	***	*	49,30	11
KB BELGIAN INDEX FUND C	KBC Bank	BL	57,77	3	***	***	51,16	8
DEWAAY BELGIAN SHARES C	Bank Dewaay	BL	56,49	4	**	*****	55,41	4
BBL INVEST HIGH YIELD CAP	BBL- Banque Bru	BL	54,63	5	**	****	57,24	1
BELGINVEST EQUITY CAP	Petercam Asset	BL	54,44	6	**	***	47,99	17
SIVEK SHARE A CAP	KBC Bank	BL	53,49	7	**	****	49,15	12
EMI BELGIUM INDEX PLUS B	KBC	BL	53,43	8	**	***	47,56	15
KB INSTIT FUND BELGIUM EQUITY	KBC Bank	BL	52,86	9	**	****	48,37	16
BBL INVEST BELGIUM CAP	BBL- Banque Bru	BL	52,48	10	**	****	57,05	2
ALL INDEX BEL20 DIST.	Petercam Asset	BL	51,45	11	**	***	43,92	24
ING-IN BELG EQTY	ING Bank Patrio	BL	50,43	12	**	***	56,12	3
PAM BELGIAN ASSETS CAP	Petercam Asset	BL	50,32	13	**	*****	49,08	14
ES-INVEST BELGIAN OPPORT C	Banque CGER	BL	50,30	14	**	***	42,50	25
CU PP BELG GROWTH	CU PP-Bank van	BL	49,54	15	**	****	46,28	20
RB BELGIAN EQTYS	Royale Belge	BL	49,33	16	**	****	51,69	7
INTERSELEX INVEST BELGA B	Générale Bank-F	BL	48,09	17	*	*****	49,14	13
BACOB BELINVEST C	Artesia-Bacob-C	BL	47,58	18	*	***	54,03	5
G-INST BELGIUM EQUITY B	Générale Bank-F	BL	46,82	19	*	***	51,94	6
BELFUND	Artesia-CCB	BL	46,53	20	*	***	51,15	9
CORDIUS ALLO BELGIAN EQUITY	Artesia-Bacob-C	BL	46,22	21	*	****	48,64	15
HERMES BELG EQT	Bank Delen-Indo	BL	45,47	22	*	***	50,48	10
BEL 20	Bruxelles	BL	41,78	23	*	***	37,27	30
MAESTRO EQ BELGIUM C	Crédit U L'Indu	BL	41,72	24	*	****	44,93	23
TOP GLOBAL ACTIONS BELGES	Corluy & Co	BL	41,64	25	*	***	37,13	31
PARVEST BELGIUM C	Artesia Bank	BL	41,09	26	*	***	47,07	19
PARVEST BELGIUM DISTR	Artesia Bank	LX	40,31	27	*	***	45,34	22
AETNA MF BELGIAM/LUX NATL EQTY	Aetna Master Fu	BL	38,35	28	●	****	40,35	27
DEKA-BENELUX	Deka (Deka-Grup	GR	38,16	29	●	*****	37,74	29
ES-INVEST ACTIONS BELGES CAP	Banque CGER	BL	37,70	30	●	***	41,55	26

ACTIONS ESPAGNE

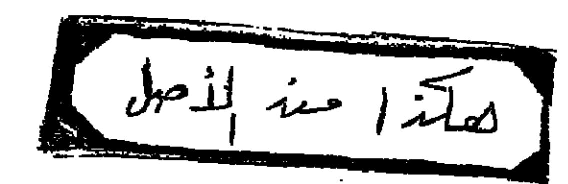
Performance moyenne brute sur un an : 35,04 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CIBER BK VARIABLE	Ciber Bk	SP	50,50	1	****	*****	51,92	1
FONSNOSTRO II, FIM	Gesinca Inversi	SP	49,55	2	***	**	30,77	24
PARVEST IBERIA C	Artesia Bank	LX	48,88	3	***	***	38,27	12
FONDO TELEFONICO VARIABLE	Gesbankinter SG	SP	45,79	4	***	****	43,01	5
AHORRO CORPORACION ACCION	Ahorro Corp.	SP	45,32	5	***	****	38,28	11
"BK FONDO, FIM"	Gesbankinter SG	SP	44,80	6	***	*****	43,19	4
SAN FERNANDO BOLSA 1, FIM	Gesinca Inversi	SP	43,62	7	***	****	37,12	17
CANTABRIA ACCIONES, FIM	Cantabria Fondo	SP	42,67	8	***	**	26,04	28
MADRID BOLSA 100	Gesmadrid SGIIC	SP	41,62	9	**	****	34,96	20
FONDBARCLAYS 2, FIM	Barclays	SP	39,90	10	**	****	42,95	6
IBEX 25	Madrid	SP	39,37	11	**	*****	39,25	8
BOLSAPASTOR, FIM	Gespastor SGIIC	SP	37,98	12	**	***	26,21	26
GESTINOVA ACCIONES	Gestinova	SP	37,24	13	**	***	47,05	2
BBV RENDIMIENTO, FIM	BBV Gestinova	SP	37,05	14	**	**	24,20	29
LLOYDS BOLSA, FIM	Lloyds Investme	SP	35,18	15	**	****	38,49	9
BBV FONBANCAYA, FIM	BBV Gestinova	SP	34,40	16	*	**	23,19	31
IBERLION BOLSA, FIM	Iberagentes Fon	SP	33,74	17	*	****	38,32	10
FONCAIXA FUTURO 24	Gescaixa I SGII	SP	33,54	18	*	**	22,84	32
ARGENTARIA BEX BOLSA, FIM	Argentaria Gest	SP	32,78	19	*	****	37,59	14
MADRID BOLSA, FIM	Gesmadrid SGIIC	SP	32,63	20	*	****	37,53	15
FONDCOMERCIO BOLSA, FIM	BBV	SP	32,34	21	*	**	43,99	3
URQUIJO INDICE, FIM	Gestemar Gestio	SP	31,87	22	*	****	35,27	18
BBV INDICE, FIM	BBV Gestinova	SP	31,72	23	*	**	41,36	7
BCH ACCIONES, FIM	Central Hispano	SP	31,69	24	*	****	35,10	19
INDEXBOLSA	Banesto	SP	31,46	25	*	***	38,17	13
BOLSATLANTICO, FIM	Gesatlantico	SP	31,16	26	*	*****	32,53	23
ARGENTARIA POSTAL BOLSA	Argentaria Gesp	SP	31,09	27	*	***	37,40	16
URQUIJO UNIVERSAL, FIM	Gestemar Gestio	SP	31,01	28	*	***	22,45	33
BM-DINERBOLSA, FIM	GES BM SGIIC	SP	27,89	29	*	***	34,31	21
CITIFONDO RENTA VARIABLE	Citigestion SGII	SP	26,99	30	●	***	33,03	22

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 33,47 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CARDIF ACT.OPP.SL	CARDIF-Cie Banc	FR	59,25	1	*****	***	52,81	1
UNI HOCHE C	Bq Sanpaolo	FR	51,40	2	*****	*	40,30	17
A.A.A. C	Bq Populaire	FR	46,97	3	****	!	30,73	79
SOGENFRANCE C	Société Général	FR	43,82	4	****	*****	44,75	5
PASQUIER FRANCE	BIMP	FR	42,90	5	****	****	45,52	3
PERVALOR	Société Général	FR	42,09	6	****	!	30,40	80
AXA VALEURS PER	Axa	FR	41,21	7	***	*****	42,16	8
GROUPAMA CROIS.	Groupama Asset	FR	41,03	8	***	****	39,50	21
CARDIF ACT.FRANCE	CARDIF-Cie Banc	FR	41,00	9	***	****	44,39	6
BIL EQUITIES FRANCE C	Banque Internat	BL	40,53	10	***	**	46,96	2
DRESNDER RCM INDICE 40	Dresdner	FR	39,06	11	***	***	44,03	7
FRANKREICH	DWS	GR	38,99	12	***	*****	39,40	22
NORWICH FRANCE	Norwich	FR	38,97	13	***	**	32,20	67
AXA FRANCE ACTIONS	Axa	FR	38,97	14	***	****	41,57	12
ETOILE FRA.EUROPE	Crédit du Nord	FR	38,95	15	***	**	33,12	60
ECUR.INVEST./PEA	Caisses Epargne	FR	38,90	16	***	***	34,92	45
FEDER.FRANCE EURO.	Fédéral Finance	FR	38,64	17	***	***	33,39	54
UAP ACTIONS FCE	Axa UAP	FR	38,63	18	***	****	41,40	13
DEKA-FRANKREICH	Deka (Deka-Grup	GR	38,16	19	***	****	40,91	15
INDICIA	Groupe Crédit A	FR	37,90	20	***	****	39,75	20
ECUR.ACT.FUT./PEA	Caisses Epargne	FR	37,59	21	***	****	34,45	50
EMIF FRANCE INDEX PLUS B	KBC Bank	BL	37,57	22	***	****	39,11	24
FRANKREICH	DIT (DIT-Gruppe	GR	37,53	23	***	***	42,08	9
AETNA MF FRENCH NATL EQUITY	Aetna Master Fo	BL	37,37	24	***	**	31,46	76
PARFRANCE C	Paribas Asset M	FR	37,25	25	***	****	40,10	18
FRUCTI EURO PEA	Bq Populaires	FR	37,23	26	***	***	33,41	53
PLAC.FRANCE INDICES	Bq NSM	FR	37,17	27	***	***	41,96	11
AXA-UAP INDICE FR.	Axa UAP	FR	37,17	28	***	***	42,08	10
PARVEST FRANCE C	Artesia Bank	BL	37,10	29	***	*****	37,86	27
PROV.FRANCE II C	Crdt Suis Hottin	FR	36,66	30	***	***	33,39	54
CPR ACTIONS FRANCE	CPR Gestion	FR	36,40	31	***	*****	36,61	30
AGF EPARG.ACTIONS	AGF	FR	36,34	32	***	****	34,46	49
SWISSCA FRANCE	Swissca	CH	36,25	33	***	****	37,45	29
LIV BOURSE INV.	CDC	FR	36,19	34	***	***	32,94	62
SICAV 5000	Crédit Lyonn	FR	35,89	35	***	*****	35,77	38
ODDO GÉNÉRATION	Oddo & Cie	FR	35,78	36	***	****	33,39	54
FRANCE INDEX SICAV	Paribas Asset M	FR	35,68	37	**	**	41,34	14
SUD VALEURS	Lyonnaise de Bq	FR	35,59	38	**	***	40,37	16
INVESCO FRENCH GROWTH	INVESCO Interna	LX	35,50	39	**	*****	35,63	41
SLIVAFRANCE	Crédit Lyonn	FR	35,37	40	**	*****	36,26	36
AKTIEN-FRANKR	ADIG	GR	35,08	41	**	****	37,76	28
SOGEPEA EUROPE	Société Général	FR	34,86	42	**	****	32,71	63
FRANCE AVENIR	Banq Bq Pop	FR	34,84	43	**	*****	34,95	46
ZURICH ACT. PLUS	Zurich	FR	34,56	44	**	*	26,13	105
OFIMACTION	Ofivalmo	FR	34,49	45	**	****	35,99	37
ABF FRANCE INDICE	ABF Capital Mgt	FR	34,44	46	**	****	31,77	74
EFINDEX FRANCE	Crdt Coopératif	FR	34,39	47	**	****	36,34	34
INDOSUEZ FRA.PLUS	Grp Crdt Agrico	FR	34,38	48	**	****	36,27	35
NATEXIS SÉLECTION CAC40 C	Natexis Bq	FR	34,30	49	**	***	38,93	25
SBF 250	SBF	FR	34,25	50	**	****	32,12	70
STATE STR.FRANCE C	State Str. Bq.	FR	34,20	51	**	*****	34,60	46
AGF OPTI-INDEX	AGF	FR	34,11	52	**	****	35,65	40
FIMA INDICE 1ERE.	Finaxest	FR	34,10	53	**	****	35,75	39
FICAC 40	CDC - Vega Fin.	FR	34,10	54	**	**	39,22	23
SBF 120	SBF	FR	34,07	55	**	****	32,98	61
ATHENA INVEST.	PFA Vie - GPA V	FR	34,07	56	**	****	32,44	66
GROUPAMA INDEX FRANCE	Groupama Asset	FR	33,97	57	**	*****	34,26	51
NATIO VALEURS	BNP	FR	33,84	58	**	*****	33,29	59
ATOT FUTUR C	Groupe Crédit A	FR	33,63	59	**	****	35,39	42
HAUSSMANN IND. F C	Bq Worms	FR	33,62	60	**	****	36,37	32
CM EP INDUSTRIE C	Crédit Mutuel	FR	33,60	61	**	**	36,59	26
OBJECTIF FRA.2000	Lazard Frères	FR	33,58	62	**	****	30,86	78
GENERALI PERFOR.	Generali	FR	33,34	63	**	****	31,52	75
CAC 40	SBF	FR	33,31	64	**	****	34,66	47
MARIANNE	BFT	FR	33,16	65	**	****	35,19	43
BBL (F) INVEST FRANCE C	BBL- Banque Bru	BL	33,11	66	**	*	40,09	19
CENTRALE ACT.FRA.	Caisse Cent. Bq	FR	33,10	67	**	*****	33,71	52
ACTIGEST C	BBL	FR	32,87	68	**	****	34,95	44
INDOCAM FRANCE C	Grp Crdt Agrico	FR	32,85	69	**	***	36,50	31
MERCURE ACT.FRA.	Chevrillon	FR	32,81	70	**	*	26,14	104
CARDIF ACT.DYNAMI.	CARDIF-Cie Banc	FR	32,76	71	**	!	44,94	4
CS EF (LUX) FRANCE	Crédit Suisse	LX	32,51	72	**	*****	33,20	58
ATLAS FRANCE C	Financière Atla	FR	32,31	73	**	****	30,35	77
PARTNER FRANCE	La Mondiale - B	FR	32,14	74	**	*****	32,19	68
FRANCIC	CIC	FR	31,85	75	**	*****	32,61	65
SBC EF FRANCE	UBS	CH	31,81	76	**	*****	32,06	71
ABF FRA. RÉFÉRENCE	ABF Capital Mgt	FR	31,58	77	**	****	30,30	82
INTERSELEX FRANCE CP.	Interselex	LX	31,44	78	**	**	36,34	33
AZUR ACT.FRANCE C	Azur	FR	31,11	79	**	****	28,48	90
HAUSSMANN FRANCE C	Bq Worms	FR	30,94	80	**	****	32,70	64
FRUCTIFRANCE C.	Bq Populaires	FR	30,94	81	**	****	33,24	57
SG FRANCE OPPORT.C	Société Général	FR	30,89	82	**	**	25,68	106
FRANCE ENTREP. C	Bq NSM	FR	30,88	83	**	****	31,90	72
CAPITAL SELECTION FRANCE	Banque Privée S	FR	30,85	84	**	*****	30,08	84
BARCLAYS ACT.F C	Barclays	FR	30,83	85	**	****	32,17	69
FRANCE ACTION 250	Crédit Mutuel O	FR	30,73	86	**	*****	29,85	85
INVESCO ACT.FSES C	Invesco France	FR	30,34	87	**	*****	30,39	81
ECOFI ACTIONS	Ecofi Finance	FR	30,33	88	**	*****	29,70	86
FRANCE-GAN	GAN	FR	30,07	89	**	****	27,76	94
AGF 5000	AGF	FR	29,94	90	**	****	29,04	88
PARIMOINE 120	EIFB	FR	29,83	91	**	****	31,89	73
MDM FRANCE	Mut du Mans	FR	29,50	92	*	*****	28,84	89
LOMBARD ODIER OPPORTUNITY FRAN..	"Lombard, Odier	CH	29,49	93	*	*****	29,25	87
FRANCE FUND FRF	Fidelity Funds	CH	28,34	94	*	*****	28,14	92
CMN FRANCE EUROPE	CM Nord	FR	27,72	95	*	****	26,43	102
CU PP FRENCH GROWTH	CU PP-Bank van	BL	27,33	96	*	***	30,10	83
PYRAMIDES OPPOR.C	Bq Vernes	FR	27,24	97	*	***	23,50	107
MIDLAND OPTION +	Midland Bank	FR	27,21	98	*	*****	26,78	98
UBS EQ INV FRANCE	UBS	CH	26,94	99	*	*****	27,08	96
SPGP FRANCE C	SPGP	FR	26,53	100	*	*****	26,58	100
EGIDE FRA.ACT.C	Europe Egide Fi	FR	26,41	101	*	*****	26,50	101
FONCIER VALEURS	Crédit Foncier	FR	25,59	102	*	***	28,45	91
OPTIMAVALOR	Crédit du Nord	FR	25,33	103	*	****	26,26	103
SÉLECT.VAL.FRSES	CCF	FR	25,24	104	*	****	26,71	99
HERVET FRANCE	Hervet-Bascoue	FR	25,19	105	*	****	26,84	97
COGEFI FRANCE SI.	Cogefi	FR	24,94	106	*	***	21,45	110
REGÉFRANCE C	Finagest	FR	24,92	107	*	***	27,93	93
RÉGÉ OPPORTUNITÉS	Finagest	FR	24,90	108	*	***	21,44	111
PICTET C.F. VALFRANCE	Pictet and Cie	SL	24,85	109	*	***	27,46	95
CITI PF FRENCH EQUITY	Citibank Belgiu	BL	22,88	110	●	*****	23,26	108
S.STR.SPINNAKER2 C	State Str. Bq.	FR	22,34	111	●	***	20,19	112
CS EQ. F. (LUX) FRANCE	Crédit Suisse	CH	22,22	112	●	!!	12,90	114
UNION FRANCE	UE CIC	FR	21,26	113	●	**	17,46	113
FRANCE EMERGENTS	Bq NSM	FR	17,98	114	●	*	22,62	109



APT

ACTIONS PETITES ET MOYENNES CAPITALISATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 19,47 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
INDOCAM AVENIR FCE	Grp Crdt Agrico	FR	28,42	1	***	*****	28,97	3
FRANCE FUTUR	BFT	FR	27,34	2	***	****	28,30	5
PARIB.FRA.EMER.C	Paribas Asset M	FR	27,17	3	***	***	29,20	2
OBJECTIF DYNAMIQUE	Lazard Frères	FR	26,30	4	***	***	24,16	7
OFIMA MIDCAP (H)	Ofivalmo	FR	26,22	5	***	*	30,78	1
AXA SCND MARCHÉ C	Axa	FR	25,72	6	***	****	24,84	6
NATIO OPPORTUNITÉS	BNP	FR	25,68	7	***	****	26,47	4
UNI-RÉGIONS	Grp Crdt Agrico	FR	24,70	8	***	****	24,16	7
AGF INVEST.	AGF	FR	23,91	9	***	*****	23,72	9
ST-HONORÉ PME	Cie Fin Rothsch	FR	22,70	10	***	****	23,39	10
PASQUIER AVENIR	BIMP	FR	21,49	11	**	***	20,14	12
OUEST ACT.RÉGIONS	CIO	FR	20,92	12	**	****	21,38	11
MDM PERSPECTIVES	Mut du Mans	FR	19,19	13	**	****	18,33	14
SÉLECTION AVENIR	CCF	FR	18,08	14	**	****	17,69	16
ETOILE SM	Crédit du Nord	FR	18,02	15	**	*****	18,27	15
EUROPE RÉGIONS	CIC	FR	16,97	16	**	****	16,18	17
CPR MIDDLECAP FRANCE	CPR Gestion	FR	16,18	17	**	!	19,40	13
FRANCE EXPANSION C	Bq OBC - Bq NSM	FR	15,17	18	*	****	15,49	18
CDC MEDIANES	CDC	FR	14,65	19	*	*	12,11	21
CR.MUT.MID-ACT.FRA	Crédit Mutuel	FR	12,52	20	*	****	12,15	20
BARCLAYS CROIS.D	Barclays	FR	12,35	21	*	**	13,71	19
SBF MIDCAC	SBF	FR	11,29	22	*	****	11,88	22
ENT.AVENIR D	Bq Vernes	FR	7,53	23	•	**	8,73	23
RÉGÉCROISSANCE	Fimagest	FR	1,57	24	•	***	1,43	24

ACTIONS ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 46,73 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
ALTO AZIONARIO	Fondi Alleanza	IT	69,26	1	*****	**	69,31	1
ITALIAN EQUITY	Schroders	GR	68,87	2	*****	*	52,42	14
CLIAM SESTANTE	Cliam Italiana	IT	63,56	3	****	**	52,86	13
SCHRODER INTL SEL ITALIAN EQ	Schroder ISF-Ba	BL	62,64	4	****	*****	64,05	4
GESTIELLE A	Gestielle	IT	61,96	5	****	****	65,27	2
SOGELUX FD EQUITIES ITALY	Société Général	BL	58,17	6	***	***	65,21	3
ZENIT AZIONARIO	Zenit Fondi S.P	IT	58,01	7	***	**	45,27	45
ITALIEN	DWS	GR	57,49	8	***	***	63,77	5
FONDERSEL P.M.I.	Sogersel	IT	56,63	9	***	***	47,77	32
ZECCHINO	Euroconsult Ges	IT	56,02	10	***	***	62,40	6
AZZURRO	Romagest	IT	54,06	11	***	***	48,43	27
VENETOBLUE	Gesveneto	IT	53,96	12	***	****	50,65	20
S.PAOLO ALDEBARAN	Sanpaolo Fondi	IT	53,37	13	***	****	56,79	10
CENTRALE ITALIA	La Centrale Fon	IT	53,12	14	***	****	55,30	12
EUROMOBILIARE AZIONI ITALIAN	Euromobiliare F	IT	51,99	15	***	****	49,85	25
CAPITALGEST AZIONE	Capitalgest SPA	IT	51,93	16	***	*****	51,22	19
BPB TIZIANO	Arca	IT	51,81	17	***	****	48,49	28
GALILEO	SAI Investment	IT	51,39	18	***	****	47,80	31
CENTRALE CAPITAL	La Centrale Fon	IT	51,24	19	***	****	47,57	34
CONSULTINVEST AZIONE	Consultinvest F	IT	50,80	20	***	*****	51,66	15
CU PP ITALIAN GROWTH	CU PP-Bank van	BL	50,80	21	***	***	57,38	9
ITALIEN	DIT (DIT-Gruppe	GR	50,36	22	***	**	59,29	8
G.I.F. ITALY ITL-C	Crédit Agricole	LX	49,40	23	**	*	62,20	7
ZETA AZIONARIO	Zenit Fondi S.P	IT	49,38	24	**	****	45,29	40
INTERBANCARIA AZION	Societa Interba	IT	49,32	25	**	****	45,46	42
CARIFONDO AZ ITALIA	Fondigest	IT	49,09	26	**	****	46,97	38
FONDICRI SELEZIONE ITALIA	Fondicri	IT	48,05	27	**	*****	49,57	22
AZIMUT-CRESCITA	Azimut Gestione	IT	48,05	28	**	*****	49,86	23
GESFIMI ITALIA	Gesfimi	IT	47,87	29	**	*****	47,85	33
OASI ITALIAN EQUITY RISK	Deutsche Bank F	IT	47,32	30	**	****	50,55	21
EUROMOBILIARE RISK FUND	Euromobiliare F	IT	47,14	31	**	**	39,05	68
GENERCOMIT AZIONI ITALIA	GenerComit Gest	IT	47,11	32	**	****	45,06	46
ITALY	Fidelity	GR	47,04	33	**	****	51,55	16
DEKA-ITALIEN	Deka (Deka-Grup	GR	46,57	34	**	**	56,95	11
GRIFOGLOBAL	Grifogest	IT	46,05	35	**	****	43,68	55
FONDINVEST 3	Fondinvest Risp	IT	45,94	36	**	*****	44,95	48
F&F PROF GESTIONE ITALIA	Finanza e Futur	IT	45,84	37	**	****	47,43	35
INVESTIRE AZIONARIO	Societa Interba	IT	45,38	38	**	****	47,28	36
GEPOCAPITAL	Sogepo	IT	45,29	39	**	****	41,85	60
OASI CRESCITA AZIONARIO	Deutsche Bank F	IT	45,26	40	**	*****	44,46	49
IMI-ITALY	Fideuram Fondi	IT	44,89	41	**	***	51,26	18
ITALY FUND ITL	Fidelity Funds	CH	44,49	42	**	****	47,15	37
S.PAOLO JUNIOR	Sanpaolo Fondi	IT	44,36	43	**	*****	45,49	52
COMIT PLUS	Comit Gestione	IT	44,28	44	**	**	35,86	70
QUADRIFOGLIO AZIONARIO	GIGest	IT	44,27	45	**	****	40,23	63
FONDO TRADING	Anima	IT	44,06	46	**	!!	24,64	74
S.PAOLO AZ ITALIA	Sanpaolo Fondi	IT	43,84	47	**	*****	42,76	57
ABN AMRO ITALY EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	43,41	48	**	****	[illegible]	43
DYNAMIC ITL C	Banque Paribas	CH	43,31	49	**	!!	[illegible]	75
F&F LAGEST AZIONARIO ITALIA	Finanza e Futur	IT	43,17	50	**	****	[illegible]	47

ACTIONS SUISSES

Performance moyenne brute sur un an : 19,87 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
SCHRODER INTL SEL SWISS EQ	Schroder ISF-Ba	BL	28,24	1	*****	*****	[illegible]	2
SCHWEIZ	DWS	GR	26,43	2	*****	****	[illegible]	8
FL TRUST SWITZERLAND	Banque Ferrier	BL	26,34	3	*****	***	[illegible]	1
BB SCHWEIZ INVEST	BB Invest	GR	24,36	4	****	****	23,48	9
ABN AMRO SWITZERLAND EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	23,87	5	***	*****	[illegible]	10

Les sicav actions européennes sont les vedettes de l'année 1998

Après bien des vicissitudes, les sicav investies en actions européennes sortent largement gagnantes en 1998. Rares sont les fonds d'actions japonaises qui affichent des performances positives, même si le redressement du yen en fin d'année a permis d'atténuer les effets de la baisse de la Bourse de Tokyo l'année dernière. Outre-Atlantique, Wall Street a terminé en hausse pour la neuvième année consécutive en hausse. L'indice Dow Jones se situe près de ses plus hauts historiques et l'indice des valeurs de la technologie a terminé sur une progression de près de 40 %. Mais les sicav spécialisées sur les actions américaines en ont profité diversement. La faiblesse du dollar contre les devises européennes a pénalisé la valeur liquidative de ces produits, qui est souvent libellée en francs, en marks ou en écu.

Toutefois, si les sicav investies en actions européennes font en moyenne mieux que leurs homologues japonaises ou américaines, toutes n'ont pas connu le même succès. L'Europe est encore loin d'être un marché unifié et les performances restent très variables selon les pays. C'est en Europe du Sud que l'on trouve les meilleures progressions. Le petit marché grec enregistre une hausse spectaculaire de 80 %. Considérée par les investisseurs au début l'année comme un marché émergent, la Bourse d'Athènes s'est progressivement rapprochée des standards européens. Très affectée par la crise boursière de cet été, elle a retrouvé sa vigueur au cours du dernier trimestre sous l'impulsion de la restructuration du secteur bancaire et des bons résultats des entreprises. De taille beaucoup plus importante, les marchés italiens et espagnols ont affiché respectivement plus de 40 % et 37 % de progression en 1998.

L'impressionnante décrue des taux d'intérêt dans ces deux pays, avant la mise en place de l'euro, a mécaniquement dopé les marchés d'actions. La réallocation de l'épargne des particuliers, traditionnellement investie sur les produits de taux, vers des titres plus rémunérateurs a également été un facteur de soutien des Bourses milanaise et madrilène. Cette dernière, qui avait beaucoup souffert de la crise des marchés émergents en raison de l'implication des banques espagnoles en Amérique latine, a spectaculairement rebondi.

D'autres marchés affichent également des performances spectaculaires. La Bourse finlandaise a gagné plus de 70 %. Mais ce résultat s'explique uniquement par l'évolution de l'action Nokia, qui pèse plus de la moitié de l'indice HEX. Le marché de Bruxelles a grimpé de plus de 43 % sous l'effet des opérations financières, notamment celles concernant les sociétés du financier Albert Frère. Enfin, le marché néerlandais est parvenu à afficher un gain de plus de 30 % malgré la dégringolade de l'action Royal Dutch Shell, le poids lourd de la cote néerlandaise.

Du côté des grands marchés européens, c'est Paris qui tire son épingle du jeu. L'indice CAC 40 s'est apprécié de près de 30 %. En deux ans, le marché parisien a rattrapé l'essentiel du retard qu'il avait accumulé dans la première moitié de la décennie par rapport aux autres Bourses européennes. La croissance soutenue et la bonne orientation de la consommation ont favorisé les actions françaises. La cote parisienne, qui regorge de valeurs de services ou liées à la consommation, relativement peu sensibles à la conjoncture internationale, a mieux résisté que la Bourse de Francfort, où sont cotées un très grand nombre de sociétés industrielles. La progression de la Bourse allemande se limite à 20 %.

RECUL À COPENHAGUE

Les grandes perdantes de l'année ont été les Bourses situées hors de la zone euro. La Bourse anglaise a terminé l'année sur un gain de seulement 15 %. Le marché suédois a dû se contenter d'une hausse de 6 %. A Copenhague, c'est même une baisse que l'on a constatée, l'indice de la Bourse danoise reculant de plus de 5 %.

Les différences entre les marchés européens vont-elles s'estomper avec l'avènement de l'euro ? « *Il est clair que la corrélation entre les différents marchés européens s'est accentuée au cours de ces dernières années,* note Catherine Guinefort, directeur de la gestion actions européennes chez Paribas. *Ce mouvement devrait se poursuivre.* » Certains marchés devraient néanmoins continuer d'être avantagés cette année.

La Bourse espagnole aura sans doute du mal à réitérer sa performance de 1998, mais elle bénéficie toujours d'importants facteurs de soutien, comme une conjoncture économique toujours très favorable. Le marché français devrait également poursuivre sur sa lancée si la consommation des ménages ne s'essouffle pas et si les résultats des entreprises pour l'année 1998 sont à la mesure de l'attente des analystes. Cependant, pour afficher une bonne performance, les gestionnaires regardent de moins en moins la nationalité des sociétés qu'ils mettent en portefeuille et de plus en plus leur secteur d'activité.

Joël Morio

APT

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
AKTIEN-SCHWEIZ	ADIG Invest	GR	23,65	6	***	****	25,51	4
SBC 100 INDEX-FUND SWITZERLAND	UBS	CH	23,26	7	***	****	22,13	15
EMIF SWITZERLAND INDEX PLUS B	KBC	BL	23,19	8	***	****	25,01	5
LOMBARD ODIER OPPORTUNITY SWIT	"Lombard, Odier	CH	22,95	9	***	****	21,69	17
MULTIHELVETIA	BSI-Banca della	CH	22,33	10	***	****	21,55	18
SMI	Suisse	CH	22,31	11	***	*****	22,41	14
CS EQ. F SWISSAC	Crédit Suisse	CH	22,22	12	***	*****	22,70	11
BCV STRATÉGIE ACTIONS SUISSE	Banque Cantonal	CH	22,06	13	***	*****	22,46	12
DEKA-SCHWEIZ	Deka (Deka-Grup	GR	21,88	14	***	*****	22,44	13
G.I.F. SWITZERLAND CHF-C	Crédit Agricole	CH	21,61	15	***	**	25,63	3
CS EF SWISSBLUE	Crédit Suisse A	GR	21,53	16	***	*****	21,74	16
SOGELUX FD EQUITIES SWITZERL	Société Général	BL	21,40	17	***	**	24,96	6
Z INVEST AKTIEN SCHWEIZ	Zürich Financia	CH	20,87	18	***	*****	20,62	19
HELVETIA AKTIEN	Franken Trust	GR	20,85	19	***	***	17,99	27
GART.INDOSUEZ SWITZ	Gartmore	LX	20,57	20	***	*	24,95	7
EQ. INV. SWITZERLAND	UBS AG	GR	20,34	21	***	****	19,68	21
EQ. INV. SM.C.SW	UBS AG	GR	20,00	22	**	*	15,59	30
SCHWEIZ	DIT (DIT-Gruppe	GR	18,26	23	**	*****	18,52	25
SWITZERLAND FUND CHF	Fidelity Funds	LX	18,18	24	**	*****	17,98	26
LO SWISS SMALL & MID CAPS	"Lombard, Odier	CH	18,09	25	**	**	15,45	31
SWISS EQUITY B	Bank von Ernst	GR	17,85	26	**	***	19,74	20
SWITZERLAND D	Parvest	GR	17,62	27	**	***	19,21	23
SWISSAC B CHF	Banque Raiffeis	CH	17,29	28	**	****	15,90	29
PARVEST SWITZERLAND C	Paribas Luxembo	LX	16,94	29	**	***	19,23	22
SWISS STOCK FUND B CHF	Groupe Julius B	CH	16,68	30	**	****	17,90	28

ACTIONS ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 11,80 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CREGEM EQUITIES B MULTIMEDIA C	Crédit Communal	BL	34,67	1	*****	**	26,90	16
FRAMLINGTON AMERICAN GTH	Framlington Uni	UK	34,72	2	*****	****	37,48	3
CREDIT SUISSE TRANSATLANTIC	Crédit Suisse A	UK	33,36	3	*****	*****	34,02	4
FIDELITY AMERICAN	Fidelity Invest	UK	31,77	4	*****	**	38,81	2
SCHRODER AMERICAN	Schroder Unit Tr	UK	31,25	5	*****	****	27,86	11
MMWI-AMERAK	M.M. Warburg In	GR	28,90	6	****	*****	28,43	8
US TECH. AKT. TYP 0	DWS	GR	28,68	7	****	!!	48,38	1
GT NORDAM AKT.	LGT Invest	GR	28,62	8	****	*****	28,21	9
ARCA AZIONI AMERICA	ARCA	IT	28,56	9	****	****	25,46	18
KB EQUITY FD TECHNOLOGY C	KBC Bank	BL	27,95	10	****	****	30,71	5
INTER STRATEGIE AMER DU NORD	BNP-Bank Nagelm	BL	27,79	11	****	*	19,22	52
DRES RCM NORTH AMERICA	Dresdner RCM Fu	UK	27,59	12	****	****	28,81	7
RG AMERICA FUND	Robeco Group	BL	26,62	13	****	****	27,84	12
LLOYDS BK N AMERICAN & GEN	Lloyds Bank Uni	UK	26,41	14	****	****	27,64	13
US AKTIEN TYP 0	DWS	GR	26,33	15	****	*****	25,34	19
BARING AMERICAN GROWTH	Baring Fund Man	UK	25,86	16	****	***	29,21	6
TSB AMERICAN	TSB Unit Trusts	UK	25,78	17	****	****	27,99	10
INDOSUEZ AMÉRIQUE	Grp Crdt Agrico	FR	25,35	18	****	****	26,49	17
FP AMERICAN	Friends Provide	UK	24,92	19	****	****	23,26	22
BBL INVEST AMERICA CAP	BBL- Banque Bru	BL	24,88	20	****	*****	24,73	21
PHENIXFUND TOP	SAI Investiment	IT	24,87	21	****	!	13,21	102
HILL SAMUEL DOLLAR	Hill Samuel Uni	UK	24,83	22	****	****	27,39	14
ING INTL N.AMERICAN EQ NLG C	ING Bank Patrio	BL	24,69	23	****	****	22,98	24
LION INTERACTION AMERIQUE	Crédit Lyonnais	BL	24,49	24	****	***	19,73	48
SCOTTISH LIFE AMERICAN	Scottish Life I	UK	24,48	25	****	*****	25,11	20
OLD MUTUAL NORTH AMERICAN	Old Mutual Fund	UK	23,86	26	****	***	27,15	15
MORGAN GRENFELL US TRACK	Morgan Grenfell	UK	23,57	27	****	****	22,65	26
CAZENOVE AMERICAN PORT	Cazenove Unit T	UK	23,59	28	****	***	20,18	43
IMIWEST	Fideuram Fondi	IT	23,35	29	****	****	20,89	39
HSBC AMERICAN INDEX	HSBC Unit Trust	UK	23,28	30	****	****	22,00	30
INTERSELEX INVEST AMERICA B	Générale Bank-F	BL	23,26	31	****	****	22,00	31
LEGAL & GENERAL US INDEX	Legal & General	UK	23,22	32	****	*****	22,88	25
CB-LUX-P.US-AKT.A	ADIG Invest	GR	23,13	33	****	*****	22,41	28
US EQUITY	Schroders	GR	22,99	34	****	****	21,43	34
GOVETT AMERICAN GENERAL	AIB Govett Unit	UK	22,89	35	****	****	21,24	37
CU PP AMERICAN GROWTH	CU PP-Bank van	BL	22,74	36	****	*****	22,43	27
INVESCO PS GLOBAL LEISURE	Invesco	BL	22,61	37	****	****	21,32	35
LLOYDS IP NORTH AMERICAN EQ	Lloyds Bank	BL	22,11	38	****	*****	21,58	33
BARCLAYS AMERICAN GROWTH	Barclays Funds	UK	21,98	39	****	*****	22,23	29
MRCY.SLT.TST.NTH.AMER	Mercury Selecte	LX	21,98	40	****	*****	21,99	32
AKT. STRAT. AMER	BWK	GR	20,98	41	****	***	17,08	68
CU PPT NORTH AMERICAN	Commercial Unio	UK	20,95	42	****	*****	20,98	38
MULTIAMERICA	BSI-Banca della	CH	20,93	43	****	****	19,33	49
BRIT AMERICAN GROWTH	Britannia Fund	UK	20,93	44	****	****	23,07	23
AMERIKA	BB Invest	GR	20,88	45	****	*****	20,64	40
GENERCOMIT NORD AMERICA	GenerComit Gest	IT	20,52	46	****	***	17,59	64
FONDERSEL AMERICA	Sogersel	IT	20,43	47	****	**	15,22	91
US VALUE EQUITY A	Banque J. Vonto	CH	20,18	48	****	**	15,42	88
NORTH AMERICA EQUITY	Lloyds Bank	CH	19,90	49	****	*****	20,39	42
BACOB AMERICA	Artesia-Bacob-C	BL	19,86	50	****	*****	19,30	51

ACTIONS JAPON

Performance moyenne brute sur un an : – 5,39 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
JAPACIC	UE CIC	FR	26,27	1	*****	*	18,05	1
FLEMING FF JAPENESE SMLLR COS	Fleming FF-Bank	BL	16,97	2	*****	*****	17,22	2
DAIWA JAP.SMCOS.EQ.FD.	Daiwa	LX	15,71	3	*****	*	11,53	4
FFF JAPANESE SM CO	Fleming	GR	14,84	4	*****	****	14,26	3
JAPAN SM C	Fidelity	GR	10,56	5	*****	**	8,60	5
KB LUX EQUITY JAPAN	Kredietbank Lux	BL	9,32	6	*****	**	7,35	7
S&P JAPAN SMALLER COS	Save & Prosper	UK	8,20	7	*****	****	7,48	6
JAPAN BULLET	Morgan Grenfell	GR	7,97	8	*****	****	7,16	8
MURRAY JAPAN GROWTH	Murray Johnston	UK	7,59	9	*****	****	6,84	9
JAPAN SMALL COMP	Gartmore	GR	7,51	10	*****	***	6,44	10
BARING JAPAN SUNRISE	Baring Fund Man	UK	6,88	11	*****	***	5,76	11
M&G JAPAN SMALLER COS	M & G Securitie	UK	6,37	12	*****	***	4,79	13
INVESCO JAPAN SMLLR CO	INVESCO Interna	UK	5,12	13	*****	*****	4,98	12
BAIG JAPANESE SMALLER COS	Baillie Gifford	UK	4,27	14	****	****	4,01	14
TEMPLETON GS JAPAN	Templeton	BL	4,22	15	****	****	3,88	15
FLEMING FF JAPENESE	Fleming FF-Bank	BL	1,81	16	****	****	1,95	16
M.JHNSN.JAP.PRTF.	Murray Johnston	LX	1,51	17	****	!	0,99	17
CS EF(L)S. C. JAP	Crédit Suisse A	GR	1,13	18	****	**	0,88	18
BAILLIE BG JAPANESE FUND	Baillie Gifford	UK	0,75	19	****	*****	0,75	19
STEWART IVORY JAPAN	Stewart Ivory U	UK	0,70	20	****	****	0,65	20
LAZARD JAPAN GROWTH	Lazard Unit Tru	UK	0,61	21	****	****	0,65	21
S&P JAPAN GROWTH	Save & Prosper	UK	0,32	22	****	****	0,34	22
ABERDEEN JAPAN	Aberdeen Prolif	UK	0,10	23	****	****	0,09	23
BIL EQUITIES JAPON C	Banque Internat	BL	–0,16	24	****	*****	–0,15	24
ABBEY JAPAN	Abbey Unit Trus	UK	–0,23	25	****	****	–0,25	25
PRUDENTIAL JAPANESE	Prudential Unit	UK	–0,39	26	****	***	–0,44	26
JAPAN FONDS	BIG Luxinvest	GR	–0,61	27	****	*****	–0,60	27
ING INTL JAPENESE EQUITY JPY C	ING Bank Patrio	BL	–0,68	28	****	*	–0,88	28
L. JAPAN	Lazard Investme	GR	–0,99	29	****	*****	–0,98	29
MARTIN CURRIE JAPAN	Martin Currie U	UK	–1,04	30	****	****	–0,99	30
BBL INVEST JAPAN CAP	BBL- Banque Bru	BL	–1,07	31	****	*****	–1,04	31
SOGELUX FD EQUITIES JAPAN OPP	Société Général	BL	–1,60	32	****	***	–1,35	32
BACOB JAPAN C	Artesia-Bacob-C	BL	–1,63	33	****	*****	–1,58	33
DRES RCM JAPANESE SPECIAL	Dresdner RCM Fu	UK	–1,77	34	****	****	–1,69	34
KB EQUITY FUND JAPAN C	KBC Bank	BL	–1,78	35	****	****	–1,88	35
ABN AMRO JAPAN EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	–1,99	36	****	*	–2,56	39
ROYAL LONDON JAPAN GROWTH	Royal London Un	UK	–2,30	37	****	*****	–2,26	38
SCOT AMICABLE JAPANESE	Scottish Amicab	UK	–2,33	38	****	**	–2,76	41
SCOT MUTUAL JAPANESE	Scottish Mutual	UK	–2,54	39	****	****	–2,78	43
SG JAPON OPPORT	Société Général	FR	–2,69	40	****	**	–2,20	36
JAPANESE EQUITY	Schroders	GR	–2,71	41	****	*****	–2,62	40
AA JAPAN EQ FD	ABN-AMRO	GR	–2,82	42	****	****	–2,93	44
GART.INDOSUEZ JAPAN	Gartmore	LX	–3,18	43	***	***	–3,51	46
SCHRODER INTL SEL JAPAN EQTY	Schroder ISF-Ba	BL	–3,20	44	***	*****	–3,17	45
HSBC JAPANESE SMALLER COS	HSBC Unit Trust	UK	–3,45	45	***	**	–2,77	42
GT JAPAN GROWTH	LGT Asset Manag	UK	–3,77	46	***	!	–2,22	37
STATE STREET ACTIONS JAPON	State Street Ba	BL	–4,15	47	***	**	–5,06	57
F&C JAPANESE SMALLER COS	Foreign & Colon	UK	–4,20	48	***	****	–4,02	49
MAT JAP AKTIEN	MAINTRUST	GR	–4,27	49	***	****	–4,59	54
GROUPE INDOSUEZ JAP SMLL COS	Banque Indosuez	BL	–4,36	50	***	****	–3,99	47

ACTIONS PACIFIQUE

Performance moyenne brute sur un an : – 11,54 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
LION INTERACTION ASIE PAC	Crédit Lyonnais	BL	1,21	1	*****	****	1,29	1
RG PACIFIC FD	ROBECO	GR	–0,28	2	****	****	–0,25	2
FLEMING FF PACIFIC	FlemingFF-Bank	BL	–0,51	3	****	****	–0,47	3
PACIFIC FUND USD	Fidelity Funds	CH	–2,55	4	****	****	–2,13	4
SEAPAC FUND	Banque Cantonal	CH	–3,97	5	****	***	–4,96	10
UBS EQ INV PACIFIC	UBS	CH	–4,82	6	****	****	–5,22	11
ING SVILUPPO ASIA	ING Sviluppo Ge	IT	–4,89	7	****	****	–4,00	6
AMPLITUDE PACIFI.C	La Poste	FR	–4,93	8	****	*****	–4,66	9
CNP ASSUR-ASIE	CDC Gestion	FR	–5,04	9	****	****	–4,28	7
DUCATO AZIONARIO ASIA	Ducato Gestioni	IT	–6,11	10	***	****	–6,68	15
CU PP FAR EASTERN	CU PP-Bank van	BL	–6,25	11	***	****	–7,02	16
PRIME MERRILL PACIFICO	Prime Merrill F	IT	–6,36	12	***	*	–3,49	5
PACIFIC BASIN EQ. B.	Bank von Ernst	GR	–6,75	13	***	****	–7,66	17
GENERCOMIT PACIFICO	GenerComit Gest.	IT	–6,79	14	***	**	–4,43	8
INTERSELEX INVEST NEW ASIA B	Générale Bank-F	BL	–7,24	15	***	**	–10,27	28
ATOUT ASIE	Grp Crdt Agrico	FR	–7,57	16	***	***	–6,12	13
G.I.F. ASIA PACIFIC USD-C	Crédit Agricole	CH	–7,76	17	***	***	–9,66	24
ADRIATIC FAR EAST FUND	RAS Asset Manag	IT	–7,99	18	***	**	–5,23	12
ABN AMRO ASIAN TIGERS EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	–8,04	19	***	*****	–8,39	20
CITI PF IND ASIA PAC EX JAPON	Citibank Belgiu	BL	–8,30	20	***	***	–10,04	25
PACIFIC EQUITY	Schroders	GR	–8,63	21	***	**	–11,59	33
SHARE PACIFIC	Bearbull	BL	–9,20	22	***	*****	–9,25	23
SCHRODER INTL SEL PAC EQTY	Schroder ISF-Ba	BL	–9,26	23	***	***	–11,92	35
DEKALUX PAZIFIK	Deka Inter. (Lu	GR	–9,28	24	***	***	–11,55	32
BBL INVEST ASIAN GROWTH CAP	BBL- Banque Bru	BL	–9,51	25	***	*	–14,29	49
THORNTON-LUX TIGER	DAM (DIT-Gruppe	GR	–9,51	26	***	****	–10,29	29
GESTNORD FAREAST	Gestnord Fondi	IT	–9,98	27	***	**	–6,62	14
AZIMUT PACIFICO	Azimut Gestione	IT	–10,04	28	***	***	–7,78	19
LIBERTY NW-NEWPORT TIGER	Liberty Newport	BL	–10,09	29	***	***	–12,01	36
FLEMING FF EASTERN OPPS	FlemingFF-Bank	BL	–10,71	30	***	****	–11,61	34
INDOSUEZ ASIAN GROWTH FUND	Banque Indosuez	BL	–11,23	31	**	***	–13,94	47
GESFIMI PACIFICO	GESFIMI	IT	–11,30	32	**	**	–7,68	18
ROLOORIENTE	Rolofond	IT	–11,31	33	**	***	–8,93	22
PACIFIC STOCK FUND B USD	Groupe Julius B	CH	–11,41	34	**	!	–16,14	56
KB EQUITY FUND NEW ASIA C	KBC Bank	BL	–11,57	35	**	****	–12,77	41
PACIFIC GROWTH A	PRICOA Worldwid	GR	–11,75	36	**	***	–8,51	21
SOGEPACIFIC C	Société Général	FR	–11,98	37	**	*****	–12,09	37
NOMURA GLB.ASIA PAC.PR	Nomura	LX	–12,02	38	**	****	–10,11	26
STATE STREET ACTIVE ASIE	State Street Ba	BL	–12,18	39	**	****	–13,88	45
DBIM TIGERFUND	Deutsche Bank	BL	–13,37	40	**	*****	–13,94	46
INVESCO PS ASIA TIGER GTH	Invesco	BL	–13,39	41	**	***	–17,14	54
MANDARIN FONDS	DBIM (DWS-Grupp	GR	–13,68	42	**	****	–15,35	51
FONDICRI SELEZIONE ORIENTE	Fondicri	IT	–13,84	43	**	***	–10,15	27
MERCURY PACIFIC	Mercury Fund Ma	UK	–14,09	44	**	***	–17,12	53
PACIFIC FD B	Mercury Asset M.	GR	–14,23	45	**	***	–17,23	55
LIBERTY NW-NEWPORT PACIFIC	Liberty Newport	BL	–14,26	46	**	**	–19,08	59
ORIENTE 2000	Mediolanum Gest	IT	–15,15	47	**	***	–10,58	30
KB LUX KEY FAR EAST	Kredietbank Lux	BL	–15,88	48	**	***	–20,02	60
M.JHNSN.PAC.PRTF.	M. Johnstone	LX	–16,15	49	**	****	–14,43	50
CARIFONDO AZ ASIA	Fondigest	IT	–16,16	50	**	****	–13,85	44

ACTIONS EXTRÊME-ORIENT

Performance moyenne brute sur un an : – 10,34 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
BARING KOREA TRUST	Baring Fund Man	UK	20,94	1	*****	*****	21,86	1
INVESCO KOREA	Invesco Asset	UT	16,85	2	*****	*****	16,34	2
ABERDEEN NEW THAI	Aberdeen	UT	7,85	3	*****	*****	7,92	3
JUPITER FAR EASTERN	Jupiter Unit Tr	UK	5,65	4	*****	****	4,84	4
ROYAL & SUN FAR EAST	Royal Life Fund	UK	2,98	5	*****	***	2,39	5
ROYAL LIFE PACIFIC BASIN	Royal Life Fund	UK	0,50	6	****	***	0,39	6
BBL INVEST HK & CHINA CAP	BBL- Banque Bru	BL	–0,33	7	****	!	–0,51	9
ASIA AKT. TYP 0	DWS	GR	–0,43	8	****	***	–0,31	7
INVESCO JAPAN DSY.	Invesco Asset	UT	–0,54	9	****	***	–0,38	8
TEMPLETON GS THAILAND	Templeton	BL	–1,12	10	****	**	–1,53	10
FERNOST FONDS	Nestor Investme	GR	–1,55	11	****	*****	–1,56	11
G.S. THAILAND	Templeton	GR	–2,38	12	****	**	–3,28	13
MARTIN CURRIE JAPAN	Martin Currie	UT	–4,27	13	****	**	–2,77	12
PARTNER TIGRE	La Mondiale - B	FR	–4,39	14	****	****	–4,94	16
LEGAL & GENERAL FAR EAST	Legal & General	UK	–5,17	15	****	****	–4,53	15
F&C PACIFIC	For & Col Manag	UT	–5,26	16	****	****	–4,35	14
G.S. ASIAN DEVELOP	Templeton	GR	–5,96	17	****	!	–9,69	37
EQUITABLE FAR EASTERN	Equitable Unit	UK	–6,50	18	****	***	–4,97	17
GART.INDOSUEZ ASEAN FD	Gpe Indo Fd	LX	–6,98	19	****	***	–8,44	28
INVESCO ACT.ASIE	Invesco France	FR	–6,99	20	****	***	–8,20	26
SOUTH EAST ASIA FUND USD	Fidelity Funds	CH	–7,31	21	****	***	–8,58	29
BERENB. U. ASIA	Universal-Inves	GR	–7,33	22	****	**	–5,04	18
ASIAN SPS	Fidelity	GR	–7,40	23	****	*	–10,95	44
NORWICH PACIFIC	Norwich Union T	UK	–7,73	24	****	**	–5,07	19
SCOTTISH LIFE PACIFIC	Scottish Life I	UK	–7,97	25	****	***	–6,54	21
CANADA LIFE SUNRISE	Canada Life Uni	UK	–8,05	26	****	***	–6,31	20
HK & CH	Fidelity	GR	–8,15	27	****	**	–10,95	45
FP PACIFIC BASIN	Friends Provide	UK	–8,16	28	****	***	–6,64	22
HENDERSON FAR EAST INC.	Henderson Inves	UT	–8,28	29	****	****	–7,40	24
S&W FAR EASTERN	Smith & William	UK	–8,48	30	****	****	–7,07	23
ABN AMRO ASIAN TIGERS EQUITY	ABN AMRO Bank	BL	–8,71	31	****	*****	–8,39	27
GART.INDOSUEZ ASIA PAC	Gpe Indo Fd	LX	–8,75	32	****	***	–10,46	40
FIDELITY ASIAN VALUES	Fidelity	UT	–8,93	33	****	***	–10,52	41
UNIASIA	Union-Investmen	GR	–9,05	34	****	*****	–9,36	36
NEW ASIA EQUITY DIST. USD	ING Internation	CH	–9,24	35	****	****	–7,88	25
SCHRODER FAR EAST GRTH	Scroder Unit Tr	UK	–10,59	36	***	****	–9,04	34
INTERSELEX EQ GREATER CHINA B	Générale Bank-F	BL	–10,61	37	***	****	–12,41	47
S&P FAR EASTERN GROWTH	Save & Prosper	UK	–10,68	38	***	****	–8,68	32
HSBC INV.FD.HK.EQ. (SI	Hsbc Instit Cu	LX	–10,77	39	***	***	–13,39	50
CU PPT FAR EASTERN GROWTH	Commercial Unio	UK	–10,86	40	***	***	–8,95	33
NPI FAR EAST	NPI Investment	UK	–10,98	41	***	****	–9,86	38
GAM FAR EAST	GAM Sterling Ma	UK	–11,08	42	***	****	–9,33	35
UBS (LUX) EQ INV - CHINA DRAG	UBS	CH	–11,29	43	***	****	–13,10	48
HENDERSON PACIFIC SM COS	Henderson Inves	UK	–11,44	44	***	***	–8,67	30
CORAIL	BFT	FR	–12,22	45	***	****	–10,94	43
SINGAPORE	Fidelity	GR	–12,23	46	***	**	–16,50	69
HAMBROS SM.ASIAN	Guinness Flight	UT	–12,32	47	***	****	–13,43	52
ST JAMES FAR EAST	St Jame's Place	UK	–12,61	48	***	****	–10,68	42
SBC EF ASIA	UBS	CH	–12,71	49	***	***	–15,36	65
ASIEN	Trinkaus (Lux.)	GR	–12,72	50	***	****	–14,68	57

ACTIONS PAYS ÉMERGENTS

Performance moyenne brute sur un an : – 28,54 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CREDIT SUISSE S AFRICA	Crédit Suisse A	UK	3,12	1	*****	**	2,34	1
EMFERNOSTF	Union-Investmen	GR	–5,52	2	*****	****	–5,04	2
BARING EMERGING EUROPE	Baring Internat	UT	–8,76	3	*****	*	–10,99	3
MAGELLAN	Comgest Ofivalm	FR	–15,99	4	*****	****	–17,35	8
TEMPLETON EMRG.MKT.	Templeton	UT	–16,93	5	****	*****	–17,25	7
EMERG. MAR. EQ	DIMS (DIT-Grupp	GR	–17,82	6	****	***	–20,83	18
SCUDDER LATIN AMERICAN	"Scudder, Steve	UT	–18,23	7	****	***	–20,77	17
FLEMING FF EMERGING MKTS	Fleming FF-Bank	LX	–19,50	8	****	**	–15,43	4
S&P LATIN AMERICA	Save & Prosper	UK	–19,68	9	****	*	–25,13	28
PANELFUND EMERG MKTS USD CAP	Banque CGER	BL	–19,80	10	****	***	–23,12	22
CREGEM EQUITIES L EMERG MKTS C	Crédit Communal	BL	–19,96	11	****	***	–17,56	10
CERA INVEST EMERGING MARKETS C	KBC Bank	BL	–20,15	12	****	*****	–19,63	14
EMERGING MARKETS EQUITY A	Banque J. Vonto	CH	–20,21	13	****	*****	–19,67	15
PEH-Q.EMERG MAR	PEH Wertpapier	GR	–20,32	14	****	****	–19,88	12
S&P EMERGING MARKETS	Save & Prosper	UK	–20,33	15	****	****	–22,14	20
OLD MUTUAL STH.AFRICAN	Old Mutual (Ber	UT	–20,53	16	****	***	–17,56	9
TEMPLETON GS EMERGING MKTS	Templeton	BL	–20,87	17	****	****	–19,31	13
NPI LATIN AMERICA	NPI Investment	UK	–21,47	18	****	!	–29,40	45
PEH-U MIRO	Universal-Inves	GR	–21,69	19	****	**	–16,40	5
B FRANCK SPECIAL OPPS	Blackstone Fran	UK	–21,71	20	****	***	–25,47	29
AA GL EM M. EQ.	ABN-AMRO	GR	–21,76	21	****	**	–26,59	37
AXA N.P.I. C	Axa	FR	–22,29	22	****	*****	–21,90	19
EMERG MARKETS	Gartmore	GR	–22,33	23	****	****	–24,35	26
DRES.RCM EMRG.MKTS.	Dresdner RCM GL	UT	–22,40	24	****	****	–20,45	16
EM MARKETS	Fidelity	GR	–22,56	25	****	****	–24,01	25
GROUPE INDOSUEZ DEV MKTS	Banque Indosuez	BL	–23,25	26	****	***	–26,49	36
LAZARD BIRLA INDIA	Lazard Bros Ass	UT	–23,44	27	****	**	–17,89	11

هكذا من الأصل

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
CAP EMERGENCE	DRESDNER	FR	–23,69	28	****	***	–27,83	39
ISRAEL FUND	BARCLAYS GLOBAL	UT	–24,05	29	****	*	–17,22	6
AXA SUN LIFE EMERGING MKTS	AXA EQUITY & LA	UK	–24,36	30	****	****	–25,69	30
STEWART IVORY EMERGING	STEWART IVORY U	UK	–25,72	31	****	****	–23,52	24
SCHRODER INTL SEL EMER MKTS	SCHRODER ISF-BA	BL	–25,79	32	****	****	–24,65	27
CU PP EMERGING COUNTRIES	CU PP-BANK VAN	BL	–26,06	33	****	*****	–26,05	31
INVESCO PS GLBL EMER MKTS	INVESCO	BL	–26,09	34	****	****	–27,30	38
GOVETT LATIN AMERICA	AIB GOVETT UNIT	UK	–26,18	35	****	!	–35,25	62
ABERDEEN FRONTIER MARKETS	ABERDEEN PROLIF	UK	–26,38	36	****	***	–22,85	21
SCHRODER GLBL EMERG MKTS	SCRODER UNIT TR	UK	–26,86	37	****	*****	–26,29	35
BAILLIE GIFFORD EMERG MKTS	BAILLIE GIFFORD	UK	–27,03	38	***	****	–28,90	43
CAP. INT. EM. COUNTR.	CAPITAL INTERNA	GR	–27,19	39	***	****	–26,05	32
EMERGING MARKETS A	MERCURY ASSET M	GR	–27,57	40	***	*****	–28,56	41
NEW HORIZON	HYPO-INVEST-LUX	GR	–28,74	41	***	*****	–29,75	46
EMERGING WORLD	BARING ASSET MA	GR	–29,37	42	***	****	–31,74	51
KB EQUITY FUND NEW MKTS C	KBC BANK	BL	–29,38	43	***	*****	–28,33	40
MARTIN CURRIE EMER MARKETS	MARTIN CURRIE U	UK	–29,67	44	***	*****	–29,19	44
TEMPLETON LATIN AMER.	TEMPLETON	UT	–29,70	45	***	*	–38,42	65
S.STR.EMERG. MKT C	STATE STR. BQ.	FR	–29,88	46	***	****	–28,62	42
EQ. INV. S. AFRICA	UBS AG	GR	–29,89	47	***	**	–23,23	23
CITY LDN EMRG MKT COUNTRY	CITY FINANCIAL	UK	–29,93	48	***	***	–26,19	34
INVESCO GLOBAL EMER MKT	INVESCO INTERNA	UK	–30,21	49	***	****	–32,77	54
ABERDEEN EMERGING MARKETS	ABERDEEN PROLIF	UK	–31,41	50	***	****	–32,72	53

ACTIONS AMÉRIQUE LATINE

Performance moyenne brute sur un an : – 29,76 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
LION FORTUNE CL LAT AM EQ C	CRÉDIT LYONNAIS	BL	–16,47	1	****	***	–18,03	1
BRAZIL EQUITY	LLOYDS BANK	CH	–18,54	2	***	****	–18,92	2
BBL INVEST LATIN AMERICA CAP	BBL- BANQUE BRU	BL	–24,22	3	**	****	–25,07	3
FLEMING FF LATIN AMERICAN	FLEMING FF-BANK	BL	–24,82	4	**	***	–26,76	6
LAT AMER	FIDELITY	GR	–24,94	5	**	**	–27,87	10
GROUPE INDOSUEZ LATIN AMERICA	BANQUE INDOSUEZ	BL	–25,50	6	**	*	–29,74	14
SOGELUX FD.EQ.LNAMER	SOGELUX	LX	–26,04	7	**	****	–26,77	7
SCUDDER GLOBAL OPPORTUNITIES F	ZÜRICH FINANCIA	CH	–26,75	8	**	*****	–26,42	5
INVESCO PS LATIN AMERICAN GTH	INVESCO	BL	–26,95	9	**	***	–29,58	13
ABN AMRO LATIN AMERICAN EQTY	ABN AMRO BANK	BL	–27,21	10	**	****	–28,47	11
LATEINAM. FONDS	NESTOR INVESTME	GR	–28,04	11	**	**	–25,14	4
MST LATIN AMERICAN USD	MERCURY SELECTE	CH	–28,95	12	**	*****	–29,42	12
LATIN AMERICAN EQUITY CAP. USD	ING INTERNATION	CH	–30,34	13	*	**	–26,79	8
LATINAC FUND	BANQUE CANTONAL	CH	–31,33	14	*	*****	–30,89	17
KB EQUITY FUND LAT AMERICA C	KBC BANK	BL	–31,40	15	*	****	–29,87	15
INDOSUEZ LATIN AMERICA C	BANQUE INDOSUEZ	BL	–32,02	16	*	*****	–32,09	20
MRLY.EQ.CV.SER.LNAMER.	MRLY	LX	–32,15	17	*	****	–31,18	19
A.B. LATINOAMERICA	A.B. ASESORES G	SP	–32,15	18	*	****	–30,31	16
LLOYDS IP LATIN AM EQ	LLOYDS BANK	LX	–32,38	19	*	****	–33,68	22
LATIN AMERICA	GARTMORE	GP	–32,44	20	*	****	–33,98	25
DB LATEINAMERIKA	DBIM (DWS-GRUPP	GP	–33,09	21	*	*****	–33,19	21
AETNA LNAMER.GW.A	AETNA INVEST.	LX	–34,62	22	•	***	–37,82	27
AC LATEINAMERIKA	AXA COLONIA KAG	GR	–34,76	23	•	!	–27,58	9
CS EF (LUX) LATIN AMERICA	CRÉDIT SUISSE	BL	–35,26	24	•	****	–33,81	24
LATIN AMERI A	MERCURY ASSET M	GR	–35,71	25	•	**	–31,06	18
UBS EQ INV AM LAT	UBS	CH	–36,22	26	•	***	–33,73	23
EMLATEINAM	UNION-INVESTMEN	GR	–37,30	27	•	****	–38,16	26
SBC EF LATIN AMERICA	UBS	CH	–40,03	28	•	****	–38,83	28

ACTIONS MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne brute sur un an : – 9,35 %

Libellé	Promoteur	Code pays	Perf. retraité % au 30/11/98	Rang retraité sur 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en % au 30/11/98	Rang brut sur 1 an
MERCURY GOLD & GENERAL	MERCURY FUND MA	UK	14,11	1	***	****	15,10	1
MST GOLD AND MINING USD	MERCURY SELECTE	CH	10,60	2	***	****	11,30	2
M&G AUSTRALASIAN	M & G SECURITIE	UK	7,11	3	***	***	5,83	4
SWISSCA GOLD	SWISSCA	CH	5,41	4	***	***	6,28	3
ENERGIA	BQ WORMS	FR	2,42	5	**	****	2,16	6
PEH-Q.GOLDMINES	PEH WERTPAPIER	GR	2,00	6	**	**	2,53	5
SBC EF GOLD	UBS	CH	1,29	7	**	***	1,54	8
BBL (L) INVEST GOLDMINES C	BBL- BANQUE BRU	BL	1,26	8	**	**	1,59	7
M&G GOLD	M & G SECURITIE	UK	–0,59	9	**	***	–0,69	9
EQ. INV GOLD	UBS AG	GR	–4,05	10	**	***	–4,85	11
TSB NATURAL RESSOURCES	TSB UNIT TRUSTS	UK	–5,36	11	**	*****	–5,36	12
PRÉMIOR	CRÉDIT DU NORD	FR	–5,68	12	**	***	–4,60	10
MST WORLD MINING FUND USD	MERCURY SELECTE	CH	–7,07	13	**	***	–7,98	14
HILL SAMUEL NATURL RESRCS	HILL SAMUEL UNI	UK	–8,93	14	**	***	–7,71	13
ORACTION C	GRP CRDT AGRICO	FR	–10,27	15	**	*****	–9,97	16
GL RESSOURCES	BARING ASSET MA	GR	–12,55	16	*	****	–13,28	19
ACTI-MINES D'OR C	BBL	FR	–14,34	17	*	*	–9,69	15
BBL (L) INVEST BASE METALS C	BBL- BANQUE BRU	BL	–14,89	18	*	***	–17,39	22
SBC EF NATURAL RESSOURCES	UBS	CH	–15,04	19	*	**	–11,84	17
FONDIRO	ADIG	BL	–15,50	20	*	***	–13,54	20
GROUPAMA OR	GROUPAMA ASSET	FR	–16,03	21	*	****	–14,17	21
ENERGIE	DWS	GR	–17,59	22	*	**	–12,90	18
S&P GOLD & EXPLORATION	SAVE & PROSPER	UK	–17,81	23	*	***	–20,91	24
LLOYDS IP GOLD	LLOYDS BANK	BL	–18,58	24	*	****	–20,70	23
AURÉCIC C	CIC	FR	–22,90	25	*	*****	–23,03	25
S&P COMMODITY	SAVE & PROSPER	UK	–28,66	26	•	****	–27,45	26
GARTMORE GOLD & INTL RES	GARTMORE FUND M	UK	–30,59	27	•	****	–28,91	27
GLOBAL RESSOURCES	GARTMORE	GR	–33,93	28	•	****	–31,85	29
ORVALOR C	SOCIÉTÉ GÉNÉRAL	FR	–36,76	29	•	***	–30,37	28

Les fonds investis dans les pays émergents ont en partie limité les dégâts

En 1998, les sicav spécialisées dans les pays émergents ont affiché, à une écrasante majorité, des performances négatives, victimes de la seconde vague de crise boursière. *La première avait entraîné* les chutes des Bourses du Sud-Est asiatique en juillet 1997. La seconde a balayé les Bourses de Moscou, *d'Europe centrale et d'Amérique* latine à partir d'août 1998, lorsque la Russie a fait défaut sur le remboursement de sa dette. L'illusion d'une forte croissance financée par l'endettement à court terme s'est dissipée et tous les regards se sont tournés vers le Brésil, qui avait adopté ce mode de développement. La chute des prix des matières premières a, en outre, brusquement tari les entrées de devises pour de nombreux pays émergents. Les interventions énergiques du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du gouvernement américain, qui a assuré les marchés qu'il ne laisserait pas le Brésil et l'Amérique latine sombrer dans la faillite, ont permis d'éviter la catastrophe.

« C'est dans les périodes de baisse que l'on fait la différence lorsque l'on gère une sicav sur les pays émergents », estime Jean-François Canton, gérant de la sicav Magellan chez Comgest. Cette sicav doit son excellent classement au fait qu'elle n'a jamais investi en Russie. A Moscou, le marché des actions a pratiquement disparu, l'indice RTS a perdu plus de 80 % de sa valeur et les transactions sont très faibles. La Bourse brésilienne, elle, a chuté de 61 % entre le 15 avril 1998 et le 10 septembre. Toutefois, grâce au plan d'austérité budgétaire et au soutien financier du FMI, le marché a regagné 50 %.

Hongkong a été le théâtre d'un affrontement entre des fonds spéculatifs et l'autorité monétaire du territoire. Les fonds qui misaient sur une dévaluation du dollar de Hongkong ont massivement vendu cette devise mais également les actions cotées avec l'espoir de les racheter beaucoup moins cher. Car, pour défendre une parité monétaire, les autorités sont généralement réduites à augmenter les taux *d'intérêt. Ce qui logiquement* fait baisser les marchés d'actions. Pour contrer ce type de spéculation, l'autorité monétaire de Hongkong n'a pas hésité à augmenter ses taux directeurs, tout en achetant massivement des actions (elle a dépensé 15 milliards de dollars). Conséquence, entre le 13 août, point le *plus bas de l'année, et le* 24 novembre, l'indice Hangseng de la Bourse a grimpé de 63 %. Les fonds spéculatifs ont perdu la partie et le territoire de Hongkong s'est retrouvé le premier détenteur de titres cotés.

Le marché coréen a rebondi de 46 % en deux mois grâce à la mise en place d'une vaste restructuration *des cinq chaebols. Ces conglomé*rats, étranglés par l'endettement, devraient bénéficier d'un refinancement gouvernemental en contrepartie d'une *spécialisation* accrue.

De telles fluctuations boursières ne sont pas propices à une gestion sereine de fonds en actions. Les gestionnaires, qui tentent de sélectionner les valeurs en fonction de leurs qualités intrinsèques, sont souvent confrontés à des mouvements de marché erratiques. Cela explique qu'une majorité de fonds spécialisés dans ces régions ont conservé une partie de leurs avoirs en liquidités. Les gérants attendent une stabilisation des données macro-économiques pour réinvestir.

SOUS-CAPITALISATION

La détention de liquidités s'explique également par la crainte de devoir faire face à des retraits de la part des souscripteurs. Mais les promoteurs de sicav spécialisées sur les marchés émergents ont su être persuasifs. Ils ont expliqué à leurs *souscripteurs que ces marchés ris*qués ne doivent représenter qu'une faible partie d'un portefeuille. Le moment est d'ailleurs peut-être venu de saisir l'opportunité que représente la très faible valorisation des Bourses émergentes. Dans les pays émergents, la capitalisation boursière ne représente que 1,3 fois l'actif net des sociétés contre 3,2 fois en Europe et 4,2 fois aux Etats-Unis.

Depuis septembre 1998, les trois baisses de taux de la Réserve fédérale américaine ont soulagé les économies et les devises des pays émergents. Les taux d'intérêt à court terme sont revenus à 6 % à Singapour, 7 % en Malaisie et 6,5 % en Thaïlande, et les devises de ces pays se sont nettement raffermies. Ce retour à une relative stabilité de l'environnement économique a permis à certains pays d'engranger des surplus de leurs balances de comptes courants. Les prévisions de récession économique pour l'année 1999 (– 1,2 % au Brésil et au Venezuela, – 1 % à Hongkong et en Indonésie, 0 % en Malaisie) sont déjà intégrées dans les cours des actions. Toutefois demeure le risque majeur d'une dévaluation du yuan chinois qui pourrait entraîner de nouvelles perturbations financières en 1999. Ce serait la troisième année noire dans la région.

Enguérand Renault